CELUI QUI POURRAIT CHANGER LE MONDE

Introduction de Lawrence Lessig

AARON SWARTZ

Écrits

B42—135 E04

Éditions B42



Aaron Swartz lors d'une manifestation contre le projet de loi SOPA (Stop Online Piracy Act) le 18 janvier 2012 à New York. Photographie Daniel J. Sieradski.

Manifeste pour une guérilla en faveur du libre accès

L'information, c'est le pouvoir. Et comme tout pouvoir, certains ne le veulent que pour eux-mêmes. Le patrimoine mondial scientifique et culturel, publié pendant des siècles dans des livres et des revues, fait l'objet d'une numérisation croissante et reste aux mains d'une poignée de sociétés privées. Si vous souhaitez lire les articles relatifs aux trouvailles scientifiques les plus notables, il vous faut dépenser une fortune auprès d'éditeurs comme Reed Elsevier.

Il existe des personnes qui se battent pour changer cet état de fait. L'Open Access Movement a entamé une lutte courageuse pour que les scientifiques ne cèdent pas leurs droits d'auteur, et qu'au contraire, leurs travaux soient publiés sur Internet, afin que cha- bibliothèques entières, si personne n'a le droit de lire le contenu de ces livres sur Google ? Est-il normal que les élèves des prestigieuses universités occidentales aient accès à ces articles scientifiques, et pas ceux des pays du Sud ? Une telle situation est purement scandaleuse et inacceptable.

« Je suis d'accord, me diront beaucoup, mais que peut-on y faire ? Les sociétés sont détentrices des copyrights, elles gagnent énormément d'argent en faisant payer l'accès à ces documents, et tout cela est parfaitement légal – je ne vois pas ce que l'on peut faire pour mettre fin à cet état de fait. » Et pourtant, une action est possible, qui a d'ailleurs déjà été amorcée : la contre-attaque.

Vous tous, qui pouvez accéder à ces ressources – étudiants, bibliothécaires, scientifiques – dites-vous que l'on vous a accordé passe avec des
des fichiers pou
Dans le même t
de ce savoir ne
autant. Vous av
ter les barrières
était aux mains
partager avec v
Toutes ces actio
teau, à l'abri de
vol ou de pira
richesse du sav
piller un bateau
page. Le parta
relève d'un in
avares refuser
copie de leur do
Naturellement,
aveuglées par l

CELUI QUI POURRAIT CHANGER LE MONDE

AARON SWARTZ

ÉCRITS

Textes traduits
de l'anglais (États-Unis)
par Marie-Mathilde Bortolotti
et Amarante Szidon

AVEC UNE INTRODUCTION DE LAWRENCE LESSIG

Éditions B42

Éditions B42, Paris, 2017 pour l'édition française.

Introduction © 2015 by Lawrence Lessig

Cet ouvrage a été publié pour la première fois en janvier 2016 sous le titre *The Boy Who Could Change the World. The Writings of Aaron Swartz*, par The New Press, New York, États-Unis d'Amérique.

Traduction de l'anglais (États-Unis) : Marie-Mathilde Bortolotti et Amarante Szidon
Relecture : Chantal Calvez
Suivi éditorial : Julia Lamotte
Conception graphique : deValence
Caractères typographiques : Times New Roman et Apax

Merci à Nicolas Joyard pour sa relecture et ses conseils avisés.

ISBN 978-2-490077-35-9
Dépôt légal : mai 2020

B42–135 E04

Éditions B42
80, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris
info@editions-b42.com
editions-b42.com

Cet ouvrage est publié avec le soutien du Centre national du livre et de la région Île-de-France.

Copyright © 2015 by Sean B. Palmer

Published by arrangement with The New Press, New York.

Programmeur informatique, essayiste, organisateur politique et hacker-activiste américain, Aaron Swartz (1986-2013) a participé à la création du RSS, de Creative Commons, de web.py et de Reddit. Il a contribué au lancement du Progressive Change Campaign Committee en 2009 et fondé le groupe en ligne Demand Progress. Il laisse derrière lui ses parents et deux frères, qui vivent à Chicago.

Lawrence Lessig est professeur de droit Roy L. Furman à la Harvard Law School. Il a dirigé l'Edmond J. Safra Center for Ethics à l'université Harvard et est l'un des membres fondateurs de Creative Commons. Il vit à Cambridge dans l'État du Massachusetts.

Sommaire

Introduction de Lawrence Lessig 9

Chapitre 1 — Culture libre

Introduction de Benjamin Mako Hill et Seth Schoen 15
Contre-argument : télécharger n'est pas voler 19
Entretien « UTI » avec Aaron Swartz 21
Jefferson : la nature exige que l'information soit libre 32
Manifeste pour une guérilla en faveur du libre accès 35
Les fruits de la collaboration de masse 38
Les techniques de la collaboration de masse : une troisième voie possible 40
Wikimedia à la croisée des chemins 43
Qui écrit Wikipédia ? 47
Qui dirige Wikipédia ? 53
Fabriquer plus de wikipédiens 57
Fabriquer plus de Wikipédias 60
Le code et autres lois de Wikipédia 63
De fausses exceptions 66
(The Dandy Warhols) Come Down 68
S'élever avec les faits : la découverte de la vérité au tribunal wiki 71
Bienvenue, Watchdog.net 74
Une base de données à la folie 76
À quel moment la transparence se révèle-t-elle utile ? 80
Comment nous avons arrêté SOPA 89

Chapitre 2 — Ordinateurs

Introduction de David Auerbach 103
Un Web programmable, extrait 105
Vie privée, fiabilité, sécurité : choisissez-en deux 113
Régler la question de la licence globale 117
Le principe de Postel ne souffre d'aucune exception 121
La quadrature du triangle : des noms protégés, sans autorité centrale et faciles à retenir 123
Publiez tard, publiez rarement 127
Préférez la cuisson au four à la friture 129
Construire des sites cuits au four 131
Une brève histoire d'Ajax 133
djb 136
Les excuses d'un non-programmeur 139

Chapitre 3 — Politique

Introduction de David Segal 147
Les rouages du Congrès 149
Keynes expliqué en quelques mots 193
Vers une gauche plus vaste 200
Hommes politiques de profession, prenez garde ! 205
La force d'attraction du centre 210
L'État providence conservateur 212
Entrepreneurs politiques et fous fortunés 216
Post-scriptum d'Henry Farrell 221

Chapitre 4 — Médias

Introduction de Cory Doctorow 225
Le livre qui a changé ma vie 227
L'invention de l'objectivité 230
Déplacer les termes du débat : comment les grandes entreprises ont camouflé le réchauffement climatique 232
Faire du bruit : comment les think tanks de droite diffusent leur message 235
Avaliser le racisme : l'histoire de *The Bell Curve* 238
Répandre des mensonges : comment les think tanks ignorent les faits 241
Sauver les entreprises : les origines des think tanks de droite 243
Faire du tort au troisième âge : l'attaque contre la sécurité sociale 245
Répliquer : réponses aux grands médias 247
Ce que les journalistes ne font pas : leçons du *Times* 251
Rachel Carson, meurtrière de masse ? 256
L'infiltration est-elle une chose du passé ? Le camouflage considéré comme une tromperie par des journalistes craintifs 263

Chapitre 5 — Livres et culture
Introduction de James Grimmelmann 273
Recommandations de lecture 275
Critique de *The Twilight of the Elites*, de Chris Hayes, par notre invité Aaron Swartz 288
Freakonomics 293
L'immoralité des « Freakonomics » 296
Charge contre la musique classique 298
Une théorie unifiée des magazines 300
Sur la malhonnêteté intellectuelle 302
Comment avoir de la conversation ? 304

Chapitre 6 — La non-scolarisation
Introduction d'Astra Taylor 309
École 311
Vive la non-scolarisation ! 347
L'école fait loi 353
Les écrits de John Holt 355
Éducation par l'apprentissage 359
La diversité intellectuelle à Stanford 361
David Horowitz sur la liberté universitaire 363
Ce que veut dire être un intellectuel 370
Se tromper 373

Épilogue
Héritage 379

Biographies des contributeurs 382

Introduction

Lawrence Lessig

On peut se demander si réunir dans un même recueil tous les écrits qu'une personne a produits durant sa vie est une manière de lui rendre justice. L'écriture est le reflet de la pensée. Mais la pensée évolue. Celui ou celle que nous étions à 19 ans reflète mal la personne que nous étions à 25 ans, ou celle que nous serions devenus à 50. Le processus d'apprentissage n'est pas une longue ligne droite. Et les changements de cap semblent arbitraires, d'autant qu'ils sont rarement avoués.

Je suis convaincu qu'Aaron Swartz, lui, aurait trouvé la démarche de ce recueil illégitime. Lorsqu'il était étudiant à Stanford, il a assisté à une réception à la Stanford Law School, où j'étais professeur. Après l'avoir présenté à divers amis, je leur ai fait part d'un post récemment publié sur son blog.

Après-coup, Aaron m'en a voulu. « C'était personnel », m'a-t-il dit.

« Mais tu l'as posté sur ton blog », ai-je répliqué, ne comprenant pas ses réticences.

« Oui, m'a-t-il répondu, sur mon blog, pour les gens qui lisent mon blog. Pas pour le premier étudiant de la Stanford Law School venu. »

Mais Aaron ne nous a pas laissé le choix. Nous sommes en droit de saisir l'extraordinaire influence qu'a exercée ce garçon, en comprenant ses mots et, ainsi, sa pensée. Une façon d'y parvenir passe par ses écrits. Ils sont incomplets et manquent parfois de cohérence, un essai venant en contredire un autre. Pourtant, à la lecture de ce recueil, je reconnais l'esprit qui s'exprime à travers tous ces textes. Je me souviens de chacun d'eux, et j'en ai appris davantage en les parcourant de nouveau. Si nous nous penchons sur ces fragments issus d'une vie trop courte, c'est pour une bonne raison. Ils ont quelque chose à nous apprendre. Et ils sont source d'inspiration.

Dès son plus jeune âge, Aaron a éprouvé un sentiment de liberté qui restera à jamais étranger à la plupart d'entre nous : cette liberté toute simple de faire ce que l'on croit être juste. Non que la majorité d'entre nous vive dans le mal en permanence, mais nous avons tendance à éviter de nous demander ce qui distingue le bien du mal. Très tôt, nous apprenons à éluder les faits et à esquiver tout ce qui risque de déranger notre confort.

Aaron n'a jamais réellement appris cela. Ou alors il s'en est défait très jeune. Non qu'il ait été du genre à prêcher dans son coin face à un auditoire récalcitrant. Il s'exprimait en posant des questions, non en donnant des instructions. Il a suscité des vocations en laissant entrevoir aux autres une possibilité de se dépasser eux-mêmes. Et il se cloîtrait souvent dans le silence lorsqu'il étudiait pour savoir à qui ou à quoi porter son crédit. Un gamin silencieux au milieu d'étrangers. Une étendue d'eau calme, d'un bleu profond, dissimulant un volcan.

Il était loin d'être aussi tranquille dans ses innombrables écrits, et ceux-ci reflètent bien son esprit en réflexion permanente : souvent conscient de ses atouts, analysant sans cesse les opinions politiques d'une société trop ambivalente pour ses propres intérêts, et travaillant sans relâche pour trouver la meilleure manière de comprendre les choses et de persuader ses semblables.

Dans les essais réunis ici, on observe un garçon travaillant sur de nombreux problèmes à la fois. Comme pour un processeur, différents bits sont au premier plan à différents moments. Mais il a travaillé, différemment certes, sur tous les thèmes réunis ici tout au long de la période adulte (qui pour lui commença à 14 ans) de ses vingt-six années d'existence.

Il travaillait constamment sur lui-même : sur la personne qu'il était et sur ses propres limites. Il travaillait constamment sur la technologie : sur la façon de la faire fonctionner, et fonctionner mieux pour chacun. Il travaillait constamment sur l'accessibilité : à la culture, et au savoir tout particulièrement – et de manière générale à toutes ces choses présumées gratuites. Il étudiait de plus en plus la philosophie politique : la façon de déterminer ce qui est juste, car il avait indéniablement ses propres convictions en la matière. Il étudiait notamment les politiques progressistes : les meilleures manières de traiter de sujets allant de la surveillance à la sécurité sociale, ou comment fédérer un auditoire. Et il lisait avec avidité, des ouvrages de fiction comme des essais. Chaque fin d'année, il rendait compte des centaines de livres qu'il avait lus cette année-là en publiant de courtes critiques de chaque ouvrage.

Non sans une certaine dimension tragique, il travaillait sur ce que lui dictait son devoir, sans se soucier de la loi. Il rallia d'autres à transgresser ce qu'il considérait comme une limite injuste – limite qu'il a lui-même franchie.

Il ne faut pas considérer ces écrits comme l'œuvre d'un homme qui aurait vu la vérité. Aaron a appris plus de choses que la plupart d'entre nous n'en apprendrons jamais. Et il a élaboré plus de choses que la plupart d'entre nous n'en élaborerons jamais. Pourtant, un goût d'inachevé subsiste ici, dont il était conscient, je le sais, mais auquel il imaginait pallier dans les années à venir. Ses compétences techniques lui avaient permis d'accéder à une grande liberté financière ; il adorait la latitude de pensée et d'action que lui offrait cette liberté, parce qu'elle lui permettait d'approfondir toujours plus ses réflexions. Et s'il y a une chose, je pense, qui le terrifiait plus que tout concernant les poursuites pénales dont il fut l'objet et qui provoquèrent la fin de sa vie, ce fut la prise de conscience progressive du fait que, même s'il gagnait son procès contre le gouvernement (ce dont ses avocats finirent par être convaincus), il ne pourrait plus jouir de cette liberté. Une fois sa fortune épuisée, il aurait été contraint de réintégrer un monde dans lequel il ne pourrait plus se permettre de mener une vie uniquement dédiée à la défense de ce qu'il estimait juste.

Un tel recueil, en somme, ne peut qu'être le tableau d'une vie trop brève. Peu d'entre nous aurons jamais une influence ne serait-ce que vaguement comparable à celle qu'a eue ce garçon. Ce qui reste une énigme pour beaucoup. Il n'est jamais passé sur *The Colbert Report* ou *The Daily Show* ; *NBC Nightly News* n'a jamais, ne serait-ce qu'une fois, rendu compte de ses réflexions.

Pourtant, son influence s'est frayé un chemin à travers les vies d'un nombre incroyable d'esprits très différents. Il nous a trouvés, il nous a touchés et il nous a montré le chemin qu'il pensait, et nous avec lui, très probablement, être le meilleur. Nous lui devons énormément encore aujourd'hui. Il reste une somme infinie de travail à accomplir. Pour cet écrivain, ce penseur, cet activiste, ce hacker, ce précieux ami, nous le ferons.

Culture libre

Aaron Swartz a bâti sa vie sur la conviction morale que l'information devait être partagée gratuitement et de manière ouverte. Guidé par ce principe, Aaron a pleinement endossé le rôle d'un leader du mouvement de la « culture libre ». C'est à travers ce combat que nous l'avons rencontré et que nous avons étroitement collaboré pendant près d'une décennie. Dès ses premiers écrits, reproduits au début de ce chapitre, Aaron est captivé par l'idée que la connaissance, à l'inverse d'un bien physique, peut être partagée par de vastes ensembles de personnes sans pour autant rendre qui que ce soit plus pauvre. Pour Aaron, la conséquence directe est qu'il est totalement immoral de priver quelqu'un de l'accès à l'information en créant une pénurie artificielle dans les domaines du savoir, de la culture et des médias.

Les premiers écrits d'Aaron mettent en évidence à quel point ses prises de positions en faveur de la culture libre ont été diverses. Selon le contexte, il essaie de travailler de manière innovante à l'intérieur même du système dans le but de réformer les lois du droit d'auteur, qui restreignent les possibilités de partage. Par exemple, le premier essai d'Aaron sur les modèles de licences globales et sa collaboration avec Creative Commons reflètent ses efforts pour répondre à l'injustice de la culture « non libre ». Nous avons fait la connaissance d'Aaron à l'occasion du débat public de la Cour suprême au moment de l'affaire Eldred *vs* Ashcroft [1]. À l'époque, Aaron était furieux que le Congrès ait cédé aux pressions de l'industrie en allongeant les durées de droit d'auteur, en revanche, il se réjouissait de faire la connaissance d'autres activistes. Avec la perte du procès et le renforcement législatif de l'étendue et du pouvoir des droits d'auteur, Aaron ne pouvait qu'être frustré par l'inertie du mouvement de la culture libre, et a adopté en conséquence une démarche plus transgressive.

Ainsi, en 2009, Aaron a contribué au lancement d'un projet visant à télécharger et à publier des rapports publics de procès pour lesquels les cours fédérales faisaient payer des sommes astronomiques, via le système PACER [2]. Ce projet a déclenché une enquête criminelle, mais Aaron n'a jamais été inculpé dans cette

---

1 Ce procès au gouvernement américain, intenté en 1999 par Eric Eldred, éditeur numérique, faisait suite au vote de la loi Sonny Bono Copyright Term Extension Act (CTEA) en 1998, qui prolongeait la durée du droit d'auteur de vingt ans, empêchant de nombreuses œuvres de tomber dans le domaine public. Il se solda par un rejet de la plainte. Lawrence Lessig était alors l'avocat du plaignant, et malgré un appel de la décision en 2001, la loi CTEA fut déclarée constitutionnelle par une décision de la Cour suprême en 2003, ndt.

2 Public Access to Court Electronic Records, système permettant la diffusion de documents du système judiciaire fédéral américain en version électronique, ndt.

affaire. Le procès du gouvernement américain à l'encontre d'Aaron, qui a eu lieu pendant les deux dernières années de son existence, a été intenté au motif qu'il avait téléchargé un nombre important d'articles parus dans des revues universitaires, dans l'intention de les rendre accessibles à tous, sans conditions. Pour décrire les motivations d'Aaron dans le cadre du procès, le gouvernement s'appuyait sur sa production, déjà ancienne, d'écrits relatifs aux questions de la culture libre et de l'accès libre, montrant un intérêt tout particulier pour l'essai « Manifeste pour une guérilla en faveur du libre accès », publié dans le présent chapitre. Dans ce texte, Aaron appelait de ses vœux la diffusion libre du savoir universitaire, alors aux mains des seuls éditeurs commerciaux.

Dans d'autres recherches, l'engagement d'Aaron pour la culture libre l'a conduit à échafauder et à concevoir des systèmes destinés à diffuser ses travaux collaboratifs. Il a été notamment inspiré par le mouvement du logiciel libre, qui avait démontré que l'engagement en faveur d'une éthique du partage de l'information était susceptible, en pratique, d'ouvrir la voie à des collaborations très vastes, engendrant des résultats éminemment précieux, comme le système d'exploitation GNU/Linux ou encore Wikipédia. Aaron avait d'ailleurs créé il y a des années son propre Wikipédia, baptisé The Info Network, et avait rédigé plusieurs essais proposant d'autres modèles de collaborations de masse, à travers d'autres artefacts culturels en accès libre. La start-up d'Aaron, Infogami – qui a fusionné avec Reddit en 2005 –, était l'une de ces plateformes consacrées au partage d'articles et d'informations. L'encyclopédie collaborative d'Aaron n'ayant pas attiré l'attention du public, il a participé très tôt et très activement au projet Wikipédia. Ce chapitre inclut une série d'articles écrits par Aaron dans le cadre de sa campagne visant à se faire élire au conseil d'administration de la Wikimedia Foundation, l'organisation qui dirige Wikipédia.

Aaron s'est investi pleinement dans le mouvement de la culture libre, notamment parce qu'il pensait que le savoir partagé sans contrepartie financière avait le pouvoir de rendre la société meilleure. Dans ses premiers essais, il avance que la simple mise à disposition de données factuelles peut représenter une forme d'émancipation. En 2008, Aaron crée Watchdog.net, une organisation visant à renforcer la transparence gouvernementale en diffusant plus largement les données officielles. Au fil des années, cependant, Aaron se montre sceptique quant aux pouvoirs de la seule transparence, soulignant la nécessité d'un engagement dans l'activisme et le journalisme. Cet intérêt le conduira plus tard à la politique.

Vers la fin de sa vie, Aaron a essayé de prendre clairement ses distances vis-à-vis du mouvement de la culture libre pour se concentrer sur des questions plus générales, liées aux inégalités et aux injustices, avançant que les problèmes relatifs au droit d'auteur n'étaient que le symptôme de problèmes plus vastes liés au pouvoir et à la corruption, qui ne pouvaient être traités sans se pencher sur les enjeux politiques qui leur sont liés. Cependant, Aaron réendossait régulièrement son costume d'activiste de la culture libre. Dans le discours qui clôt le présent chapitre, il explique comment le combat contre le projet de loi Stop Online Piracy Act (SOPA), destiné à restreindre Internet en menaçant le partage de l'information, l'a rappelé dans le monde de la culture libre. Il appelle son auditoire à croire en la nécessité absolue de l'engagement personnel de chacun dans la lutte pour la défense de la liberté de l'information, afin de devenir « les héros de leur propre histoire ».

Benjamin Mako Hill et Seth Schoen

http://www.aaronsw.com/weblog/001112

Contre-argument : télécharger n'est pas voler

8 janvier 2004, 17 ans

Le New York Times Upfront[3] *m'a sollicité pour un court article relatif à un débat pour ou contre le téléchargement. (Je défends ici le téléchargement, bien entendu.) Je pensais avoir réussi à écrire en deux jours un assez bon texte, compte tenu de sa taille et de son lectorat. Mais j'ai découvert que mon article avait été coupé à mon insu, car le magazine avait décidé de ne pas inciter les enfants à enfreindre la loi. Donc, voici, sorti de sa tombe, le texte original.*

Voler est un acte répréhensible. Mais le téléchargement n'est pas du vol. Si je vole à l'étalage un album chez le disquaire du coin, personne d'autre ne peut l'acheter. Mais si je télécharge une chanson, personne n'en est privé, et une autre personne peut en profiter. À mes yeux, cela ne pose pas de problème éthique.

Les labels de musique imputent la baisse de 15 % des ventes survenue depuis 2000 au téléchargement[4]. Mais, au cours de la même période, il y a eu une récession économique, une augmentation des prix, une baisse de 25 % de la production d'albums[5], et un manque certain de

---

3 Magazine destiné aux adolescents, ndt.

4 Ce sont les propres études de la RIAA [Recording Industry Association of America, ndt]. [Un lien caduc pointe vers les données marketing du bilan de l'année 2002, ndé.] En 1999, les labels vendent 938,9 millions de produits ; en 2002, 803,3 millions. (938,9 − 803,3) ÷ 938,9 = 0,14 (donc cela est plus proche de 14 %, mais je leur laisse le bénéfice du doute et leur accorde 15 %).

5 Cela varie selon la manière de compter. La RIAA affirme qu'ils ont mis sur le marché 38 900 nouveautés en 1999. Selon SoundScan, la RIAA a publié 31 734 nouveautés en 2001, sa production chutant de 18 % par rapport à 1999. Ces chiffres ne sont pas tout à fait précis, puisque nous utilisons ceux de la RIAA pour 1999 et ceux de SoundScan pour 2001, et que SoundScan ne dénombre sans doute pas autant d'albums que la RIAA. Cependant, la RIAA affirma, début 2003, qu'au cours de l'année précédente, elle avait produit 27 000 nouveaux

nouveaux artistes populaires. Si l'on prend en considération tous ces éléments, le téléchargement pourrait bien favoriser *l'augmentation* des ventes. Et il ne faut pas oublier que 90 % des albums des catalogues des principaux labels de musique ne sont plus commercialisés[6]. Internet représente donc l'unique manière d'écouter cette musique.

Et quand bien même le téléchargement serait nuisible aux ventes, cela ne le rend pas pour autant immoral. Les bibliothèques ou les vidéoclubs (aucun des deux ne paie pour chaque document loué) nuisent également aux ventes. Est-ce immoral d'aller consulter des vidéos ou des albums dans ces endroits ?

Le téléchargement est peut-être illégal. Mais soixante millions de personnes ont utilisé Napster[7], alors que seulement cinquante millions ont voté pour Bush ou Gore[8]. Nous vivons dans une démocratie. Si chacun souhaite partager des fichiers, la législation devrait être modifiée en conséquence.

Et il y aurait une manière tout à fait éthique de le faire. Un professeur de Harvard a révélé qu'une taxe de 60 $ par an sur les utilisateurs en haut débit permettrait de compenser toutes les pertes[9]. Le gouvernement réaffecterait ces sommes aux artistes lésés, et rendrait le téléchargement légal, ce qui permettrait le développement de systèmes plus simples d'utilisation et de partage de musique. Les artistes recevraient ainsi plus d'argent, et le public aurait accès à davantage de musique. Qu'y a-t-il d'immoral là-dedans ?

---

albums. Quelque peu embarrassée par cette information, elle l'a depuis supprimée de son site Internet. Si l'on se base sur ces chiffres, la chute dans la production s'élève à 31 %. J'ai coupé la poire en deux et ai estimé cette chute à 25 %. En réalité, je pourrais tout aussi bien l'évaluer à 30 ou à 20 %. Je pense que mon argumentation tient quel que soit le chiffre retenu.

6 Discours de Ken Hertz [le lien pointe ici de manière inexplicable sur le site de Xeni Jardin, ndé].

7 D'après le *New York Times*.

8 D'après CNN.

9 Voir Terry Fisher, *Promises to Keep* (Stanford, Stanford University Press, 2004). « Si l'on suppose que le fournisseur d'accès impute aux clients le montant total de l'impôt, celui-ci s'élèverait en moyenne à 4,88 $ par mois » (p. 31) ; 4,88 × 12 = 59, donc à peu près 60 $ par mois, d'après mes calculs.

https://archive.org/download/AaronSwartz20040123UTIInterview/Aaron-Swartz-2004-01-23-UTI-interview.html

Entretien « UTI » avec Aaron Swartz

23 janvier 2004, 17 ans

L'entretien a été mené par Jesper, du blog Waffle, et publié dans la rubrique Under the Iron (UTI).

Comment pourrais-tu te présenter ?
Eh bien, à vrai dire, j'essaie moi-même de répondre à cette question. Disons que je suis un adolescent qui aspire à rendre ce monde meilleur (notamment grâce à la loi, à la politique et aux technologies).

Cette année, je vais tenter de mettre à jour mon blog quotidiennement en y intégrant des réflexions intéressantes. Je vais aussi programmer un nouveau logiciel de création de site performant et travailler sur des projets de sites susceptibles d'aider les citoyens à mieux saisir ce qui se trame dans la politique américaine.

Je vais aussi tâcher de m'informer sur la rétro-ingénierie, qui me semble être une activité fondamentale, encore très peu documentée, sans doute parce que des lois telles que la DMCA[10] la rendent de plus en plus illégale (bien que la loi elle-même soit probablement inconstitutionnelle, la possibilité de perdre sa maison ou d'aller en prison est suffisante pour que personne ne souhaite s'y risquer).

Au cours des années passées, j'ai travaillé sur le cahier des charges RSS pour des sites proposant la souscription à du contenu, le cahier des charges RDG pour le partage de bases de données, et sur le cahier des charges des Creative Commons, relatif à la description des licences de droits d'auteur.

---

10 Digital Millennium Copyright Act : il s'agit d'une loi américaine votée en 1998, visant à établir une législation de propriété intellectuelle adaptée à l'ère numérique. Cette loi, qui a conduit notamment à la fermeture de sites peer-to-peer tels que Megaupload, a été très critiquée, ndt.

D'après mon expérience, les discussions politiques sur Internet n'ont jamais convaincu quiconque de changer de camp ou de revoir sa position. Pousses-tu ton argumentation à l'extrême dans le but de convaincre ou simplement pour exprimer ton point de vue ?
J'envisage cette question sous un angle très optimiste. Je crois au fait que la plupart des individus changeront d'avis à partir du moment où on les confrontera à des faits probants. (Je fais certainement partie de ces personnes-là.) En revanche, il est vraiment difficile d'exercer une influence sur des personnes aux convictions déjà bien établies, aussi, si j'arrive au moins à leur prouver que la position de la partie adverse est recevable, même s'ils ne l'adoptent pas, je considère que c'est un succès.

C'est une sorte de tâche donquichottesque de ce point de vue, mais cela m'est également d'une grande utilité pour clarifier mes idées.

Lorsque vous tenez un propos sujet à controverses sur le Web, toutes sortes de personnes y répondent avec des arguments contradictoires. En analysant ces arguments, en cherchant à savoir s'ils étaient fondés, et s'ils ne l'étaient pas, en expliquant pourquoi, j'ai pu clarifier mes propres convictions (et, réciproquement, j'espère que mes questionnements ont aidé certains à clarifier leurs propres certitudes).

Récemment, il y a eu un débat sur le piratage, dans lequel tu es intervenu en soutenant que Nick Bradbury ne pouvait pas légitimement demander aux gens d'acheter son logiciel. N'est-ce pas aux développeurs de décider si leur logiciel sera payant ? Et n'est-ce pas enfreindre la loi que de télécharger un matériel qui devrait être acheté selon les termes d'un contrat (les conditions d'utilisation) afférent au produit lui-même, même s'il ne s'agit pas d'un vol au sens physique du terme ?
Reprenons les choses depuis le début.

Premièrement, la loi relative au droit d'auteur est fondée, je ne suis pas en train de polémiquer là-dessus.

Deuxièmement, les tribunaux n'ont toujours pas décidé si les conditions d'utilisation qui accompagnent les produits sont exécutoires ou non. De mon point de vue, respecter ces conditions pourrait se révéler une très mauvaise idée, car personne ne les lit, et elles contiennent toutes sortes de choses absurdes.

Par exemple, il existe un droit, garanti par la loi américaine relative au droit d'auteur, vous permettant de faire une copie de sauvegarde de votre logiciel au cas où ce dernier viendrait à ne plus fonctionner pour une raison quelconque. Il serait extrêmement injuste que ces conditions nous privent de ce type de droits.

Nous n'avons pas d'autre choix que celui de respecter les lois votées par notre gouvernement, mais lorsque l'on doit subir toutes les restrictions supplémentaires pensées par une entreprise qui n'a de compte à rendre à personne, la situation est tout à fait différente. Comment réagirions-nous si elle exigeait de ne plus jamais tenir de propos négatif sur son logiciel, comme Google a déjà presque essayé de le faire ? Et si elle nous demandait de lui donner notre premier enfant ? Aucun d'entre nous, en vérité, ne saurait qu'il a accepté ces conditions d'utilisation, tout simplement parce que nous ne les aurions pas lues – notre unique préoccupation étant d'utiliser le logiciel fraîchement acquis –, mais nous serions tenus responsables de leur violation.

Donc, il s'agit là en effet d'un sujet très polémique, mais le point de vue que je défends n'est pas si déraisonnable. Même les organismes conformistes comme l'Association for Computing Machinery (ACM), la plus ancienne association de professionnels de l'informatique, se sont opposés aux conditions d'utilisation.

Troisièmement, dans la pratique, je pense que les usagers devraient payer les logiciels dans la mesure de leurs moyens et donner de l'argent aux auteurs d'œuvres qu'ils apprécient même lorsqu'on ne leur demande pas de contribution.

Il est bien plus commode d'acheter ces produits sur Internet, pour la simple et bonne raison qu'il n'existe pas tous ces intermédiaires à rétribuer dans les entrepôts, chez les diffuseurs, dans les magasins ou les maisons d'édition – toute cette infrastructure qui a été édifiée en raison de la nature physique de ces biens. Si l'on achète un livre sur l'informatique pour la somme de 50 $, l'auteur devra s'estimer heureux s'il touche 5 $ sur cette vente. En revanche, si en téléchargeant l'ouvrage directement sur le site de l'auteur, on lui envoie 10 $, tout le monde y gagne.

Cependant (et c'est, apparemment, la partie polémique de notre affaire), j'abonde dans le sens de Thomas Jefferson : le gouvernement n'a aucune *obligation* de s'assurer que les auteurs reçoivent leur rémunération.

Et plus important encore : je pense que le gouvernement ne devrait pas laisser aux auteurs le droit de contrôler la manière dont nous nous exprimons. Le Comité olympique international (CIO) ne devrait pas être en mesure d'interdire à un groupe de s'appeler « Gay Olympics », tout comme Mattel ne devrait pas pouvoir empêcher de chanter sur « Barbie Girl » ou de prendre des photos de « Food Chain Barbie », et, dans le même ordre d'idées, Dr Seuss[11] ne devrait pas être en mesure de faire cesser des auteurs d'écrire dans son style.

---

11 Theodor Seuss Geisel (1904-1991), dit Dr. Seuss, auteur et illustrateur américain, ndt.

Par conséquent, nous devons bien comprendre qu'à chaque fois que ces lois de monopole intellectuel sont élargies, nous ôtons inévitablement leurs droits d'expression aux individus.

Si la copie mot pour mot est illégale, alors on peut théoriquement être poursuivi pour avoir cité Martin Luther King.

Il existe tout un ensemble de solutions – plus ou moins radicales. Mais il apparaît impossible de réfléchir à ces solutions si l'on persiste à soutenir la nécessité d'un droit moral inné et global des auteurs leur permettant de contrôler leurs œuvres pour l'éternité. Si cette conviction est solidement ancrée chez eux, alors même la plus raisonnable des alternatives sera considérée comme du vol.

Si l'on met de côté les conditions d'utilisation, il y a bien quelque chose dans la loi qui définit ce qui est de l'ordre du bien qui peut être acheté, et ce que l'on considère comme du « vol » par rapport à ce même bien. Si le produit logiciel en tant que tel relève de la catégorie des biens, ne peut-on pas dire que le problème du vol, défini selon les termes de la loi, est également réel pour les logiciels ?
La loi relative au vol est extrêmement claire. Voler, c'est prendre à autrui quelque chose et ainsi l'empêcher de jouir de ce bien. Il est impossible de démontrer que la copie d'une chose relève du vol, selon cette définition.

Si vous faites une copie d'une œuvre ou d'un logiciel, vous serez poursuivi pour violation de copyright ou quelque chose du genre – et non pour larcin[12], le terme légal qui qualifie le vol. Le vol, comme le piratage ou la propriété intellectuelle, est un de ces termes destinés à nous faire envisager les œuvres intellectuelles comme des biens physiques. Et pourtant, elles n'ont rien à voir avec eux.

Il n'est pas acceptable à mes yeux que des individus soient punis parce qu'ils ont compromis une « vente probable ». Les tremblements de terre freinent les ventes, tout comme les bibliothèques, les magasins de location et les critiques négatives dans la presse, ou encore la concurrence. Les gens achètent peut-être moins de CD car ils préfèrent dépenser leur argent pour se procurer des DVD. Ou, comme Philip Greenspun a pu l'affirmer, parce qu'ils passent leur temps sur leur téléphone portable.

Par exemple, discuter avec votre copine peut souvent être plus agréable que d'écouter de la musique, mais je ne pense pas qu'il faille poursuivre les copines en justice pour autant.

---

12 « *Larceny* » en anglais. Ce terme est spécifique au droit américain, ndt.

Il s'agit dès lors de définir ce qui constitue un frein pour les ventes, par rapport à ce qui ne l'est pas. C'est une question difficile que nous devons, je pense, examiner avec le souci de ce qui est le plus souhaitable pour notre société. D'aucuns affirment qu'interdire le piratage, que ce soit par le biais de menaces légales ou celui de restrictions techniques, constitue le meilleur moyen pour continuer à produire des choses intéressantes.

Tout d'abord, je ne crois pas que cela soit vrai. Prenez les blogs Homestar Runner, Red vs. Blue, Nothing So Strange, Scott McCloud, etc. Personne, fondamentalement, ne peut empêcher autrui de les copier, et pourtant les auteurs arrivent très bien à gagner leur vie avec.

Deuxièmement, si cela se révélait vrai, nous serions dans une situation très problématique, car ne serait-ce que techniquement, il sera de plus en plus difficile d'empêcher les usagers de pratiquer le piratage. Il est presque toujours possible de contourner les aspects techniques et de trouver des moyens de faire de même pour la plupart des mesures prises au niveau sociétal. Si l'option d'une répression toujours plus stricte est adoptée, nous nous engagerons dans une voie très sombre, avec une application de la loi de plus en plus oppressive et autoritaire, et un piratage qui s'enfoncera dans les méandres de la clandestinité.

Au final, à mon avis, le piratage aura gain de cause, mais quelle que soit l'issue de cette affaire, les dommages collatéraux infligés à nos libertés, à nos ordinateurs et aux prochaines générations seront énormes.

Quelle solution préfèrerais-tu alors pour rétribuer les esprits créatifs ? Des donations optionnelles, des micro-paiements, des droits forfaitaires qui iraient à une sorte d'association, laquelle les redistribuerait aux personnes concernées, ou quelque chose de tout à fait différent ?

Eh bien, vu la situation actuelle, je les préfèrerais toutes. :-)

Néanmoins, je crois que les petites donations, optionnelles peut-être, constituent la solution la plus appropriée, qui s'ajouterait à des revenus annexes issus de la vente de produits dérivés tels que des T-shirts, des CD et des DVD. Par exemple, Homestar Runner ne demande pas d'argent à son public, pas plus qu'il ne sollicite de dons, en revanche, il a très bien réussi à valoriser ses produits dérivés. Wikipédia a réussi à réunir la somme incroyable de 50 000 dollars simplement grâce aux dons. C'est pourquoi je crois que nous devrions essayer toutes ces approches, et je suis assez confiant sur le fait que si vous proposez quelque chose que les usagers aiment vraiment, et que vous facilitez le mode de paiement, alors tout ira bien.

Mais si cela venait à ne pas fonctionner, j'ai aussi réfléchi à un autre système, appelé licence globale.

L'idée serait de faire payer 5 $ par mois via le fournisseur d'accès Internet pour avoir la possibilité de télécharger musique et films à volonté. Il n'y aurait alors plus qu'à faire la demande, de manière anonyme, de ce que l'on désire télécharger, et l'argent irait directement dans la poche des créateurs concernés. Votre demande étant traitée automatiquement par l'ordinateur, vous n'auriez pas besoin de faire quoi que ce soit.

Cette solution pose cependant de multiples problèmes, et l'on pourrait lui formuler autant d'objections (protection des libertés ! sécurité !), mais je pense que si l'on arrive à les résoudre, alors on pourra obtenir un système viable qui représenterait une avancée pour tout le monde. Les auteurs seraient payés, et les utilisateurs économiseraient de l'argent tout en ayant un accès plus large aux produits qui les intéressent.

Certaines personnes ne te prennent pas au sérieux en raison de ton très jeune âge. Quelle est à tes yeux la raison de cette attitude ?
Je pense qu'il y a plusieurs raisons. D'abord, les gens aiment généraliser : « La plupart des gamins que je connais sont complètement stupides, ce gars n'est qu'un gosse, donc il est sans doute totalement idiot lui aussi. »

Deuxièmement, l'un des traits (de mon point de vue, très précieux) les plus emblématiques des « gamins », c'est qu'ils ne savent pas en général qu'il y a des sujets qu'ils sont censés éviter. Alors, lorsqu'ils disent des choses tout à fait sensées que personne n'attend d'eux, leurs arguments sont rejetés avec des formules comme : « Les jeunes racontent vraiment n'importe quoi » ou « Il ne se rend pas compte qu'il se trompe, il ne connaît pas le sujet. »

Troisièmement, et je dois avouer que ce n'est qu'une hypothèse, mais il y aurait aussi une sorte de phénomène résultant de la gêne.

Mais l'une des grandes réussites d'Internet est la manière dont il m'a aidé à dépasser un grand nombre de ces obstacles – d'abord, parce que notre âge n'est pas immédiatement identifiable à chaque fois que nous prenons la parole (ce qui l'est en revanche lorsque que quelqu'un vous regarde en train de parler), et aussi parce que les geeks semblent juger les gens en fonction de ce qu'ils font plus que pour ce qu'ils sont.

Ce n'est pas uniquement l'apanage des jeunes, naturellement. Internet a un pouvoir extraordinairement libérateur pour tout le monde, des personnes issues de la communauté noire aux malvoyants. C'est peut-être la raison pour laquelle je suis très inquiet à propos des

propositions draconiennes visant à instituer un « permis de conduire sur Internet » et à combattre l'anonymat. Outre leur côté peu pratique et inefficace, ces mesures pourraient avoir pour conséquence d'étiqueter les individus selon leur origine, réintroduisant ainsi tous ces marqueurs qu'Internet avait supprimés.

Tu t'es énormément investi dans la création des familles de format de données RDF et RSS 1.0 (la seconde étant issue de la première), pour ne citer qu'elles. On dit que ces outils sont le fondement du « Web sémantique ». Peux-tu nous éclairer sur ce que l'on espère réaliser à terme avec ces familles de données, sur la manière dont tout le monde sera amené à contribuer à ces réalisations, et sur ce que nous allons réellement commencer à faire ? Penses-tu que ce projet soit réaliste ?
Bon, voici le plan :

1. Collecte des données.
2. ?
3. Bénéfices !

Plus spécifiquement, l'idée est d'inciter chacun d'entre nous à partager ses vastes bases de données en RDF [13]. Cela nous permet d'écrire des programmes qui rassemblent ces données dans le but de répondre à des questions et agissent pour rendre nos vies plus simples.

L'exemple que je donne toujours est celui d'un Google plus intelligent. Au lieu d'être capable de seulement demander : « Quelles pages Web contiennent tels mots ? », vous pourriez poser toutes sortes de véritables questions : « Parmi les groupes que mes amis apprécient, quels sont ceux qui vont jouer en ville cette semaine ? » Un Google plus intelligent n'aurait qu'à localiser les amis en question, trouver les groupes qu'ils aiment, prendre connaissance de leurs agendas respectifs, vous localiser, et voir ainsi si vos agendas coïncident, en partant du principe que toutes ces données sont disponibles en RDF.

L'idée est vraiment géniale, mais tout comme le Web à l'origine, elle est confrontée au problème de la poule et de l'œuf. Lorsque Tim Berners-Lee a proposé son projet de Web, il ne pouvait montrer qu'une poignée de pages qu'il avait écrites, si bien que son projet n'avait pas l'air intéressant, et qu'il a été difficile de convaincre les gens de fournir gratuitement des informations pour ce projet à l'aspect fou, si d'aventure personne n'allait les lire. De la même manière, il n'existe que peu

13 Resource Description Framework, ndt.

d'informations sur RDF à l'heure actuelle, et c'est pour cette raison que peu sont ceux qui s'attellent à leur lecture.

Bien évidemment, le Web a décollé d'une certaine manière. Je ne veux pas dire par là que le Web sémantique *va* décoller à son tour, mais je pense qu'il est probable que la situation évolue dans ce sens, et si tel est le cas, ce serait vraiment génial. Malheureusement, se chamailler sur des détails techniques mineurs – ce que nous faisons en ce moment – est bien plus facile que de réussir à faire décoller le projet. Mais je crois que nous ne sommes pas si pressés que cela.

Tu as accepté très volontiers de partager au moins quelques données personnelles de ta « vraie vie ». Comment juges-tu les personnes qui ne souhaitent pas trop révéler de leur identité ? (Si l'on livre des éléments relatifs à notre personnalité de manière involontaire, Google, lui, les retient pour toujours.) Comment ces personnes vont-elles pouvoir protéger les éléments de leur vie personnelle ?
Je suis partagé sur cette question. D'un côté, je souhaite pouvoir parler ouvertement de tout. De l'autre, je défends avec force les droits relatifs à la protection de la vie privée. Mais bien sûr, comme tu le soulignes, protéger sa vie privée est difficile, car si vous lâchez une seule fois une information personnelle, elle sera publique à jamais.

Je ne suis pas sûr de savoir quoi dire aux personnes soucieuses de préserver leur vie privée, à part qu'il faut être très vigilant quand on communique une information personnelle et bien réfléchir aux conséquences de cette divulgation.

Comment as-tu tracé ton chemin dans le Web ?
J'utilise le Web depuis l'époque de Mosaic, depuis mon enfance. J'aurais aimé être là lors de l'invention du World Wide Web par Tim Berners-Lee, mais comme je n'avais que quatre ans à l'époque, il n'est pas étonnant que cela n'ait pas été le cas. J'ai donc commencé à me mettre au Web vers 1994-1995. Et je pense avoir écrit ma première page Web quelques années après (1997-1998) et m'être lancé dans la programmation de sites Web liés à des bases de données vers 1999. En fait, non, un peu plus tôt, puisque mon premier site Web lié à une base de données a remporté un prix en 1999. C'était une époque passionnante.

Parle-nous de choses que tu as vues, au sujet desquelles tu as pensé qu'un jour ou l'autre elles deviendraient très importantes pour le Web. Lesquelles y sont arrivées ? Lesquelles sont en chemin ? Quelles sont celles qui ont complètement échoué dans ce sens ?
Eh bien, les blogs, les wikis et les réseaux sans fils ont été très bien reçus. Les sites Web liés à des bases de données ont rencontré un beau succès également, bien que je sois un peu surpris par le fait qu'ils n'aient pas été aussi standardisés que ce que j'avais anticipé.

Je pensais que des projets comme les serveurs de courriels anonymes et d'autres outils du même genre allaient mieux marcher, mais en même temps, ils ont encore le temps de faire leurs preuves. En revanche, le partage des fichiers a explosé. Le Web sémantique est probablement l'un des projets dont il faudra suivre l'évolution. Et je crois que l'on verra des tas de choses intéressantes avec la Voice over IP[14] au cours de l'année prochaine.

En règle générale, on verra tous les contenus migrer sur Internet, ce qui ouvrira la voie à un esprit de compétition dans la jeune génération. Les grands journaux d'information ont basculé sur Internet, et tout le monde aujourd'hui peut lancer son propre journal. Les annuaires sont maintenant sur Internet, mais avec Google, même les personnes les moins importantes peuvent avoir une place dans ces annuaires. Il en va de même pour les encyclopédies (Wikipédia) et les annonces publicitaires (AdSense). Et naturellement, dans le même temps, nous allons nous familiariser avec l'idée que notre propre travail puisse être copié très facilement.

Le même phénomène s'est produit avec encore plus de violence dans le monde de la musique, du cinéma, de la télévision. Les chaînes télévisées n'aiment peut-être pas que l'on retrouve leurs séries sur le Net, mais le fait est qu'elles y sont, et que des séries Web comme *Red vs. Blue* sont là pour les concurrencer frontalement. Donc, si vous êtes une société spécialisée dans la diffusion d'informations, à votre place, je serai aux aguets. C'est une chose de dire que le piratage musical est nuisible parce qu'il lèse les artistes, mais que diront les sociétés de téléphonie lorsque la Voice over IP les éjectera du marché de manière tout à fait légale ? Comment l'*Encyclopædia Britannica* stoppera-t-elle Wikipédia ? Vous êtes les prochains sur la liste ! :-)

---

14 Voice over IP, VoIP : technique permettant de communiquer par la voix ou via des flux multimédia audio ou vidéo sur des réseaux compatibles IP, qu'il s'agisse de réseaux privés ou d'Internet, filaires (câble, ADSL, optique) ou non (satellite, wi-fi, GSM, UMTS ou LTE), ndt.

L'une des choses que j'ai pu remarquer en utilisant un logiciel open-source ou autre logiciel libre est que ce type de logiciels possède habituellement une interface de bien piètre qualité. Puisqu'ils ont été créés pour s'imposer face à Microsoft et aux autres colosses dans le domaine, pourquoi si peu d'attention est-elle portée à la plus importante partie du logiciel, l'interface utilisateur ? Les standards de l'interface utilisateur ne sont-ils pas à prendre en compte au même titre que les autres standards ? Ou est-ce là juste une forme de paresse : on estime que le fait que le produit soit fonctionnel est suffisant ?
Eh bien, pour la plupart des programmeurs, l'interface utilisateur est une affaire complexe, tout simplement parce qu'ils ne la comprennent pas bien. Ils voient les choses sur un plan textuel, et non visuel. La culture des logiciels libres vient vraiment de la culture Unix[15], qui est l'apanage d'un groupe d'experts. Or, les experts n'ont pas besoin d'avoir une bonne interface utilisateur – ils savent déjà exactement ce qu'ils font, et veulent simplement pouvoir le faire le plus vite possible.

Cette question est liée à l'autre problème : le fait que les programmeurs de logiciels libres codent uniquement pour eux-mêmes. Comme, intuitivement, ils comprennent parfaitement le logiciel, ils n'ont pas le sentiment que l'interface utilisateur soit médiocre – au contraire, ils la trouvent tout à fait adaptée. Il semble cependant qu'il y ait des démarches visant à résoudre ce problème – ainsi, GNOME a eu l'immense mérite de créer des concours d'interfaces utilisateurs, des tests ergonomiques et des directives relatives à l'écriture Web –, mais il faut bien le reconnaître, il s'agit là d'un combat de longue haleine, précisément en raison de ces facteurs culturels.

Quel est à tes yeux le défaut majeur du Web ?
Voici une autre question à laquelle il m'est difficile de répondre. J'aime tellement le Web !

Je crois que j'aurais aimé que le Web soit plus vigilant concernant le respect de la vie privée. Entre les cookies et les adresses IP, il est très facile de retracer ce que chacun lit ou écrit.

En outre, je pense qu'il est scandaleux que les créateurs des navigateurs aient entravé les développements du Web en le cantonnant à la lecture seule. Le projet originel de Tim Berners-Lee était de faire du Web un espace collaboratif permettant de travailler tous ensemble afin d'accomplir de belles choses, et les pages Web étaient précisément les

---

15 Système d'exploitation multitâche et multi-utilisateur créé en 1969 par Kenneth Thompson, ndt.

traces témoignant de ces échanges intellectuels. Un bouton éditer aurait été ajouté aux navigateurs Web, sur lequel nous aurions pu cliquer pour modifier ou annoter n'importe quelle page Web ; les modifications que nous aurions effectuées auraient alors été intégrées au serveur si nous y avions eu accès, ou ajoutées à notre serveur personnel d'annotations dans le cas contraire. Créer une page Web aurait pu être aussi simple qu'utiliser un logiciel de texte, et tout cela aurait pu être possible sur n'importe quel navigateur Web.

Si les wikis ont réussi à atteindre partiellement cet objectif, il reste néanmoins beaucoup à faire. Tim les appelle les « équivalents du Web du pauvre ». Par exemple, les wikis ne sont pas WYSIWYG[16], et il est difficile d'y utiliser des liens ou d'autres options plus avancées. En outre, on ne peut pas voir une coquille et la corriger directement ; il vous faut trouver le lien d'édition, puis retrouver la coquille en question, la corriger et trouver enfin le bouton de sauvegarde. Il n'est pas possible d'utiliser des images, des tableurs ou tout autre chose devenue courante dans les logiciels de texte.

Par conséquent, le Web est encore limité dans le sens où n'importe qui ne peut pas y publier des pages et donner un aspect à la fois agréable et utilitaire à son site. Cela ne devrait pas être le cas.

Qu'aimerais-tu dire aux gens ?
Réfléchissez profondément à vos projets. Ne vous embarquez pas dans des projets de manière passive, en prenant les choses comme actées, ou parce que vos amis vous ont influencé. Prenez en considération les conséquences et les options possibles, et plus important encore, réfléchissez, tout simplement.

16 *What you see is what you get*, ce que vous voyez est ce que vous obtenez, ndt.

http://www.aaronsw.com/weblog/001115

Jefferson : la nature exige que l'information soit libre

12 janvier 2004, 17 ans

Étant donné que l'on a qualifié ma conception des droits d'auteur et des brevets d'enfantine, et qu'aux yeux de mes détracteurs, je la défends juste parce que j'ai grandi avec Napster[17] et que je n'ai pas besoin d'écrire pour gagner ma vie, j'ai décidé de trouver des références un peu plus respectables. Et comment égaler les réflexions de notre troisième président, le grand penseur Thomas Jefferson ?

Voici les propos de Jefferson, extraits d'une lettre adressée à Isaac McPherson :

> Personne ne peut contester la légitimité du concept de propriété, mais il est tout à fait étrange d'insinuer que les idées devraient relever de la propriété. La nature exige sans ambiguïté que les idées soient libres ! On peut garder une idée pour soi, mais à partir du moment où on la partage, n'importe qui peut se l'approprier. Et dès que cela se produit, il est difficile pour la personne de s'en débarrasser, même si elle le souhaite. Comme l'air, les idées ne peuvent pas être enfermées et stockées.
>
> Et peu importe la façon dont les individus vont s'emparer de l'idée, celle-ci n'en sera pas diminuée. Lorsque j'écoute votre idée, je gagne en savoir sans rien vous enlever. De la même manière, si vous utilisez votre bougie pour allumer la mienne, je peux avoir de la lumière sans que vous soyez plongé dans l'ombre. Tout comme le feu, les idées ont le

17 Service de musique en ligne, pionnier dans les services de partage de fichiers en peer-to-peer, ndt.

> pouvoir d'englober le monde sans que leur force soit amoindrie.
>
> C'est pourquoi les inventions ne peuvent relever de la propriété. Il est certain que nous pouvons donner aux créateurs un droit exclusif d'en être les bénéficiaires, dans le but peut-être de les encourager à inventer de nouvelles choses utiles, mais ce choix nous appartient. Si nous décidons de ne pas le faire, personne ne peut s'opposer à cela.
>
> L'Angleterre était le seul pays où pareille loi était en vigueur, jusqu'à ce que les États-Unis décident de la copier. Dans d'autres pays, l'exclusivité ne peut être accordée que de manière occasionnelle par une loi spéciale, il n'existe pas de système de lois comparable. Et cela ne semble pas avoir nuit à ces pays, qui m'apparaissent aussi inventifs que les nôtres.

(Je ne cite pas Jefferson directement. J'ai traduit ses propos dans un anglais plus contemporain, en coupant un peu. Aucun de ces mots n'est cependant de moi, Jefferson a bien dit tout cela.)

Première remarque : Jefferson a sans doute été le premier à affirmer, en substance : « L'information veut être libre ! » (Il attribuait cette volonté à la nature, non pas à l'information, mais le sentiment était le même.) Ainsi, tous ceux qui jugent cette affirmation absurde doivent d'abord se pencher plus profondément sur la question.

Deuxième remarque : si Jefferson ne cesse de répéter le mot « idée », sa logique s'applique de manière identique à, disons, un air entraînant, une phrase, et ainsi tout ce que l'on qualifie communément comme relevant de la « loi de la propriété intellectuelle » (principalement donc les copyrights, les marques déposées et les brevets).

Troisième remarque : de manière étonnante (et tout particulièrement de mon point de vue !), Jefferson est aussi « frappé » que moi :

- Par leur nature même, les idées *ne peuvent pas* relever de la propriété.
- Le gouvernement n'est pas dans l'obligation d'édifier un système de lois les concernant.
- Les lois qui ont été créées n'ont pas du tout prouvé leur efficacité.

Si Jefferson déplorait déjà l'appareil législatif si modeste de 1813, n'est-il pas évident qu'il serait indigné par la prolifération des lois à laquelle on assiste aujourd'hui ? Ne parlons pas de Free Software Foundation et de Creative Commons ; Jefferson, s'il était encore de ce monde, aurait

défendu un combat acharné pour destituer les juges qui ont voté contre Eldred ! (Bon, d'accord, peut-être que non, mais il aurait certainement fait plus que rédiger des licences de droits d'auteur.)

Il est vrai qu'à l'époque de Jefferson, il n'y avait ni films ni réseaux, mais il existait néanmoins des livres et des inventions de toutes sortes. Certaines personnes gagnaient leur vie en tant qu'écrivains ou créateurs. Il me paraît difficile d'objecter que Jefferson aurait changé d'avis aujourd'hui pour des motifs économiques – je pense plutôt qu'en voyant la facilité du partage des idées sur Internet, il se serait élevé en faveur de lois bien moins restrictives.

Jefferson disait de ces lois qu'elles étaient contraires à la nature humaine, alors qu'à l'époque elles n'affectaient que des personnes possédant de vastes ateliers ou des presses à imprimer – imaginez sa fureur s'il avait constaté que ces lois se révélaient contraignantes pour à peu près tout le monde, et même pour des personnes menant des activités tout à fait acceptables (comme enseigner la danse à votre chien robot Aibo ou réaliser un documentaire).

Maintenant, peut-être que mes détracteurs trouveront dans les arguments de Jefferson matière à des attaques *ad hominem*, comme cela a été le cas pour moi. Et ce n'est pas juste parce que Jefferson l'a dit que sa parole vaut de l'or – ses positions faisaient l'objet de vifs débats à l'époque. Mais quand les propositions du troisième président des États-Unis sont qualifiées de « couplet d'autojustification », de « conneries », d'« extrême gauche », qu'on les juge « égoïstes », « superficielles », issues d'un « crétin », « dégoûtantes », parce qu'elles témoignent « une incompréhension » de la loi (!), ou encore « immorales », on doit s'arrêter un instant pour se demander : que se passe-t-il en ce moment dans le monde ?

Manifeste pour une guérilla en faveur du libre accès

Juillet 2008, Eremo, Italie, 21 ans

Aaron a écrit le *Manifeste pour une guérilla en faveur du libre accès* en 2008 lors d'une rencontre de bibliothécaires en Italie. Il l'a d'abord publié sur son blog avant de le retirer. Ce manifeste a constitué l'une des pièces maîtresses dans les poursuites engagées contre Aaron : le gouvernement souhaitait l'utiliser lors du procès afin d'établir quelles avaient été les motivations d'Aaron lorsqu'il a téléchargé les articles de JSTOR, défendant ainsi qu'il avait l'intention de les diffuser auprès du public. Bien que le manifeste lui ait été attribué en grande partie, le rôle d'Aaron dans sa conception – et la question de savoir si ce texte reflète exactement ses opinions les plus récentes – était un sujet controversé tout au long de la procédure judiciaire. — Benjamin Mako Hill et Seth Schoen

L'information, c'est le pouvoir. Et comme tout pouvoir, certains ne le veulent que pour eux-mêmes. Le patrimoine mondial scientifique et culturel, publié pendant des siècles dans des livres et des revues, fait l'objet d'une numérisation croissante et reste aux mains d'une poignée de sociétés privées. Si vous souhaitez lire les articles relatifs aux trouvailles scientifiques les plus notables, il vous faut dépenser une fortune auprès d'éditeurs comme Reed Elsevier.

Il existe des personnes qui se battent pour changer cet état de fait. L'Open Access Movement[18] a entamé une lutte courageuse pour que les scientifiques ne cèdent pas leurs droits d'auteur, et qu'au contraire, leurs travaux soient publiés sur Internet, afin que chacun puisse y avoir accès.

18 Mouvement en faveur du libre accès, ndt.

Mais même dans le meilleur des scénarios, ce schéma ne s'appliquera qu'à des objets publiés dans le futur. Tout ce qui a été publié jusqu'à présent aura été perdu.

C'est bien trop cher payé. Ainsi, les universitaires doivent payer pour lire les travaux de leurs confrères ? Pourquoi numériser des bibliothèques entières, si personne n'a le droit de lire le contenu de ces livres sur Google ? Est-il normal que les élèves des prestigieuses universités occidentales aient accès à ces articles scientifiques, et pas ceux des pays du Sud ? Une telle situation est purement scandaleuse et inacceptable.

« Je suis d'accord, me diront beaucoup, mais que peut-on y faire ? Les sociétés sont détentrices des copyrights, elles gagnent énormément d'argent en faisant payer l'accès à ces documents, et tout cela est parfaitement légal – je ne vois pas ce que l'on peut faire pour mettre fin à cet état de fait. » Et pourtant, une action est possible, qui a d'ailleurs déjà été amorcée : la contre-attaque.

Vous tous, qui pouvez accéder à ces ressources – étudiants, bibliothécaires, scientifiques –, dites-vous que l'on vous a accordé une forme suprême de privilège. Vous pouvez vous alimenter de ce savoir dans ce prodigieux banquet, alors que le reste du monde en est privé. Mais vous ne devez pas – et moralement, vous ne pouvez pas – garder ce privilège pour vous seul. Votre devoir est de le partager avec le reste du monde. Et vous l'avez déjà fait en échangeant des mots de passe avec des collègues, en téléchargeant des fichiers pour des amis.

Dans le même temps, ceux qui ont été privés de ce savoir ne sont pas restés passifs pour autant. Vous avez profité des failles, fait sauter les barrières, afin de libérer ce savoir qui était aux mains des seuls éditeurs et de le partager avec vos amis.

Toutes ces actions s'effectuent sous le manteau, à l'abri des regards. On les qualifie de vol ou de piratage, comme si partager la richesse du savoir équivalait moralement à piller un bateau et à assassiner tout son équipage. Le partage n'a rien d'immoral – il relève d'un impératif éthique. Seuls des avares refuseraient qu'un ami fasse une copie de leur document.

Naturellement, les grosses sociétés sont aveuglées par leur avarice, par leur soif de profit. Le système au sein duquel elles évoluent l'exige : si la moindre perte se profilait, elles seraient confrontées à la grogne des actionnaires. De plus, les politiques, dont les sociétés ont littéralement acheté le soutien, font voter des lois qui leurs confèrent le pouvoir exclusif de décider qui effectuera les copies en question.

Obéir à des lois injustes ne relève pas de la justice. Il est grand temps pour nous de passer de l'obscurité à la lumière et, dans la grande

tradition de la désobéissance civile, de manifester haut et fort notre opposition à la confiscation de la culture publique par les organismes privés.

Il nous faut nous emparer du savoir, où qu'il soit, effectuer des copies et les partager avec le reste du monde. Nous devons saisir des documents qui ne sont plus protégés par copyright et les ajouter à notre fonds d'archives. Nous devons acheter des bases de données piratées pour les mettre sur le Web. Nous devons télécharger des magazines scientifiques et les mettre à disposition pour téléchargement dans des réseaux de partage de fichiers. Nous devons lancer une guérilla en faveur du libre accès.

Autant que nous sommes, à travers le monde, nous ne nous contenterons pas d'exprimer avec force notre opposition à la privatisation du savoir – nous ferons de cette dernière une chose du passé. Souhaitez-vous nous rejoindre dans ce combat ?

http://www.aaronsw.com/weblog/masscollab

Les fruits de la collaboration de masse

18 juillet 2006, 19 ans

Il m'arrive souvent de penser que le monde devrait être bien plus organisé. Nombre d'individus écrivent des comptes rendus d'émissions de télévision, mais personne ne semble les avoir recueillis ou classés. Les ouvrages introductifs sur certains sujets sont indispensables pour tout apprentissage, et c'est uniquement par hasard que j'en ai découvert quelques-uns. Le caractère cumulatif des connaissances scientifiques est l'un de nos acquis culturels les plus précieux, et ne peut pourtant être visible que de façon fragmentaire, disséminé à travers des milliers de brefs articles publiés dans des centaines de revues scientifiques.

Je présume que cette idée a traversé l'esprit des personnes qui pensent comme moi, puisque tout est mis en œuvre pour les décourager et les dissuader. Les dépositaires de l'opinion « respectable » raillent fréquemment des projets de cette envergure et en soulignent toutes les failles. L'un de mes amis m'expliquait qu'il y a quelques années, ce genre de grand projet l'avait mené au bord du suicide, et qu'il tentait dorénavant d'empêcher ses amis de faire la même erreur.

On peut naturellement objecter ceci : si la conception d'une encyclopédie de cette envergure est tellement nécessaire mais qu'elle n'existe pas, c'est peut-être qu'elle est impossible à réaliser. Mais, à y regarder de plus près, cet argument ne tient pas la route. Quoi de plus ambitieux qu'une encyclopédie ou un dictionnaire ? Qui peut oser rassembler et synthétiser tout le savoir humain ou une langue entière dans un seul volume ? Et pourtant, il n'existe pas une, mais plusieurs versions de chacun de ces projets !

Il semble que lorsque le public est suffisamment important (car nous sommes presque tous amenés à un moment ou un autre à consulter des ouvrages tels que des encyclopédies et des dictionnaires), il est possible

d'entreprendre des projets de cette envergure. Cela laisse entendre que ce retard n'est pas dû à des raisons pratiques, mais économiques. Les budgets sont tout simplement inexistants.

Mais cela n'est vrai que pour l'époque du livre imprimé, où un tel projet impliquait la constitution d'une équipe de spécialistes travaillant à plein temps afin de constituer un ouvrage de référence susceptible d'être publié et vendu à un prix élevé aux bibliothèques. Je me suis toujours gardé de tout triomphalisme, mais il semble qu'Internet a changé radicalement les choses. Wikipédia a été créé non pas par des spécialistes dévoués, mais par des amateurs venus par hasard, et même si nous pouvons déplorer ses défauts, tout le monde s'accorde à dire que ce projet encyclopédique en ligne est une source d'informations très utile.

Internet est donc le premier média à rendre possibles de tels projets collaboratifs de masse. Naturellement, des tas de gens envoient des citations à Oxford pour qu'elles soient compilées dans l'*Oxford English Dictionary*, mais il n'en reste pas moins qu'une équipe à plein temps est nécessaire pour les classer, les éditer, afin de concevoir le livre physique (et je ne parle même pas de toutes les autres tâches qui doivent être accomplies). Sur Internet, cependant, c'est le travail tout entier – recueil, résumé, classement, édition – qui peut être accompli en un temps record par des individus qui ne se connaissent même pas.

Un exemple encore plus frappant, quoique moins connu, est celui de Napster. En quelques mois seulement, un peu à la manière d'un produit dérivé, le monde a accouché de la plus grande bibliothèque de musique et de catalogues de musique. Les créateurs de ce projet ne réalisaient même pas ce qu'ils étaient en train de faire ! Ils pensaient juste s'approprier de la musique pour leur usage personnel. Et pourtant, le résultat a été au-delà de tout ce qu'ils pouvaient imaginer.

Internet modifie de manière radicale les conditions de réalisation de ces projets encyclopédiques de grande ampleur. Des projets qui nous paraissaient irréalistes, inatteignables, comme la conception d'un guide détaillé pour chaque émission de télévision, sont maintenant réalisés en deux temps trois mouvements. Il semble que nous devons nous préparer à une multiplication de travaux de référence de ce type, et peut-être, grâce aux outils qui auront servi à les concevoir, développer de nouvelles expériences.

http://www.aaronsw.com/weblog/masscollab2

Les techniques de la collaboration de masse : une troisième voie possible

19 juillet 2006, 19 ans

Je ne suis pas le premier à proposer qu'Internet soit utilisé afin de rassembler des utilisateurs qui constitueraient ensemble de grandes bases de données. L'exemple le plus remarquable est le projet de Web sémantique (sur lequel, de manière totalement transparente, j'ai travaillé pendant plusieurs années). Ce projet, initié par Tim Berners-Lee, l'inventeur du Web, propose d'enrichir le modèle fonctionnel du Web avec des données plus structurées, de sorte qu'au lieu de publier simplement des pages de texte, les utilisateurs pourraient publier leurs propres bases de données sur le Web, susceptibles d'être rassemblées par des moteurs de recherche tels que Google dans de vastes ensembles de ressources en ligne.

Le projet de Web sémantique a fait l'objet de critiques nourries, la plupart (de mon point de vue) découlent d'incompréhensions, tandis que d'autres se révèlent tout à fait légitimes. Un exemple tiré de l'actualité récente est celui de Peter Norvig, chercheur en informatique de renom rattaché à Google, qui vient d'affronter Tim Berners-Lee sur le sujet lors d'une conférence[19].

Cette confrontation représente le débat typique (du moins tel qu'on peut l'imaginer) sur ce sujet, que Mark Pilgrim a qualifié de « balisage miracle *vs* code miracle ». Le W3C de Berners-Lee, prétendu défenseur du balisage, préconise que les utilisateurs publient des documents dans des langages lisibles pour les ordinateurs, qui peuvent les restituer de manière exacte, tandis que Google, prétendu partisan du code, pense qu'il s'agit d'une chimère absolue, et que la seule voie qui s'offre à nous est d'éditer des logiciels toujours plus perfectionnés afin d'extraire le

19 Lors d'un débat à l'American Association for Artificial Intelligence, à Boston, en juillet 2006, ndt.

contenu ou la signification de tout ce fouillis que les utilisateurs créeront inévitablement[20].

Hier, j'ai proposé une solution qui pourrait être perçue comme une troisième voie possible, que Pilgrim qualifierait d'« utilisateurs miracle ». Les deux arguments en faveur du code ou du balisage partent du principe que les utilisateurs vont publier leurs propres travaux sur leurs propres sites, et qu'il faut pour cette raison trouver une manière de les réunir. Mais Wikipédia introduit un nouveau modèle, dans lequel tous les utilisateurs viennent sur *un* seul et même site, où l'interface pour l'intégration des données au format requis est tout à la fois claire et sans ambiguïté, et où les utilisateurs peuvent collaborer afin de résoudre les conflits susceptibles d'émerger.

Cette méthode me frappe tellement par sa supériorité que je suis vraiment surpris qu'elle ne fasse pas plus l'objet de discussions dans le débat actuel. Qu'elle ne soit pas connue me semble peu plausible : même si Wikipédia est récent, il y a eu avant lui d'autres sites comme Chef Moz et MusicBrainz qui ont suivi ce modèle et ont été des études de cas pour le Web sémantique (je l'avoue, j'ai travaillé sur des sections de Web sémantique de MusicBrainz). La raison de cette absence de débat est sans doute que pour les deux parties – W3C et Google –, le Web tel qu'il existe constitue le socle de leur démarche, et il ne paraît dès lors pas si surprenant qu'elles partent du principe que les futures œuvres du Web suivront ce modèle de base.

Une critique possible de la proposition d'« utilisateurs miracle » est qu'elle offre d'une certaine manière moins de liberté qu'une démarche individualiste. Un site finit par prendre en charge toutes les données et est ainsi en mesure de contrôler leur mise en forme. Cette solution n'est sans doute pas idéale mais, avec des données sous licences libres, elle n'est pas pire que la situation que nous vivons actuellement avec les logiciels libres. Ceux qui n'aiment pas la ligne éditoriale peuvent toujours exercer leur droit de créer une nouvelle branche du projet s'ils n'approuvent pas la manière dont les choses évoluent. Cela n'est certainement pas idéal, mais nous pouvons tenter d'atténuer ces problèmes en faisant en sorte que ces sites centralisant les données soient dirigés de la manière la plus démocratique possible.

Un autre argument consiste à dire que l'innovation sera entravée : dans un site géré par un individu, n'importe qui peut commencer à faire

---

20 J'emploie le terme de « prétendu », car bien que le débat soit habituellement envisagé comme cela, je ne crois pas que ni le W3C ni Google aient une position aussi tranchée sur le sujet que celle qu'on aimerait leur prêter. Néanmoins, le débat est réel, et il est pratique de pouvoir l'examiner en prenant les deux positions les plus éloignées.

quelque chose de nouveau avec ses données, en espérant que d'autres s'empareront de sa technique. Dans un site centralisant les données, les utilisateurs sont limités par les fonctionnalités du site en question. Là encore, on peut changer les choses en rendant le site aussi ouvert à l'innovation que possible, et même si cela n'est pas envisageable, d'autres utilisateurs peuvent encore innover en téléchargeant les données et en concevant des fonctions supplémentaires (comme beaucoup l'ont déjà fait avec Wikipédia).

Cela fait maintenant huit ans que Tim Berners-Lee a publié sa feuille de route du Web sémantique, et il est difficile de nier que les choses ne se passent pas exactement comme prévu. L'application des technologies du Web sémantique a été dérisoire, et aucun changement ne semble se profiler à l'horizon. Dans le même temps, le « code miracle » n'a pas fait beaucoup mieux. Google a été en mesure de lancer une poignée de fonctionnalités très ciblées, dans le domaine de la musique ou pour des questions bien spécifiques, mais elles sont de simples commodités, bien loin de révolutionner notre usage du Web.

À l'inverse, Wikipédia a connu une croissance exponentielle, Amazon.com est devenu le premier site d'information relative aux produits, et lorsque certains parlent de nos jours de contenu généré par l'utilisateur, ils oublient la logique individualisée que le W3C et Google appliquent. Peut-être est-ce donc le moment d'emprunter cette troisième voie.

http://www.aaronsw.com/weblog/wikiroads

Wikimedia à la croisée des chemins

31 août 2006, 19 ans

Il y a quelques semaines, j'ai eu le grand privilège d'assister à Wikimania, la conférence internationale de Wikimedia. Des centaines de personnes venues du monde entier s'étaient réunies à cette occasion pour débattre de la magie que représente Wikipédia, réfléchir sérieusement à sa signification et à son fonctionnement. Cette expérience a été extraordinaire tant sur le plan intellectuel qu'émotionnel.

Le trait le plus remarquable de cette manifestation était le spectacle offert par le dynamisme de la communauté Wikipédia. Il y avait là des wikipédiens purs et durs, qui passent leurs journées à revoir les modifications et à préparer les pages. Et il y avait aussi des politiciens plus âgés, comme Larry Lessig[21] et Brewster Kahle, qui étaient venus pour rencontrer les premiers et leur dire comment leur travail participe à un projet plus global. Passer du temps avec toutes ces personnes fut incroyablement plaisant – toutes sont remarquablement brillantes, enthousiastes et, chose qui en surprendra plus d'un, complètement dévouées à une cause qui les dépasse.

Dans la plupart des conférences dédiées aux « technologies » auxquelles j'ai assisté, les participants parlent en général des technologies pour elles-mêmes. Lorsqu'il s'invite dans le débat, le mot « utile » n'est envisagé que sous l'aspect des profits colossaux qu'il est susceptible d'engendrer. Au contraire, à Wikimania, la préoccupation première des participants était de construire un projet le plus utile possible au monde, les technologies étant envisagées comme un outil destiné à nous aider à atteindre cet objectif. Tout cela fut pour moi une formidable bouffée d'air frais, de celles qui donnent l'énergie et l'envie d'aller plus loin.

21 Il s'agit de Lawrence Lessig, que l'auteur appelle plus familièrement Larry, ndt.

Un autre groupe assistait à l'événement, et celui-ci était composé des personnes qui soutiennent la plateforme sur laquelle repose toute la communauté. J'ai passé les premiers jours de la conférence en compagnie d'une équipe de hackers, la plupart bénévoles, qui rendent opérationnels les sites. Au cours des derniers jours, j'ai parlé aux administrateurs du site qui exercent le pouvoir que leur confère le logiciel. Et j'ai beaucoup entendu parler de la Wikimedia Foundation, la fondation à but non lucratif qui contrôle et dirige les sites.

À ma grande surprise, ce second groupe était en tous points différent du premier. Dans les coulisses, ses membres (à part quelques exceptions) passaient le plus clair de leur temps à parler de ragots et de points de détail : comment faut-il s'y prendre pour que le code arrête de faire cela, comment amener les utilisateurs à arrêter de se plaindre sur ceci, comment pourrions-nous nous faire aimer plus de l'autre groupe. Un dessein plus large ou des visions plus ambitieuses étaient totalement absents de leurs échanges privés : ils semblaient entièrement absorbés par les problèmes du présent.

Il est certain qu'ils ont de quoi être absorbés par ces derniers. Depuis janvier, le trafic sur Wikipédia a plus que doublé, et ce groupe commence à être mis à rude épreuve, en raison de la charge de travail qui lui incombe. Sur le plan technique, le développement logiciel et les systèmes serveur sont gérés par une seule personne, Brion Vibber, qui semble fort occupé à simplement maintenir l'ensemble opérationnel. Le système entier a été bricolé au fur et à mesure que le site se développait, sous la forme d'un mélange chaotique de différents types d'ordinateurs et de code. Assurer son bon fonctionnement doit relever d'un cauchemar quotidien. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le développement actuel du logiciel se révèle assez fastidieux, ce qui ne contribue pas, bien au contraire, à la réalisation d'un projet plus ambitieux.

Parallèlement, le petit cercle des administrateurs du site a fort à faire avec l'avalanche sans fin de doléances venant du public. La récente affaire Seigenthaler, au cours de laquelle le rédacteur en chef fondateur du magazine *USA Today* a attaqué à grand bruit Wikipédia en raison d'une grave erreur dans l'article le concernant, a rendu les gens très méfiants quant à la manière dont Wikipédia traite ceux qui sont encore de ce monde. (Quoiqu'à en juger par les chiffres du trafic, l'on pourrait penser que de telles affaires pourraient contribuer au succès de la plateforme.) L'un des administrateurs m'a confié qu'il passait ses journées à éliminer scrupuleusement, sur les pages concernées, tous les faits ou traits peu flatteurs de personnes qui s'étaient manifestées pour s'en plaindre auprès de leurs services.

Au final, le comité de direction de la Wikimedia Foundation semble être entièrement dévoué à l'inaction et aux conflits internes. Quatre personnes seulement ont été embauchées par la fondation, et elles-mêmes ne semblent pas certaines de leur rôle au sein de la communauté de bénévoles. Le public connaît peu de choses sur ce groupe qui, littéralement, contrôle Wikipédia. Et même lorsqu'ils s'adressent à des wikipédiens dévoués lors de la conférence, ils manient la langue de bois, ne disant pas beaucoup plus que : « Ne vous inquiétez pas les gars, on va tout résoudre. »

Le fait est que Wikipédia a connu une croissance trop importante pour être dirigé par une poignée de personnes. D'une manière ou d'une autre, il devra prendre la forme d'une véritable structure ; reste à savoir laquelle. Les organisations structurées sont loin d'être neutres : intégrer une contribution détermine les actions adoptées, pourvoir un poste détermine les sujets sur lesquels on mettra l'accent et, au sommet de la hiérarchie, l'application d'une « vision » définit l'orientation qui sera suivie.

Je m'alarme à l'idée que le Wikipédia que nous connaissons actuellement puisse ne pas perdurer, que cette démocratie fougueuse puisse s'ossifier au point de devenir une bureaucratie morne, que l'innovation qui le caractérise puisse se transformer en conservatisme, que sa croissance puisse ralentir au point d'atteindre un immobilisme total. Si de telles choses venaient à se produire, je sais pertinemment que je ne pourrais pas rester assis à ne rien faire, en spectateur passif de cette tragédie. Wikipédia est devenu un acteur trop important – à la fois en tant que ressource encyclopédique et en tant que modèle – pour connaître l'échec.

C'est pourquoi, après mûre réflexion, j'ai décidé de candidater pour siéger au sein du comité de direction de la Wikimedia Foundation. Depuis 2003, je suis un wikipédien dévoué et assidu. J'y ai ajouté et édité un grand nombre d'articles. J'ai assisté à une poignée de rencontres Wikipédia et j'ai même eu l'honneur d'avoir ma photo reproduite en première page du *Boston Globe* à titre de wikipédien type. Je ne me suis jamais vraiment intéressé aux stratégies de Wikipédia – je ne suis pas un administrateur, je me tiens éloigné des débats concernant tout ce qui touche aux lignes politiques, et je suis même peu enclin à débattre sur les « pages de discussion ». Je préfère éditer des articles, mon activité principale.

Et, pour être franc, je souhaite conserver cette approche. Lorsqu'à Wikimania, certaines personnes m'ont conseillé de candidater pour un poste au sein du comité de direction, je n'y ai pas prêté attention. Puis progressivement, la nécessité de candidater m'est apparue avec évidence, car il me semble important de soulever les questions évoquées plus haut.

Personne d'autre ne semble réfléchir sérieusement à ce défi qui attend Wikipédia.

L'élection débute aujourd'hui pour une durée de trois semaines. Au cours de cette période, je projette de publier régulièrement des essais comme celui-ci, afin d'analyser en profondeur les problèmes auxquels Wikipédia est confronté. Quelle que soit l'issue de cette élection, j'espère que nous pourrons profiter de l'occasion pour lancer un grand débat qui nous éclairera sur les orientations à prendre et sur la manière d'atteindre ces objectifs. Cela dit, si vous êtes un wikipédien autorisé à voter, j'espère que vous voterez pour moi.

http://www.aaronsw.com/weblog/whowriteswikipedia

Qui écrit Wikipédia ?

4 septembre 2006, 19 ans

J'ai rencontré pour la première fois Jimbo Wales, le visage de Wikipédia, à l'occasion d'une conférence à Stanford. Lors de cet événement, Wales nous a parlé de l'histoire, des technologies et de la culture de Wikipédia, mais l'une de ses réflexions m'a plus particulièrement interpellé. « L'idée que la plupart des gens se font de Wikipédia, notait-il, est celle d'un phénomène émergent – la sagesse des foules, l'intelligence distribuée, ce genre de choses –, qui voit des milliers et des milliers d'utilisateurs ajouter un minuscule morceau de contenu, processus par lequel un ensemble cohérent émerge. » Mais, insistait-il, la réalité est toute différente : Wikipédia est rédigé par « une communauté… un groupe dévoué corps et âme, composé de quelques centaines de volontaires, que je connais tous et qui tous se connaissent ». En fait, Wikipédia « ressemble à n'importe quelle structure traditionnelle ».

La différence est, bien entendu, cruciale, et pas uniquement pour le public, désireux d'en savoir plus sur la manière dont un projet encyclopédique tel que Wikipédia est rédigé, mais aussi pour Wales, soucieux de recueillir les informations qui lui permettront de diriger le site. « Ces informations sont très importantes pour moi, je consacre énormément de temps à écouter ces quatre ou cinq cents contributeurs et si […] ce n'était qu'un groupe de bavards inconséquents […], je pourrais ignorer leurs remarques dans mes décisions » et me préoccuper plutôt « du million de personnes qui, chacune, écrivent une phrase ».

Le « Gang des 500 » a-t-il donc rédigé Wikipédia ? Wales a décidé de mener une étude pour s'en assurer : il a ainsi dénombré les contributeurs qui étaient le plus intervenus sur le site. « Je m'attendais à trouver un rapport de 80-20 ; 80 % du travail réalisé par 20 % des utilisateurs, car c'était ce qui semblait apparaître. Mais en fait, c'est bien plus : 50 %

des interventions sont le fait de seulement 0,7 % des contributeurs […], soit 524 personnes […]. Et en réalité, les plus actifs des contributeurs, à savoir 2 % de la communauté, c'est-à-dire 1 400 personnes, ont réalisé 73,4 % de l'ensemble des interventions. » Les 25 % restantes, affirme Wales, sont le fruit du travail de « contributeurs procédant à des modifications mineures sur des faits ou à des corrections orthographiques ou autres. »

Stanford n'est pas le seul endroit où Wales a livré de tels propos ; c'est un discours type qu'il prononce à l'occasion de tous les événements auxquels il assiste à travers le monde. « C'est ce groupe de 1 000 personnes qui a le plus de poids », nous a-t-il dit à Stanford. « C'est cette communauté restreinte qui fait le plus gros du travail de rédaction des articles », a-t-il encore déclaré à l'Oxford Internet Institute. « C'est un groupe d'environ 1 000 ou 2 000 personnes », a-t-il aussi affirmé à un large auditoire lors du GEL[22] en 2005. Je n'ai visionné que trois de ses conférences, mais il en a livré des centaines du même genre.

À Stanford, les étudiants se sont montrés sceptiques. Car Wales ne faisait que dénombrer le nombre d'interventions – c'est-à-dire le nombre de fois où un contributeur procédait à une modification et la sauvegardait. Les choses n'auraient-elles pas été bien différentes s'il avait dénombré la quantité de texte apportée par chaque utilisateur ? Wales a affirmé qu'il avait prévu de le faire lors de sa « prochaine étude », tout en déclarant être certain « que les chiffres iraient encore plus dans ce sens », au motif qu'il ne prendrait plus en compte les ajouts malveillants ou autres changements susceptibles d'être supprimés ultérieurement.

Wales présentait toutes ces assertions sous un jour des plus rassurants. Ne vous inquiétez pas, disait-il au monde entier, Wikipédia n'est absolument pas le chaos que vous imaginez. En fait, il ressemble à n'importe quel autre projet : un petit groupe de collègues travaillant à réaliser un projet ensemble. Mais si l'on y réfléchit bien, le point de vue de Wales est en fait bien plus choquant : ainsi, environ mille personnes ont rédigé la plus grande encyclopédie que le monde ait jamais connue pendant quatre ans, sans contrepartie ? Comment cela peut-il être vrai ?

À la fois curieux et sceptique, j'ai décidé de mener ma propre enquête. J'ai pris un article au hasard (« Alan Alda ») pour voir comment il avait été écrit. Aujourd'hui, la page d'Alan Alda est une page Wikipédia type tout à fait réussie : on y trouve quelques photos, quelques repères factuels et biographiques et une poignée de liens. Lors de sa création, la page ne comportait que deux phrases : « Alan Alda est un

---

22 Cycle de conférences lancé en 2003 par Mark Hurst, ndt.

acteur principalement connu pour avoir joué le rôle de Hawkeye Pierce dans la série télévisée *MASH*. Ou [*sic*] prestations récentes, il a interprété des personnages sensibles dans des films dramatiques. » Comment est-on passé de ces deux phrases à la page sous sa forme actuelle ?

En examinant toutes les interventions dans l'historique de la page, j'ai pu voir comment celle-ci avait évolué. Les modifications que j'ai pu observer se divisaient en trois groupes. Une toute petite proportion – peut-être 5 sur les 400 interventions – relevaient de la pure malveillance : des dérangés ou des personnes remplies d'animosité qui avaient ajouté des choses complètement inappropriées, avant qu'elles ne soient retirées par d'autres. La grande majorité des interventions consistait en revanche en de petites modifications : des corrections typographiques, des mises au format, des liens, des catégories, etc., ce qui avait pour but de rendre l'article plus attractif sans pour autant enrichir réellement le contenu. Au final, les enrichissements les plus significatifs, ceux relatifs au contenu, représentaient la plus petite quantité d'interventions : quelques phrases, parfois des paragraphes entiers, qui apportaient de nouvelles informations à la page.

Wales semble penser que la grande majorité des utilisateurs ne s'adonnent qu'aux deux premières pratiques mentionnées plus haut (des ajouts malveillants ou des réajustements) tandis que le noyau wikipédien écrit l'ensemble des articles. Mais ce point de vue ne correspond aucunement au résultat de mes analyses. À chaque fois, ou presque, que j'ai repéré une contribution substantielle, quant à la quantité de texte, je m'apercevais que l'utilisateur qui en était l'auteur n'était pas un utilisateur actif du site. En général, ce type d'utilisateurs avait réalisé moins d'une cinquantaine d'interventions (le plus souvent une dizaine), sur des pages en rapport principalement. La plupart n'ont même jamais pris la peine de créer un compte.

Pour mener mon enquête de manière plus formelle, j'ai pu télécharger une copie des archives de Wikipédia, au moyen d'une grappe de serveurs. J'ai créé un petit programme qui me permet de passer en revue chaque intervention et de compter celles qui demeurent dans la version la plus récente[23]. Au lieu de dénombrer les interventions, j'ai donc compté le nombre de lettres qu'un utilisateur donné avait ajouté à l'article.

---

23 Voici les détails : j'ai téléchargé une copie de l'enwiki-200607717-meta-history.xml.bz2archive, puis je l'ai scindé en pages, procédé par itérations pour examiner les révisions, et appliqué le difflib.SequenceMatcher.find_longest_match de Python à chaque révision. (J'ai utilisé find_longest_match au lieu de get_matching_blocks car get_matching_blocks ne gère pas les blocs correctement lorsqu'ils sont réordonnancés.) Je n'ai compté que les caractères qui différaient de ceux d'une révision précédente.

Si l'on calcule uniquement les interventions, les plus gros contributeurs ayant participé à la rédaction de l'article relatif à Alan Alda (7 dans le top des 10) sont des utilisateurs enregistrés qui (à l'exception de deux d'entre eux) ont procédé à des milliers d'interventions sur le site. En effet, le numéro 4 a produit plus de 7 000 interventions, tandis que le numéro 7 en a plus de 25 000 à son actif. En d'autres termes, en appliquant la méthode de Wales, on obtient les résultats de Wales : le plus gros du contenu semble avoir été écrit par des éditeurs « poids lourd » de Wikipédia.

Mais quand on se met à compter les lettres, la situation change du tout au tout : quelques rares contributeurs (2 dans le top des 10) sont enregistrés, et la plupart (6 dans le top des 10) ont réalisé moins de 25 interventions sur le site. En réalité, le numéro 9 est intervenu sur le site une seule fois – cette fois-ci justement ! Avec une méthode de calcul plus scientifique – précisément celle que Wales a déclaré vouloir employer dans la prochaine mise à jour de son étude –, le résultat s'inverse donc complètement.

Je n'ai pas les moyens de mener ce calcul sur tout le site de Wikipédia (qui comprend 60 millions d'articles !), mais en parcourant des articles de manière aléatoire, j'ai pu constater que les conclusions étaient les mêmes. Par exemple, la plus grande partie de l'article « Anaconda » a été écrite par un utilisateur qui n'est intervenu que deux fois dessus (et n'a réalisé que 100 interventions au total sur Wikipédia). À l'inverse, le plus grand nombre d'interventions étaient le fait d'un utilisateur qui apparaît n'avoir aucunement contribué au contenu du texte final (ses interventions étaient toutes supprimées et avaient semé la confusion).

L'histoire devient très claire lorsque l'on rassemble les pièces du puzzle : un non-initié procède à une intervention sur la page pour ajouter une quantité importante d'informations, puis des initiés vont intervenir plusieurs fois afin de l'ajuster et de la reformater. De plus, les initiés cumulent des milliers d'interventions, comme changer le nom d'une catégorie sur l'ensemble du site – le genre de choses qui importe précisément aux seuls initiés. En conséquence, ils sont les auteurs de la plus grande partie des modifications. Et pourtant, ce sont les non-initiés qui fournissent la quasi-totalité du contenu.

Quand on y pense, tout cela est parfaitement logique. L'écriture d'une encyclopédie est une tâche titanesque. Pour réaliser un travail de qualité, il vous faut connaître une importante masse d'informations sur un nombre incroyablement important de sujets. Écrire autant d'articles est difficile ; conduire les recherches préparatoires pour la rédaction de ces derniers paraît impossible.

En revanche, chacun d'entre nous possède des connaissances sur des sujets obscurs, pour lesquels, pour différentes raisons, il a acquis une certaine expertise. C'est pourquoi nous les partageons, en cliquant sur le bouton « éditer » et en ajoutant un paragraphe ou deux sur une page Wikipédia. Dans le même temps, un petit groupe de personnes sont devenues très investies dans Wikipédia. Elles se sont familiarisées avec ses règles et sa syntaxe, et passent le plus clair de leur temps à réajuster les contributions des autres.

D'autres encyclopédies fonctionnent sur le même modèle, mais à une échelle bien plus modeste : un groupe important de contributeurs rédigent des articles sur des sujets qu'ils maîtrisent parfaitement, tandis qu'une petite équipe les révise pour constituer un seul ouvrage de référence. Le rôle de ce second groupe apparaît crucial – car c'est bien grâce à lui que les encyclopédies ont un aspect et un ton homogènes –, mais ce serait totalement exagéré d'affirmer qu'il est à lui seul l'auteur de l'encyclopédie. On peut imaginer que les personnes à la tête de la *Britannica* se soucient plus de leurs contributeurs que de leurs éditeurs.

Et Wikipédia devrait en faire autant. Même si tous les éditeurs quittaient le navire demain, Wikipédia resterait une encyclopédie d'une valeur inestimable. La plupart des gens lisent Wikipédia parce qu'ils y trouvent les informations qu'ils cherchent, non pour son aspect cohérent. Il est vrai que le site ne serait pas aussi attractif s'il n'était pas édité ainsi, mais ceux qui (comme moi) accordent de l'importance à ces choses viendraient sans doute pour prendre la place de ceux qui auraient quitté leurs fonctions. Ce sont les éditeurs qui aident les contributeurs, non l'inverse.

Wales a cependant raison sur un point. Ces données ont des conséquences énormes sur la politique de développement du site. Si Wikipédia est bien rédigé par des contributeurs occasionnels, et s'il s'agit de favoriser sa croissance, il faut alors faire en sorte qu'il soit de plus en plus facile et gratifiant d'effectuer des contributions occasionnelles. Au lieu de tenter de presser comme des citrons ceux qui passent déjà leur vie sur Wikipédia, il faudrait que nous puissions élargir le groupe de contributeurs qui n'y participent que rarement.

Malheureusement, et précisément parce qu'il s'agit de contributeurs occasionnels, les opinions de ces personnes ne sont pas prises en compte dans la stratégie actuelle de Wikipédia. Elles ne sont pas impliquées dans les débats d'orientation, ne participent pas aux rencontres, et ne côtoient pas Jimbo Wales. Ainsi, les débats susceptibles de les faire sortir de l'ombre finissent relégués au second plan, en supposant qu'ils aient même été évoqués.

Loin des yeux, loin du cœur, comme dit l'adage, qui exprime bien en peu de mots combien ces invisibles ne sont pas jugés particulièrement dignes d'intérêt. D'où l'affirmation de Wales selon laquelle 500 personnes écrivent la moitié de l'encyclopédie. D'où sa dénonciation des non-initiés qui procèdent à des interventions malveillantes ou confuses. D'où les commentaires que l'on peut entendre parfois, affirmant que rendre difficile l'accès à l'édition d'une page Web pourrait après tout être une bonne chose.

« Je ne suis pas un homme du wiki qui, un beau jour, en est venu à travailler sur des encyclopédies, a déclaré Wales devant son auditoire à Oxford. Je suis un homme de l'encyclopédie qui en est venu à se servir d'un wiki. » Que Wales pense que Wikipédia a été écrit sur la base du modèle traditionnel n'est donc pas si surprenant. Et pourtant, de telles assertions sont dangereuses. Si Wikipédia persiste dans la voie consistant à se focaliser sur l'encyclopédie au détriment des wikis, nul ne sortira gagnant de cette partie.

http://www.aaronsw.com/weblog/whorunswikipedia

Qui dirige Wikipédia ?

7 septembre 2006, 19 ans

À l'occasion de Wikimania, j'ai donné une brève conférence durant laquelle je proposais de nouveaux développements pour Wikipédia. Le public, constitué principalement de programmeurs et d'autres wikipédiens de haute volée, a immédiatement soulevé un certain nombre de questions : « Telle mauvaise chose n'arriverait-elle pas ? Comment vas-tu empêcher cela ? Penses-tu vraiment que les gens vont faire ceci ? » Dans un premier temps, j'ai tenté de leur répondre en détaillant des moyens techniques pour résoudre les problèmes, puis, au bout d'un moment, j'ai finalement déclaré :

> Arrêtons là.
>
> Si j'étais venu ici il y a cinq ans en vous disant que j'allais constituer une encyclopédie entière en rassemblant un tas de pages Web que n'importe qui pourrait éditer, vous auriez été capables d'élever un millier d'objections : il y aura des tonnes d'interventions malveillantes ! Le contenu ne sera pas fiable sur le plan scientifique ! Personne ne fera ce travail gratuitement !
>
> Et vous auriez eu raison de réagir ainsi. Ces attentes étaient complètement irréalistes à cette époque. Mais, voilà le plus étrange : cela a marché, malgré tout.

À l'époque, j'avais été soulagé d'avoir pu répondre à mon auditoire. Mais, plus tard, j'ai commencé à y réfléchir davantage. Pourquoi Wikipédia a-t-il fonctionné malgré tout ?

Ce n'était pas parce que les programmeurs étaient prévoyants au point que le logiciel résolve tous les problèmes. Et ce n'était pas parce

que les responsables avaient mis en place des règles claires pour prévenir les mauvais comportements. Nous savons cela car, à ses débuts, Wikipédia n'avait ni programmeur (le site utilisait un moteur de wiki en série) ni de règles claires (l'une des premières règles était apparemment : « Ignorez toutes les règles »).

En réalité, si Wikipédia fonctionne, c'est grâce à sa communauté ; un groupe de personnes qui ont fait de ce projet le leur et qui se sont appliquées à contribuer à sa réussite.

Wikipédia fait constamment l'objet de tentatives de vandalisme, quelques malins s'employant à remplacer des articles avec des textes aléatoires. Mais cela ne marche pas : ces interventions sur les pages sont annulées en quelques minutes, voire secondes. Mais pourquoi ? Cela ne relève pas de la magie – il existe en coulisses un groupe d'individus incroyablement dévoués, qui derrière leurs ordinateurs observent chaque changement effectué sur les pages. De nos jours, ils se qualifient eux-mêmes de « patrouille des changements récents [24] » et disposent d'un logiciel spécial qui facilite la suppression des interventions inappropriées et leur permet de bloquer les utilisateurs malveillants en quelques clics.

Pourquoi s'acquitter de cette tâche ? Ce n'est pas particulièrement fascinant, ils ne sont pas payés pour le faire, et aucun responsable ne leur donne de directives. S'ils effectuent ce travail, c'est parce que le site a une si grande valeur à leurs yeux qu'ils s'en sentent responsables. Ils voient rouge lorsqu'un intrus essaie d'y semer le chaos.

Difficile d'imaginer que l'on se comporterait de la même manière avec la *Britannica*. Parmi les fidèles lecteurs de cette encyclopédie, y a-t-il seulement une personne qui soit allée aux bureaux de la *Britannica* pour y offrir ses services ? Il est même difficile de se représenter une telle situation. Le commun des mortels ne se sent pas responsable de la *Britannica*, car il existe des professionnels dont c'est le rôle.

Tout le monde connaît Wikipédia comme un site auquel n'importe qui peut contribuer. L'article sur la rainette n'a pas été écrit parce qu'un responsable a décidé qu'il le fallait et qu'il a attribué cette tâche à quelqu'un ; il a été écrit parce que quelqu'un, quelque part, a pris l'initiative de le rédiger. Et qu'une multitude de contributeurs se sont ensuite succédé pour aider à le finaliser.

Fait moins connu : Wikipédia est un site que n'importe qui peut gérer. Les individus mal intentionnés ne sont pas écartés par une personne nommée à cet effet, il s'agit d'une action spontanée. Et qui ne

---

24 *Recent changes patrol*, ndt.

concerne pas que le vandalisme : un « comité d'accueil » salue tous les nouveaux utilisateurs, une « unité opérationnelle de nettoyage » s'emploie à vérifier les faits écrits sur les pages. Les règles du site ont été établies sur un consensus approximatif. Même les serveurs sont la plupart du temps pilotés de cette manière : un groupe d'administrateurs du système bénévoles se retrouve sur IRC, et veille à ce que tout tourne bien. Jusqu'à très récemment, la fondation qui soi-disant dirige Wikipédia n'avait pas d'employés.

Ce système est tellement inhabituel que nous n'avons pas de termes appropriés pour le qualifier. Il serait tentant d'employer le terme de « démocratie », mais ce dernier se révèle malheureusement inapproprié. Wikipédia n'organise pas d'élection pour désigner une personne pour lutter contre le vandalisme. En fait, Wikipédia ne fait rien du tout. Quelqu'un repère tout simplement qu'il y a un individu malveillant à combattre, et décide de s'en occuper.

Ce fonctionnement est si différent qu'il semble tentant de l'interpréter comme un bug, une erreur du système. Admettons-le, les choses ont peut-être marché jusqu'à présent avec ce modèle, mais le jour où de vrais problèmes se présenteront, le fonctionnement devra changer. Certaines personnes devront bénéficier d'une réelle autorité, les tâches importantes devront être assignées de manière claire à d'autres, et tout le reste de la communauté devra comprendre qu'elle n'est composée que de bénévoles.

Mais l'ouverture d'esprit de Wikipédia n'est pas un bug ; c'est précisément la source de son succès. Une communauté toute dévouée résout les problèmes dont les dirigeants officiels n'auraient même pas soupçonné l'existence. Dans le même temps, ce système de bénévolat généralisé empêche largement les luttes de pouvoir entre ceux qui veulent avoir telle ou telle fonction. Les tâches sont effectuées par des personnes vraiment motivées pour les exécuter, précisément des personnes qui se sentent suffisamment investies pour bien les accomplir.

Les difficultés les plus importantes de Wikipédia sont apparues lorsque le projet a utilisé d'autres méthodes que celle évoquée, et justement lorsqu'on a donné à certaines personnes des titres officiels et des tâches spécifiques. À chaque fois que cela est le cas, le travail réel connaît un ralentissement, pour laisser place aux chicanes et aux conflits. Mais il s'agit d'une erreur si facile à commettre qu'elle ne cesse d'être répétée.

Bien sûr, ce n'est pas la seule raison qui explique que l'on fasse cette erreur ; c'est seulement l'explication la plus polie que l'on peut donner. Le problème le plus préoccupant est que tout le monde aime s'emparer du pouvoir, puis déteste l'abandonner une fois conquis. Et tout

particulièrement avec un projet aussi important et plébiscité que Wikipédia, il faut posséder une force de caractère énorme pour décliner l'offre d'en devenir le représentant officiel, en déclarant : « C'est un projet fondé sur la communauté, et je ne suis qu'un membre de la communauté. »

De fait, le comportement opposé est bien plus commun. Ceux qui ont consacré une grande partie de leur temps à travailler au projet commencent à avoir le sentiment qu'ils devraient bénéficier de quelque chose en retour. Ils insistent sur le fait qu'avec tout ce travail accompli, ils *méritent* un travail officiel ou un titre spécial. Après tout, des tâches clairement définies ne seraient-elles pas une bonne chose pour tout le monde ?

Ainsi, la tendance est claire : plus de pouvoir, plus de personnes, plus de problèmes. Il ne s'agit pas là d'erreurs en série ; c'est le système qui veut cela.

Il serait absurde d'affirmer que je suis totalement imperméable à de telles pressions. Après tout, je me suis porté candidat pour un siège au comité de direction de Wikipédia. Et il m'arrive de perdre le sommeil à la simple idée que je pourrais abuser de mon pouvoir.

Une telle logique systémique ne peut pas être contrée en élisant simplement la bonne personne au bon endroit avant de retourner se coucher pendant que cette personne gère les problèmes. Si la communauté veut continuer à être responsable de Wikipédia, elle va devoir se battre pour garder cette place. J'écris ces articles pour aider les autres à comprendre que la lutte en vaut réellement la peine. En cas d'élection au comité de direction, je compte bien continuer à écrire.

Si le succès de Wikipédia en tant que projet encyclopédique repose sur la masse de bénévoles qui écrivent les articles, son succès en tant qu'organisation requiert qu'il soit dirigé par cette même communauté. Et pour cela, le comité de direction devra dévoiler ses rouages à la communauté, de sorte qu'elle puisse en comprendre le fonctionnement et s'investir à son tour dans la direction du site. Cela implique également que les actions de la communauté soient plus compréhensibles afin qu'un public plus large puisse s'inscrire dans le projet. Quelle que soit l'issue de l'élection à venir, j'espère que nous allons tous nous atteler à cette tâche.

http://www.aaronsw.com/weblog/morewikipedians

Fabriquer plus de wikipédiens

11 septembre 2006, 19 ans

Selon le président de World Books, Wikipédia serait désormais identifié par dix pour cent des Américains. Cette déclaration était, dans la bouche de celui qui la prononçait, des plus élogieuses : sans aucun budget marketing ni structure formelle, une encyclopédie en ligne gratuite écrite par de seuls bénévoles a réussi à attirer l'attention de millions de personnes. Pour ma part, j'ai compris cette observation bien différemment : « Seulement dix pour cent, ai-je pensé. Cela signifie que nous devons encore convaincre quatre-vingt-dix pour cent des Américains ! »

Wikipédia est l'une des rares choses que tout le monde, ou presque, trouve utile. Comment pouvons-nous alors amener tout le monde à s'en servir ? La première chose à faire, semble-t-il, est de leur dire que cet outil existe. Dans ce contexte, une campagne publicitaire ou une opération marketing agressive ne semblent cependant pas vraiment de bon ton. Pour notre promotion, il faudrait œuvrer comme pour le reste du site, en laissant à la communauté le soin de la faire.

Les utilisateurs de Wikipédia viennent de la société toute entière : de différentes cultures, de différents pays, de différents endroits, de différents champs d'étude. Les étudiants en sciences physiques qui contribuent largement aux articles de physique sont dans une bien meilleure position pour promouvoir le site auprès des physiciens qu'une équipe de commerciaux envoyée par le siège. Le fan de Pokémons qui s'occupe de l'article sur le sujet sait sans doute bien mieux que n'importe quel expert marketing comment intéresser d'autres « pokémaniaques ».

D'accord, direz-vous, mais parler de marketing à propos de Wikipédia n'est-il pas quelque peu stupide ? Après tout, nous connaissons tous Wikipédia, et c'est également sans doute le cas de tous nos amis. Mais les choses sont un peu plus compliquées : comme évoqué plus haut,

seul un Américain sur dix sait ce qu'est Wikipédia, et parmi cette frange de la population, la plupart n'y comprennent pas grand-chose.

Il est choquant de constater que même des personnes intelligentes, passionnées par les technologies, n'arrivent pas à modifier une page Wikipédia. Par exemple, Dave Winer a conçu l'un des premiers logiciels qui permet d'avoir le bouton « éditer cette page » sur un site (il s'est occupé d'EditThisPage.com pendant de nombreuses années), et il s'est pourtant plaint de ne pas réussir à modifier une page sur Wikipédia. Michael Arrington analyse des sites Web 2.0 très sophistiqués chaque jour, dont il livre des comptes rendus détaillés. Et pourtant, il observe que « peu de personnes comprennent combien il est facile d'ajouter du contenu sur Wikipédia (je l'ai fait pour ma part à plusieurs reprises) ». Si les ingénieurs les plus éminents ont des soucis, je vous laisse imaginer ce qu'il en est du reste de la population.

Évidemment, ce constat doit se répercuter sur le logiciel lui-même : nous devons travailler sérieusement à rendre l'interface de Wikipédia plus limpide et plus facile d'utilisation. Un autre défi se présente également à la communauté : celui de mettre au point des échanges et des tutoriels pour des groupes de personnes que l'on connaît, afin de leur expliquer l'idée générale de Wikipédia et comment y participer. La meilleure interface du monde ne se substituera jamais aux consignes données oralement. Même un document clairement rédigé comportant tous ces principes détaillés n'aura pas l'écho d'une présentation personnalisée.

Mais au-delà du fait d'offrir à tout le monde la possibilité de contribuer à Wikipédia, nous devons travailler à faire de ces contributions une tâche plus gratifiante. Comme je l'ai déjà mentionné, la plupart de ceux qui se plongent pour la première fois dans l'écriture d'un article pour Wikipédia voient systématiquement leurs contributions revues et synthétisées par d'autres. Des contributeurs qui créent un nouvel article le voient disparaître après l'ouverture d'une discussion « pages à supprimer », au cours de laquelle le premier wikipédien venu échafaude tout un argumentaire à charge contre ce nouvel article. Pour des personnes dont l'objectif était de donner de leur temps afin de participer au développement de l'encyclopédie, ni l'une ni l'autre de ces réactions n'est particulièrement encourageante.

Je ne suis pas en train de dire pour autant que nous devrions changer de stratégie ou garder automatiquement tout ce qu'un nouvel utilisateur décide d'ajouter afin de ne pas le blesser. Nous devons cependant réfléchir plus en profondeur sur la manière de mettre en place ces stratégies sans exercer d'effet repoussoir pour les nouveaux arrivants, et sur la

façon dont nous pouvons leur apprendre à contribuer au projet, au lieu de les en éloigner.

Lors de Wikimania, une figure dont l'autorité dans le secteur n'est pas des moindres, Richard Stallman (qui a proposé il y a fort longtemps le projet d'une encyclopédie en ligne gratuite), parcourait les salles de la conférence en se plaignant d'un problème découvert sur un article bien précis de Wikipédia. Il aurait pu essayer de le régler lui-même, observait-il, mais cela lui aurait pris énormément de temps et l'erreur en question aurait sans doute été immédiatement réintroduite. Stallman n'est pas le seul à se plaindre ainsi, j'entends sans arrêt des spécialistes déplorer les problèmes rencontrés sur Wikipédia, trop complexes pour qu'ils les solutionnent tout seuls. Ne serait-ce pas judicieux de rassembler toutes ces doléances sur le site, plutôt que les étaler pendant les cocktails ?

La solution pour remédier à cette situation consisterait à avoir une sorte de système de traçabilité des doléances pour les articles, sur le modèle du système des pages de discussion. Au lieu de se plaindre sur un article en public, Stallman pourrait suivre un lien lui permettant de remplir un dossier relatif à sa doléance. Cette dernière serait « tracée » et enregistrée avec l'article. Les wikipédiens les plus investis balaieraient alors la liste des doléances, afin de tenter d'y répondre et pour informer le contributeur de la résolution du problème. D'autres affaires pourraient être gérées de la même manière : un avertissement indiquant que la neutralité de l'article est sujette à controverse pourrait par exemple être placé en haut de la page concernée jusqu'à ce que la plainte soit définitivement classée.

Il s'agit juste d'une proposition, naturellement, mais elle illustre bien les pistes sur lesquelles nous devons nous pencher. Chaque jour, Wikipédia est visité par des millions d'internautes : comment faire pour qu'ils puissent y déposer leurs réflexions relatives aux articles au lieu de les laisser maugréer dans leur coin ou se plaindre à un cercle restreint d'amis ?

http://www.aaronsw.com/weblog/morewikipedias

Fabriquer plus de Wikipédias

14 septembre 2006, 19 ans

C'est peut-être dans ma tête, mais j'ai l'impression que partout où je regarde, je vois des personnes qui essaient de s'approprier Wikipédia. Des sites wiki ont été lancés dans tous les domaines, allant des Muppets au droit. Le nom de domaine Wiki.com a récemment été vendu pour 3 millions de dollars. Le professeur Cass Sunstein, qui voyait précédemment Internet comme un outil de démantèlement de notre république, vient de publier un nouvel ouvrage dans lequel il soutient que les outils tels les wikis nous mèneront à une « infotopie ». Est-il possible de reproduire le succès de Wikipédia ? Quelle est la clé de sa réussite ?

Malheureusement, cette question n'a pas reçu l'attention qu'elle méritait. La plupart des gens pensent que Wikipédia est aussi simple que le suggère son nom : il suffit d'installer un quelconque moteur de wiki, de dire que cela sert à écrire une encyclopédie, et *voilà*[25] ! le problème est résolu. Mais, comme tous ceux ou presque qui l'auront expérimenté le savent, la réalité n'est pas aussi simple.

Les personnes qui travaillent dans le domaine de l'industrie des technologies tendent à réduire les sites Web à leurs seuls aspects techniques. Ainsi, Wikipédia n'est pour eux qu'un simple moteur de wiki, Daily Kos un logiciel de blog, et Reddit un logiciel permettant de voter. Mais ces sites ne sont pas que des installations de logiciels, ce sont aussi des communautés de personnes.

Construire une communauté n'est pas une mince affaire : cela requiert une combinaison parfaite entre les technologies, les règles et les individus. Et tandis qu'il est devenu évident que les communautés sont au cœur de la plupart des choses les plus intéressantes que l'on trouve

25 En français dans le texte, ndt.

sur Internet, nous commençons seulement à comprendre ce qui fait qu'elles fonctionnent.

Et la communauté de Wikipédia n'est pas elle-même une communauté typique. Les communautés sur Internet sont habituellement constituées de personnes qui se rassemblent en ligne pour discuter d'un sujet, comme la cryptographie ou la rédaction de spécifications techniques. Elles peuvent se rencontrer sur des canaux IRC, sur un forum Web, dans un groupe de discussion ou sur une liste de diffusion, mais l'objectif se situera toujours « en dehors », il s'agira toujours de quelque chose d'extérieur à la conversation elle-même.

Avec Wikipédia en revanche, l'objectif est l'édification de Wikipédia. Il ne s'agit pas d'une communauté décidée à bâtir quelque chose ailleurs, mais d'une communauté dont l'objectif est de s'autoconstruire. Et comme Wikipédia a été l'un des premiers sites à fonctionner de cette manière, nous ne possédons pas de connaissances sur la construction de ce type de communautés.

En effet, nous ne connaissons pas grand-chose à la conception de logiciels pour ces communautés. Les moteurs de wiki sont effectifs depuis des années – le premier a été lancé en 1995, l'aventure de Wikipédia n'a débuté qu'en 2001 –, mais ils ont toujours été utilisés comme dans n'importe quelle autre communauté, pour parler d'un sujet précis. L'idée n'était pas de s'en servir pour concevoir des wikis ; et ils n'étaient pas faits pour ça.

La réelle innovation de Wikipédia va bien au-delà du lancement, par une communauté, de la conception d'une encyclopédie et de l'utilisation d'un moteur wiki dans le cadre de ce projet. La réelle originalité de Wikipédia est le principe de la collaboration totale. Au lieu de se cantonner à un petit groupe de personnes travaillant ensemble, Wikipédia a invité le monde entier à participer à la constitution de l'encyclopédie. Au lieu d'attribuer des tâches spécifiques à chacun, Wikipédia a laissé aux individus la liberté de travailler sur ce qu'ils voulaient, dès qu'ils en ressentaient l'envie. Au lieu de placer un responsable, Wikipédia a laissé les gens régler les problèmes par eux-mêmes. Et cette stratégie a été adoptée dans le but de créer un produit bien spécifique.

Même aujourd'hui, il est difficile de trouver quelque chose de semblable. Les livres ont parfois des coauteurs, mais en général, leur nombre n'excède pas deux. De vastes équipes ont écrit des encyclopédies, mais, la plupart du temps, on a confié à chaque spécialiste des sujets bien précis. Des logiciels ont été créés par des communautés, mais là encore, typiquement, il y a quelqu'un qui en a la responsabilité.

Mais si nous prenons cette définition, plutôt que celle du moteur de wiki comme étant le noyau de Wikipédia, nous pouvons voir qu'il existe d'autres types de logiciels qui sont également des formes de collaboration totale. Par exemple, Reddit est une collaboration totale permettant de construire un site d'informations : n'importe qui peut y ajouter du contenu ou modifier une page, il n'y a pas de responsable éditorial, et pourtant le résultat est là, il s'agit d'un site d'informations pertinent. Débarrassé de cette idée selon laquelle Wikipédia est synonyme de moteurs de wiki, on peut même s'aventurer à imaginer d'autres types de sites. Et pourquoi pas un « wiki débat », où les internautes pourraient argumenter sur un sujet, dans une discussion structurée et organisée avec soin de manière à pouvoir être lue ultérieurement, plutôt que dans un fatras de messages hargneux ?

Si nous prenons les collaborations totales comme principe, il devient évident que pour perpétuer le succès de Wikipédia, il ne faut pas se contenter de créer davantage de moteurs de wiki, adaptés à d'autres tâches. Il s'agit de comprendre les principes qui permettent à ces collaborations totales de fonctionner. Pour quels types de projets sont-elles les plus appropriées ? Comment les lancer ? Comment en assurer le développement ? Quelles sont les règles à mettre en place ? Quels logiciels utiliser ?

Ces questions ne peuvent pas être résolues en restant les bras croisés, bien évidemment. Elles exigent que des expérimentations et des études soient menées. Et cela, à son tour, implique la création d'une communauté construite autour de l'idée même de collaboration poussée. Lancer un wiki dans son coin n'est pas d'une grande utilité. Pour comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, nous devons partager nos expériences et être désireux de tester de nouvelles choses – nouveaux objectifs, nouvelles structures sociales, nouveaux logiciels.

http://www.aaronsw.com/weblog/wikicodeislaw

Le code et autres lois de Wikipédia

18 septembre 2006, 19 ans

Le code est la loi, selon la célèbre expression de Lawrence Lessig formulée il y a quelques années et à laquelle le temps n'a rien ôté de sa force. Cet argument, défendu avec tant d'éloquence dans son livre *Code, and Other Laws of Cyberspace*, est le suivant : dans les mondes créés par des logiciels, le design du logiciel régule les comportements humains avec autant, voire plus, de poids que n'importe quelle loi.

Cette remarque relève de l'évidence dans certains contextes. Dans le monde du 3D de Second Life par exemple, si le logiciel empêche l'utilisateur de taper un mot, il s'agit dans ce monde d'une limitation de la liberté d'expression bien plus contraignante que n'importe quelle loi américaine pour nous. Mais le phénomène est bien plus subtil que cela : il se produit avec la même force dans le monde de Wikipédia, la culture et la communauté florissante que nos moteurs wiki conçoivent.

Tout d'abord, c'est le logiciel qui décide qui fera partie de la communauté. Si son utilisation est claire et limpide, de nombreuses personnes pourront l'utiliser. En revanche, si son usage est complexe, seuls ceux qui prendront le temps de l'apprendre seront capables de participer au projet. Et comme nous l'avons vu, une foule d'individus brillants ne savent même pas comment modifier une page Wikipédia, ne parlons donc même pas du reste.

Par ailleurs, le logiciel définit la manière dont la communauté agit. Des spécificités comme les contrôles des administrateurs privilégient certains utilisateurs par rapport à d'autres. Proposer une assistance pour des actions telles que les mises à jour finales détermine quels types d'articles seront publiés. La structure des pages de discussion contribue à définir les sujets qui seront traités et la manière dont ils le seront.

Le design de la page auquel recourt le site incite les utilisateurs à effectuer certaines tâches en mettant en valeur certains liens. Les fonctions du logiciel comme les catégories rendent certains types d'actions possibles. Les codes de formatage employés pour des éléments tels que les encadrés et les liens jouent un rôle déterminant pour faciliter l'édition, par les nouveaux utilisateurs, d'articles sur le site.

Toutes ces choses devraient relever de choix politiques et non techniques. Il n'existe pas de réponse appropriée relevant de l'évidence pour les programmeurs, aussi doués soient-ils. Qui plus est, ces choix peuvent avoir des répercussions importantes sur la communauté. C'est pourquoi il est essentiel que celle-ci soit impliquée dans ces décisions.

Actuellement, l'équipe de programmeurs de Wikipédia est un groupe de bénévoles (bien que quelques-uns aient été embauchés récemment par la fondation Wikimedia, afin qu'ils puissent vivre un peu plus confortablement). Ils travaillent plutôt comme une communauté type autour d'un logiciel libre, discutant d'affaires courantes via des listes de diffusion et des canaux IRC. Dans les jours précédant Wikimania, ils se sont réunis afin d'évoquer les sujets brûlants relatifs au logiciel.

L'une des présentations a été effectuée par un expert de l'ergonomie, qui a rapporté les résultats d'une étude relevant les difficultés éprouvées par les contributeurs désireux d'ajouter une photo sur Wikipédia. Le débat qui a suivi la présentation s'est transformé en discussion sur la question de savoir si Wikipédia devrait être simple d'usage ou non. Certains défendent que des utilisateurs non aguerris devraient ajouter des pages de manière non conforme aux standards, que d'autres utilisateurs plus aguerris iraient par la suite « nettoyer ». D'autres voix se sont élevées pour contester le fait que des utilisateurs non aguerris puissent être autorisés à intervenir sur le site, en remettant en question la valeur de leurs contributions.

En tant que programmeur, j'éprouve énormément de respect pour mes collègues. Mais est-ce vraiment un débat qui relève de leurs prérogatives?

Jimbo Wales possède également une société à but lucratif, Wikia, qui a récemment reçu quatre millions de dollars en capital risque. Wales a déclaré dans son discours liminaire à Wikimania que l'un des projets qu'il voulait financer avec cet argent était l'embauche de programmeurs dans le but d'améliorer le logiciel.

Ce genre de projet paraît sensé si l'on part du principe que le logiciel est neutre – après tout, les améliorations sont des améliorations – mais il devient plutôt problématique si les choix techniques ont des

conséquences politiques. Les cadres et les investisseurs doivent-ils mener la danse dans ce type d'affaires ?

La communauté de Wikipédia est extrêmement dynamique et je ne doute pas un instant que le site puisse arriver à survivre à plusieurs transformations du logiciel. Mais si votre intérêt pour Wikipédia dépasse la seule préoccupation liée à la survie, si vous souhaitez trouver la manière d'optimiser le site, il nous faut commencer à réfléchir sur la conception du logiciel autant que sur les autres choix éditoriaux.

http://www.aaronsw.com/weblog/writefp

De fausses exceptions

5 septembre 2006, 19 ans

À ce jour, mon script Wikipédia a extrait environ 200 articles, en référençant qui a écrit quoi au sein de chaque article. Je les ai passés en revue ce matin, afin de voir s'il y en avait qui n'allaient pas dans le sens de mes précédentes conclusions. J'en ai imprimé quelques-uns et j'ai décidé de me pencher sur la question.

Le premier que j'ai trouvé s'intitulait « Alkane ». Il s'agit d'un long article technique sur les alcanes, écrit en grande partie par Physchim62. Hier, un ami me disait qu'il pensait que les longs articles techniques étaient probablement écrits par une seule et même personne, j'ai donc immédiatement pensé que j'avais là la preuve qu'il avait raison. Mais, par acquis de conscience, j'ai vérifié l'historique de la page afin de m'assurer que mon script n'avait pas fait d'erreur.

Je me suis aperçu qu'il n'en avait pas fait mais, en regardant seulement les chiffres, j'ai réalisé que le plus important m'avait échappé. Si Physchim62 avait en effet contribué à la rédaction de la plus grande partie de l'article, à en juger par les commentaires sur les interventions, sa contribution avait consisté à traduire un texte de l'allemand ! Je n'ai pas accès aux données de la page en allemand, mais on peut supposer que, comme la majeure partie des articles de mon étude, elle a été rédigée de manière incrémentielle.

L'autre exemple frappant était celui des « Personnages dans *Atlas Shrugged* », pour lequel le script avait trouvé comme auteure CatherineMunro. Cette fois encore, il paraissait plausible que ce soit le même individu qui ait rédigé toutes les biographies des personnages. Et pourtant, une investigation plus poussée dans l'historique de la page m'a fait comprendre que Munro ne les avait pas écrites, mais qu'elle s'était contentée de les recopier à partir de sous-pages existantes, qu'elle avait rassemblées sur une seule et même page, plus importante.

Le dernier exemple le plus représentatif était « Anchorage, Alaska », qui semblait avoir été écrit par JeffreyAllen1975. Cette fois-ci, tout portait à croire que les contributions étaient authentiques : JeffreyAllen1975 avait effectué une foule d'interventions, ajoutant à chaque fois un paragraphe entier. Ce travail avait l'air de le monopoliser à l'excès : dans sa page utilisateur, il notait : « J'ai atteint un degré d'épuisement par rapport à l'encyclopédie en ligne. Je ne dispose plus de temps libre, car je le consacre entièrement à travailler sur Wikipédia. » Il a contribué sur le site environ quatre mois.

Et pourtant, quelque chose chez JeffreyAllen1975 me semblait louche. J'ai donc décidé de poursuivre mes recherches. Actuellement, la page « Anchorage » comporte une mention indiquant que « la présente version de cet article ou de cette section a l'aspect d'une publicité ». En effectuant des recherches sur Google, j'ai compris pourquoi : les contributions de JeffreyAllen1975 ont été copiées et collées d'autres sites, tel celui de la chambre de commerce d'Anchorage (« L'école publique d'Anchorage est classée parmi les meilleures du pays… Dans cette municipalité, la moyenne des scores obtenus aux tests SAT et ACT pour l'entrée à l'université est supérieure à la moyenne nationale, et ce, de façon constante. Des cours ‹ Advanced Placement › sont offerts aux lycées les plus importants du secteur. »)

À mon humble avis, JeffreyAllen1975 ne savait pas ce qu'il faisait. Tout dans son style indique qu'il s'agissait d'un gamin : « Je suis très fier de moi en regardant la manière dont j'ai appris en effectuant des interventions de qualité sur les articles Wikipédia. » Je suis certain qu'il pensait qu'il allait aider au développement du projet : « Wikipédia est comme une vraie encyclopédie papier (de A à Z) qu'on peut voir à la bibliothèque, mais en mieux. » Mais son plagiat attend encore d'être supprimé de la page.

Au début de mon enquête, en regardant simplement les chiffres, ces exemples semblaient contredire fortement ma théorie. Et si je n'avais fait que me cramponner aux chiffres, j'aurais pensé que c'était bel et bien le cas. Mais une fois encore, des recherches plus approfondies donnent à voir un tableau bien plus intéressant : traduction, réorganisation, plagiat. Tout ceci est captivant !

http://www.aaronsw.com/weblog/comedown

(The Dandy Warhols) Come Down

22 septembre 2006, 19 ans

Eh bien, l'élection au sein de Wikipédia s'est finalement achevée. La bonne nouvelle, c'est que je peux enfin me mettre à parler d'autre chose. (Par exemple, saviez-vous qu'Erik Möller[26] mangeait des bébés ?) J'ai environ vingt posts en attente, que j'ai rédigés pendant toute la durée de l'élection. Mais plutôt que de les publier d'un coup, je vais tenter d'en poster quotidiennement à partir de lundi. (Hum.)

Les résultats n'ont pas encore été annoncés (et ils ne le seront probablement pas avant quelques jours, étant donné que la liste des votants est soumise à des vérifications, certaines personnes ayant voté à deux reprises), mais j'ai le sentiment que je n'ai sans doute pas été élu. Nombreux ont été les plaisantins à railler ma campagne qu'ils ont décrété être perdue d'avance : ainsi, j'avais affirmé que le noyau dur des contributeurs de Wikipédia n'avait pas un rôle fondamental, alors qu'il s'agissait précisément des personnes susceptibles de voter pour moi – en d'autres termes, j'avais attisé l'hostilité de mon électorat.

« Aaron Swartz : pourquoi les yeux sont-ils tous braqués sur lui ?, a écrit l'un des candidats, Kelly Martin. La communauté sait depuis longtemps que le décompte des interventions sur le site est une mesure trop imprécise pour étudier les contributions. » D'autres ont insisté sur le fait que mes affirmations étaient si erronées qu'il ne valait même pas la peine de s'y attarder.

Jimbo Wales m'a, en revanche, finalement envoyé un message sympathique l'autre jour pour me dire qu'il avait supprimé la partie incriminée de sa conférence et qu'il se réjouissait à l'avance de me revoir pour explorer le sujet plus en profondeur.

---

26 Ancien directeur adjoint de la fondation Wikimedia, ndt.

Pour ma part, j'espère pouvoir accepter quelques-unes des propositions reçues pour mes activités liées à l'informatique, et parcourir avec mon algorithme tout Wikipédia pour publier les résultats sous une forme plus détaillée. (J'aimerais également utiliser les résultats pour lancer un petit site où l'on pourra taper le nom de la page et lire qui a écrit quoi, au moyen d'un système de couleurs, ou quelque chose dans le genre.)

En ce qui concerne l'élection elle-même, il est bien plus difficile de tirer des conclusions définitives. La démarche est délicate pour n'importe quelle élection, mais encore plus pour celle-ci car nous n'avons que très peu de données – aucun sondage de votants ou enquête téléphonique, pas même de commentaires de spécialistes sur lesquels s'appuyer. Je suis assez content de tous les messages attentionnés que j'ai reçus de la part de toutes ces personnes extraordinaires que je respecte infiniment. Leur soutien est d'une grande importance pour moi.

Cela vaut également pour mes vieux amis qui m'ont contacté pendant que je rédigeais ces essais et pour toutes ces nouvelles personnes qui m'ont encouragé à continuer à écrire. L'écriture de ces textes à un rythme régulier a représenté un effort intense – à un moment, après avoir été au chevet de ma mère à l'hôpital toute une nuit, à 7 heures du matin, je me suis rué sur une connexion Internet me permettant d'écrire et de poster –, mais c'est leur soutien qui m'a rappelé que le jeu en valait la chandelle.

J'espère que le vainqueur de cette élection, quel qu'il soit, prendra en considération ce que j'ai écrit. Je ne suis pas encore sûr de savoir de qui il s'agit, mais il y a déjà quelques rumeurs. J'ai consulté un site très critique vis-à-vis de Wikipédia et je suis tombé sur une information selon laquelle Jimbo Wales aurait envoyé un e-mail à la communauté wikipédienne pour lui indiquer le nom du candidat en faveur duquel elle devait voter. J'ai d'abord pensé que cette histoire avait été fabriquée de toutes pièces pour nuire à Jimbo. Mais de plus amples recherches m'ont montré que cette accusation était tout à fait fondée.

Pour ma part, je soutiens très fortement les candidatures d'Oscar et de Mindspillage.

[…]

Il y a d'autres candidats : certains sont bons, mais d'autres se sont complètement décrédibilisés car ils se sont révélés constamment incapables de travailler en bonne intelligence avec la communauté.

Pour ceux qui savent lire dans le marc de café, tout ceci suggère que les résultats seront à peu près les suivants : Eloquence, Oscar, Mindspillage. On verra bien.

La déception qui suivra l'élection ne va sans doute pas annoncer une période idéale pour échafauder des projets, mais si je devais en faire, je

déciderais probablement de me tenir à l'écart des affaires de Wikipédia pendant un moment. Il s'agit d'un magnifique projet, d'une grande importance, mais ce n'est pas le type de projet qui me convient.

Quoi qu'il en soit, maintenant, tout le monde peut se remettre à vandaliser ma page Wikipédia. Mais attendez encore un peu avant de le faire.

http://www.aaronsw.com/weblog/001175

S'élever avec les faits : la découverte de la vérité au tribunal wiki

19 février 2004, 17 ans

Je suis de nature optimiste. Je pense que des déclarations telles que « Bush a déserté » ou « Gore affirme avoir inventé Internet » peuvent être soumises à l'examen et que l'on peut juger assez vite de leur fondement. (La conclusion peut être un peu plus nuancée, mais la chose importante reste celle-ci : il existe une conclusion définitive.)

Et plus fou encore, je crois que s'il existait un système juste et précis pour déterminer la véridicité de ces déclarations, les gens cesseraient de répéter des inepties. Pour ma part, je m'y efforcerais. Peu importe ma conviction profonde que « la mise sous scellés des archives gouvernementales de Dean était compréhensible » ou encore que « le réchauffement climatique existe vraiment », si un système juste et équilibré venait me prouver le contraire, je changerais d'avis.

Et chose peut-être encore plus folle, je souhaite ne plus jamais avoir à répéter des contrevérités. Je crois que la vérité prime sur les velléités politiques individuelles, c'est pourquoi je souhaite bâtir un système fiable. Je veux m'assurer que lorsque j'affirme quelque chose, je ne le fais pas dans un but de manipulation politique, mais pour faire triompher la vérité. Et je veux être également en mesure de juger de la pertinence des déclarations d'autrui.

Comment un tel système fonctionnerait-il ? Tout d'abord, les grandes allégations (« Gore est un menteur en série », « Ronald Reagan était un immense président ») seraient décomposées en plusieurs parties (« Gore a affirmé qu'il avait inventé Internet », « Le plan économique de Reagan a été créateur d'emplois »). Chaque allégation serait soumise au même protocole. Prenons pour exemple : « Gore s'est attribué l'invention Internet ».

Tout d'abord, les règles de base. Tout est ouvert. Chacun peut soumettre n'importe quel contenu, et tout l'historique des interventions apparaît sur un site Web en libre accès.

Première étape : recueillir toutes les preuves. N'importe qui pourrait apporter des preuves d'ordre factuel, qui se révèleraient utiles. Il faudrait récupérer une cassette vidéo de CNN contenant les propos exacts tenus par Gore, obtenir les archives du Congrès relatives au financement d'Arpanet[27] par Gore, recueillir les témoignages des personnes concernées par cette affaire. Et ainsi de suite. Si jamais quelqu'un venait à contester la validité d'une preuve (par exemple : « Cette photo est trafiquée » ; « Il s'agit d'un faux témoignage »), un « mini-protocole » pourrait être lancé pour résoudre le problème.

Puis, il y aurait la phase de discussion. Une page wiki serait créée, sur laquelle chaque camp pourrait tirer des conclusions à partir des pièces réunies et bâtir son argumentation pour défendre son point de vue. L'autre camp pourrait également modifier la page pour fournir ses propres preuves, développer des citations spécifiques, et modifier la page afin de la rendre plus scientifique et moins partisane. Chaque camp continuerait à attaquer les arguments de l'autre, jusqu'à ce que la page comporte les meilleurs arguments des deux côtés, présentés de telle manière qu'ils ne puissent être réfutés. (Même si ce projet peut vous sembler irréalisable, Wikipédia a efficacement prouvé que cela peut fonctionner.)

Pour finir, il y aurait la phase « décision », le moment le plus difficile. Une douzaine de personnes sensées et intelligentes (si nécessaire des spécialistes) conviendraient de mettre leurs opinions de côté et de parvenir à une décision relative au débat en question. Il faut espérer que cette décision soit prise à l'unanimité (après une petite réécriture en termes wiki des deux côtés). Par exemple : « Il est vrai que les termes de Gore prêtaient quelque peu à confusion, mais il semble clair que Gore a prétendu s'être démené pour financer la recherche qui a ultérieurement servi à développer Internet – et cette affirmation est en grande partie vraie. Gore a figuré parmi les principaux soutiens de cette recherche, même si l'on compte d'autres personnalités. »

La cour de ce tribunal wiki rassemblerait des esprits considérés éclairés, provenant d'horizons divers sur le spectre politique. Il est probable que nombre d'entre eux accepteront cette tâche – ils n'auront qu'à

---

27 Advanced Research Projects Agency Network. Considéré comme l'ancêtre d'Internet, ce projet, lancé en 1969 aux États-Unis par la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), est le premier réseau à transfert de paquets (*packet switching*), ndt.

lire une page et consacrer un peu de temps pour la résumer, et ce faisant, ils contribueront grandement à élever le débat politique (tout en donnant de la visibilité à leur parti).

Toutes ces phases se dérouleraient pour la plupart simultanément – car le débat pourrait être réactualisé à chaque fois qu'un nouveau fait serait mis en lumière, de nouvelles preuves seraient ajoutées afin de compléter l'argumentation, et le jury décisionnaire laisserait des onglets sur la page mentionnant sa mise à jour.

Et une fois la conclusion relative à une question rendue, elle serait citée comme une référence dans tout débat relatif à cette question (« Gore est un menteur en série »).

Tout serait donc très fluide et ressemblerait à un wiki. Nous établirions des règles au fur et à mesure, en fonction des nécessités. En tirant des enseignements de nos erreurs, nous pourrions les réparer.

Tout cela peut sembler demander un effort démesuré juste pour clore quelques débats qui sont finalement d'une importance secondaire, mais je pense que le projet est en réalité bien plus ambitieux que cela. Le résultat serait une large collection de débats scientifiques portant sur les sujets brûlants de l'actualité, une collection qui, au fil du temps, deviendrait un outil de référence permettant de livrer des vérités le plus justement possible – car presque tout le monde aurait laissé sa marque (le site est après tout modifiable publiquement). Et si l'on mesure l'énergie gaspillée avec ces déclarations et ces querelles politiques, consacrer un peu de temps à rétablir la vérité des faits paraît un tout petit prix à payer.

http://www.aaronsw.com/weblog/watchdog

Bienvenue, Watchdog.net

14 avril 2008, 21 ans

Comme vous l'avez sans doute remarqué, les États-Unis vivent en ce moment une période politique absurde. Il devient de plus en plus difficile au quotidien d'avoir un autre sujet de conversation que le dernier feuilleton de la campagne électorale. J'ai tenté de préserver mon blog de ce sujet, mais il est bien difficile de ne pas se laisser emporter dans le tourbillon. En tant qu'être humain désireux d'agir positivement sur le monde, je me demande depuis longtemps s'il existe un moyen efficace pour un programmeur de s'engager en politique. Si tel est le cas, je n'ai jamais été en mesure de le découvrir.

Les événements récents, ainsi que mes échanges avec Larry Lessig, m'ont amené à réfléchir de nouveau sur le sujet, et j'ai passé les derniers mois à travailler dessus et à échanger avec des gens passionnants. J'ai beaucoup appris avec ces recherches, et après avoir passé au crible une douzaine d'idées de projet différentes, je pense avoir enfin trouvé une piste. Il ne s'agit pas d'un projet sous une forme définitive, mais plutôt d'une esquisse, que j'espère améliorer au fur à mesure de son développement.

Ce site s'appelle Watchdog.net et le projet comprend trois parties. Tout d'abord, il s'agit d'extraire des données de toutes parts – données démographiques régionales, élections, archives relatives aux lobbys, rapports de financement de campagnes électorales, etc. – et de permettre aux internautes de les analyser au moyen d'une interface unique, élégante et homogène. J'imagine une interface puissante et convaincante, qui permette d'analyser efficacement les innombrables données qu'elle contient.

Mais se contenter de fournir des informations brutes aux internautes, sans leur donner les clefs pour les comprendre ne fera que rendre les gens encore plus apathiques. C'est pourquoi la deuxième partie du site

portera sur l'élaboration d'outils qui aideront les individus à agir concrètement : écrire ou appeler un représentant politique, envoyer un mot aux journaux locaux, poster un texte portant sur une trouvaille intéressante, concevoir un tableau de bord pour la prochaine élection.

En rassemblant ces deux parties, on obtiendra une base de données collaborative sur les actions politiques. Sur la page consacrée au réchauffement climatique, on pourra en apprendre plus sur le sujet et sur les solutions préconisées, rechercher des donateurs et des électeurs, consulter ou même lancer une campagne de diffusion par courrier.

Naturellement, il s'agit d'un logiciel et de données en accès libre. L'idée est de créer un pôle qui relierait les citoyens, les activistes, les structures, les politiciens, les programmeurs et toute personne portant un intérêt à la politique.

Notre souci est de le rendre aussi intéressant et facile d'accès que possible pour que les gens s'investissent dans la politique. Il s'agit d'un projet ambitieux, d'une grande richesse et au potentiel immense, que nous souhaitons monter le plus vite possible, vu le contexte actuel. Nous allons donc développer Watchdog.net en direct, en publiant les éléments au fur et à mesure de leur finalisation. Le premier objectif est de rassembler des données sur chaque représentant politique et de trouver la manière de les éditer.

J'ai réussi à rassembler un groupe de personnes formidables, désireuses de contribuer à l'édification de ce projet. Et le Sunlight Network, qui m'a encouragé dans cette voie, a accepté avec beaucoup de bienveillance de nous accorder des subventions. Mais nous avons besoin de recruter, nous manquons notamment de programmeurs. Si vous souhaitez travailler sur ce projet, en tant que bénévole ou en étant payé, envoyez-moi un e-mail, en me précisant comment vous aimeriez contribuer à cette aventure.

http://crookedtimber.org/2012/07/03/a-database-of-folly

Une base de données à la folie

3 juillet 2012, 25 ans

Le mouvement pour l'*open data* est un projet qui fédère de nombreux individus aux profils très éclectiques. Il y a le contribuable curieux, qui se demande si le fait de déclarer ses impôts ne lui donne pas un droit de regard sur les données collectées par le gouvernement. Il y a le chef d'entreprise ambitieux, qui voit là l'opportunité rêvée de s'approprier le profit d'un travail dont le coût est supporté par la société. Et enfin, il y a l'activiste autoproclamé, qui pense que si les données relatives aux activités réelles du gouvernement sont rendues publiques, la corruption sera endiguée grâce à cette exposition en pleine lumière.

Ce groupe est donc assez hétérogène et rassemble des individus aux motivations très différentes (comme l'observe Tom Slee), ce qui explique pourquoi les bénéfices d'une telle alliance tactique ont émergé au prix d'un certain désordre. Soyons clairs sur ce que l'*open data* peut ou ne peut pas faire.

Si la St. Louis Fed publie des masses de données économiques, cela facilitera la tâche à M. Yglesias lors de la conception de ses superbes graphiques. Si le MTA rend public le trafic en temps réel du métro, cela aidera certainement M. Ernst à améliorer son ingénieuse application. Et, comme me l'a fait remarquer M. Lee, sa collecte minutieuse de données relatives aux membres du Congrès, ainsi qu'aux lois qu'ils font voter, représente une source inestimable pour les militants professionnels.

Si j'avais donc à m'exprimer sur la question de savoir si le gouvernement doit donner libre accès à ses données, je voterais pour avec grand plaisir. En réalité, j'ai consacré plusieurs années de ma vie à recourir aux lois FOIA[28] dans ce seul but. Je ne peux pas affirmer que

28 Freedom of Information Act, loi américaine de 1966, qui oblige les agences fédérales à transmettre leurs documents à quiconque en fait la demande, quelle que soit sa nationalité, ndt.

mon travail a eu un écho particulier, mais pour un contribuable qui se pose des questions, cela s'est révélé un passe-temps étonnamment agréable.

Mais le mouvement pour l'*open data* affirme souvent qu'il représente bien plus qu'un simple passe-temps. Ses partisans insistent sur le fait que les données ouvertes n'aideront pas seulement les gens dans leurs professions ou quelques enfants dans leurs loisirs, elles « feront du gouvernement un gouvernement transparent et responsable », pour reprendre les termes de la fondation Sunlight. Et c'est précisément ce que je ne perçois pas.

J'ai exposé ma théorie sur ce sujet dans d'autres essais, mais si je devais la résumer en quelques mots, je dirais: tout le monde cache toujours ses crimes. Imaginez que vous apprenez que des pots-de-vin sont régulièrement échangés autour du Capitol Reflecting Pool[29]. Vous menez un lobbying acharné auprès du Congrès afin de diriger les projecteurs et les caméras sur les coupables. La vidéo pourrait être diffusée en direct sur Internet, de sorte que des chiens de garde dévoués puissent nommer et foudroyer de honte les politiciens corrompus. Votre lobbying fonctionne, et le 1er janvier, la lumière est faite et les caméras tournent.

Mais pour le citoyen engagé avide d'informations, c'est la déception. Personne ne semble recevoir de pots-de-vin ; près du point d'eau, seuls quelques résidus volent avec le vent.

Pour autant, le Congrès est-il lavé de tout soupçon ? Bien sûr que non – l'échange des dessous-de-table s'effectue simplement à l'autre extrémité du bassin, à l'abri des caméras.

Lorsque vous disposez de temps, il est très facile de maquiller les données. Il s'agit exactement de cela ici. Les grands scandales autour des hommes politiques ont toujours été révélés grâce au journalisme d'investigation, et non par la simple extraction de données. Plus que quiconque, j'aimerais croire que le prochain Watergate est là, bien en vue, prêt à être dévoilé par un économétricien intrépide, mais ce n'est malheureusement pas le cas.

Cela vaut la peine de s'arrêter un instant pour se demander : qu'apporterait concrètement n'importe laquelle de ces actions ? Imaginez que, pour une raison ou une autre, les membres du Congrès ne se soucient même plus de se mettre à l'abri des projecteurs. Chaque jour, nous les verrions, dans une vidéo en HD, recevoir de l'argent d'hommes d'affaires réputés. Est-il vraiment raisonnable de penser que même cet exemple (exagéré) de transparence changerait beaucoup les choses ? Après tout, la

---

29 Point d'eau devant le Capitole, ndt.

plupart des Américains pensent déjà que le Congrès est corrompu et que c'est l'argent qui, en réalité, permet d'acheter les votes. Voir de tels événements se produire dans une vidéo peut sembler choquant, et de larges extraits de celle-ci occuperaient probablement une grande place dans les actualités du soir (ou, de nos jours, dans des vidéos virales sur YouTube), mais encore une fois, qu'est-ce que cela changerait concrètement ?

Après quelques jours d'échanges animés, et sans doute quelques propositions de lois démagogiques, j'imagine que tout ce scandale sera enterré. Des exemples encore plus spectaculaires ne sont pas exactement ce qui manque dans les débats sur la réforme – l'ouvrage récent de Lessig [30] nous en fournit suffisamment pour nous occuper pour les deux prochaines décennies. Les réformes structurelles ont échoué à cause de l'incompétence des réformateurs, et non par manque de preuves relatives au fait qu'il y a un problème. (Un conseil d'ami aux défenseurs de la réforme : faites signer aux législateurs d'État votre amendement constitutionnel. Ils sont vraiment réceptifs à la pression du peuple, ils sont nombreux [vous obtiendrez ainsi un aperçu constant de l'évolution de la situation], et ce sont précisément eux dont vous aurez besoin au final pour faire passer les amendements.)

L'*open data* était peut-être censé améliorer la politique d'une autre manière. Une réforme structurelle représentant un objectif ambitieux, les partisans de l'*open data* ont dû parier sur un projet plus modeste. Mais en général, plus les actions sont modestes, plus elles souffrent d'un excès de *naïveté* [31]. À chaque fois que les geeks se tournent vers la politique, ils ont toujours la même réaction : dans ce milieu, l'inefficacité est reine ! Et, spontanément, ils vont proposer des idées allant de soi pour contrer cette dernière. Par exemple : si seulement la lecture des lois était facilitée pour les citoyens, des citoyens dotés d'une expertise adéquate pourraient assister le Congrès en partageant leur sagesse durement acquise !

Le fait est que le Congrès n'a pas plus envie de profiter de votre expertise qu'un fabricant de saucisses de vous demander de l'aider à nettoyer le sol de son usine. La législation évolue dans l'ambiance de *The Wire*, non de *Schoolhouse Rock*. Il est question de sang, de guerre et de pouvoir, non de preuves, d'arguments et de politique. (L'un de mes amis a été effaré lorsqu'il a appris que les membres du Congrès, lorsqu'ils débattent d'un problème sur C-SPAN [32], ne se parlent pas entre eux, mais plutôt à une caméra dans une salle à peu près vide.)

---

30 Il s'agit probablement de *Republic, Lost: How Money Corrupts Congress—and a Plan to Stop It*, New York, Twelve, 2011, ndt.

31 En français dans le texte, ndt.

32 Réseau de trois chaînes couvrant l'actualité des interventions gouvernementales aux États-Unis, ndt.

Je ne voudrais pas que mes propos paraissent excessivement durs. Il est très difficile de mener une action philanthropique de manière efficace. Sans trop d'efforts, on pourrait effectuer une critique similaire de la plupart de nos actions visant à rendre le monde meilleur. La plupart des projets philanthropiques qui semblent rationnels sur le papier s'effondrent une fois mis à l'épreuve de la réalité. La vraie question est de savoir ce qui se passe ensuite. Il n'y a rien de honteux à reconnaître ses erreurs et à en tirer des leçons pour pouvoir lancer de nouvelles expériences. Comme l'a montré mon ancien professeur Carol Dweck[33], c'est même la seule voie qui mène au succès. Mais la plupart d'entre nous sont trop vaniteux ou trop fiers pour emprunter de tels chemins. Nous persistons à croire que la pureté de nos intentions compense la nécessité d'un examen minutieux des conséquences de nos actes. Ou alors nous tentons de réconforter notre amour-propre en nous raccrochant à n'importe quelle donnée qui pourrait prouver que notre action a eu un effet concret.

Mettre à mal la fierté ou la vanité d'autrui n'est pas dans mes intentions. Le mouvement de l'*open data* est porté par nombre de mes amis, que je respecte énormément, et auxquels je souhaite le meilleur. Tirer à boulets rouges sur leurs occupations quotidiennes n'a fait que rendre ma vie plus compliquée. Mais je pense qu'il s'agit d'une affaire importante : les mécènes et les bénévoles font face à des choix difficiles concernant les causes qu'ils doivent défendre. Il est important qu'ils sachent que se battre pour l'ouverture des données dans le but de rendre le gouvernement redevable de ses actes n'est tout simplement pas pertinent. (Et qu'ils devraient plutôt investir dans la méta-recherche, incluant des données scientifiques ouvertes.) Il n'y a rien de personnel là-dedans – j'essaie juste d'aider chacun à agir pour le mieux. J'espère sincèrement que si quelqu'un a des critiques du même ordre sur les causes qui me sont chères, il se montrera encore plus direct pour me démontrer l'incohérence de ma démarche.

---

33 Professeur de psychologie sociale à l'université de Stanford, ndt.

http://www.aaronsw.com/weblog/usefultransparency

À quel moment la transparence se révèle-t-elle utile ?

Juin 2009, 22 ans

Le présent essai figure dans le nouveau livre paru chez O'Reilly, Open Government[34]. *Il vise à rassembler et à clarifier certaines observations que j'ai pu livrer dans des essais précédents. Je l'ai écrit au mois de juin 2009.*

« Transparence » est un terme équivoque, ce genre de mots qui, comme « réforme », finit associé à des manœuvres politiciennes visant à promouvoir n'importe quelle action. Mais tout comme il est stupide de discuter de l'utilité des « réformes » (tout dépend de la réforme), parler de transparence en général ne nous mènera pas très loin. Tout, de l'organisation d'audiences publiques à l'imposition d'interrogatoires filmés dans les commissariats, peut être qualifié de « transparence » – il n'y a rien à dire qui soit vraiment constructif sur une catégorie si vaste.

En général, on devrait se montrer sceptique à chaque fois que quelqu'un tente de nous vendre quelque chose qui relève de la « réforme » ou de la « transparence ». De manière générale, on devrait être sceptique. En particulier, les mouvements politiques réactionnaires ont la vieille habitude de se cacher derrière de belles paroles. Prenez le mouvement du Good Government (goo-goo) apparu au début du xxe siècle. Financé par des fondations renommées, ce mouvement affirmait qu'il allait mettre un terme à la corruption et au clientélisme qui entravaient l'exercice de la démocratie au sein de la cité. Au lieu de cela, les réformes mises en place étouffèrent la démocratie avec, en ligne de mire, les candidats d'extrême gauche qui commençaient à se faire élire.

---

34 Daniel Lathrop, Laurel Ruma (dir.), *Open Government*, Sebastopol (Californie), O'Reilly, 2010, ndt.

Les réformateurs du mouvement goo-goo ont ainsi repoussé les élections, au motif qu'il fallait séparer la politique municipale de la politique nationale, mais le véritable effet fut simplement de faire baisser le taux de participation. Ils ont cessé de rémunérer les hommes politiques. Cette mesure était censée réduire la corruption mais, en réalité, elle a permis aux seuls candidats fortunés de briguer des mandats. Ils ont rendu les élections non partisanes. La raison officielle invoquée était que les élections municipales portaient sur des problèmes locaux et non sur des questions d'ordre national, mais cela a eu pour effet d'accroître l'importance des notables et de rendre plus difficile pour les électeurs de choisir le candidat le plus conforme à leurs opinions politiques. Les maires en place ont été remplacés par des administrateurs de municipalité non élus. En conséquence, remporter des élections ne suffisait plus pour apporter du changement.

Naturellement, le mouvement contemporain en faveur de la transparence est bien différent du mouvement Good Government. Mais l'histoire nous enseigne que nous ne devrions pas prendre pour argent comptant les promesses désintéressées visant à rendre le monde meilleur. Je voudrais m'attarder sur une tendance particulière de la pensée pro-transparence, et montrer comment elle peut nous amener à nous fourvoyer. Pourtant, elle tire son origine d'un constat qui fait consensus.

Partager les documents avec le public

La société moderne est constituée de bureaucraties, et les bureaucraties modernes sont gouvernées par le papier : mémos, rapports, formulaires, déclarations. Donner accès à ces documents confidentiels semble évidemment une bonne idée, et en effet, des choses très positives sont ressorties de la publication de ces documents, que ce soit ceux de la National Security Archive, pour lesquels les demandes résultant du Freedom of Information Act[35] (FOIA) ont mis à jour des décennies d'actes répréhensibles de la part du gouvernement américain à travers le monde, ou encore ceux de l'infatigable Carl Malamud, qui, avec ses numérisations, a permis à tout le monde d'avoir accès librement à des téraoctets de documents gouvernementaux utiles, dans les domaines les plus divers : droit, cinéma…

Je soupçonne que peu de personnes inscriraient la « publication de documents gouvernementaux » dans la liste de leurs priorités en matière politique, mais le projet est clairement peu coûteux (il suffit de scanner des montagnes de documents), et semble ne présenter que bien peu

---

35 Voir note 28, ndt.

d'inconvénients. Le plus grand écueil – l'atteinte à la vie privée – semble être pris en considération. Aux États-Unis, le FOIA et le Privacy Act[36] (PA) fournissent des directives très claires pour dévoiler des données tout en respectant la vie privée.

Permettre l'accès à des documents relatifs aux entreprises et aux organismes à but non lucratif se révèlerait sans doute plus utile encore que la mise en ligne des documents gouvernementaux. Nombre d'actions politiques se déroulent hors du champ gouvernemental, et par conséquent échappent aux lois existantes de la FOIA. Mais de telles démarches semblent complètement hors du champ d'action de la plupart des activistes qui luttent pour la transparence : en effet le nom des entreprises les plus importantes qui reçoivent des millions de dollars de la part du gouvernement reste totalement secret.

Créer des bases de données pour le public

Bien des problèmes politiques relèvent de conflits d'intérêts – les conducteurs ne veulent pas que leur voiture soit susceptible de faire un tonneau et de les tuer dans un virage, mais les fabricants de voitures veulent justement continuer à vendre ce type de voitures. Si vous êtes un membre du Congrès, choisir entre les deux parties s'avère épineux. D'un côté, il y a vos électeurs, qui votent en votre faveur. De l'autre, de grosses sociétés, qui financent vos campagnes électorales. Vous ne pouvez vraiment pas vous permettre de vous aliéner l'un ou l'autre de ces groupes.

On observe donc une tendance, parmi les membres du Congrès, à tenter des compromis. C'est ce qui s'est produit par exemple avec la loi Transportation Recall Enhancement, Accountability and Documentation[37] (TREAD). Au lieu d'exiger que les voitures soient totalement sûres, le Congrès a simplement exigé que les industriels de l'automobile indiquent la probabilité qu'avaient leurs modèles de faire un tonneau. La transparence est encore reine !

Un exemple encore plus célèbre : après l'affaire du Watergate, les citoyens étaient scandalisés par l'idée que des politiques aient pu recevoir des millions de dollars de la part de grosses entreprises. Mais, d'un autre côté, les entreprises semblaient disposées à continuer d'acheter les faveurs des hommes politiques. Donc, au lieu d'interdire tout bonnement cette pratique, le Congrès a exigé des hommes politiques qu'ils gardent la trace de toute somme versée par un tiers, et qu'ils constituent un dossier correspondant pour le mettre à disposition du public.

---

36 Le Privacy Act (1974) couvre l'accès aux documents relatifs aux individus, ndt.

37 Cette loi a été votée en 2000, suite à une défaillance massive des véhicules Ford Explorer et des pneus Firestone, ndt.

Je trouve ces pratiques ridicules. Lorsque l'on crée une agence de réglementation, on rassemble des individus dont le travail consiste à régler un problème. On leur confère le pouvoir d'enquêter sur quiconque enfreignant la loi, et l'autorité permettant de les punir. La transparence se contente de transférer les prérogatives du gouvernement au citoyen ordinaire, qui n'a ni le temps ni la capacité d'explorer de tels problèmes en profondeur, et encore moins d'y remédier. Tout cela est en fait une farce : une manière pour le Congrès de donner l'impression d'avoir pris des mesures concrètes sur des problèmes classés comme prioritaires sans pour autant mettre en péril ses sponsors.

Interpréter des bases de données pour le public

C'est là que les technologues entrent dans l'arène. « Les gens n'y arrivent pas ? Nous savons comment remédier à cette situation. » Ils téléchargent donc une copie de la base de données et lui donnent une apparence attractive pour qu'elle puisse être « consommée » par le public. Ils génèrent ainsi des statistiques sommaires, placent de jolies photographies autour, et ajoutent une fonction de recherche intelligente et des visualisations. Désormais, les citoyens enquêteurs peuvent découvrir qui finance les politiciens et à quel point leurs voitures sont dangereuses en allant sur Internet.

Les *nerds* adorent ce genre de choses. Toujours en proie à l'obsession de la dérèglementation et au fanatisme antigouvernemental, nombre d'entre eux expriment bruyamment leur scepticisme vis-à-vis du gouvernement. « Nous ne pouvons pas faire confiance aux agences de réglementation, clament-ils, il faut que nous soyons en mesure d'analyser ces données nous-mêmes. » La technologie semble offrir la solution idéale. Il suffit de mettre les données en ligne – les citoyens pourront ainsi les éplucher parce qu'ils ne font confiance à personne.

Un problème de taille se pose cependant : si l'on ne peut pas faire confiance aux agences de réglementation, qu'est-ce qui nous fait penser que l'on peut se fier aux données ?

Le problème avec le fait de générer des bases de données n'est pas tant que ces dernières soient difficiles à lire ; c'est plutôt le manque d'investigation et de pouvoir d'application qui paraissent manifestes, et les sites Web ne font rien pour arranger cela. Comme personne n'a pour tâche de les vérifier, la plupart des choses rapportées par les bases de données dites transparentes relèvent de la pure invention, et parfois même de façon éhontée, à l'instar de certaines entreprises qui conservent deux livres rendant compte des accidents du travail : l'un très précis, qui relate chaque accident, l'autre, qui sera montré au gouvernement et qui

ne contient que dix pour cent des accidents. Ces phénomènes, dans les bases de données, peuvent aussi facilement prendre une apparence plus subtile : les documents sont mal classés ou truffés d'erreurs, ou encore, le méfait est tellement bien dissimulé qu'on ne le voit plus apparaître sur le document en question. Faciliter la lecture de ces bases de données crée seulement des mensonges plus faciles à lire.

Trois exemples :

- Les activités du Congrès sont censées être ouvertes au public, mais si l'on visite la Chambre (ou si l'on suit ce que les membres sont en train de faire sur l'un des sites « transparents »), on a l'impression que les représentants politiques passent tout leur temps à baptiser des bureaux de poste. Tout le travail réel s'effectue à travers des mesures d'urgence et se trouve camouflé dans des paragraphes de lois apparemment inoffensives (ainsi, le sauvetage des banques a été inclus dans le Paul Wellstone Mental Health Act). L'ouvrage de Matt Taibbi, *The Great Derangement*[38], décrit tout cela.
- Nombre de ces sites dressent le portrait de nos représentants politiques, mais quel pouvoir ces derniers ont ils vraiment ? Pendant quarante ans, la population de New York a cru qu'elle était gouvernée par ses élus – le conseil municipal, le maire, le gouverneur. Mais comme Robert Caro l'a révélé dans *The Power Broker*[39], elle se fourvoyait. Le pouvoir à New York était l'apanage d'un homme, d'un homme qui a perdu chaque élection municipale, d'un homme dont personne ne soupçonnait qu'il avait une quelconque importance : le directeur des parcs, Robert Moses.
- Il existe une foule de sites Web qui vous diront de qui vos élus reçoivent de l'argent, mais ces financements déclarés ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Comme Ken Silverstein l'a souligné dans sa série d'articles publiés par *Harper's* (certains sont repris dans son livre *Turkmeniscam*[40]), être un membre du Congrès ouvre à l'infini les possibilités d'obtenir des privilèges et de l'argent tout en dissimulant leur véritable origine.

Les partisans de la transparence tentent de contourner le problème. « D'accord, disent-ils, mais il y sûrement *certaines* données qui seront exactes. Et même si ce n'est pas le cas, la façon dont les personnes échafaudent leurs mensonges n'est-elle pas instructive en soi ? » Ceci est

---

38 Matt Taibbi, *The Great Derangement*, New York, Spiegel & Grau, 2008, ndt.
39 Robert A. Caro, *The Power Broker*, New York, Knopf, 1974, ndt.
40 Ken Silverstein, *Turkmeniscam*, New York, Random House, 2008, ndt.

peut-être vrai, bien que des exemples me viennent difficilement à l'esprit. (En fait, il est difficile de trouver des cas d'opérations de transparence ayant concrètement accompli quoi que ce soit, sauf peut-être celles qui ont apporté encore plus de transparence.) Mais tout a un prix.

Des centaines de millions de dollars ont été dépensés pour financer des projets de transparence partout dans le monde. Tout cet argent ne tombe pas du ciel. La question n'est pas de savoir si un peu de transparence vaut mieux que pas du tout, il s'agit de déterminer si l'objectif de transparence constitue la meilleure manière de dépenser cet argent, ou si ce dernier aurait une action plus efficace s'il était placé ailleurs.

Je pense que oui. Tout cet argent a été dépensé dans le but d'obtenir une réponse claire face aux questionnements des citoyens, non pas pour en tirer les conséquences en menant des actions concrètes. Si les citoyens ne jouissent d'aucun pouvoir de contrôle, les bases de données les plus accessibles du monde ne contribueront aucunement à ce que la situation s'améliore – même si elles sont parfaitement fiables. Les gens vont sur Internet et observent que toutes les voitures sont dangereuses et que tous les politiciens sont corrompus. Que sont-ils alors censés faire ?

Certes, ils peuvent lancer de petites actions pour changer les choses – si cette élue reçoit un peu moins d'argent du pétrole que celui-ci, je voterai pour elle (d'un autre côté, elle n'est peut-être qu'une meilleure usurpatrice et reçoit des sommes coquettes à travers des comités d'action politique, des fondations, des lobbyistes) – mais, contrairement au gouvernement, les individus ne peuvent pas résoudre le plus gros problème : une poignée d'internautes qui prennent connaissance de données sur un site Web ne peuvent pas obliger les industriels de l'automobile à fabriquer des voitures sûres. Au final, ils n'ont donc rien fait pour éradiquer le véritable fléau, et ils n'ont rendu cette cause que plus désespérée : tous les politiciens sont corrompus, toutes les voitures sont dangereuses. En réalité, que peuvent-ils réellement faire ?

Une alternative

L'ironie dans tout cela c'est qu'Internet offre un véritable réservoir d'actions. Il est devenu bien plus facile, bien plus facile que jamais auparavant, de former des groupes pour travailler sur des tâches communes. Et c'est grâce à ce rassemblement d'intelligences – et non grâce aux sites Web qui analysent des données – que de vrais progrès politiques peuvent être accomplis.

Jusqu'à présent, nous n'avons vu que des démarches timides – des personnes qui copient des choses vues sur d'autres sites et qui tentent de les appliquer à la politique. Comme les wikis semblent bien fonctionner,

on construit un wiki politique. Tout le monde adore les réseaux sociaux, donc on se met à concevoir un réseau social politique. Mais si ces outils marchaient dans leur version originale, c'est parce qu'ils répondaient à un besoin précis, et non parce qu'ils sont magiques. Pour progresser en politique, nous devons réfléchir plus intelligemment à la manière de résoudre ses problèmes, et non nous contenter de copier les technologies qui ont fait leurs preuves dans d'autres domaines. Les analyses des données peuvent représenter une partie de cette démarche, mais ce n'est qu'une partie d'un projet plus large. Prenez un groupe d'individus qui se réunissent pour s'attaquer à un problème qui leur tient à cœur – la sécurité alimentaire, par exemple. Il pourrait y avoir des informaticiens qui épluchent les archives relatives à la sécurité alimentaire, des journalistes d'investigation qui passent des coups de fil et se faufilent dans les immeubles, des avocats qui saisissent des documents et intentent des procès, des organisateurs politiques qui constituent des soutiens pour le projet et rassemblent des bénévoles pour sa coordination, des membres du Congrès qui font pression pour obtenir des auditions sur le problème en question et qui font voter des lois pour le résoudre, et naturellement, des blogueurs et des écrivains qui racontent vos aventures au fur et à mesure de leur déroulement.

Imaginez la chose suivante : une équipe d'investigation de choc s'emparerait d'un problème, dévoilerait la vérité et exigerait des réformes. Pour ce faire, elle ferait appel à la technologie, bien entendu, mais aussi à la politique et à la loi. Au mieux, actuellement, une loi sur la transparence nous permet d'accéder à une base de données supplémentaire. Mais que se passerait-il avec une action en justice (ou une éventuelle enquête du Congrès) ? Dans ce schéma idéal, nous pourrions obtenir le droit de saisir toutes les bases de données, ainsi que les documents sources qui se dissimulent derrière, et ensuite d'interviewer les personnes concernées sous serment pour démêler cet écheveau. Nous pourrions alors demander tout ce dont nous aurions besoin, au lieu de nous efforcer d'anticiper nos besoins futurs.

C'est là que les analyses de données peuvent se révéler réellement utiles. Non pas en apportant des réponses définitives, toutes faites, sur le Web à des internautes venus là par hasard, mais en mettant à jour les anomalies, les schémas et les problèmes qui peuvent être saisis et explorés par d'autres. Non pas en construisant des produits finis, mais en initiant une démarche d'exploration. Mais cela n'est envisageable que lorsque les membres de cette équipe d'enquêteurs de choc travaillent en bonne intelligence avec d'autres. Ils feraient alors tout ce qui est en leur pouvoir pour atteindre leurs objectifs, sans être paralysés par des

divisions arbitraires entre les « technologies », le « journalisme » et la « politique ».

À l'heure actuelle, les développeurs insistent sur le fait qu'ils bâtissent des plateformes neutres permettant à chacun de trouver des données sur tel ou tel sujet. Les journalistes s'affichent comme des observateurs objectifs des faits. Et les hommes politiques partent de l'hypothèse qu'ils connaissent déjà les réponses et qu'ils ne sont pas dans l'obligation de se pencher plus profondément sur les problèmes. Chaque groupe est cloisonné, enfermé dans son monde, et incapable de prendre en considération l'ensemble de la situation.

J'ai certainement été ainsi. Je me passionne pour ces problèmes – je ne veux ni que les hommes politiques soient corrompus ni que les voitures tuent – et, en tant que technologue, je souhaiterais être vraiment en mesure de mettre un coup d'arrêt à ces fléaux. C'est bien pour cela que je me suis laissé séduire par les promesses de la transparence à tout prix. Il me semblait qu'il suffisait que j'agisse dans le champ où j'étais le plus à l'aise – écrire du code, éplucher des données – pour pouvoir améliorer l'état du monde.

Mais cela ne marche pas. Mettre les bases de données en ligne n'est pas la panacée, aussi agréable que soit la sonorité du mot « transparence ». Il était pourtant facile de me laisser bercer de douces illusions. Tout ce que j'avais à faire, c'était de continuer à mettre des choses en ligne pour que quelqu'un, quelque part, en fasse usage. Après tout, c'est bien ce que les programmeurs font, n'est-ce pas ? Le World Wide Web n'a pas été conçu pour accueillir uniquement des sites d'informations – il a été pensé en tant que plateforme neutre qui pouvait abriter toutes sortes de contenus, des publications scientifiques à la pornographie.

La politique ne fonctionne pas ainsi. Peut-être qu'à une époque, exposer un scandale en une du *New York Times* garantissait un effet, mais ces jours sont révolus depuis longtemps. Les vases communicants entre investigation, révélation, reportage et réforme ne fonctionnent plus. Les développeurs ne peuvent pas compter sur les journalistes pour utiliser leurs trouvailles ; les journalistes ne peuvent pas s'appuyer sur les activistes politiques pour régler les problèmes qu'ils couvrent. Le changement n'est pas le fait de milliers d'individus, qui tous empruntent des chemins séparés. Le changement exige de rassembler des personnes qui s'attellent à la tâche avec un objectif commun. Il est bien difficile pour les développeurs de travailler seuls.

Mais si tous ces groupes s'inscrivent dans un projet commun, ils peuvent employer tout leur talent et leur ingéniosité au service de la cause. Ils peuvent mesurer leur succès au nombre de personnes qui

voient leurs conditions d'existence s'améliorer grâce aux changements pour lesquels ils se sont battus, bien plus que par le nombre de celles qui ont consulté leur site Web. Ils peuvent identifier les technologies qui se distinguent réellement par leur apport, et celles qui ne sont que de pures complaisances. Ils peuvent ainsi procéder à des modifications, à des améliorations et à des réajustements.

La transparence peut être une arme puissante, mais certainement pas dans un contexte où les individus travaillent en solitaire. Arrêtons donc de nous lancer la balle en prétendant que notre mission consiste seulement à recueillir des données et que c'est aux citoyens de savoir quel usage en faire. Prenons solennellement la décision de travailler à lutter pour améliorer l'état du monde. J'adorerais voir tous ces êtres humains aux capacités extraordinaires s'atteler à *cette tâche*.

https://www.youtube.com/watch?v=Fgh2dFngFsg

Comment nous avons arrêté SOPA

Mai 2012, 25 ans

Pour moi, tout a commencé par un simple coup de fil. C'était un jour de septembre – pas de l'année dernière, mais de l'année précédente, en 2010. La personne qui m'appelait était mon ami Peter. « Aaron, m'a-t-il dit, il y a une proposition de loi invraisemblable sur laquelle tu dois te pencher. — De quoi s'agit-il ? ai-je demandé. — Ce projet s'appelle le COICA, Combating Online Infringement and Counterfeiting Act[41]. — Mais, Peter, ai-je répliqué, je me fiche de ce qui touche au droit d'auteur. Tu as sans doute raison. Hollywood aussi. Mais en quoi est-ce si important ? Je ne vais pas consacrer mon existence à m'attaquer à un problème aussi mineur que celui du droit d'auteur. La santé, la réforme financière – voilà des problèmes sur lesquels je travaille, et qui ne sont pas aussi obscurs que le droit d'auteur. » Je pouvais entendre Peter rouspéter à l'autre bout du fil. « Écoute, je n'ai pas vraiment le temps de me disputer avec toi, me dit-il, mais le problème n'est pas là, parce qu'il ne s'agit pas d'une loi relative au droit d'auteur. — Vraiment ? — Non, me répondit-il, c'est une loi qui porte sur la liberté de se connecter. » À présent, il avait toute mon attention.

Peter m'a expliqué ce que vous avez appris depuis longtemps, à savoir que la loi allait permettre au gouvernement d'établir une liste de sites Web sur lesquels les Américains n'auraient plus le droit d'aller. Le lendemain, j'ai trouvé de nombreuses manières pour tenter d'expliquer aux autres ce qui allait se produire. J'ai déclaré qu'il s'agissait d'un pare-feu gigantesque pour l'Amérique. D'une liste noire d'Internet. D'une censure en ligne. Mais je pense que cela vaut la peine de prendre de la distance et de mettre de côté tous les discours pour réfléchir un moment

41 Littéralement, loi pour lutter contre les contrefaçons et les violations en ligne, ndt.

sur le caractère extrêmement radical de ce projet. Il est certain que le gouvernement a maintes fois édicté des règles relatives à l'expression. Si l'on calomnie un individu, si l'on diffuse une publicité mensongère à la télé, si l'on organise une fête sauvage où la musique retentit toute la nuit, le gouvernement a le pouvoir de mettre un terme à notre action. Mais, là, il s'agissait d'une chose totalement différente. L'idée n'était pas que le gouvernement s'adresse à des citoyens en particulier pour leur demander de retirer certains contenus jugés illégaux : il s'agissait de mettre des sites entiers hors ligne. Cela empêcherait les Américains de communiquer avec certaines communautés. Il n'existe aucune loi comparable aux États-Unis. Si vous écoutez de la musique très fort pendant la nuit, le gouvernement ne vous frappe pas d'une ordonnance exigeant que vous soyez silencieux les semaines suivantes. Ils ne vont pas non plus interdire le moindre bruit dans votre maison. Il y a une plainte spécifique, à laquelle on vous demande de remédier, et la vie reprend son cours.

L'exemple le plus proche que j'ai pu trouver est une affaire dans laquelle le gouvernement était à couteaux tirés avec une librairie pour adultes. L'endroit continuait de vendre des ouvrages pornographiques alors même que le gouvernement ne cessait de clamer que la pornographie était illégale. Celui-ci a donc décidé de faire fermer tout le magasin. Et pourtant, cette décision a finalement été jugée anticonstitutionnelle en vertu du premier amendement.

Vous pourriez me rétorquer la chose suivante : le COICA aurait certainement été déclaré anticonstitutionnel aussi. Mais je savais pertinemment qu'il y avait un sujet pour lequel la Cour suprême occultait systématiquement le premier amendement, et qui lui importait plus que la diffamation ou la calomnie, la pornographie et même la pornographie enfantine. Ce sujet est le droit d'auteur. Quand il s'agit de droit d'auteur, on a l'impression que la justice perd la raison, et qu'elle oublie complètement l'existence du premier amendement. On a le sentiment que, fondamentalement, pour la Cour suprême, le premier amendement ne s'applique pas lorsqu'il est question de droit d'auteur. Ce qui signifie en clair que si l'on souhaitait censurer Internet, si l'on voulait donner au gouvernement de nouveaux moyens d'empêcher l'accès à des sites Web spécifiques, cette loi aurait rendu la chose possible. Dans le cas de la pornographie, pareille décision aurait certainement été rejetée par les tribunaux, tout comme celle de la fermeture de la librairie pour adultes. Mais en affirmant qu'il s'agissait du droit d'auteur, la décision aurait pu être adoptée subrepticement.

Tout cela est particulièrement effrayant, car, comme chacun le sait, le droit d'auteur est partout. Par exemple, si l'on souhaite fermer

Wikileaks, dire qu'on le fait car on y trouve des contenus pornographiques serait un peu exagéré, en revanche, cela ne pose aucune difficulté d'affirmer que Wikileaks viole le droit d'auteur, car toute chose est soumise au droit d'auteur. Ces propos que je suis en train de vous exposer, ces mots mêmes sont soumis au droit d'auteur. Le fait de copier accidentellement un contenu est devenu tellement facile que même le leader des défenseurs républicains du COICA, Orrin Hatch, a copié illégalement tout un pan de code sur sa page Internet de sénateur. Donc, si même le site d'Orrin Hatch est pris en plein flagrant délit de violation du droit d'auteur, quelle est la probabilité que le gouvernement ne trouve pas quelque chose prouvant que nous enfreignons la loi du droit d'auteur ?

Nous faisons actuellement face à une bataille sans précédent, où l'enjeu est de définir tout ce qui émerge sur Internet dans les mêmes termes et avec les mêmes lois que celles que nous avons toujours connues. Mais le partage d'une vidéo sur BitTorrent est-il comparable à un vol à l'étalage dans une boutique de DVD ? Cette action ne s'apparente-t-elle pas au prêt d'une cassette vidéo à un ami ? Le fait de recharger une page Web encore et encore est-il une action similaire à un sit-in virtuel ou à l'explosion d'une vitrine de magasin ? La liberté de connexion est-elle égale à la liberté d'expression ou comparable à la liberté de tuer ?

Cette loi allait représenter un gâchis énorme, en plus d'être potentiellement définitive. Perdre le droit de communiquer sur Internet serait une modification de la Déclaration des droits. Les libertés garanties par notre constitution, les libertés sur lesquelles notre pays s'est construit au fil du temps seraient soudainement réduites à néant. Les nouvelles technologies, au lieu d'accroître encore notre liberté, auraient pour résultat de faire disparaître les droits fondamentaux que nous avons toujours tenus pour acquis. Et j'ai compris ce jour-là, pendant cette conversation avec Peter, que je ne pouvais pas laisser faire ça.

Mais « cela » allait arriver. Le projet de loi COICA fut présenté le 20 septembre 2010, un lundi, et d'après la presse qui annonçait sa présentation dans ses grands titres, le vote était programmé seulement trois jours après, le 23 septembre. Il fallait évidemment qu'il y ait un vote – une loi ne peut passer sans vote –, mais les résultats de ce dernier allaient déjà de soi, il n'y avait qu'à examiner la manière dont la proposition de loi avait été présentée, non pas par un membre excentrique et isolé du Congrès, mais par le président de la commission judiciaire[42]

---

42 The House of Representatives Judiciary Committee, ndt.

lui-même, appuyé par la quasi-totalité des autres membres, républicains et démocrates confondus. Donc, oui, il y aurait un vote, mais son issue serait sans surprise, car à peu près tous ceux qui s'apprêtaient à voter avaient apposé leur nom sous le projet de loi avant même que celui-ci ait été présenté.

Je peux insister maintenant sur l'aspect totalement inhabituel de cette affaire. Ce n'est absolument pas ainsi que le Congrès fonctionne. Je ne suis pas en train de dire comment le Congrès devrait fonctionner, à la façon de *Schoolhouse Rock*. J'entends par là que ce n'est pas ainsi que le Congrès fonctionne en réalité. Je crois que nous savons tous que le Congrès est une zone sans vie, minée par les impasses et les dysfonctionnements. Pendant des mois entiers s'y déroulent débats, marchandages, auditions et tactiques dilatoires. Vous voyez ce que je veux dire par là : d'abord, on est censé annoncer que l'on va procéder à des auditions sur un problème précis, puis, pendant des jours entiers, des experts vont se succéder pour livrer leur vision dudit problème, et une solution envisageable est proposée ; on refait alors appel aux experts pour qu'ils communiquent leur point de vue sur celle-ci, puis les autres membres sortent de leur chapeau d'autres solutions qu'ils proposent, et c'est reparti pour une série de marchandages, car il s'agit de rallier des membres à sa cause. Et au final, on passe des heures à mener des entretiens en face à face avec différentes personnes au cours du débat, et dans ces tentatives, on revient avec une sorte de compromis, dont on va débattre en coulisses au cours de réunions interminables. Une fois toutes ces actions accomplies, on s'empare de son projet de loi, que l'on examine ligne par ligne en public, pour voir si des objections ou des amendements sont présentés. Vient alors l'étape du vote. Vous l'aurez compris, il s'agit d'un processus pénible et laborieux. On ne présente pas un projet de loi un lundi pour le faire voter à l'unanimité quelques jours plus tard. Cela ne se passe pas ainsi au Congrès.

Mais cette fois, les choses allaient se passer ainsi. Et ce n'était pas parce qu'il n'existait pas de désaccords sur la question. Il existe toujours des désaccords. Certains sénateurs pensaient que la proposition de loi était trop clémente et qu'il fallait la durcir : telle que présentée, la loi autoriserait seulement le gouvernement à fermer des sites Web. Or, pour ces sénateurs, n'importe quelle entreprise du monde devrait être investie du pouvoir de fermer des sites Internet. D'autres sénateurs pensaient en revanche qu'ils y allaient un peu trop fort. Mais d'une certaine manière, dans un scénario totalement inédit à Washington, tous les sénateurs avaient réussi à mettre de côté leurs différends afin de se rassembler pour soutenir une loi avec laquelle ils étaient tous persuadés qu'ils pourraient

vivre : une loi qui allait censurer Internet. Et quand j'ai vu cela, j'ai réalisé une chose : quelle que fût la personne qui se cachait derrière tout cela, elle était très forte.

La manière la plus courante de faire passer de « bonnes » mesures à Washington est de trouver un groupe de sociétés prospères pour vous soutenir. Ce n'est pas parce que de courageux politiciens ont décidé que leur conscience leur interdisait de laisser des personnes âgées mourir de faim dans les rues que le projet de loi sur la sécurité sociale est passé. Si vous m'affirmez le contraire, j'espère que c'est sur le ton de la plaisanterie. La loi sur la sécurité sociale a été votée car John D. Rockefeller en avait par-dessus la tête de consacrer une partie de ses bénéfices à verser des compléments de retraites à ses employés. Pourquoi se fatiguer à le faire, alors qu'il n'y a qu'à laisser le gouvernement extorquer de l'argent aux travailleurs ? Je ne voudrais pas que l'on se méprenne sur mes propos : la sécurité sociale est une avancée extraordinaire. Ce qui me choque, c'est que derrière ces avancées extraordinaires initiées par le gouvernement se cachent les intérêts d'une grande entreprise qui les soutient. Et le souci, naturellement, c'est que les grandes entreprises ne sont pas spécialement attachées aux libertés civiques. Ce n'est pas tant qu'elles y soient opposées, c'est juste qu'elles ne les jugent pas suffisamment rentables.

Si vous avez parcouru la presse, vous n'avez sans doute pas entendu cette version de l'histoire. Si l'on en croit celle d'Hollywood, ce projet de loi relatif au droit d'auteur, si merveilleux et si juste, qu'ils soutenaient ardemment, a été retoqué par les sociétés du Web à l'esprit diabolique, qui se font des millions de dollars en violant le droit d'auteur. Mais cette version des faits ne correspond pas à la vérité. J'ai assisté à toutes ces réunions avec les entreprises du Web – qui sont sans doute toutes là aujourd'hui. Et voyez-vous, si tous leurs profits dépendaient de la violation du droit d'auteur, elles auraient sûrement déjà investi énormément d'argent pour modifier la loi existante relative au droit d'auteur. Le fait est que ces grosses sociétés iraient très bien si la loi était votée. Elles ne s'en réjouiraient pas, mais je doute qu'il y aurait une baisse notable de la valeur de leurs actions. Si elles s'opposaient à ce projet de loi, c'était, comme nous tous, pour des raisons de principe. Et malheureusement, les principes n'ont pas beaucoup d'argent dans leurs caisses pour financer les lobbyistes. Elles avaient donc une attitude réaliste sur le sujet. « Regardez, disaient-elles, cette loi va être votée. En fait, elle va probablement l'être à l'unanimité. Malgré nos efforts, nous ne serons pas en mesure de stopper la marche des événements. Nous n'allons pas la soutenir pour autant – il est impossible que nous le fassions. Nous

allons nous efforcer de l'améliorer. » Ainsi, la stratégie était celle-ci : faire du lobby pour que la loi soit amendée. Les sociétés avaient élaboré toute une liste de modifications qui rendraient la loi moins odieuse, moins coûteuse également entre autres choses. Mais, au final, le fait était que cette loi, même améliorée, allait censurer Internet, et empêcher son vote n'était pas en notre pouvoir.

J'ai donc fait ce que vous faites toujours lorsque vous n'êtes qu'un petit gars confronté aux perspectives sombres d'un futur effrayant, et qui n'est pas optimiste quant à ses chances de réussite : j'ai lancé une pétition en ligne. J'ai appelé tous mes amis, et nous avons consacré la nuit entière à bâtir un site Web pour cette nouvelle organisation, baptisée Demand Progress[43], avec une pétition appelant à s'opposer à cette loi nocive, que j'ai envoyée à quelques amis. J'avais déjà lancé des pétitions sur Internet dans le passé, car j'avais travaillé avec quelques-unes des plus grosses communautés du monde qui utilisent ce type d'actions. J'en ai rédigé des tonnes et lu plus encore. Mais je n'ai jamais rien vu de semblable. En étant partis de presque rien, nous avons obtenu 10 000 signataires, puis 100 000, puis 200 000, puis 300 000 en l'espace de quelques semaines seulement. Et l'idée n'était pas juste de mettre son nom sur la pétition. Nous demandions à toutes ces personnes d'interpeller le Congrès de manière urgente. Il y avait ce vote qui allait avoir lieu cette semaine, et nous devions tout faire pour l'empêcher. Parallèlement, nous avons alerté la presse, en mettant l'accent sur cette incroyable pétition qui connaissait une ascension fulgurante. Nous avons rencontré les équipes des membres du Congrès pour les supplier de cesser de soutenir le projet de loi. Cela a été une expérience inouïe, énorme. Toute la puissance d'Internet s'est levée avec force pour faire tomber ce projet de loi. À l'unanimité.

Maintenant, reconnaissons-le, plusieurs membres du Congrès ont prononcé des discours formidables avant le vote, dans lesquels ils déclaraient que leurs bureaux avaient été submergés de témoignages d'inquiétude face à cette proposition de loi, notamment au regard du premier amendement, des réactions qui les avaient beaucoup inquiétés, à tel point qu'ils n'étaient en fait plus si certains de vouloir défendre le projet de loi. Cependant, même s'ils ne le soutenaient plus, ils allaient voter pour son adoption, car il ne fallait pas interrompre le processus, et qu'ils étaient certains que tous les problèmes nés de la loi pouvaient trouver une solution ultérieurement. Permettez-moi de vous poser la question : est-ce que cette attitude vous paraît conforme à ce qui se pratique à

---

43 Littéralement « Revendiquer le progrès », ndt.

Washington D.C. ? Depuis quand les membres du Congrès votent-ils pour des lois auxquelles ils s'opposent juste pour ne pas interrompre le processus du vote ? Encore une fois, la personne qui était derrière tout cela était très forte.

Et puis, tout à coup, le processus a pris fin. Le sénateur Ron Wyden, un démocrate de l'État de l'Oregon, a suspendu le vote de la loi. Dans un discours dans lequel il la qualifiait de bombe nucléaire anti-bunker visant à éradiquer Internet, il a annoncé qu'il n'autoriserait pas le vote de la loi sans modifications. Et comme vous n'êtes pas sans le savoir, un sénateur n'a pas en fait le pouvoir de stopper le vote d'une loi à lui tout seul, mais il peut le retarder. En s'opposant à ce projet de loi, il peut exiger que le Congrès consacre quelques semaines à des débats sur le sujet avant le jour du vote. Et c'est précisément ce que le sénateur Wyden a fait. Il nous a permis de gagner du temps – énormément de temps, comme la suite des événements l'a montré. Ce délai supplémentaire a couru jusqu'à la fin de la session du Congrès, si bien que lorsque le projet de loi est revenu à l'ordre du jour, il a fallu tout recommencer. C'est la raison pour laquelle le Congrès s'est dit qu'il allait donner un nouveau nom à cette loi. Et c'est ainsi que celle-ci a été appelée PIPA[44], puis SOPA[45].

L'action de ce sénateur a eu pour effet de retarder l'adoption du projet de loi d'un ou deux ans. Rétrospectivement, nous avons utilisé ce temps pour établir les bases de nos actions futures. Mais à l'époque, nous ne voyions pas les choses ainsi. Pendant cette période, nous avions l'impression que nous allions à la rencontre des gens pour les convaincre que ces lois étaient épouvantables, et en guise de réponse, ils nous affirmaient qu'ils pensaient que nous étions fous. Imaginez-vous : nous étions des gosses en train de nous démener dans tous les sens pour prouver que le gouvernement allait censurer Internet. Tout cela a vraiment l'air complètement insensé quand on y songe. Demandez à Larry demain. Je l'informais en permanence de ce qui se passait, et j'essayais d'obtenir de lui qu'il s'implique dans notre combat. Je suis absolument certain qu'il pensait que j'étais en train d'amplifier les événements, de leur accorder une importance démesurée. Je venais à douter de moi-même. C'était une période très difficile. Puis, quand le projet de loi est revenu sur le tapis et a été réenclenché, tout le travail que nous avions accompli a commencé à trouver une cohérence. Toutes les personnes à qui nous avions parlé ont commencé à s'investir réellement dans le

---

44 Protecting IP Act, ndt.
45 Stop Online Piracy Act, ndt.

combat et à attirer d'autres personnes. Par un effet boule de neige, tout est allé très vite.

Je me souviens d'un dîner avec un ami travaillant dans l'industrie des nouvelles technologies, et lorsqu'il m'a demandé sur quoi je travaillais, je lui ai parlé du projet de loi. Il m'a dit : « Waouh ! Il faut que tu racontes cela aux gens. » En guise de réponse, j'ai émis un ricanement. Et puis, quelques semaines plus tard seulement, je me souviens avoir bavardé avec cette jolie fille dans le métro, qui ne travaillait pas du tout dans le domaine des technologies, et quand je lui ai dit que c'était le mien, son expression est devenue tout à coup très sérieuse et elle m'a dit : « Nous devons empêcher que ‹ SOAP › passe ». Une preuve que nous progressions, n'est-ce pas ?

Je pense que cette histoire illustre bien ce qui s'est passé durant ces quelques semaines : nous n'avons pas gagné parce que je travaillais sur ce projet de loi ou que Reddit le faisait, ou encore Google, ou Tumblr, ou n'importe quelle autre personne en particulier. Nous avons gagné car il y a eu un énorme mouvement collectif dans notre industrie. Chacun pensait à la manière dont il pouvait aider, et trouvait un moyen vraiment intelligent et ingénieux de le faire. Les gens ont réalisé des vidéos. Ils ont mis au point des documents infographiques. Ils ont initié des comités d'action politique. Ils ont conçu des annonces. Ils ont acheté des panneaux d'affichage. Ils ont livré de nouveaux récits. Ils ont organisé des rassemblements. Chacun voyait comme un devoir le fait d'aider. Je me souviens qu'à l'époque, j'avais organisé une rencontre avec une poignée de start-up à New York. J'ai eu un peu le sentiment d'être à une réunion de Clinton Global Initiative de la fondation Clinton, lorsque j'ai dû m'adresser à chaque fondateur de start-up en le pressant ainsi : « Qu'allez-vous faire ? Et qu'allez-vous faire ? » Tous s'efforçaient de marquer des points par rapport à leurs rivaux.

S'il faut déterminer le jour où le mouvement s'est cristallisé, je pense que c'est le jour des auditions sur SOPA à la Chambre, le jour où nous avons entendu cette phrase : « Il n'est désormais plus question de ne pas comprendre comment Internet fonctionne. » C'était vraiment quelque chose de voir ces membres du Congrès déboussolés débattre sur le projet de loi, insister sur la manière dont ils pourraient réguler Internet et affirmer qu'une bande de maniaques du Net n'allait pas les en empêcher. Ce sont eux qui ont véritablement alerté la population sur l'imminence de cet événement, la destruction d'Internet par le Congrès, et sur le fait que ce dernier s'en fichait éperdument.

Je me souviens bien de la première fois où ce moment m'a interpellé. J'assistais à un événement, je devais m'exprimer, et j'ai été présenté à

un sénateur, l'un des plus farouches défenseurs du projet original COICA. Et je lui ai demandé pourquoi, malgré ses positions si progressistes et son discours en faveur des libertés civiques, il soutenait un projet de loi qui allait censurer Internet. Et j'imagine que vous le voyez d'ici, son sourire typique d'homme politique s'est soudainement figé et son visage a pris une expression féroce. Il a commencé à s'énerver en me disant : « Tous ces gens d'Internet, ils s'imaginent qu'ils peuvent échapper à tout ! Ils pensent qu'ils peuvent balancer des contenus partout, et que nous n'avons pas le pouvoir de les en empêcher ! Ils balancent tout ! Ils balancent des informations sur nos missiles et se moquent de nous ! Eh bien, nous allons leur montrer de quoi nous sommes capables ! Il faut qu'il y ait des lois relatives à Internet ! Internet doit être sous contrôle ! »

Pourtant, autant que je sache, personne n'a jamais publié d'informations relatives aux missiles américains sur Internet. Je n'ai en tout cas jamais entendu parler d'une chose pareille. Mais c'est bien là-dessus que reposait son argumentation. Son inquiétude n'était pas rationnelle, n'est-ce pas ? Il manifestait la crainte irrationnelle typique des personnes auxquelles les choses échappent. Voilà comment se positionnait cet homme, honorable sénateur du Congrès, face à la communauté Internet, qui se moquait de lui. Il fallait la contrôler, tout comme les contenus. Je pense que cette attitude était le parfait reflet de la position du Congrès. Et la simple vision de la fureur dans les yeux de ce sénateur m'a effrayé, tout comme ces auditions ont effrayé un nombre incalculable de personnes, qui ont compris que ce n'était pas l'attitude d'un gouvernement réfléchi s'efforçant de régler les compromis afin de représenter au mieux les citoyens. C'était là davantage l'attitude d'un gouvernement tyrannique. C'est la raison pour laquelle les citoyens ont riposté.

Les choses se sont gâtées très vite pour le gouvernement après cette audition. Tout d'abord, les sénateurs républicains ont retiré leur soutien, puis la Maison Blanche a publié un communiqué s'opposant à la proposition de loi, enfin les démocrates, complètement isolés, ont annoncé qu'ils suspendaient le projet de loi afin de pouvoir débattre de nouveau avant le vote officiel. Et, même si j'avais bien du mal à le croire, c'est après toute cette succession d'événements que nous avons gagné. Notre objectif, que tout le monde disait irréaliste et que les plus grandes entreprises du monde décrivaient comme une chimère, avait été atteint. Nous y étions arrivés, nous avions remporté la victoire.

Et nous avons commencé à la savourer. Vous savez tous ce qui s'est passé ensuite. Wikipédia a affiché un écran noir. Reddit et Craigslist également. Les lignes téléphoniques n'ont pas cessé de sonner au

Capitol Hill. Les membres du Congrès se sont dépêchés de publier des communiqués dans lesquels ils annonçaient qu'ils cessaient de soutenir le projet de loi, ce même projet qu'ils défendaient encore si ardemment quelques jours plus tôt. C'était complètement grotesque. Il existe un schéma qui montre bien l'absurdité de la situation. Il est divisé en deux parties : sous la date du 14 janvier défile une longue liste des noms de ceux qui soutenaient le projet de loi, et les quelques noms du groupe minoritaire des opposants ; de l'autre côté du schéma, sous la date du 15 janvier, les choses se sont complètement inversées – tout le monde s'oppose désormais à la loi, et il ne reste plus qu'une poignée de noms qui persistent à la soutenir.

Cette situation est vraiment sans précédent. Vérifiez par vous-même, et demandez donc à l'ancien sénateur Chris Dodd, aujourd'hui le lobbyiste en chef d'Hollywood. Il a reconnu, après la défaite, qu'il avait été le cerveau de tout ce projet de loi et a déclaré au *New York Times* qu'il n'avait jamais vu quelque chose de ce genre au cours de sa longue carrière au Congrès. Toutes les personnes avec lesquelles j'ai échangé à ce sujet partagent cette vision des événements. Le peuple s'est levé, et il a provoqué un changement radical à Washington. Ce mouvement n'a pas été créé par la presse, qui a refusé de rendre compte de ce qui se passait – pure coïncidence, il se trouve que leurs sociétés mères avaient fait du lobby pour faire passer la loi –, pas plus que par les hommes politiques, qui, pour la majorité d'entre eux, soutenaient le projet, ni par les entreprises, qui ont renoncé à tenter de freiner le vote, le considérant comme acté. C'est le peuple qui a enterré ce projet de loi, à tel point que lorsque les membres du Congrès proposent maintenant une loi relative à Internet, ils doivent délivrer un long discours préliminaire pour expliquer qu'elle n'a rien en commun avec SOPA ; à tel point encore que lorsque vous interrogez les membres des équipes du Congrès, ils gémissent et secouent la tête comme s'il s'agissait d'un cauchemar qu'ils essaient d'oublier de toutes leurs forces. Ce projet est si mort et enseveli qu'il est difficile de croire toute cette histoire, difficile de se remémorer comment la loi a failli être votée, difficile de savoir comment les choses auraient pu se passer autrement. Mais cela n'était ni un rêve ni un cauchemar, tout était très réel.

Et cela recommencera. Avec un nom différent, c'est certain, peut-être avec un autre prétexte, en provoquant des dégâts d'une autre manière. Mais ne vous y trompez pas : les ennemis de la liberté de connexion ne se sont pas évanouis. Cette fureur dans le visage des hommes politiques n'a pas été éliminée. Il existe un grand nombre de personnes, très puissantes, qui veulent bâillonner Internet. Et pour dire

les choses franchement, il n'y en a pas tant que cela qui ont un intérêt manifeste à soustraire Internet à ces menaces. Même les plus grosses sociétés du Web, pour dire les choses comme elles sont, tireraient un grand bénéfice en évoluant dans un monde où des rivaux de taille bien plus modeste seraient censurés. Nous ne pouvons pas laisser les choses se dérouler ainsi.

J'ai raconté tout cela comme une histoire personnelle, en partie parce que je pense que les grandes histoires comme celles-ci sont plus intéressantes ramenées à l'échelle humaine. Le réalisateur J. D. Walsh affirme que les bonnes histoires doivent ressembler à une affiche de *Transformers*. On y voit un énorme robot maléfique dans le coin gauche, et de l'autre côté, une énorme armée. Et au milieu, en bas, on aperçoit les membres d'une petite famille coincés entre les deux. Il n'y a pas de grandes histoires sans défis humains. Mais avant tout, s'il s'agit d'une histoire personnelle, c'est aussi parce que je n'ai pas eu de temps à consacrer à l'étude approfondie de tous les aspects de ce projet. Qu'importe. Nous avons remporté la victoire car chacun d'entre nous s'est transformé en héros de sa propre histoire. Chacun s'est attelé à la tâche de sauver cette liberté fondamentale, et s'est jeté dans cette aventure à corps perdu, en faisant tout ce qu'il lui semblait important de devoir faire. Personne ne s'est ravisé en demandant l'autorisation à un tiers pour poursuivre son combat. Vous vous souvenez de la manière dont les lecteurs de Hacker News ont organisé spontanément un boycott de GoDaddy parce qu'il soutenait SOPA ? Personne ne leur avait rien demandé. Quelques-uns ont même pensé que c'était une mauvaise idée. Mais cela n'avait pas d'importance. Les sénateurs avaient raison : Internet est vraiment hors de contrôle. Mais si nous perdons cela de vue, si nous laissons les hommes forts d'Hollywood réécrire l'histoire pour prétendre que c'est grâce au géant Google que le projet de loi a été stoppé, si nous les laissons nous persuader que nous n'avons pas fait le poids, si nous commençons à penser que la protection d'Internet relève de la responsabilité d'autrui et que la nôtre consiste juste à rentrer à la maison pour grignoter du pop-corn et s'affaler sur le canapé pour regarder *Transformers*, eh bien, la prochaine fois, ils pourraient gagner. Il faut que nous fassions en sorte qu'une telle situation n'advienne jamais.

Ordinateurs

En 2000, alors qu'il n'était âgé que de treize ans, Aaron Swartz a coécrit la spécification 1.0 du format RDF Site Summary (RSS), qui est devenu le premier standard important pour syndiquer [1] les contenus des sites Web et des blogs à travers des flux. Elle a été diffusée quelques jours avant son quatorzième anniversaire. Établir des standards techniques en collaboration avec douze personnes n'est pas chose facile – nombreux sont les adultes à manquer à la fois de la patience et de la maturité nécessaires pour s'acquitter d'une telle tâche. J'insiste là-dessus car les exploits techniques de Swartz montrent qu'il mettait en pratique les préceptes qu'il défendait – ce qui est une qualité rare. Il prônait l'ouverture, le débat, la rationalité, la pensée critique, et refusait d'arrondir les angles – à l'âge de treize ans, déjà.

Le format RSS reposait lui-même fondamentalement sur le partage : un contenu déjà publié sur un site pouvait désormais être récupéré pour être redistribué et agrégé par un tiers – individu ou entité. Un autre des projets de Swartz, intitulé Markdown (datant de 2004 et conçu avec John Gruber), était un outil léger permettant de créer facilement des pages Web et des posts de blog en convertissant du texte balisé en langage HTML. Ces deux exemples témoignent de l'une des passions motrices de Swartz : rendre la création, la diffusion et la liberté d'information aussi faciles et souples que possible.

Les compétences techniques de Swartz étaient naturellement bien supérieures à la moyenne ; mais ce qui le distinguait de la plupart des programmeurs, et même des plus grands gourous de l'*open source*, c'était la *manière* dont il menait ses projets techniques. Plutôt que de s'enfermer dans la tour d'ivoire des programmeurs d'élite, il veillait à conserver toute sa simplicité. Il voulait inclure les autres dans ses projets, et les invitait à participer à ses recherches en leur rendant sa démarche accessible. Les projets techniques qu'il a choisis reflètent parfaitement cet instinct. Tous annoncent ses travaux ultérieurs, plus ouvertement politiques. Deux d'entre eux ressortent plus particulièrement : tout d'abord, le projet de proxy Tor2web, permettant de rendre accessibles aux usagers quotidiens d'Internet les sites du *deep web* [2] réservés jusque-là aux seuls technophiles, et la plateforme de fuite d'informations anonyme

---

1 Syndiquer du contenu signifie publier automatiquement sur un site Internet plusieurs informations émanant d'autres sites, ndt.

2 Le *deep web* (Web profond ou Web invisible) est l'ensemble des sites Internet non indexés, ndt.

SecureDrop, aujourd'hui connue sous le nom de Strongbox, et désormais utilisée sur les sites du *New Yorker*, du *Guardian* et ailleurs. Swartz voyait dans le *deep web* une plateforme utile pour le partage anonyme de l'information. Il a ainsi déclaré à *Wired* : « L'idée était en quelque sorte de produire une plateforme hybride sur laquelle les individus pouvaient publier du contenu en utilisant Tor, et de faire en sorte qu'elle soit accessible à tous sur Internet. » Telle était l'essence de sa philosophie de la technique : construire des outils pour *tout le monde sur Internet*, non pas juste pour les hackers.

La réussite la plus spectaculaire de Swartz est la manière dont il a associé activisme politique et savoir-faire technique à un degré rarement égalé auparavant – les analyses d'Edward Felten des méthodes DRM [3] et son plaidoyer pour leur abolition s'en rapprochent peut-être le plus. Les efforts déployés par Swartz pour faciliter et démocratiser le flux des informations allaient parfaitement de pair avec ses idéaux politiques d'ouverture, de transparence et de réforme. Le fait qu'Internet s'éloigne de plus en plus de ces idéaux au lieu de s'en approcher montre à quel point sa disparition a constitué une perte irréparable.

David Auerbach

3 *Digital rights management* : gestion des droits numériques, ndt.

http://www.morganclaypool.com/doi/pdf/10.2200/S00481ED1V01Y201302WBE005

Un Web programmable, extrait

Novembre 2009, 22 ans

Ce texte est un extrait du livre d'Aaron Swartz, *A Programmable Web: An Unfinished Work*, publié en 2013 par Morgan & Claypool. Il est publié avec l'autorisation de Morgan & Claypool Publishers. — Les éditeurs

Si vous êtes comme la plupart des personnes que je connais (et puisque vous lisez ce livre, vous l'êtes sans doute – du moins à cet égard), vous utilisez le Web. Énormément. En fait, en ce qui me concerne, la plupart de mes journées sont consacrées à la lecture ou au passage en revue de pages Web – je fais défiler les e-mails dans ma boîte pour échanger avec des amis ou des collègues, je lis un blog ou deux pour me tenir informé des nouvelles du jour, ainsi qu'une douzaine de courts articles, je lance sans cesse des recherches sur Google, et j'interroge Wikipédia pour toutes les questions restées sans réponse.

Tout ceci est très bien, naturellement, et en effet à peu près indispensable. Et pourtant, on ne peut qu'être interpellé par le fait que très peu de ces outils existaient il y a seulement dix ans. Les messageries avaient leurs propres applications spécialisées, les blogs restaient encore à venir, on lisait les articles sous forme imprimée. Google n'était pas encore né, et Wikipédia n'existait même pas à l'état de projet dans le cerveau de Larry Sanger.

C'est pourquoi il est saisissant – et voire même choquant – d'imaginer un monde dans lequel notre logiciel se référerait au Web aussi fréquemment et aisément que nous. Nous pouvons, bien sûr, observer aujourd'hui quelques timides préfigurations de ce monde à venir. Il existe des logiciels qui vérifient par eux-mêmes l'existence de mises à jour. Il existe des logiciels dont une partie du contenu – les pages d'aide,

par exemple, ou certains catalogues – est diffusée à travers le Web. Il existe des logiciels qui envoient la copie de tout votre travail sur le Web pour qu'il y soit stocké. Il existe des logiciels spécialement conçus pour vous aider à naviguer sur un certain type de pages Web. Il existe des logiciels qui consistent à ne *rien* montrer *sauf* un certain type de pages Web. Il existe des logiciels – dénommés « *mashups* » – qui se présentent sous la forme d'une page Web réunissant des informations de deux autres pages Web. Et il existe des logiciels qui, en utilisant des API[4], traitent les autres sites Web comme une composante de leur propre infrastructure, une fonction parmi d'autres à laquelle ils peuvent faire appel pour que certaines tâches spécifiques soient effectuées.

Nos ordinateurs sont si petits et le Web est à l'inverse si grand et vaste que ce dernier scénario semble l'un des aspects d'une tendance à laquelle nous ne pourrons pas échapper. Pourquoi ne pas dépendre d'autres sites Web quand cela est possible, en faisant de leurs informations sans limites et de leurs riches capacités une partie homogène de nos propres sites ? Ainsi, je le crois, de tels usages deviendront de plus en plus courants jusqu'au jour où notre ordinateur sera aussi connecté au Web que nous le sommes à l'heure actuelle.

On entend parfois qu'un tel futur est chose impossible, que créer un Web que d'autres ordinateurs pourraient utiliser est un fantasme de romancier de science-fiction (pas très imaginatif, de mon point de vue), que ce scénario ne pourrait être envisageable que dans un monde de robots au pas lourd, d'intelligence artificielle et de machines qui nous suivraient partout, en nous aboyant des ordres tout en tentant de nous persuader en vain de nous acheter une nouvelle paire de chaussures.

Il n'est donc peut-être pas surprenant que l'un des détracteurs ayant dépeint ce type de perspective, Cory Doctorow, soit en fait un auteur de science-fiction plutôt imaginatif (parmi bien d'autres qualités). La charge de Doctorow figure dans son essai « Metacrap: Putting the torch to seven straw-men of the meta-utopia[5] ». Ce dernier a été republié dans un recueil, *Content: Selected Essays on Technology, Creativity, Copyright, and the Future of the Future* (2008, Tachyon Publications), et il est également consultable en ligne à l'URL suivante : http://craphound.com/content/download/.

Doctorow affirme que tout système qui collecte des métadonnées fiables – ce type de données exploitables informatiquement qui s'avèrent indispensables pour que ce rêve d'un monde dans lequel les ordinateurs

---

4 *Application programming interface* : interface de programmation applicative, ndt.

5 Métaconneries : Faire brûler sept hommes de paille de la méta-utopie, ndt.

utiliseraient le Web se concrétise – se heurte à sept problèmes incontournables : les hommes mentent, ils sont paresseux, ils sont stupides, ils ne se connaissent pas eux-mêmes, les schémas ne sont pas neutres, les paramètres choisis influent sur les résultats, et il n'existe pas une seule et unique façon de décrire une même chose. Doctorow suggère qu'au lieu de nous efforcer d'amener les individus à fournir des données, nous devrions examiner les données qu'ils génèrent incidemment, alors qu'ils sont occupés à autre chose (sur le modèle de Google qui examine les liens que les gens créent lorsqu'ils écrivent des pages Web), et utiliser celles-ci à la place.

De toute évidence, Doctorow attaque ici un argument que personne ne soutient réellement. Construire des données honnêtes, exhaustives et objectives dans tous les domaines est un fantasme utopique, impossible à réaliser. Mais qui aurait en tête un tel projet ? Le Web est rarement tout à fait honnête, exhaustif et impartial – mais il n'en reste pas moins sacrément utile. Je ne vois pas pourquoi la création d'un Web dont les ordinateurs seraient les usagers ne fonctionnerait pas de la même manière.

Je dois préciser cependant que la culpabilité n'épargne pas les adeptes de cette vision utopique. Nombre d'entre eux ont prêché un peu partout la voie du « Web sémantique », grâce auquel nos ordinateurs seraient enfin dotés de la faculté de « compréhension par la machine ». Une telle formule (entre autres facteurs) n'a pas échappé aux rescapés du monde impitoyable de l'intelligence artificielle, qui se sont saisis de l'opportunité de promouvoir le travail d'une vie.

Délaissant le credo « construisons juste quelque chose qui fonctionne », qui a fait le succès du Web (et d'Internet), ils ont importé le formalisme des mathématiciens et les structures institutionnelles propres aux universitaires et autres entrepreneurs travaillant pour la défense. Ils ont constitué des comités pour créer des groupes de travail afin de rédiger des projets d'ontologies listant de manière précise (dans des documents Word de 100 pages) toutes les choses possibles et imaginables de l'univers, et les différentes propriétés dont elles peuvent être revêtues. Ils ont ainsi consacré des heures à des débats excessivement pointilleux pour savoir si une machine à laver était un appareil ménager ou un équipement de nettoyage ménager.

Avec eux sont arrivés recherche universitaire, subventions du gouvernement, R&D[6] d'entreprise et tout cet aréopage d'individus et d'institutions qui raffolent des plans sur la comète. Au lieu de consacrer du temps à bâtir de vrais projets, ils sont parvenus à convaincre les

---

6 Recherche et développement, ndt.

personnes intéressées par ces idées que la première chose à faire était de concevoir des *normes*. (Petit aparté à leur intention : ceci est absurde – on rédige les normes *une fois que* l'on sait que la chose fonctionne, pas avant !)

Ainsi, l'« activité du Web sémantique » au Worldwide Web Consortium (W3C) a consisté à rédiger norme après norme : l'Extensible Markup Language (XML), le Resource Description Framework (RDF), le Web Ontology Language (OWL), des outils pour le format Gleaning Resource Descriptions from Dialects of Languages (GRDDL), le Simple Protocol and RDF Query Language (SPARQL, sous la forme créée par le RDF Data Access Working Group, DAWG).

Rares sont ceux qui sont devenus d'usage courant, et ceux qui le sont (XML) représentent des fléaux normalisés de la planète, des offenses aux programmeurs qui travaillent dur, qui ont éliminé des formats rationnels (comme JSON) au profit de normes compliquées, de véritables sacs de nœuds complètement déconnectés du monde réel (je n'ai pas fini ! – plus sur ce sujet au chapitre 5).

Au lieu d'amener les systèmes existants à communiquer et de rédiger les procédures les plus adaptées, ces garants autoproclamés du Web sémantique ont passé leur temps à échafauder leur propre petit univers, incluant des bases de données du Web sémantique et des langages de programmation. Les bases de données et les langages de programmation, s'ils sont loin d'être parfaits, sont pour la plupart des problèmes du passé. Les programmeurs ont déjà élu leurs favoris, qui ont été testés, bricolés dans les configurations les plus inhabituelles, et ils ne sont pas particulièrement désireux d'apprendre un nouveau langage quand la nécessité de le faire ne leur apparaît pas clairement. Il est déjà assez difficile de réussir à convaincre les usagers de partager des données dans leurs formats d'origine, sans en plus devoir les convaincre de le faire dans un format spécifique. Les persuader de stocker et de gérer leurs données dans un système complètement nouveau relève dès lors de l'impossible.

Et pourtant, c'est à cela que les têtes pensantes du Web sémantique consacrent tout leur temps. C'est comme si, pour amener les gens à utiliser le Web, on avait construit un nouveau système d'exploitation conçu avec le Web en son sein. Il est vrai que nous en arriverons là un jour, mais si l'on avait insisté pour que ce modèle soit suivi dès les débuts du Web, ce dernier aurait été précipité dans les méandres de l'oubli.

Tout ceci a conduit les « ingénieurs du Web » (comme les qualifie si joliment le titre de cette collection) à décrocher et à se réatteler à des tâches réelles, parce qu'ils ne souhaitaient plus perdre leur temps avec

quelque chose qui n'existait pas et qui, selon toute probabilité, ne verrait jamais le jour. Nombre d'entre eux qui avaient travaillé sur le Web sémantique, dans l'espoir vain de construire un monde où les logiciels pourraient communiquer, y ont renoncé pour se tourner vers d'autres voies plus productives en adéquation avec leurs attentes.

Par exemple, prenons le cas de Sean B. Palmer. Dans son essai marquant, « Ditching the Semantic Web ?[7] », il affirme : « Il n'est pas prudent, peut-être même pas moral (si ce terme ne paraît pas trop mélodramatique), de travailler sur RDF, OWL, SPARQL, RIF, les concepts erronés de ‹ confiance distribuée ›, CWM, Tabulator, Dublin Core, FOAF, SIOC, et ce genre de choses », et déclare non seulement qu'il va « arrêter de travailler sur le Web sémantique », mais poursuit : « Je vais, en outre, activement dissuader quiconque de travailler sur le Web sémantique pour éviter que les individus se détournent de projets bien plus concrets. »

Je serais honnête ici en soulignant que je ne suis pas précisément ce que l'on appelle un observateur objectif. Car Sean, comme toutes les personnes que je cite dans ce livre, est un ami. Nous nous sommes rencontrés en travaillant ensemble sur ces sujets, et nous sommes restés en contact. Nous échangeons des e-mails sur nos projets actuels et nous entretenons une relation cordiale. Cela vaut pour presque toutes les personnes évoquées ici et qui subissent mes critiques.

En outre, nous avons été amenés à collaborer car je me suis moi-même épuisé en travaillant dans le Web sémantique pendant des années. Ma première application Web était une encyclopédie collaborative[8]. Mais ma deuxième, qui était un site agrégeant les grands titres de l'information piochés sur le Web[9], m'a conduit dans une spirale descendante qui s'est soldée par plusieurs années passées avec les groupes de travail restreints RDF et qui a motivé ma décision finale de quitter complètement l'univers de l'informatique.

Nul besoin de préciser que les choses ne se sont pas déroulées exactement comme prévu. James Hendler, un autre de mes amis, et également transfuge du monde de l'IA[10], un groupe sur lequel j'ai déjà consacré trop de temps à tirer à boulets rouges, m'a sollicité pour écrire sur le sujet afin de lancer une nouvelle collection de livres numériques qu'il était en train de créer. Je ferais n'importe quoi pour avoir un peu d'argent (je blague ; je voulais juste être publié (je blague ; j'ai été publié de nombreuses fois (je blague ; pas si souvent que cela (je blague ; je n'ai jamais

7 Laisser tomber le Web sémantique, ndt.
8 The Info Network, ndt.
9 Infogami, qui a fusionné en 2005 avec Reddit, ndt.
10 Intelligence artificielle, ndt.

été publié (je blague ; j'ai été publié, mais il me faut plus d'expérience dans le domaine (je blague ; je m'entraîne déjà à plein temps (je blague ; je ne m'entraîne jamais (je blague ; je veux juste publier un livre (je blague ; je veux juste écrire un livre (je blague ; c'est facile d'écrire un livre (je blague ; c'est une marche funèbre (je blague ; ce n'est pas si désagréable (je blague ; ma petite amie m'a quitté (je blague ; je l'ai quittée (je blague, je blague, je blague))))))))))))))) et donc me voici à nouveau, resservant les mêmes histoires et trouvant là une bonne occasion de déplorer à quel point le Web sémantique s'est fourvoyé.

Pourtant, ainsi que ma petite réflexion ci-dessus l'a montré, du moins je l'espère, le Web programmable est tout sauf une chimère. Il est déjà réel aujourd'hui et sera notre lot quotidien demain. Aucun développeur de logiciel ne pourra se satisfaire de se limiter aux seules choses disponibles sur son ordinateur personnel. Et aucun développeur de sites Web ne sera satisfait de limiter l'accès de son site aux seuls usagers qui interagissent directement avec ce dernier.

De la même manière que le World Wide Web, avec sa puissance de liaison et d'interconnexion, a aspiré tous les documents disponibles – en encourageant les individus à les numériser, à les convertir en HTML, à leur donner des URL et à les mettre sur Internet (alors que j'écris ces lignes, Google est en train de faire la même chose avec des bibliothèques entières) –, le Web programmable va absorber tous les programmes à sa portée. Les bénéfices résultant de la connexion sont trop importants pour que cette barrière ne soit pas franchie.

Les acteurs du Web programmable vont naturellement être confrontés à des défis relatifs à leurs modèles économiques – comme toutes les nouvelles technologies –, tout particulièrement ceux qui se font de l'argent en faisant payer l'accès à des données. De telles pratiques ne sont pas viables à long terme, légalement ou concrètement parlant (sans parler de l'aspect moral). Selon la loi américaine, les faits ne sont pas soumis aux droits d'auteur (grâce à la décision de jurisprudence de la Cour suprême dans l'affaire « Feist *vs* Rural Telephone Service[11] »), et les bases de données ne sont que des ensembles de faits. (Certains pays européens ont élargi les droits d'auteur aux bases de données, mais de telles mesures ont suscité une levée de boucliers aux États-Unis.)

Outre le fait que la législation n'a pas entravé cette évolution, le partage des données présente de tels avantages que la plupart des

---

11 Cette affaire opposait en 1991 une société de service téléphonique (Rural Telephone Service Company) à une société d'édition spécialisée dans les annuaires (Feist Publications). Selon cette décision, les lois relatives au droit d'auteur ne s'appliquent pas à un contenu lorsque ce dernier ne relève que de la pure information, ndt.

fournisseurs de données finiront par se rallier à la cause. Il est certain que concevoir un site Web pour vérifier des données est grandement appréciable, mais ce n'est rien comparé à ce que l'on peut faire lorsque l'on combine leurs sources avec celles d'autres sites.

Pour prendre un exemple tiré de ma propre expérience, il suffit de regarder le site OpenSecrets.org. Ce site rassemble des informations sur les personnes qui financent les campagnes des candidats aux élections américaines, et donne à voir des graphiques et des tableaux soignés, relatifs aux industries qui ont soutenu financièrement les candidats à la présidence et au Congrès.

Dans le même esprit, le site Taxpayer.net fournit un riche contenu informatif sur les affectations spéciales du budget du Congrès, notamment les demandes de fonds que les membres du Congrès dissimulent derrière des lois et grâce auxquelles quelques millions de dollars sont requis pour financer quelques petits projets tout à fait personnels. (Le projet « Bridge to Nowhere » à 398 millions de dollars en est l'un des plus illustres exemples.)

Ce sont deux sites extraordinaires, qui sont fréquemment utilisés à bon escient par les observateurs de la vie politique américaine. Je vous laisse imaginer à quel point il serait utile de les réunir – on pourrait retrouver les plus grands financeurs des campagnes qui ont reçu les fameuses affectations spéciales.

Notons que ce n'est pas le type de « *mashup* » qui peut être réalisé avec les API actuelles. Celles-ci nous permettent seulement d'avoir un point de vue particulier sur les données, qui est typiquement celui du site qui les héberge. Avec l'API d'OpenSecrets, nous pouvons obtenir une liste des personnes ayant apporté un soutien financier majeur à un candidat. Mais cette liste n'est pas en soi suffisante pour répondre à la question qui nous préoccupe, car il nous faut comparer chaque affectation spéciale avec chaque donateur pour voir s'ils correspondent, ce qui implique un accès direct aux données brutes.

Notons également que le résultat recherché sert les intérêts de tous. OpenSecrets.org souhaite que tout le monde puisse mesurer à quel point l'influence de l'argent dans la politique est problématique. Taxpayer.net veut attirer l'attention sur ces dépenses inutiles. Les citoyens veulent comprendre comment, en politique, l'argent engendre des dépenses inutiles. Un site qui les aide sur tous ces points pourrait faciliter les démarches des associations. Mais cela n'est réalisable qu'à la condition que les deux sites acceptent de partager leurs données.

Heureusement pour nous, le Web a été conçu avec cette perspective en tête. Les protocoles qui le sous-tendent n'ont pas été conçus uniquement

pour fournir des pages destinées à la consommation, mais également pour s'accommoder facilement des robots d'indexation et autres scripts et « bots » informatiques qui explorent son sol fertile. Les premiers développeurs du Web, les hommes et les femmes qui ont inventé les outils qui en ont fait le passe-temps chronophage qu'il est devenu, ont transformé depuis longtemps le Web en un terrain sûr, et même accueillant, pour les applications.

Hélas, trop peu de personnes ont connaissance de ce fait, ce qui amène de nombreux individus à réinventer – d'une manière peu soignée – le travail déjà accompli. (Et le fait que les quelques personnes au courant de la chose aient passé leur temps à travailler sur les absurdités du Web sémantique, que j'ai critiqué plus haut, n'a pas contribué à améliorer la situation.) Nous commencerons donc par tenter de comprendre l'architecture du Web – ce qui a fonctionné et, à l'occasion, ce qui est allé de travers, mais surtout pourquoi le Web est tel qu'il est aujourd'hui. Nous comprendrons comment le Web permet à la fois aux usagers et aux moteurs de recherche de coexister pacifiquement tout en favorisant toutes sortes d'échanges, du partage de photographies aux transactions financières.

Nous poursuivrons notre analyse en envisageant ce que signifie la conception d'un programme fondé sur le Web – il s'agit de déterminer comment l'on écrit un logiciel qui puisse à la fois se révéler fonctionnel pour ses usagers immédiats et pour les développeurs qui veulent le faire évoluer. Trop souvent, l'API est ajoutée à une application existante, après coup, voire comme un module complètement autonome. Mais, comme nous le verrons, lorsqu'une application Web est conçue de manière adéquate, des API émergent naturellement et ne requièrent pas de grands efforts de maintenance.

Et nous nous pencherons sur ce qu'implique le fait qu'une application ne soit pas juste un outil de plus pour les individus et pour les logiciels, mais une partie de leur environnement – une section du Web programmable. Cela signifie qu'il faut mettre les données à disposition pour qu'elles puissent être recherchées, copiées et intégrées, même sans permission explicite, dans l'écosystème plus vaste des logiciels, tout en respectant la liberté des utilisateurs.

Nous conclurons avec un débat sur cette expression dont on dit tant de mal, le « Web sémantique », en tentant de comprendre ce qu'elle pourrait vraiment signifier.

Allons-y.

http://www.aaronsw.com/weblog/001016

Vie privée, fiabilité, sécurité : choisissez-en deux

29 juillet 2003, 16 ans

Les problèmes qui se posent avec la licence globale

Des millions d'individus souhaitent télécharger de la musique, et si possible gratuitement. Les maisons de disques s'opposent à cela, affirment qu'elles perdent de l'argent, et menacent de vous poursuivre en justice jusqu'à l'épuisement. Comment trouver une solution qui satisfasse tout le monde ? L'une des propositions est la mise en place d'une licence globale.

L'idée serait qu'une grande partie de la population s'acquitte d'une taxe assez modeste auprès des pouvoirs publics, qui la reverseraient ensuite aux artistes dont les œuvres sont téléchargées. Terry Fisher affirme qu'une petite taxe sur les graveurs de CD, de DVD, les lignes ADSL et sur les modems câble (qui coûterait la somme de 50 $ à une famille type, ce qui représente un coût bien moindre que ses dépenses en DVD et en CD) pourrait suffire à rétribuer les personnes concernées dans le domaine de la musique et du cinéma, plus 20 % de frais de gestion administrative.

Supposons que ce système fonctionne. Les citoyens accepteraient alors de l'adopter, et le Congrès ferait passer la loi en conséquence. Cependant, il subsisterait trois problèmes qui ne pourraient être tous résolus. Les voici.

La vie privée

Certains suggèrent qu'un tel système reviendrait purement et simplement à surveiller les connexions Internet de tous les citoyens (ou à se servir des données des FAI[12] pour le faire), en envoyant des données

12 Fournisseurs d'accès à Internet, ndt.

d'ordre personnel aux autorités. Je pense qu'il s'agit là d'une violation inacceptable de la vie privée. Il est déjà vraiment désolant que Carnivore[13] observe nos paquets[14] et décrive nos e-mails lorsque la police obtient un mandat, et maintenant, il s'agirait que l'État puisse suivre à la trace toutes les musiques et les films que nous téléchargeons, et ce, continuellement ? Je ne pense pas que cela soit acceptable.

La fiabilité

D'accord, répliquent-ils alors, *nous n'allons pas surveiller les ordinateurs de tout le monde. Nous utiliserons des échantillons*. Cette méthode a fait ses preuves pour d'autres médias. Les réseaux de télévision, par exemple, tirent de grands profits grâce à la manne publicitaire. Ils facturent les publicités en fonction de l'audience réalisée par chaque programme. Ils évaluent l'audience en se basant sur l'échelle Nielsen, dont les calculs sont effectués en installant chez une petite fraction de la population un boîtier décodeur qui enregistre ce qu'elle visionne avant d'envoyer les résultats à Nielsen.

(Ceci a des conséquences intéressantes, parmi lesquelles le fait que le boycott des programmes n'a d'effet réel qu'à partir du moment où le téléspectateur est un foyer Nielsen. Cela signifie que si vous n'en êtes pas un, vous pouvez boycotter une émission et continuer à la regarder, personne ne s'en apercevra.)

(À une échelle plus réduite, la « *sweeps week*[15] » est un phénomène comparable. Chaque chaîne de télévision [comme notre chaîne locale WMAQ, affiliée au réseau NBC] vend également de l'espace publicitaire, si bien qu'elle doit connaître l'audience de chaque programme au niveau local. Mais toutes ces chaînes locales ne peuvent pas se permettre de recourir à la méthode Nielsen, elles font donc quelque chose du même ordre en envoyant aux téléspectateurs un questionnaire à compléter sur une semaine par an. Toutes effectuent cette opération la même semaine [ladite « *sweeps week* »], ce qui explique pourquoi elles programment toutes des émissions avec des invités vedettes et des séries au suspens exceptionnel à ce moment-là de l'année, pour inciter les gens à regarder les programmes en question.)

Tout cela paraît globalement raisonnable, et fonctionne plutôt bien pour la sphère télévisuelle, mais ce ne sera pas le cas pour Internet. Sur Internet, la popularité ne suit pas ces anciennes règles ; elle est déterminée

---

13 Il s'agit d'un logiciel d'écoute, ndt.
14 Unités de transmission de données sur les réseaux, ndt.
15 Littéralement : semaine des courbes, ndt.

par ce que l'on pourrait qualifier de loi de puissance. […] Il existe des centaines de milliers de sites fréquentés par des dizaines d'usagers, et des dizaines de sites visités par des centaines de milliers de personnes. Et il existe aussi des dizaines de milliers de sites qui comptent plusieurs centaines d'usagers, et des milliers de sites avec des milliers de visiteurs, et ainsi de suite.

La méthode de l'échantillonnage ne peut pas être précise dans un paysage si hétérogène. Elle ne peut l'être que lorsqu'il y a un petit nombre de groupes connus composant une très mince fraction de la population (il suffit de chercher ces groupes en particulier). Mais la méthode ne peut pas fonctionner avec un grand nombre de groupes non identifiés, qui chacun composent une très petite partie de la population (à l'image des tonnes de sites Web, qui ont tous un public restreint mais fidèle).

Qui s'intéresse à eux ? me direz-vous. Si chacun de ces groupes a réussi à fédérer un petit cercle d'internautes, une fois réunis, ils constituent une proportion bien significative, sinon la plus grande partie, du paysage global. En d'autres termes, si l'on ne prend pas en compte ces individus, on double les sommes que des personnalités comme Britney Spears récupèrent par rapport à ce qu'elles méritent.

Britney Spears semble justement très bien s'accommoder du système actuel. Si tout ce que nous faisons revient simplement à l'aider, pourquoi nous donner tout ce mal ? Et de plus, si je dois verser un impôt pour rétribuer les artistes que j'écoute, la moindre des choses serait que cet argent revienne aux artistes qui me tiennent à cœur.

La sécurité

Bien, bien, disent-ils, s'ils ont eu la patience de continuer à lire. *Et si nous amenions les usagers à soumettre de manière anonyme les chansons qu'ils écoutent ? Les citoyens souhaitent que leurs artistes favoris soient rémunérés, ils seront donc heureux de le faire*.

Eh bien, c'est justement le problème. Ils souhaitent que leurs artistes préférés soient rétribués, et tout particulièrement quand il s'agit d'*eux-mêmes*. Qu'est-ce qui m'empêcherait de prétendre, sous couvert d'anonymat, qu'un million de personnes ont écouté mon groupe, et d'attendre ainsi que l'argent rentre dans mes caisses ? Des petites choses comme celles-ci passeront totalement inaperçues.

Et même si le système n'est pas anonyme (et là, on oublie tout ce qui concerne le respect de la vie privée), on sera toujours confronté à ce problème. Un étudiant du MIT à l'esprit entreprenant pourra profiter du fait que l'université compte 16,5 millions d'adresses IP pour écrire un

petit programme faisant croire que son groupe a été désigné par un grand nombre d'étudiants du MIT comme leur nouveau groupe préféré. Encore une fois, de telles actions passeront inaperçues, et l'argent, lui, rentrera.

On comprendra qu'il n'est pas juste d'imposer les Américains et de donner leur argent à des escrocs – peu importe le degré d'intelligence de ces derniers. Il sera vraiment difficile d'éliminer la fraude, et ce phénomène sera généralisé à une échelle sans précédent, en raison de la facilité avec laquelle il peut être mis en place et des avantages découlant de l'anonymat.

Conclusion

J'ai passé en revue tous les scénarios possibles de la licence globale, et je sèche toujours sur l'une (ou plusieurs) de ces questions. Si quelqu'un arrive à trouver des solutions pour venir à bout de tous ces problèmes, qu'il me le fasse savoir !

http://aaronsw.com/weblog/001036

Régler la question de la licence globale

15 septembre 2003, 16 ans

J'ai, dans un post précédent, anéanti les espoirs du monde de parvenir à un système de licence globale viable, en dépit du caractère très attractif de ce projet. Une chance pour tous, me voici de retour pour expliquer comment concevoir un tel système qui ne rencontrerait aucun des écueils mentionnés, au moyen de… la *cryptographie* !

(Pour rappel, l'idée à l'origine du système de licence globale est la suivante : les connexions Internet sont taxées à la hauteur d'une somme modique, tout comme les graveurs de CD et de DVD. L'argent est ensuite reversé aux artistes. En contrepartie, ces derniers autorisent le téléchargement de leurs chansons et de leurs films sur Internet. Il s'agit de définir ici comment reverser aux artistes l'argent qui leur revient sans que le respect de la vie privée, la fiabilité et la sécurité soient mis à mal.)

Voici la clé de voûte de ma proposition : lorsque l'on s'acquitte de la taxe en question, on obtient une voix.

Lors de l'achat d'un graveur de CD ou de DVD, une courte chaîne de caractères (une suite apparemment aléatoire de lettres et de nombres) nous est fournie, qu'il faut saisir sur notre ordinateur. (Ces chaînes de caractères sont fournies par l'État aux fabricants, quand ceux-ci s'acquittent des taxes.) Lors du règlement de vos factures pour les connexions Internet, vous recevez par e-mail une autre chaîne de caractères du même genre. (Celle reçue par e-mail pourra être générée automatiquement, tandis que celle pour votre graveur de CD pourrait être conçue de telle manière qu'elle soit facile à saisir sur votre ordinateur.)

La chaîne de caractères est un bon d'achat numérique, de la même valeur que le montant de la taxe dont vous vous êtes acquitté, mais qui ne peut servir qu'à des donations en faveur des artistes. Une fois que votre ordinateur a enregistré la chaîne de caractères, il recense toutes les

chansons que vous avez écoutées et décide quelles seront celles pour lesquelles vous allez dépenser votre bon d'achat. (Il peut savoir ce que vous écoutez car la chaîne de caractères est intégrée dans votre lecteur de MP3.) Si vous avez écouté une chanson de Britney Spears jour et nuit pendant un mois, et rien d'autre, tout votre argent sera reversé à Britney. Si, en revanche, vous écoutez toutes sortes de groupes indépendants, l'argent sera réparti entre tous les musiciens. (Les utilisateurs aguerris peuvent naturellement décider de la manière de distribuer leur argent, mais il reste néanmoins plus simple de laisser à l'ordinateur le soin d'effectuer cette tâche par défaut.)

Le résultat de votre consommation est alors envoyé de manière anonyme aux pouvoirs publics, en utilisant cette même chaîne de caractères. (Les chaînes de caractères seront spécialement conçues pour qu'il soit à peu près impossible de les pirater.) Les autorités procèdent alors à une vérification au moyen de la liste des chaînes de caractères qu'elles ont émises et de celles qui ont déjà été utilisées afin de s'assurer que la chaîne de caractères en question est conforme, ce qui leur permet de verser l'argent sur les comptes concernés.

Cette solution peut-elle remédier à tous les problèmes ?

Oui, car elle respecte la vie privée. Les chaînes de caractères sont reçues et envoyées de manière anonyme. (« Une minute, me direz-vous, les fournisseurs d'accès savent qui reçoit quelle chaîne de caractères » ; eh bien, si vous êtes vraiment paranoïaque, je détaille plus bas un moyen de résoudre le problème.) L'administration, quant à elle, ne peut pas faire la relation entre votre identité et votre vote.

Oui, car elle est précise. L'argent va aux artistes que les internautes apprécient et qu'ils veulent soutenir, conformément à leur souhait. Il existe quelques cas limites : par exemple, si tout le monde écoute Jerry Falwell, tout en le détestant, les internautes peuvent aussi bien décider de ne pas lui verser d'argent, même s'ils ont écouté ses morceaux. Je pense que ce n'est pas un problème rédhibitoire – de toutes les manières, la plupart des personnes ne s'embarrasseront pas à changer les paramètres mis par défaut, et quand bien même elles choisiraient de le faire, après tout, il s'agit de leur argent.

Oui, car elle est sûre. La somme dont vous disposerez sera du même montant que celle dont vous vous serez acquitté pour la taxe, donc, dans le pire des cas, vous récupérerez le montant de la taxe. Il se peut que chacun cherche à se rétribuer lui-même, mais on peut parer à cela en exigeant que les sommes soient versées seulement aux comptes dépassant un certain seuil.

Mais les artistes ne vont-ils pas essayer de racheter leurs bons d'achat avec des espèces ? L'artiste peut ainsi dépenser le bon d'achat pour lui-même et se rembourser. (Seth Schoen)
Les autorités pourraient décider que de tels comportements s'opposent aux conditions requises pour ouvrir un compte d'artiste. Pour qu'elle fonctionne, une telle opération devrait être médiatisée. L'administration serait vigilante à l'égard de tels phénomènes, en envoyant à l'opérateur un bon d'achat connu, afin de pouvoir voir où l'argent est reversé, et décider de la fermeture du compte.

Mais les opérateurs ne pourraient-ils pas, à leur tour, utiliser ce procédé pour fermer le compte d'une personne qu'ils n'apprécient pas ?
On ne pourrait pas différencier le bon d'achat des autorités d'un bon d'achat standard. Les opérateurs devraient donner dans ce cas un nombre incalculable de bons d'achat à cette personne, et de fait, perdre beaucoup d'argent. Afin d'acquérir une certitude totale, les autorités pourraient tracer la source du paiement du bon d'achat. Ou elles pourraient tout simplement mettre en faillite l'auteur de l'escroquerie en l'abreuvant de faux bons d'achat, qui sembleraient « passer », alors que le compte de l'artiste ne serait jamais crédité de ces sommes.

Qu'en est-il de la cryptographie ?
OK, voilà la partie la plus intéressante de cette affaire. L'argent peut être reversé aux artistes en toute sécurité grâce aux techniques du paiement numérique. Voici comment le système fonctionne, si on l'explique par analogie physique :

1. Vous envoyez à la « banque » (probablement les autorités ou votre fournisseur d'accès) un bon d'achat sur lequel est inscrite une chaîne de caractères aléatoire, ainsi qu'une feuille carbone que vous placez à l'intérieur d'une enveloppe scellée.
2. Le destinataire signe la partie extérieure de votre enveloppe, et la signature traverse la feuille carbone jusqu'au bon d'achat.
3. Vous ouvrez alors l'enveloppe, retirez le bon d'achat signé, et l'utilisez comme décrit plus haut. (Le gouvernement utilise la chaîne de caractères aléatoire afin de s'assurer que vous n'utiliserez pas le même bon d'achat deux fois, et il vérifie que la signature est conforme.)
4. Chaque bon d'achat vaut un montant déterminé (1 $?), vous répétez donc l'opération autant de fois que nécessaire pour récupérer la somme d'argent que l'on vous doit.

Puisque les autorités ne peuvent pas ouvrir l'enveloppe (c'est tout l'intérêt d'utiliser la cryptographie), elles n'ont aucune idée du bon d'achat qu'elles signent, si bien qu'elles ne peuvent pas faire le lien avec vous et la manière dont vous dépenserez cet argent plus tard.

Maintenant, pour soumettre des bons d'achat de manière anonyme aux autorités, il vous faudra réutiliser le réseau peer-to-peer sur lequel vos morceaux de musique sont téléchargés pour émettre des fichiers comme un réseau de repostage. Vous chiffrerez votre bon d'achat de manière à ce que seule l'administration puisse le lire, puis vous le transmettrez à un ami via le réseau peer-to-peer, qui le repassera à un autre ami, et ainsi de suite, jusqu'à ce que quelqu'un l'envoie aux autorités. L'administration publiera la liste des identifiants correspondant aux bons d'achat qu'elle a reçus, donc vous pourrez vous assurer que votre bon d'achat est bien pris en compte, et si ce n'est pas le cas, le renvoyer.

Conclusion

Ce système n'est pas le plus simple et probablement pas le plus élégant non plus, mais, à la différence de tous les autres, il fonctionnera sans escroquer les internautes. J'espère que les professionnels qui conçoivent des systèmes de licences globales pourront s'en inspirer.

http://www.aaronsw.com/weblog/001025

Le principe de Postel ne souffre d'aucune exception

18 août 2003, 16 ans

Comme Mark Pilgrim [16] aime tant le dire : « Le principe de Postel [17] s'applique à tout. » (Le principe de Postel est souvent cité ainsi : « Soyez tolérant dans ce que vous acceptez, et pointilleux dans ce que vous produisez » ou quelque chose du même ordre.) Ce principe fait de l'interopérabilité le but premier. Ainsi, les programmes doivent tout accepter, même ce qui s'oppose à leurs spécifications si cela s'avère nécessaire, afin de garantir cette interopérabilité.

Vous n'êtes sans doute pas sans savoir que le langage HTML est un vrai bazar. Il est déformé d'une centaine de manières différentes, avec des tonnes de bugs et de solutions qui s'incrustent sur la Toile, et les navigateurs sont censés pouvoir déchiffrer tout cela. Les contributeurs du XML ont constaté ce phénomène et se sont dit : « Il nous faut remédier à cela. » Leur solution a été de violer le principe de Postel.

Avec le XML, vous êtes supposé ne jamais revenir en arrière si le document sur lequel vous êtes tombé ne respecte pas les spécifications. L'idée est la suivante : si tous les programmes plantaient lorsqu'ils lisent des flux invalides, personne n'en écrirait jamais. Cela n'a aucun sens pour trois raisons :

1. Même avec cette règle, des documents invalides subsisteront. Un individu écrira un bout de code, le testera pour vérifier qu'il est

16 Développeur et fervent défenseur de l'*open source*. Il est également l'auteur de l'essai *Dive Into Python*, ndt.

17 John Postel (1943-1998), docteur en informatique, premier membre de l'Internet Society, a notamment contribué à la création du protocole de communication TCP/IP. Son principe s'inscrit dans la recherche d'interopérabilité des standards. Postel a été admis à titre posthume au temple de la renommée d'Internet, et un prix porte son nom, ndt.

correct, avant de passer à autre chose. Un jour, on donnera à ce code une donnée qui tombe sur l'une des exceptions du XML (AT&T étant un exemple bien connu – le XML requérant qu'il soit écrit AT&T), et un document invalide sera ainsi créé.

2. Les applications XML se disputent les utilisateurs. En effet, ceux-ci veulent lire les documents même s'ils sont invalides, et se tournent alors vers des applications qui leur permettent de le faire. La règle de base brille donc par son inutilité, puisque les développeurs testeront certainement leurs documents avec ces applications. La seule façon de mettre en pratique la règle serait de convaincre *tous ceux* qui écrivent des applications d'aller à l'encontre des souhaits des utilisateurs, ce qui paraît être une très mauvaise idée.
3. On peut aboutir au même résultat en utilisant un indicateur de validité (comme iCab ou l'émoticône de Straw qui grimace à la vue de documents invalides) et un validateur facile d'utilisation.

Cela ne revient pas à dire que toutes les applications devraient traiter les documents invalides, ou qu'elles devraient s'escrimer à comprendre ce que l'auteur d'un document a voulu écrire, ou que nous devrions encourager ou tolérer tous les documents invalides. Nous devrions continuer à nous efforcer de nous débarrasser de ces documents, mais en priver les utilisateurs n'est certainement pas la bonne manière d'y parvenir.

Les créateurs du XML avaient tort. Le principe de Postel ne souffre d'aucune exception.

http://www.aaronsw.com/weblog/squarezooko

La quadrature du triangle : des noms protégés, sans autorité centrale et faciles à retenir

6 janvier 2011, 24 ans

En tant qu'utilisateurs d'ordinateurs, nous aimons nous référer à des objets en utilisant des noms. Par exemple, ce site est connu sous le nom de www.aaronsw.com. On peut taper ces lettres dans le navigateur et lire ces mots. Voici les trois propriétés majeures que nous pourrions exiger pour ce type de noms :

- *sécurisé* : lorsque vous tapez ce nom, vous arrivez sur mon site et non sur celui d'un imposteur ;
- *décentralisé* : aucune autorité centrale ne contrôle tous ces noms ;
- *lisible par l'homme*[18] : il s'agit d'un nom facile à retenir, et non d'une longue chaîne de caractères aléatoire.

Dans un article devenu incontournable[19], mon ami Zooko a affirmé qu'il était possible d'obtenir au mieux deux de ces critères à la fois.

Tout récemment, le spécialiste mythique du protocole DNS, Dan Kaminsky, a repris cette démonstration pour affirmer que comme la monnaie électronique fonctionne pratiquement de la même manière que l'attribution de noms, elle obéit également à la loi du triangle de Zooko. L'idée de Kaminsky était de montrer que le projet du Bitcoin, une monnaie électronique sécurisée, sans autorité centrale et signifiante, était irréalisable. J'avais des réserves à propos du Bitcoin, mais, de toute

---

18 Confusion voulue de la part de Swartz ici ? Zooko Wilcox-O'Hearn emploie le terme « *human-meaningful* » et non « *human-readable* », soit littéralement : ayant du sens pour l'homme, ndt.

19 Il s'agit de l'article de Zooko Wilcox-O'Hearn, « Names: Decentralized, Secure, Human-Meaningful: Choose Two », <http://web.archive.org/web/20011020191610/http://zooko.com/distnames.html>, ndt.

évidence, il s'agit d'un système viable, c'est pourquoi je pensais que Kaminsky se fourvoyait.

Mais, ce soir, je comprends que l'on peut utiliser l'argument du Bitcoin pour démontrer la quadrature du triangle de Zooko. Voici comment cela marcherait.

Prenons un document que nous appellerons le parchemin. Ce dernier est composé d'une série de lignes, et chaque ligne est constituée d'un triplet (nom, clé, nonce[20]) de telle manière que les *n* premiers bits du hash du début du parchemin à la fin de chaque ligne soient égaux à zéro. En conséquence, pour ajouter une ligne au parchemin, il vous faudra effectuer suffisamment de calculs pour trouver un nonce adéquat de manière à ce que les *n* premiers bits du hash valent zéro.

Pour vérifier un nom, on demande le parchemin à tous nos contacts, puis on garde celui qui apparaît le plus long, et on lit depuis le début en prenant la clé de la première ligne avec le nom que l'on cherche à vérifier. Pour publier un nom, on trouve un nonce adéquat et l'on envoie alors la nouvelle ligne à tous nos contacts.

D'accord, faisons une courte pause. Comment est-il possible de voler des noms avec un tel système ? Premièrement, il vous faut calculer un nouveau nonce pour la ligne que vous souhaitez voler et pour toutes les lignes qui suivent. Deuxièmement, il vous faut envoyer un parchemin de remplacement à l'utilisateur. La première opération est difficile, mais peut-être pas impossible ; sa difficulté se mesure au nombre de lignes ajoutées au parchemin depuis la ligne que vous souhaitez voler. Elle exige que vous possédiez une puissance de calcul qui soit un multiple énorme de celle combinée du reste du réseau. Ceci m'apparaît comme une énorme contrainte, ce qui n'est apparemment pas le cas pour Dan. Heureusement, nous sommes sauvés par le deuxième problème.

Considérons un ensemble de machines que nous appelons « réseau ». Chacune se souvient du dernier parchemin qu'elle a validé. Lorsqu'une nouvelle ligne valide est créée, elle est envoyée sur le réseau, et chacune l'ajoute à son parchemin[21]. Dorénavant, voler un nom ancien se révèle impossible, car les machines du réseau n'ajoutent que des noms nouveaux et n'acceptent pas de noms de substitution pour les anciens.

Tout cela est fort bien pour les machines qui sont déjà dans le réseau, mais comment le rejoindre ? Eh bien, à l'instar d'une loi physique, pour

---

20 Nombre arbitraire, à usage unique, utilisé pour signer un ensemble de données d'une communication électronique, ndt.

21 Mais que se passe-t-il lorsque deux personnes créent une nouvelle ligne en même temps ? Le conflit sera résolu lors de la création de la ligne suivante – la ligne qui la précède dans le parchemin sera alors celle qu'il faut prendre en compte.

rejoindre le réseau, il vous faut l'identité d'une des machines du réseau au moins. Lorsque vous vous connectez, cette machine peut très bien vous transmettre un parchemin contrefait où tous les noms ont été volés. Je pense qu'il n'existe aucun remède à ce problème – si vous ne connaissez personne qui souhaite vous donner la bonne réponse, vous ne pouvez pas, par votre seule volonté, la faire tomber du ciel. Même le bon fonctionnement d'un système centralisé repose sur le fait de connaître au moins une source de confiance.

On peut contrer ce problème en connaissant plusieurs nœuds du réseau en se connectant, et en demandant à chacun leurs parchemins. Il semblerait qu'en théorie, le meilleur cas de figure serait de n'avoir besoin que d'un seul nœud de confiance. Cela reviendrait à faire confiance à n'importe quel nœud possédant le plus long parchemin. Mais cela vous placerait dans une situation de vulnérabilité face à un adversaire qui (a) aurait un processeur suffisamment puissant pour fabriquer le parchemin le plus long et (b) coopterait au moins l'un de vos nœuds d'origine. La solution est d'accepter seulement les parchemins que vous recevez de la majorité des nœuds de votre liste. Mais cela vous laisse vulnérable à un adversaire qui peut coopter la plus grande partie de vos nœuds d'origine. Le meilleur compromis atteint dépendra vraisemblablement de la manière dont vous validerez les nœuds d'origine.

Publier un parchemin contrefait revient à fragmenter l'espace de noms et à créer de toutes pièces un réseau indépendant. (Nous pouvons garantir la conformité des parchemins en exigeant que les nœuds valident chaque nouveau parchemin et publient leur signature afin de pouvoir être considérés comme des éléments en règle dans le réseau. Tout nœud tentant de signer deux parchemins contradictoires sera, de manière évidente, jugé douteux et pourra être écarté.) Une autre manière de décrire le scénario (b) est de dire que, pour rejoindre le réseau, il vous faut une liste de nœuds dont la majorité font partie du réseau. Ce critère ne paraît pas insurmontable.

Et nous sommes en fait un peu plus en sécurité que cela, puisque la majorité d'entre nous a besoin d'une puissance non négligeable de processeur pour rester crédible. En supposant que vous recevez de nouveaux noms d'une source hors réseau, pour que ceux-ci fonctionnent correctement sur le réseau adverse, l'adversaire en question doit avoir suffisamment de puissance de processeur pour générer des lignes pour chaque nom que vous serez amené à utiliser. Dans le cas contraire, vous constatez que les noms que vous tapez sur votre ordinateur vous renvoient à l'erreur 404, alors qu'ils fonctionnent sur les ordinateurs d'autres personnes, et vous réalisez que vous vous êtes fait avoir par un adversaire.

Donc, voilà, nous y sommes arrivés. Les noms sont sûrs : ils sont rendus identifiables par une clé d'une longueur aléatoire, et ne peuvent être volés. Ils ont du sens pour l'homme : le nom peut correspondre à n'importe quelle chaîne de caractères de notre choix. Et ils n'obéissent à aucune autorité centrale : aucune autorité centrale ne décide qui reçoit quel nom, et pourtant, ils sont accessibles à tout le monde sur le réseau.

La quadrature du triangle de Zooko a été obtenue.

http://www.aaronsw.com/weblog/rlrr

Publiez tard, publiez rarement

5 juillet 2006, 19 ans

Lorsque l'on pense à un projet sur lequel on est en train de travailler, quel qu'il soit, on ne peut s'empêcher de regarder au-delà de l'objet lui-même, en analysant les idées qui l'ont inspiré, les développements que l'on envisage, et les sentiments que l'on y a rattachés. Mais lorsque d'autres se penchent sur notre projet, ils estiment qu'il est bon à jeter.

Nous n'avons jamais de deuxième chance pour faire une bonne première impression : pourquoi devrait-elle être que le projet est bon à jeter ? Une fois que cette expression est associée à son nom et à son projet, il est bien difficile de s'en débarrasser. Même ceux qui n'en ont pas pris connaissance directement peuvent en avoir entendu parler par un tiers. Et une fois que le mal est fait, il leur est difficile de le voir d'un autre œil. La vie est trop courte pour que l'on s'attarde sur des projets qui ne tiennent pas la route.

Cependant, quand on prend son temps avant de dévoiler un projet, on peut, au préalable, régler chaque détail minutieusement et livrer au public un projet de grande qualité. Il arrive à Apple de sortir des gadgets improbables, mais ils ont toujours bel aspect. Même pour un raté, on laisse généralement à Apple le bénéfice du doute. « Cela a l'air génial, mais je n'aime pas vraiment » est une formule bien plus valorisante que « C'est juste bon à jeter ».

Pourtant, il est possible de mieux faire. Rendre un projet public signifie le montrer au monde. Il n'y a rien de mal à le montrer à des amis ou à des experts, ou même à des personnes rencontrées au café. Les amis vous fourniront le soutien affectif que vous auriez reçu des utilisateurs, sans les inconvénients du stress. Les experts repéreront la plupart des erreurs qui auraient été trouvées par la suite, sans vous déverser des torrents d'insultes. Et les personnes rencontrées fortuitement vous

transmettront non seulement la plupart des plaintes qu'auraient pu effectuer les utilisateurs, mais en plus ils vous diront pourquoi ces derniers auraient laissé tomber votre projet avant même de prendre la peine de le critiquer.

C'est la raison pour laquelle le credo « publiez vite, publiez souvent » fonctionne pour les logiciels libres : votre projet est accessible à une communauté d'initiés. Les programmeurs savent à quoi ressemble le travail de conception des programmes, et utiliser des éléments non aboutis ne les dérange pas. Ils peuvent d'ores et déjà voir ce que vous projetez de faire et peut-être vous aider dans votre démarche.

Le public, lui, ne fonctionne pas de la même manière. Ne faisons pas comme si cela était le cas.

http://www.aaronsw.com/weblog/000404

Préférez la cuisson au four à la friture

9 juillet 2002, 15 ans

Je me suis vraiment confronté à toute la complexité du Web avec l'Ars-Digita Prize[22], lorsque j'ai appris à concevoir des sites Web dynamiques couplés à des bases de données en concevant mon propre site. Néanmoins, il était toujours entendu que ces sites étaient construits au moyen de bouts de code sur un serveur, qui généraient dynamiquement des pages pour l'utilisateur en faisant appel à une base de données. C'était simplement la manière dont ces sites étaient conçus, ce que je n'ai jamais remis en question.

Aujourd'hui, un certain nombre d'outils remettent en cause ce principe. Movable Type, le programme qui fait tourner mon blog, possède une série de scripts Perl qui sont employés pour construire la page Web que vous lisez, mais le résultat final servi aux internautes est un ensemble de pages statiques. Tout le contenu de mon blog consiste en de bonnes vieilles pages Web sur un serveur Apache. Tinderbox utilise un système similaire, puisant dans votre base de données de billets pour générer un ensemble de pages statiques. Les pages sur ma collection de livres sont conçues ainsi. Radio UserLand génère des pages statiques en local sur votre ordinateur, avant de les envoyer sur votre site Web.

Finalement, alors que je faisais des recherches sur WebMake, le CMS Perl qui génère des pages comme celles du blog de Jmason et SpamAssassin, j'ai trouvé une bonne terminologie pour expliquer tout cela. Comme l'explique la documentation, certains sites Web sont « frits » pour l'utilisateur à chaque fois. Mais d'autres sont « cuits au four » une fois pour toute et resservis à l'infini.

---

22 Financé par ArsDigita et Philip Greenspun, ce prix a récompensé de 1999 à 2001 des sites à visée non lucrative « utiles, didactiques et collaboratifs ». Aaron Swartz le reçoit en 2000 pour son site The Info Network, ndt.

Pourquoi cuire vos pages au four plutôt que de les frire ? Eh bien, vous l'aurez deviné, c'est plus sain, mais avec l'inconvénient de ne pas être aussi bon. Les pages préparées au four sont faciles à servir. Vous pouvez presque toujours changer de serveur ou de logiciel, elles marcheront encore. Et en plus, vous pourrez tirer profit des importantes fonctionnalités de votre serveur Web, telles que la négociation de contenu, le cache, les ETags[23], etc. Vous n'aurez pas les fioritures comme un message d'accueil personnalisé sur chaque page, mais de toute manière, ce n'est généralement pas une bonne idée.

Le problème principal avec le principe de la cuisson au four est la gestion des dépendances. Il est difficile de suivre quelles sont les pages qui dépendent de quelles autres, afin de les regénérer correctement en cas de modification. Movable Type gère ces problèmes dans les cas les plus triviaux, mais lorsque vous faites autre chose que de créer ou d'éditer une entrée, il vous oblige à reconstruire manuellement les parties corrigées du site. Tinderbox, un programme rapide en C++, semble regénérer le site dans sa totalité à chaque fois. Pour que ce principe de pages statiques créées à partir de bases de données puisse vraiment prendre son essor, nous aurions besoin derrière d'un très bon système gérant les dépendances. Quelqu'un aurait-il mis au point un tel système ?

Si tel est le cas, faites-le-moi savoir.

Mise à jour : Certaines personnes semblent penser que je préfère la méthode de cuisson au four dans un souci de performance. Honnêtement, je ne me soucie pas des performances. Je ne me soucie pas des performances ! Ce qui m'importe, c'est de ne pas avoir à faire la maintenance des installations du revêche AOLserver, de Postgres ou d'Oracle. Ce qui m'importe, c'est de pouvoir effectuer des sauvegardes avec SCP. Ce qui m'importe, c'est de ne pas avoir à procéder à de nouvelles installations ou configurations pour mettre mon site sur un nouveau serveur. Je ne veux pas être dépendant des plateformes et des serveurs. Je veux pouvoir bénéficier de toutes les fonctionnalités du HTTP, notamment les ETags, la négociation de contenu, et If-Modified-Since. (Et je sais que personne d'autre ne s'en souciera suffisamment pour l'intégrer dans une solution de type friture). J'espère que les choses sont plus claires maintenant.

Si vous avez aimé cet article, allez voir la suite, intitulée « Construire des sites cuits au four ».

---

23 Identifiant unique opaque assigné par le serveur Web à chaque version d'une ressource accessible via une URL, ndt.

http://www.aaronsw.com/weblog/000406

Construire des sites cuits au four

10 juillet 2002, 15 ans

« Préférez la cuisson au four à la friture » est l'un de mes billets les plus lus. Je me demande si cela est lié à mon style ou au contenu de ce texte (ou aux deux ?). Quoi qu'il en soit, puisque le sujet a l'air d'intéresser mes lecteurs, j'ai pensé que je pourrais exposer ici brièvement la manière de faire ces sites cuits au four.

Tout d'abord, il faut préciser que l'utilisation de pages statiques pour votre site ne revient pas forcément à exclure d'office des contenus que l'on associe généralement aux sites dynamiques (comme les *templates*, les fils d'information continue, les données boursières, etc.). Pas plus que cela signifie que votre site ne peut avoir de dimension interactive ou collaborative (commentaires, forums, sondages). Si ces choses ne fonctionneront évidemment plus après avoir changé de plateforme ou de serveur, au moins le contenu déjà existant sur votre site ne mourra pas. La clé consiste à maintenir une séparation stricte entre ce qui est transmis par l'internaute (qui nécessite du code dynamique pour être traité) et ce qui lui est renvoyé (qui peut généralement être cuit au four).

Comment cela marcherait-il ? Il faudrait avoir un système pour repérer les interdépendances (ce bon vieux GNU Make pourrait peut-être même suffire), ce qui nous permettrait d'ajouter de nouveaux contenus au système (ce qui est un peu délicat juste avec Make – est-ce à cela qu'Automake sert ?) ou de modifier des contenus existants et de reconstruire ainsi les pages qui en dépendent ou d'en créer de nouvelles le cas échéant. Pour prendre un exemple, un nouveau billet de blog créerait une nouvelle page pour le billet, reconstruirait la page du billet précédent, les pages jour/semaine/mois, ainsi que la page d'accueil. Il y aurait également à ajouter toutes les dépendances pour la nouvelle page (au

template, au billet précédent, à ce billet, au nom de la catégorie) et une dépendance à la page du billet précédent.

Les systèmes actuels (comme OpenACS) pourraient même être adaptés à cet effet, avec peu – voire pas du tout – de modifications. Les informations de dépendances pourraient figurer en haut, et le système n'aurait qu'à appeler les scripts dynamiques lorsque la page devrait être regénérée. Bien sûr, une solution sur mesure serait probablement préférable car elle maximiserait les chances d'obtenir des URL construites intelligemment.

La cuisson au four ne fait pas tout cependant. Les mécanismes de saisie, comme le code qui traite les commentaires, devront encore être dynamiques. C'est une limite des serveurs Web, problème dont je doute qu'il soit résolu de manière standard. Les outils dynamiques (comme les générateurs de pages d'accueil ou les moteurs de recherche) devront soit être frits, soit recourir à des technologies côté clients telles que SVG, Java(Script), Flash (beurk !). Il n'existe aucune autre solution.

Si vous souhaitez contribuer à concevoir un système permettant de développer des sites cuits au four, faites-le-moi savoir.

http://www.aaronsw.com/weblog/ajaxhistory

Une brève histoire d'Ajax

22 décembre 2005, 19 ans

Les nouvelles technologies deviennent rapidement si omniprésentes qu'il est parfois difficile de se souvenir à quoi les choses ressemblaient avant leur arrivée. À plus petite échelle, le dernier exemple en date est la technique connue sous le nom d'Ajax, qui s'est tellement généralisée que l'on pense souvent qu'elle a presque toujours existé.

D'une certaine manière, c'est le cas. Pendant la première phase des innovations apportées aux navigateurs, Netscape a ajouté une fonctionnalité connue sous le nom de LiveScript, permettant d'intégrer des petits scripts dans les pages Web de sorte qu'elles puissent continuer à faire des choses après leur téléchargement. L'un des premiers exemples était le système de formulaire de Netscape, qui vous indiquait immédiatement si vous aviez entré une donnée invalide dans un champ donné, au lieu de vous le faire savoir après avoir soumis le formulaire au serveur.

LiveScript est devenu JavaScript et a gagné en puissance, avec une technique appelée Dynamic HTML, qui, typiquement, était utilisée pour que les éléments se déplacent sur l'écran et soient modifiés en réponse aux actions de l'utilisateur. Réaliser quelque chose de sérieux avec Dynamic HTML était néanmoins pénible car les principaux navigateurs ont tous mis en œuvre ses composants de manière légèrement différente.

Quelque temps avant la fin de la grande période de développement du Web, dans les premières versions de Mozilla, Netscape a dévoilé un nouveau type de technologie. Je ne crois pas que celle-ci ait eu un nom, mais nous pourrions l'appeler Dynamic XML. L'exemple le plus percutant dont je me souvienne était un modèle de page de résultats de recherche sur Amazon. La page Web ressemblait à s'y méprendre à une page standard de résultats Amazon, mais, au lieu d'être écrite en HTML,

il s'agissait d'un ensemble de données XML, qui était présenté à l'utilisateur grâce à un bout de code en JavaScript. L'aspect sympathique de l'affaire était que cela signifiait que ce rendu pouvait être modifié à la volée – il y avait tout un lot de boutons permettant de classer les livres de différentes manières et de les afficher en utilisant des modalités diverses.

Peu de temps après, la bulle Internet a explosé, et les développements liés au secteur ont connu un coup d'arrêt. Pas avant, cependant, que Microsoft ait ajouté une fonction de requête peu connue portant le nom de XMLHttpRequest à IE5 [24]. Mozilla s'est empressé de l'imiter, et, alors que personne, à ma connaissance, ne l'utilisait, cette fonction est restée là à attendre qu'on en exploite les possibilités.

XMLHttpRequest permettait au code JavaScript présent dans les pages de faire quelque chose qu'il n'avait jamais pu faire auparavant : obtenir davantage de données [25]. Avant, il fallait inclure toutes les données nécessaires dans chaque page Web. Si l'on souhaitait obtenir plus de données ou de nouvelles données, il fallait aller les récupérer sur une autre page Web. Le code JavaScript inclus dans les pages ne pouvait pas communiquer avec le monde extérieur. XMLHttpRequest a changé cela en permettant aux pages Web d'obtenir davantage de données du serveur dès qu'elles le souhaitaient.

Google a été apparemment le premier à prendre la juste mesure de ce grand bouleversement. Avec Gmail et Google Maps, il a conçu des applications qui tiraient parti de cette fonction, afin de proposer une interface utilisateur bien plus similaire à une application Web. (La start-up Oddpost, rachetée par Yahoo, a en réalité été un précurseur dans ce domaine, mais leur logiciel étant payant, il n'a pas été aussi remarqué.)

Avec Gmail, par exemple, l'application demande en permanence au serveur s'il y a un nouvel e-mail. Et si c'est le cas, elle met à jour en direct la page ; il n'est pas nécessaire d'en télécharger une nouvelle. Google Maps vous laisse regarder tranquillement une carte en téléchargeant automatiquement les parties de la carte que vous souhaiterez

---

24 Internet Explorer 5, ndt.

25 Comme mes commentateurs l'ont souligné – et je le savais pourtant bien, mais je l'avais oublié au moment de l'écriture de ce texte –, ceci n'est pas tout à fait exact. Avant XMLHttpRequest, certains avaient trouvé une astuce consistant à garder la connexion au serveur ouverte. Ainsi, ce dernier continuait à ajouter de plus en plus de contenu à la page, sans jamais indiquer que le téléchargement était terminé. Ka-Ping Yee a eu recours à cette technique pour concevoir un système de chat en temps réel à partir d'un GIF animé. Et l'infortunée start-up KnowNow a employé une technique similaire avec JavaScript, qui permettait d'obtenir des pages mises à jour en continu.

regarder dans la foulée, vous évitant ainsi l'attente qu'implique le téléchargement d'une nouvelle page complète.

Jesse James Garrett d'Adaptive Path a décrit dans un essai cette nouvelle tactique sous le nom d'Ajax (Asynchronous JavaScript and XML), et le terme s'est tout de suite généralisé. La technique a été intégrée dans tous les logiciels, et des outils JavaScript sont apparus pour pouvoir le faire encore plus facilement.

Et le reste appartient au futur.

Les deux systèmes ont été plutôt mal soutenus par les navigateurs, d'après mon expérience. Après tout, c'était du bricolage. Même s'ils semblaient géniaux (KnowNow, en particulier, avait une démo extraordinaire, qui permettait de travailler à plusieurs et en direct, comme avec un éditeur WYSIWYG de type SubEthaEdit, dans un navigateur), ils n'ont jamais pris leur essor.

Il existe apparemment une autre technique, dont je n'avais pas entendu parler jusque-là, qui implique de changer l'URL d'un *iframe*[26] afin de charger le nouveau JavaScript. J'ignore pourquoi cette technique n'a pas rencontré de succès. Il semblerait que Google Maps y ait eu recours (et Oddpost aussi probablement), mais je ne connais pas d'autres utilisateurs de cette envergure.

---

26 *Inline frame*, littéralement : « cadre de ligne », ndt.

http://www.aaronsw.com/weblog/djb

djb

19 octobre 2009, 22 ans

Je crois qu'il est temps de rappeler à tous que D. J. Bernstein[27] est le plus grand programmeur dans l'histoire de l'humanité.

Regardons les seuls faits. djb a écrit deux composantes majeures de logiciels système : un serveur de messagerie et un serveur DNS[28]. Tous deux tournent sur des millions de domaines Internet. Ils accomplissent toutes sortes de fonctions compliquées, opèrent avec des charges incroyablement lourdes, et sont confrontés sans relâche à des situations inhabituelles. Et pourtant, tous deux fonctionnent de la manière dont Bernstein les a conçus au départ. Un bug – un seul ! – a été trouvé dans qmail. Un second bug a été trouvé récemment dans djbdns, mais vous pourrez mesurer son importance au fait qu'il a fallu presque une décennie pour le découvrir.

Aucun autre programmeur ne peut se vanter d'un tel parcours. On pourrait penser à Donald Knuth, si ce n'est que lorsqu'on lit son journal relatif à l'écriture de TeX (publié dans *Literate Programming*), on constate qu'il a continué à trouver des bugs année après année, et ne s'attendait pas à ce que cela cesse, juste à arriver le plus loin possible (ce dont témoigne son étrange numérotation des versions du logiciel). Non seulement personne n'a le bilan de djb, mais personne ne s'en approche.

Plus importants encore, les critères subjectifs : les programmes de djb font partie des plus belles grandes œuvres qui peuvent être saisis par l'esprit humain. Comme dans une grande œuvre d'art, le contour du code est harmonieux sur le plan visuel – il existe un équilibre, un rythme

27 Daniel J. Bernstein (1971-), dit djb, mathématicien cryptologue et informaticien, ndt.
28 Domain Name System, système de noms de domaine, ndt.

et une métrique qui n'ont même rien à envier à la typographie de qualité. Comme dans la grande poésie, chaque caractère compte – chaque caractère est là parce qu'il doit être là. Et ces programmes ne sont pas seulement faits pour être vus ou lus – tel un danseur gracieux, ils se meuvent ! Et ce n'est pas un seul danseur que vous avez sous les yeux, mais un groupe entier en pleine chorégraphie – les processus se divisant, évoluant et se recombinant très rapidement à l'infini.

Mais, à la différence d'une danse, ce mouvement a un but. Ces serveurs réalisent des tâches qui doivent l'être – ils trouvent vos sites Web, ils transportent votre e-mail d'un endroit à un autre. Dans les films les plus fantastiques, la distribution et le tri au sein du bureau de poste sont imaginés sous la forme d'une chorégraphie géante qui se déploie à l'infini. (Imaginez, peut-être, la bureaucratie dans *Brazil*[29].) Mais il ne s'agit pas d'une œuvre d'imagination ici, c'est ainsi que vos e-mails sont triés chaque jour.

Et ce mouvement de danse n'existe pas juste pour notre plaisir visuel – encore une fois, il a un but précis. Chacun de ses mécanismes internes est parfaitement conçu, recourant au plus petit nombre possible de parties mobiles, accomplissant ses tâches avec le minimum d'effort. La manière dont les tâches sont divisées et assignées est pour le moins brillante. Cette splendeur ne se situe pas au seul niveau linguistique, elle contient aussi une sorte d'efficacité mathématique élégante, soutenue par un flot de nombres et d'équations qui montrent, au moyen de la seule raison pure, que les mouvements sont incontestablement parfaits, et qu'il est certain qu'il n'existe pas de meilleure solution.

Mais tout ce je viens de dire peine encore à restituer la beauté incroyable des logiciels de djb. Car ses programmes ne sont pas de grandes machines qu'il s'agit d'admirer à distance, de vastes centrales où se déploie sa virtuosité élégante. Ce sont aussi des outils destinés à être employés par les hommes, et parfaitement adaptés à eux. Tels les joyaux du design industriel, ils procurent de la joie à l'utilisateur à chaque fois qu'il y a recours.

Quel autre domaine combine tous ces arts : langage, mathématiques, art, design, fonctionnalité ? La programmation est clairement unique en son genre. Et, parmi les programmeurs, qui peut seulement rivaliser avec djb ? Qui d'autre a travaillé pour réaliser ces possibilités incroyables ? Qui sait même qu'elles existent ?

De manière étrange, nombre de personnes se vantent de détester djb. Cela procède en partie de la haine couramment professée à l'encontre

---

29 *Brazil*, film réalisé par Terry Gilliam (1985), ndt.

des génies : djb possède clairement une vision convaincante et sans concessions, que beaucoup interprètent à tort comme de l'arrogance et de la brutalité. Cela est également lié au mépris pour le grand design qui sévit chez les esprits pratiques : les programmes de djb ne fonctionnent pas comme les autres programmes, pour la simple raison que la manière dont la plupart des programmes fonctionnent est absurde. Mais l'animosité va encore plus loin que cela. Je ne prétends pas la comprendre mais, honnêtement, je soupçonne qu'elle est liée à la colère d'individus sans goût, frustrés face au concert de louanges à l'égard de qualités qu'ils ne peuvent pas voir. Toute grande œuvre d'art vient toujours avec son lot de détracteurs et de railleries.

Le travail de djb n'est pas pour autant parfait. Il existe les bugs mentionnés plus haut et des inélégances dans la manière de présenter les fichiers de log. Il est certain que djb procéderait à de nombreux changements s'il devait écrire le logiciel de nouveau aujourd'hui. Mais qui d'autre prend la peine d'essayer de le faire ? Qui d'autre pense même que cela est possible ? Je n'avais pas conscience à quel point les logiciels pouvaient être du grand art avant de lire djb. Et maintenant, je me sens sale lorsque je lis quoi que ce soit d'autre.

http://www.aaronsw.com/weblog/nonapology

Les excuses d'un non-programmeur

27 mai 2006, 19 ans

Dans son ouvrage de référence, *A Mathematician's Apology*[30], publié il y a soixante-cinq ans, le grand mathématicien G. H. Hardy écrivait qu'« un homme qui entreprend de justifier son existence et ses activités » n'a qu'une seule excuse valable, à savoir : « Je fais ce que je fais car c'est la seule et unique chose que je peux faire bien. » Il ajoutait :

> Je n'entends pas par là qu'il s'agit d'une excuse que pourraient invoquer la plupart des individus, car la plupart des individus ne savent rien faire bien. Mais l'argument est irréfutable lorsqu'il a du sens… Si un individu est doté d'un talent authentique, il devrait être prêt à effectuer tous les sacrifices pour pouvoir le cultiver.

À la lecture de ces observations, on ne peut s'empêcher de les prendre pour soi-même, et c'est précisément ce que j'ai fait. Renonçons à l'humilité pour poursuivre le raisonnement, et supposons que je sois un grand programmeur. Selon la théorie de Hardy, le plus responsable serait de cultiver et d'utiliser tous mes talents dans ce domaine, et de consacrer ma vie à être un grand programmeur. Je dois l'avouer, j'envisage cette perspective non sans un léger sentiment d'effroi.

Cela n'a pas toujours été le cas. Pendant une longue période, la programmation a représenté le socle de mon existence. Puis, pour diverses raisons, j'ai pris mes distances. Progressivement, pour commencer – je discutais des programmes au lieu de les concevoir, puis je

30 G. H. Hardy, *A Mathematician's Apology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1940, ndt.

me suis mis à débattre de sujets propres aux programmeurs avant de tout simplement me mettre à parler d'autres sujets. Lorsque j'ai terminé ma première année à l'université, j'ai été sollicité pour programmer pendant l'été. Je n'avais pas codé depuis si longtemps que je n'étais même pas sûr d'en être encore capable. Je ne me vois certainement pas comme un programmeur particulièrement exceptionnel. Ce qui peut paraître paradoxal, quand on lit Hardy, qui écrit :

> Le travail de qualité n'est pas le fait d'hommes « humbles ». C'est l'un des premiers devoirs d'un enseignant, par exemple, quelle que soit sa matière, d'exagérer quelque peu à la fois l'importance de celle-ci et l'importance de son propre apport dans le domaine. Un homme qui se demande toujours : « Ce que je fais est-il digne d'intérêt ? » et « Suis-je la bonne personne pour accomplir cette tâche ? » sera immanquablement inefficace et décourageant pour les autres. Il doit fermer les yeux un court moment et penser au sujet et à lui-même un peu plus qu'ils ne le méritent. Cela n'est pas très difficile : il est plus compliqué de ne pas tourner en ridicule son sujet et soi-même en fermant les yeux trop longtemps.

Peut-être qu'après tout ce temps sans programmer, mes œillères avaient disparu. Ou peut-être qu'à l'inverse, je m'étais convaincu que j'étais bon dans ce que je faisais maintenant, et comme ce n'était plus de la programmation, par conséquent, que je n'étais pas un très bon programmeur.

Quelle qu'en ait été la raison, la perspective de devoir programmer pendant trois mois m'emplissait d'un sentiment d'insécurité mêlé à une vive inquiétude. Pendant des journées entières, si ma mémoire est bonne, je tergiversais. Me pensant incapable de programmation sérieuse, j'ai d'abord pensé qu'il valait mieux attendre l'arrivée de mon associé pour devenir son assistant, contrairement à ce qui avait été prévu au départ. Mais les jours défilaient, et j'ai compris que mon associé n'allait pas faire son apparition avant plusieurs semaines. J'ai donc finalement décidé de tenter de programmer quelque chose dans l'intervalle.

À ma grande surprise, les choses se sont extrêmement bien déroulées, et grâce à cette expérience, j'ai compris que, si j'ai des lacunes dans d'autres domaines, je suis un assez bon programmeur. Mais je me retrouve maintenant confronté à un dilemme, car c'est précisément dans ces autres domaines que je préférerais en fait évoluer.

L'été qui a précédé mon entrée à l'université, j'ai compris quelque chose d'essentiel et qui pourtant est connu de très peu de personnes. Il

m'est apparu avec évidence que la seule manière responsable de mener ma vie serait de réaliser quelque chose qui pourrait être fait uniquement par quelqu'un qui connaissait cette chose. Après tout, il existe peu d'individus pour lesquels c'est le cas, et à l'inverse, nombreux sont les profanes. Il semblait donc logique de laisser à la majorité des individus le soin d'effectuer la plupart des autres tâches.

J'en ai conclu que la meilleure chose à faire serait de m'efforcer d'expliquer à d'autres ce que je venais d'apprendre. N'importe quelle tâche que j'accomplirais fort de cette connaissance aurait bien plus de poids si elle était accomplie par d'autres, à qui j'aurais transmis ce savoir[31]. Ce n'est qu'après m'être décidé à opter pour cette démarche (et peut-être les œillères ont-elles encore joué un rôle ici), qu'il m'est apparu évident qu'exposer des idées compliquées était en réalité quelque chose que j'avais toujours adoré faire, et que j'étais vraiment assez doué pour cela.

Cela étant dit, après avoir passé ma matinée à lire David Foster Wallace[32], il est manifeste que je ne suis pas un grand écrivain. Ainsi, à la lecture d'Hardy, j'en viens à me demander si ma décision n'est pas quelque peu irresponsable.

Ce qui me réconforte, je crois, c'est que la logique d'Hardy fait écho à la mienne. Pourquoi est-il important qu'un homme qui « manie la batte avec une virtuosité exceptionnelle » devienne un « joueur de cricket professionnel » ? La raison en est, je suppose, que les individus sachant manier la batte avec virtuosité ne courent pas les rues, et que les rares élus qui possèdent ce don doivent nous rendre le service à tous d'en faire bon usage. Si les individus qui possèdent un « jugement rapide et sûr sur les marchés » deviennent des joueurs de cricket, et que les joueurs de cricket choisissent la profession de courtier en bourse, il n'y aura plus que des joueurs de cricket et des agents de change médiocres. Il vaut mieux pour nous tous que le phénomène soit inverse.

Mais tout cela, naturellement, est terriblement similaire à la logique que j'adopte moi-même. Il me semble fondamental de consacrer ma vie à expliquer ce que j'ai appris, parce que les gens qui ont ces connaissances sont en nombre très réduit – bien plus réduit en fait (en apparence du moins) que celui des personnes capables de manier la batte d'une manière exceptionnelle.

---

31 Définir ce savoir est naturellement un projet plus ambitieux, qui devra attendre une autre fois.

32 Vous pourrez probablement remarquer l'influence de DFW [David Foster Wallace, ndt] dans cet article, tout particulièrement dans les notes.

Néanmoins, derrière cette argumentation se cache aussi une hypothèse : il est cohérent de décider de son destin en se fondant sur nos capacités présentes uniquement si l'on part du principe que celles-ci nous ont été attribuées à la naissance et demandent simplement à être développées, et qu'elles ne se créent pas d'elles-mêmes. Cette vision est assez commune, même si elle est rarement formulée de manière consciente (Hardy la tient pour acquise), et je n'y souscris pas.

Je pense plutôt que les capacités se forgent à travers la pratique, et que ceux qui sont de bons joueurs de cricket le sont précisément parce qu'ils ont passé énormément de temps enfant à pratiquer ce sport [33]. Mozart, par exemple, était le fils de « l'un des professeurs de musique les plus éminents d'Europe [34] », et déclara qu'il avait commencé sa formation musicale à l'âge de trois ans. Même s'il est évident que je ne suis pas un Mozart, quelques traits communs m'apparaissent manifestes. Mon père avait une société de programmation de logiciels, et d'aussi loin que je m'en souvienne, dès mon plus jeune âge, il m'a montré comment me servir d'un ordinateur.

Si l'on pousse à l'extrême la théorie selon laquelle il n'existe pas de talent inné, cela signifie qu'il n'existe pas de différence entre les individus, et donc qu'il faudrait, dans la mesure du possible, inciter les gens à s'engager dans les tâches les plus importantes (disons l'écriture, par opposition au cricket). Mais en réalité, cela ne peut pas fonctionner ainsi.

L'apprentissage ressemble aux intérêts composés. L'acquisition d'une petite parcelle de savoir facilite une absorption plus importante encore. Fort de la connaissance du principe d'une addition et de la manière de la faire, on peut accéder à une large variété de domaines qui utilisent l'adition, et ainsi accroître notre savoir et employer ce dernier

---

33 Ce témoignage fait écho aux théories des psychologues qui se sont penchés sur la question. Anders Ericsson, professeur de psychologie, spécialiste de la « performance d'expert », a ainsi déclaré au *New York Times Magazine* que l'« opinion la plus répandue », dans son domaine, « est qu'une majorité d'individus pensent qu'ils souffrent de limites qui leur sont propres depuis leur naissance. Mais étonnamment, rien ne le prouve vraiment… ». La conclusion en est que, comme le rapporte le *NYTM*, « lorsque vous choisirez votre parcours de vie, vous devrez faire ce que vous aimez – parce que si ce n'est pas le cas, il est peu probable que vous travailliez suffisamment pour tirer le meilleur de vous-même. La plupart des gens, de manière assez naturelle, n'aiment pas réaliser des actions pour lesquelles ils ne se sentent pas suffisamment ‹ performants ›. Par conséquent, souvent, ils choisissent d'y renoncer, en se disant qu'ils ne possèdent pas le talent nécessaire pour les mathématiques, le ski ou le violon. En réalité, ce dont ils manquent vraiment, c'est du désir d'être performant et de se lancer dans une pratique consciente qui les aiderait à s'améliorer ».

34 Cette citation est extraite de Wikipédia, dans lequel ont été également puisés les autres exemples, l'idée ayant été suggérée par l'essai de Stephen Jay Gould, « Mozart and Modularity », publié dans son ouvrage *Eight Little Piggies* [Londres, Jonathan Cape, 1993, ndt].

de manière similaire[35]. Ainsi, le développement du savoir s'accélère[36]. C'est pourquoi les enfants qui abordent un apprentissage à un très jeune âge, comme Mozart, parviennent à développer leurs talents avec tant de supériorité.

Et même si (de manière hautement improbable) nous étions capables de contrôler les conditions dans lesquelles tous les enfants grandissent de sorte à maximiser leurs chances de développer leurs compétences afin de réaliser les plus hauts desseins, cela ne suffirait pas, car outre cette aptitude, il faut aussi qu'il y ait un intérêt, une motivation, de la part de l'enfant.

Imaginons qu'un joueur de football ait trois fils. Tous trois sont élevés de la même manière, en pratiquant une activité sportive dès leur plus jeune âge, et leurs aptitudes à jouer au football sont donc égales. Deux d'entre eux choisissent cette voie avec beaucoup d'enthousiasme, tandis que le troisième, même s'il ne démérite pas, ne s'intéresse pas à ce sport[37] et préfère lire des livres[38]. Il ne serait pas seulement injuste de le contraindre à exploiter son aptitude et à jouer au football. Ce serait également contraire à la sagesse. Un individu dont le cœur et la tête ne sont pas véritablement engagés lorsqu'il s'adonne à une activité ne prendra pas, de toute évidence, le temps qu'il faut pour exceller dans cette activité.

Et telle est, en bref[39], la position dans laquelle je me trouve actuellement. Je ne souhaite pas être un programmeur. Lorsque je consulte des livres de programmation, je suis plus enclin à m'en moquer qu'à les lire. Quand je me rends à des conférences de programmeurs, je préférerais éviter le sujet et aborder des sujets politiques à la place. Et l'écriture de code, même si elle a des côtés plaisants, n'est pas une activité que je souhaite effectuer tout au long de ma vie.

Cette décision, je le crains, prive peut-être la société d'un grand programmeur, au profit d'un écrivain médiocre. Mais je ne veux pas

---

35 J'ai toujours pensé que c'était pour cette raison que les enfants (enfin peut-être juste moi) détestaient particulièrement l'histoire. Tous les autres domaines – sciences naturelles, mathématiques, art – possèdent au moins un lien avec le présent, et ainsi, les enfants possèdent une base de savoir sur laquelle ils peuvent s'appuyer pour développer leurs connaissances. Mais pour l'histoire ? Nous n'étions tout simplement pas là, et nous ne savons absolument rien.

36 Il était tentant d'écrire ici que « le rythme du développement » s'accélère, mais la signification aurait été bien différente.

37 Nombre d'individus, naturellement, sont démotivés dans ces domaines parce que, précisément, ils n'y excellent pas du tout. Rien de tel que les échecs répétés pour vous détourner d'une activité. Une raison supplémentaire pour commencer tôt – les jeunes enfants sont moins vulnérables face à l'échec, car l'on attend moins d'eux.

38 Je m'excuse du caractère un peu caricatural de l'exemple mentionné ici.

39 En tout cas, plus brièvement que la plupart des textes de DFW.

m'abriter derrière une incertitude, partons du principe que c'est le cas. Pour autant, ma décision reste inchangée. L'écriture est une affaire trop importante, et la programmation, une tâche trop rébarbative.

Et c'est pour cette raison que je vous présente mes excuses.

Politique

Les opinions politiques d'Aaron, tout particulièrement à l'aune de sa renommée en tant que programmeur et activiste militant en faveur d'Internet et de la liberté d'information, sont plus faciles à décrire par la négative : Aaron n'était absolument pas un cyber-utopiste.

Il défendait, bien entendu, le droit d'accéder facilement à l'information (une démarche qui, quelque part, lui a coûté la vie) ; il m'a ainsi déclaré qu'il était « un fondamentaliste de la liberté d'expression ». Cependant, son objectif principal était d'apporter sa contribution pour bâtir une société fondée sur la justice sociale, et il a très vite compris que ce processus n'allait pas se dérouler sans heurts à droite de l'échiquier politique et qu'il fallait trouver les moyens d'enquêter sur la corruption des politiques et des entreprises.

À l'évidence, la promotion de droits relatifs à la transparence et à l'accès aux documents ne peut suffire à accomplir un tel dessein. Aaron savait que pour créer un monde plus juste, il fallait recourir à des outils tels que le savoir, les libertés individuelles et les droits civiques dans ce combat difficile contre le pouvoir en place.

La justice, entendue en quel sens exactement ? Quelle était précisément sa conception de la justice ? Même s'il fuyait les étiquettes, ses idéaux semblent relever principalement d'une forme de socialisme libertaire : il cherchait à réduire toute forme de contrainte (qu'elle soit gouvernementale, relevant de l'entreprise ou économique) et à mettre l'accent sur l'utile, tout en comprenant l'importance de l'équité et de la solidarité pour arriver à ces fins. Il était désireux de s'engager à l'intérieur du système pour réaliser ce projet.

Pendant toute cette période où je l'ai bien connu, Aaron passait beaucoup de temps à réfléchir à la politique monétaire. Il pensait que pour résoudre de façon immédiate le ralentissement économique et atteindre le plein emploi en mobilisant les individus et le capital dans le but d'améliorer la vie des citoyens, « la Banque fédérale dev[ait] imprimer des billets pour qu'ils soient remis aux pauvres (ou à tout le monde, si cela se révél[ait] plus simple) ». Dans son dernier tweet, rédigé dans le contexte d'une polémique controversée au sujet du plafond de la dette, Aaron appelait à frapper une pièce de mille milliards de dollars pour financer les opérations gouvernementales.

Ces idées relèvent de préconisations politiques postkeynésiennes. Cependant, Aaron ne se considérait pas comme tel, bien qu'il me déclara : « En général, les postkeynésiens me sont sympathiques. » Et lorsqu'un ami lui a annoncé qu'il se percevait désormais comme un socialiste, Aaron lui a répliqué : « Très bien ! Nous en avons besoin. »

S'il a travaillé dur dans le but de faire élire les démocrates, allant même jusqu'à assister bénévolement l'équipe technique du Comité national démocrate au moment crucial précédant l'*Election Day,* Aaron était avant tout un idéologue cherchant à valoriser l'utile, plutôt qu'un partisan. Il aurait préféré vivre dans une démocratie plus pluraliste, qui transposerait fidèlement les impulsions politiques du peuple américain au Congrès, et il était disposé à faire alliance avec les républicains. Il aurait été touché par la solidarité croissante que nous constatons aujourd'hui entre la droite et la gauche autour des mouvements pacifistes, libertaires, et promouvant une réforme de la justice pénale.

Aaron s'efforçait de faire en sorte que ses efforts, quelle que soit la cause qu'il défendait, répondent autant que possible d'une stratégie. Il estimait qu'il fallait disséquer les structures et comprendre comment elles fonctionnent, développer les outils, les tactiques et les stratégies les plus à même d'être utilisés à bon escient, et coordonner les citoyens pour qu'ils puissent mettre en œuvre de telles démarches.

Sa déconstruction particulièrement poignante des mécanismes sous-tendant les élections et du processus législatif éclaire les motivations, les exemples de préjugés, les filtres et les vetos qui font que certains projets à Washington aboutissent, et d'autres non. Les solutions qu'il préconise peuvent être lues rétrospectivement comme la préfiguration des travaux qu'il a initiés dans les groupes qu'il a cofondés, notamment Demand Progress et Progressive Change Campaign Committee, et toutes ses réflexions sur ces différents sujets ont nourri l'action de Mayday, le comité d'action politique de son ami Lawrence Lessig. Tous ces organismes portent encore la marque des idéaux d'Aaron et tentent de les faire progresser, même si l'on ne parvient pas toujours à rester à la hauteur de ces principes.

David Segal

Les rouages du Congrès

24 ans

Texte d'une conférence donnée à l'occasion d'un séminaire au Edmond J. Safra Center for Ethics à l'université Harvard au printemps 2011. — Les éditeurs

Une note du professeur Rebecca Sandefur
Aaron a suivi mon cours sur la stratification sociale pendant son année passée à Stanford. Nos discussions après les cours et pendant les heures de bureau se focalisaient sur trois thèmes qui traversent cet essai : il s'agissait d'abord de déterminer si agir en groupe était indispensable pour réaliser des projets complexes mais bénéfiques pour la société, de comprendre pourquoi les individus sont si passifs face aux actes et aux organismes qui vont à l'encontre de leurs intérêts, et de savoir si la démocratisation de l'accès à l'information pouvait à elle seule provoquer leur mobilisation. Dans ses notes sur cet essai, Aaron sollicitait ses collègues du séminaire pour des suggestions relatives à son style. Si nous avions encore la chance de pouvoir lui parler, je lui dirais ceci : « Laisse-le ainsi, à ton image : profondément assuré, brillant mais sans prétention aucune, engagé de manière sincère. Merci pour cela et merci pour tout. »

Pour Becky Sandefur

Première partie : les élections

Vous ne chercherez probablement jamais à vous faire élire au Congrès. Si vous venez d'arriver à l'université, je parie même que vous ne l'avez

jamais envisagé un seul instant. N'est-ce pas là l'affaire des célébrités, des personnages plus grands que nature, dotés d'égos surdimensionnés et d'une soif insatiable de pouvoir ? Mais c'est bien le problème : le genre d'individus qui se présentent aux élections tendent généralement à être de très mauvais élus. Pour reprendre la formule de Gore Vidal : « Tout Américain disposé à se lancer dans la course à la présidentielle devrait automatiquement, par définition, se voir retirer le droit de se lancer dans cette aventure[1]. »

En théorie, l'homme politique idéal devrait être une sorte d'homme d'État désintéressé. Un tel élu serait à même de rendre compte avec droiture des intérêts locaux, et serait à l'écoute des électeurs, défendant fidèlement leurs points de vue au Capitole. Il recourt à son jugement et à des valeurs communes pour décider de ce qui est le mieux pour les personnes qu'il représente.

Mais un tel individu ne peut exister que dans un monde où ne règne pas le conflit. Légiférer serait une affaire simple si elle n'était pas traversée par de profondes querelles politiques. Mais dans la plupart des collectivités américaines contemporaines, une telle situation relève de la pure imagination. Riches et pauvres, entreprises et syndicats, gauche et droite y coexistent. Leurs revendications sont sérieuses – et typiquement inconciliables. Aucun élu ne peut honnêtement se faire le porte-parole de leurs intérêts communs, tout simplement parce que sur les questions majeures d'intérêt public, il n'existe pas d'intérêt commun.

Par conséquent, la notion d'« intérêt national » est inévitablement confisquée par le groupe dominant de la société. Reagan, par exemple, a affirmé que ses opposants représentaient des intérêts particuliers : les femmes, les pauvres, les travailleurs, les jeunes, les vieux, les minorités ethniques – en résumé, la plus grande partie de la population. (« Cette confusion permet à Reagan, en s'opposant aux individus aux ‹ intérêts bien particuliers ›, de traiter les exploités d'exploiteurs[2]. ») Ainsi, les individus qui affirment simplement représenter leur circonscription finissent par jouer un rôle approchant celui que Domhoff assigne au journal local :

> Les dirigeants d'entreprises aux intérêts concurrents considèrent souvent les cadres de la presse comme des leaders

---

1 Fred Metcalf, *The Penguin Dictionary of Modern Humorous Quotations*, Penguin Books, 5 février 2002, ISBN 0141009217.

2 Noam Chomsky, « Political Discourse and the Propaganda System » [24 octobre 1986], dans *Language and Politics*, édité par Carlos P. Otero, AK Press, 2004, ISBN 1902593820, p. 541.

> de la société dans son ensemble, comme des médiateurs et des arbitres des chamailleries internes, et parfois, comme des tiers éclairés, qui peuvent contrer les profiteurs opérant à court terme en montrant l'intérêt d'une croissance plus stable, à long terme, et planifiée avec intelligence. Le journal incarne dès lors l'influence réformiste, la « voix de la société », qui contrôle le bas de l'échelle placé sous le signe de la concurrence, tout particulièrement les escrocs de basse envergure[3].

La théorie du « choix rationnel » donne une interprétation du personnage en décrivant l'élu comme un acteur rusé et cynique. Au lieu de poursuivre une lutte en vue d'un but commun, le politique dit « rationnel » n'est mû que par des motivations intéressées. Sa manière d'agir n'est pas motivée par la recherche du bien général mais par sa volonté d'être réélu à tout prix. Si ce qu'il pense être juste se révèle impopulaire, il y renoncera. Pour des décisions difficiles, il lancera un sondage. Et lorsque son électorat changera, ses opinions changeront également. Il ira vers l'extrême pour la primaire, puis retournera vers le centre dans le cadre de l'élection.

L'homme politique du choix rationnel est un individu bien facile à corrompre. Si un intérêt bien spécifique peut l'aider à être réélu, il travaillera à favoriser ce dernier. Même si l'on met de côté cette corruption flagrante, sa vision globale de ses électeurs est faussée par sa volonté de remporter les élections. Il ne s'intéresse pas aux individus qui vivent dans sa circonscription, il ne prend en considération que ceux qui sont susceptibles de lui donner une voix. Et aux États-Unis, ce sont les personnes aisées : dans le cas d'une élection classique, seuls quelque 35 % des individus de la tranche des 20 % les plus pauvres de la population se déplacent au bureau de vote, contre 71 % de la tranche des 20 % les plus aisés[4].

Ces chiffres sont encore plus spectaculaires lorsque l'on se penche sur d'autres formes de participation à la vie politique. Ce sont évidemment les individus les plus riches qui sont les plus gros bailleurs de fonds des campagnes électorales, et ce sont également ces mêmes personnes qui écrivent des lettres ouvertes dans la presse, et qui travaillent bénévolement pour les candidats. Il est dès lors logique que les opinions des

---

3 George W. Domhoff, « Power at the Local Level: Growth Coalition Theory », avril 2005.
4 Esther Cervantes, Amy Gluckman, « Who Votes, and How? », Dollar & Sense, janvier-février 2004, <http://www.dollarandsense.org/archives/2004/0104cervantes.html> ; Juan J. Linz, Alfred Stepan et Yogendra Yadav, *Democracy and Diversity*, Oxford University Press. ISBN 0195683684, p. 99.

politiques « rationnels » penchent du côté de celles des individus issus des couches aisées.

Et c'est précisément à ce spectacle que nous assistons. Bartel a trouvé un coefficient de régression de 4,15 en mesurant la capacité de réaction d'un membre du Congrès aux opinions de ses électeurs les plus aisés ; il suffit de comparer ce chiffre à celui de −0,11 pour les électeurs les plus pauvres. Comme Bartel le résume : « Les votes par appel nominal des sénateurs sont complètement déterminés par les vues idéologiques de leurs électeurs des classes moyennes et de celles à hauts revenus. Par opposition, les opinions des personnes à bas revenus n'ont pas d'influence notable sur le comportement électoral de leurs sénateurs[5]. »

Mais tout comme se focaliser de manière obsessionnelle sur la rentabilité s'avère inefficace pour réaliser des bénéfices, se focaliser de manière obsessionnelle sur la conquête de votes se révèle infructueux pour en obtenir. Les électeurs n'aiment pas les girouettes. Ils veulent élire un représentant mû par des convictions fortes qui ne vont pas fluctuer, même si elles entrent en contradiction avec celles de leur propre camp. Le sénateur Paul Wellstone (démocrate, Minnesota) avait ainsi consigné tous ses votes « controversés », comme son opposition à l'invasion de l'Irak par Bush ou à la réforme sociale de Clinton. Même lorsqu'ils n'étaient pas d'accord avec lui, ses électeurs appréciaient ses prises de position. Ainsi que l'explique son directeur de campagne : « Au cours d'un nombre innombrable de conversations avec les électeurs du Minnesota, Wellstone entendait des remarques comme celles-ci : ‹ Je n'ai pas toujours la même opinion que vous, mais j'aime le fait que vous soyez fidèles à vos prises de position[6]. › »

Ainsi se dévoile la troisième catégorie de politiques : les idéologues. Il s'agit de personnes aux convictions fortes, qui voient leur mandat comme une opportunité de transformer ces convictions en lois pour le bien commun. Ils luttent pour des objectifs et non pour des moyens. Si leur circonscription s'oppose à leurs décisions, cela n'a pas d'incidence sur eux, si ce n'est que cela les empêchera d'être réélus et donc de mettre en œuvre plus de politiques (que leurs électeurs sont également susceptibles de contester).

Les idéologues subissent les contraintes inhérentes à ces deux phénomènes. Même en tant qu'idéologues, la plupart d'entre eux hésitent à prendre des décisions qui vont fermement à l'encontre des intérêts de

---

5 Larry M. Bartels, *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*, Princeton University Press, 2010, ISBN 0691146233.

6 Jeff Blodget, « Populism, Organization, and Conviction », 4 mai 2006.

leur circonscription. Ils font ainsi souvent des compromis « rationnels » afin de bénéficier du soutien qui leur permettra de continuer à exercer leurs fonctions.

Non seulement les idéologues ont davantage tendance à se présenter que la plupart des gens, mais il existe également des organismes qui s'emploient à les aider et à les encourager. Par exemple, Progressive Majority[7] recherche de jeunes activistes progressistes dans les États clés, les forme, leur trouve un poste à briguer et les aide à faire campagne et à remporter le siège convoité. Il est possible que vous commenciez juste à candidater pour le conseil d'administration de l'école, mais si vous réussissez et que vous apprenez les ficelles du métier, l'organisme vous aidera à grimper les échelons du pouvoir.

En revanche, il n'existe pas de dispositif qui encourage des employés de la fonction publique désintéressés à poser leur candidature. Et c'est précisément cette catégorie qui est la moins susceptible de se porter candidate. Comme ce sont des individus normaux, avec un niveau normal d'intérêt pour la politique, ils ne sont pas dévorés par le désir d'édifier des lois pour leurs concitoyens.

Lorsque les communautés étaient de taille plus réduite et qu'elles se caractérisaient par une plus grande homogénéité, ce genre de personnes tendait à se porter candidate. Sam Ealy Johnson Jr. (le père de Lyndon Johnson) était de ceux-là. C'était un avocat très apprécié dans sa ville, qui se dévouait régulièrement pour aider amis et voisins. On l'a encouragé à se présenter chez les démocrates et il a été élu à l'unanimité[8]. Mais c'était en 1905. Il est difficile d'imaginer beaucoup de villes avec un système social suffisamment fonctionnel pour aboutir à une décision collective de cette nature, et même si l'on en trouve, elles sont sûrement trop petites pour constituer à elles seules une circonscription d'un représentant du Congrès.

Le premier Congrès avait un représentant pour 600 électeurs. Si nous partons du principe que seulement la moitié votait pour la primaire, et parmi cette moitié, une moitié pour la primaire démocrate, il ne reste que 150 électeurs – le fameux chiffre qui, selon Dunbar, correspond au nombre d'individus avec lesquels il est possible d'entretenir des relations sociales stables[9]. Il est facile d'imaginer que Sam Ealy Johnson Jr. connaissait personnellement tous ses électeurs, qui l'avaient élu à l'unanimité.

---

7 Organisme fondé en 2001. Voir <http://www.progressivemajority.org/>, ndt.

8 Robert Caro, *The Path to Power* (*The Years of Lyndon Johnson*, vol. I), Alfred A. Knopf. 1982, ISBN 0394499735, p. 43.

9 R. I. M. Dunbar, juin 1992, « Neocortex Size as a Constraint on Group Size in Primates », *Journal of Human Evolution*, vol. XXII, nº 6, p 469-493, <doi:10.1016/0047-2484(92)90081-J>.

Aujourd'hui, nous avons un représentant pour 208 000 électeurs. Même en partant du principe que seulement un quart d'entre eux vont voter durant la primaire, le chiffre s'élève encore à 50 000 individus. Poursuivre une conversation d'une durée de trois minutes seulement avec chacun d'entre eux constitue l'équivalent d'une année de travail – en supposant que tous fassent la queue pour discuter avec vous et qu'il n'y ait aucune pause entre les échanges.

Par conséquent, au lieu de parler avec les électeurs, vous vous adressez à eux de loin : à travers les spots télévisés, les brochures et les panneaux électoraux bordant les rues. Et tout cela coûte de l'argent. Plutôt que de retrouver les amis ou les voisins qui vous éliront, vous allez organiser des soirées de collectes de fonds où vous convierez des personnes aisées pour tenter de leur prouver que vous avez l'équipe qu'il faut.

Tout comme avec les candidats, nous pouvons imaginer trois sortes d'individus riches qui s'investissent en politique : le serviteur autoproclamé de l'État, qui veut soutenir des candidats qui aideront réellement la communauté ; le manipulateur cynique, qui donne de l'argent à ceux qui feront voter en retour des lois qui lui seront profitables ; et l'idéologue, qui soutient les candidats défendant les mêmes valeurs fondamentales que lui.

Mais à l'instar des candidats, qui sont issus pour la plupart de milieux suffisants et peuplés d'ambitieux, les donateurs viennent des milieux riches. Même notre serviteur de l'État désintéressé consacre le plus clair de son temps à assister aux cocktails organisés par ses camarades de la haute société. Si le sort des mendiants des rues lui importe, il est difficile d'imaginer qu'il passe beaucoup de temps à échanger avec ces derniers et qu'il prenne en considération leurs opinions. Il préfère soutenir les candidats raisonnables et modérés qui se penchent sur des sujets tels que la réduction du déficit et tout autre sujet sur lequel il a pu lire une analyse dans le *New York Times*. (« Nous faisons face à une crise fiscale ! », martèle-t-il, alors que des millions de personnes sont au chômage et à la rue.)

De la même manière, la riche idéologue peut se prendre pour une activiste, mais elle ne sera pas de ceux qui s'enchaînent aux centrales nucléaires ou qui dorment dans des bâtiments désaffectés. Si elle se considère comme une activiste, c'est parce qu'elle fréquente les soirées de collectes de fonds pour de nobles causes, et qu'elle fait partie du comité de direction d'organisations respectables. À l'instar du serviteur autoproclamé de l'État, même si elle agit en toute sincérité, il lui paraît normal que représenter ses propres intérêts et ceux des personnes qui lui ressemblent soit plus efficace que l'inverse. Pour elle, défendre le droit à l'avortement est une épreuve décisive, alors que mettre un terme à la situation des SDF l'est rarement.

Tous ces donateurs se perçoivent eux-mêmes en toute sincérité comme des acteurs interprétant un rôle. Ils ne dilapident pas leur argent au profit du tout-venant désireux de se présenter aux élections, car ils ont des convictions bien ancrées sur la démocratie en tant que telle. Ils préfèrent soutenir des candidats dont ils partagent la vision politique et écarter ceux dont ce n'est pas le cas. Cela leur paraît tout à fait naturel – et, en effet, le contraire serait bizarre. Est-ce que vous donneriez de l'argent à toutes les boutiques qui ouvrent pour la seule raison que vous défendez l'économie capitaliste ?

Mais tout comme une entreprise sans patronage fera rapidement faillite, les candidats qui ne flattent pas les individus aisés ne parviendront pas à lever suffisamment de fonds pour conduire une campagne digne de ce nom. Vous convaincrez peut-être les donateurs « serviteurs de l'État » que vous faites partie de cette catégorie de personnes, austères et sérieuses qui peuvent apporter des choses positives à la circonscription. Ou alors vous pouvez persuader les dirigeants des entreprises locales qu'en échange de leurs chèques et de ceux de leurs subalternes, ils auront un représentant qui soutiendra leur entreprise et assouplira les aberrantes réglementations qui nuisent à leur développement (mais peut-être pas celles qui entravent celui de leurs concurrents). Ou peut-être allez vous convaincre l'idéologue que vous aussi, vous défendez fermement le droit à l'avortement et que vous ferez entendre votre voix au Congrès pour faire en sorte que ce droit ne soit pas malmené. Et si vous êtes vraiment bon, vous convaincrez les trois à la fois.

Naturellement, les républicains sont largement favorisés à ce petit jeu. Il est bien plus facile de s'afficher à la fois du côté de l'idéologue anti-gouvernement[10] et de l'homme d'affaire local, étranglé par les réglementations, puisque tous deux aspirent aux mêmes objectifs. (Ce qui n'est guère étonnant, sachant que ce sont les hommes d'affaires qui financent les talk-shows des anti-gouvernementaux.) En revanche, il est bien plus difficile d'être à la fois activiste d'extrême gauche et ami avec les entrepreneurs locaux. C'est pourquoi les idéologues d'extrême droite rencontrent plus de succès que ceux d'extrême gauche.

Il en va de même en amont. Il existe bien plus d'institutions dont le but est de convaincre des étudiants au teint frais que la législation du gouvernement est à l'origine de tous les maux, qu'il y en a expliquant que l'économie de marché bafoue les droits des citoyens ordinaires. C'est parce que les premières peuvent facilement obtenir des subventions du « fonds caritatif » d'un homme d'affaires aisé, tandis que les

---

10 En 2011, le gouvernement est démocrate (présidence de Barack Obama), ndt.

secondes dépendent du soutien d'une vieille fondation atypique ou de celui d'un millionnaire activiste. Et tandis que l'homme d'affaires peut éventuellement penser que l'extrémisme mis au service de la liberté n'est pas un mal en soi, les milliardaires et les fondations nourrissent une véritable aversion pour l'extrémisme.

Lorsque l'on parle de « corruption au Congrès », les gens pensent à une scène sordide, avec des membres du Congrès en costume, en train d'effectuer des tractations véreuses avec des lobbyistes en coulisses. Mais la vraie corruption commence bien avant – bien, bien avant. Elle débute avec ces dîners de collectes de fonds, lorsque les nantis évaluent le candidat. Ce sont eux qui jugent si leurs points de vue sont suffisamment convergents pour qu'il mérite les fonds qui lui permettront de mener à bien sa campagne. (Je ne pense pas qu'il soit tout à fait juste de décrire des personnes qui abandonnent la course à l'élection comme des individus corrompus, même si l'effet de la corruption est, à l'évidence, important.)

C'est bien cela – ce filtre – qui est crucial. En supposant même que tous les membres du Congrès et tous les candidats cherchant à s'y faire élire soient tout à fait vertueux, des serviteurs irréprochables de l'État, légiférant en accord avec leurs véritables principes pour le bien de leurs électeurs, l'endroit serait *encore* désespérément corrompu. Tout simplement parce que le problème n'est pas seulement que les hommes politiques élus ajustent leurs votes en fonction du bon vouloir des plus riches, mais surtout que les politiques qui ne partagent pas les vues de ceux-ci ne seront jamais élus.

Imaginez qu'ils tentent de concourir. Tout d'abord, ils ne connaîtraient aucun riche à inviter au dîner de la collecte de fonds. Deuxièmement, même s'ils arrivaient à trouver quelques-uns de ces riches individus pour y assister, ils auraient l'air déplacés et de mauvais goût – voire même inéligibles. Ces dîners de collectes de fonds sont des opérations aussi délicates que tout autre filtre social – vous devez maîtriser l'art de déguster un hors-d'œuvre et de siroter un cocktail tout en réussissant à donner la « bonne » réponse lorsque l'on vous pose une question touchant à la politique. Vous devez convaincre ces individus que vous êtes *l'un d'eux*, que vous partagez leurs conceptions, leur vision du monde. Et qu'en tant que membre du Congrès, vous prendriez les décisions qu'ils prendraient. Mais, souvenez-vous, ce ne sont pas vos électeurs réels, ce sont les riches. Le militant anti-pauvreté moyen n'a aucune chance de passer cette épreuve.

Supposons cependant que vous y êtes parvenu. Vous avez réussi à persuader vos amis fortunés de vous confier l'argent nécessaire au

lancement de votre campagne. Quelle est l'étape suivante ? Vous n'avez jamais brigué de mandat si élevé jusque-là, et vous n'avez aucune idée de la manière de mener campagne. Vous êtes le candidat, pas le directeur de campagne. Vous ne savez même pas par quoi commencer.

C'est là qu'entre en scène le conseiller politique.

Partout où il y a des personnes naïves avec des poches remplies de billets, on trouve des professionnels sans scrupules pour les en délester. En politique, c'est la même chose. Le candidat se retrouve très vite entouré de conseillers qui, tels des piranhas assoiffés de sang, lui proposent leur aide.

Une campagne typique, en fait, n'est pas dirigée par un directeur de campagne, mais par un aréopage de conseillers, chacun embauché pour une tâche spécifique et justifiant le montant exorbitant de ses prestations au motif qu'il fournit une expertise de très haut niveau en « stratégie de campagne ». Le rôle du directeur de campagne est dès lors d'assembler toutes ces conjectures dans des choix hebdomadaires de stratégie et de mettre en pratique leurs onéreux conseils.

Ainsi, une campagne électorale type fait appel à un conseiller mailing, qui indique ce qu'il faut envoyer aux électeurs potentiels ; à un conseiller audiovisuel, qui contribue à la conception des spots et s'occupe de l'achat de l'espace publicitaire correspondant ; à un conseiller en ciblage, qui recourt à des « techniques de pointe » pour déterminer à quels électeurs s'adresser ; et à un sondeur, qui commande des sondages et s'efforce d'en interpréter les résultats. Maintenant, avec la révolution Internet, il y a également un spécialiste de ces questions, qui prodigue des recommandations relatives à la gestion du site Web et à la liste de diffusion. (On ne trouve jamais de conseiller pour réfléchir à la manière d'attirer et d'employer des bénévoles dans les campagnes, pour la simple raison que les volontaires ne représentent pas un marché rentable.) Les soutiens de la campagne électorale participent également à ces choix – il y aura ainsi peut-être au sein de l'équipe un représentant syndical (pour la gauche) ou de la Chambre de Commerce (pour la droite), un représentant de groupes politiques aux objectifs bien définis (tels l'EMILY's List ou le Club for Growth), et parfois d'un parti politique national (démocrate ou républicain).

Les conseillers ne sont pas rémunérés pour leurs seuls conseils : ils facturent des suppléments considérables pour leurs services habituels afin de couvrir le montant des heures qu'ils consacrent à leur candidat. Alors que la réalisation d'un sondage scientifique coûte moins de 1 000 $ dans une circonscription type, le sondeur vous le facturera 15 000 $. Et encore, 15 000 $ est un prix d'ami, car il croit vraiment en vous et en vos

combats – en temps normal, il l'aurait facturé 20 000 ou même 30 000 $. « Je le fais quasiment à prix coûtant », affirment-ils. (Ce qui peut être vrai si ce « prix coûtant » inclut le montant de leurs prestations gonflé au maximum.)

Le candidat, comme la majorité d'entre nous, n'a jamais commandé de sondage auparavant, il n'a donc aucune idée de leur coût réel. Et naturellement, le sondeur ne dévoile jamais le véritable montant de son supplément. Si on l'interroge sur l'écart entre le coût réel et sa prestation, il soulignera toutes sortes de facteurs difficiles à évaluer. « Eh bien, nos sondages coûtent plus cher parce qu'ils sont menés par des professionnels spécialement formés à cet effet – car nous travaillons avec vous afin de traiter des questions complexes de manière scientifique – et parce que nous concentrons tous nos efforts pour donner une interprétation exacte des résultats. » Ces affirmations ne résistent jamais à un examen même basique (les enquêteurs sont des intérimaires très mal payés, la formulation des questions viole les principes de base d'une pratique professionnelle, les résultats sont si mal calculés, et dans des tableurs tellement inexacts, que les sondeurs doivent être à la limite de ne pas savoir compter), mais dans la course effrénée d'une campagne électorale, qui prend le temps de se pencher sérieusement sur le sujet ? Et qui oserait critiquer un cadeau – ils vous livrent ces sondages au prix coûtant, vous vous en souvenez ?

Les conseillers audiovisuel, mailing et tous les autres jouent exactement le même jeu, chacun avec des procédés et des mensonges légèrement différents, mais le sondeur a une influence bien spécifique en raison de sa prise sur « les faits ». Sa prétendue expertise ne porte pas sur l'un des aspects particuliers de la stratégie de campagne, mais sur le problème le plus essentiel : ce que *les gens* veulent réellement. En maîtrisant ce territoire, il parvient à contrôler le plus gros de la stratégie. Par conséquent, le sondeur occupe en général la première place dans la hiérarchie au sein de ces comités stratégiques.

Les observateurs de la vie politique se plaignent souvent des calculs sophistiqués et de l'incroyable perspicacité requise pour formater un candidat de manière appropriée[11]. En réalité, le niveau général d'incompétence va au-delà de l'imagination. Les conseillers politiques échappent pour la plupart aux exigences de la loi du marché en raison des instincts tribaux des politiciens. S'il vous fallait fabriquer des prospectus pour une société

---

11 Noam Chomsky, « The Toothpaste Election », Counterpunch, 12-13 mars 2005, <http://www.counterpunch.org/chomsky03122005.html>, <http://www.webcitation.org/5wBAuAiau> ; David Foster Wallace, « Mister Squishy », dans *Oblivion: Stories*, Little, Brown, 2004, ISBN 0316919810 ; David Foster Wallace, « Up. Simba! » [février 2000], dans *Consider the Lobster: And Other Essays*, Little, Brown, 2005, ISBN 0316156116.

commerciale, vous vous adresseriez à différentes imprimeries pour comparer leurs tarifs et les avis. Cependant, si vous êtes un candidat de gauche, vous ne pouvez pas prendre la première imprimerie venue – vous devez en choisir une spécialisée dans les imprimés liés à la politique. Et certainement pas une imprimerie républicaine, ni même une imprimerie démocrate type, mais une imprimerie d'une sous-division qui correspond exactement à votre appartenance politique (extrême gauche *vs* centriste, républicain modéré *vs* Tea Party). Après tout, qui souhaiterait soutenir le camp adverse ?

Naturellement, le marché des candidats issus de l'aile gauche du parti démocrate est plutôt faible, si bien qu'il n'existe pas de nombreux concurrents potentiels désireux d'exploiter cette affaire. Et quand bien même ce serait le cas, l'activité des membres des départements marketing de ces entreprises consiste principalement à se rendre aux soirées où il faut aller. Les membres de coteries spécifiques (par exemple : les activistes démocrates de gauche en période électorale) ont tendance à tous se connaître et à se recommander les uns aux autres, comme dans les cercles douteux, où une authentique sympathie à l'égard des connaissances communes se combine avec un sens des affaires aiguisé.

Mais le principal problème, c'est que l'assise scientifique de l'expertise des conseillers, si vantée et si coûteuse, est à peu de choses près inexistante. Les psychologues ont depuis longtemps montré que pour devenir un expert dans n'importe quel domaine, il faut acquérir une importante expérience assortie d'un retour d'expérience rapide[12]. Il existe une foule d'experts en lancer de ballon de basket, pour la simple raison que lorsqu'on loupe le panier, on s'en aperçoit tout de suite et que l'on peut ajuster son tir la fois d'après. À l'inverse, il n'existe que très peu d'experts en matière de prévision économique sur le long terme, car ces prévisions ne se vérifient qu'au bout de longs mois ou même d'années, lorsque tout le monde a oublié depuis longtemps quelles ont été les actions efficaces ou vaines.

L'expertise politique ressemble bien plus à une prédiction qu'à une partie de basket. À l'issue d'une élection, vous obtenez une seule information : vous l'avez gagnée ou vous l'avez perdue. Et il est facile pour toutes les personnes investies d'invoquer (à juste titre !) des causes extérieures échappant à leur contrôle. Le candidat n'a pas suivi leurs conseils, la stratégie a été mise à mal par un scandale de dernière minute, il n'y avait pas assez d'argent pour appliquer dans sa totalité le plan de campagne, etc.

---

12 K. Anders Ericsson, Neil Charness, Paul J. Feltovich, Robert R. Hoffman, *The Cambridge Handbook of Expertise and Expert Performance*, Cambridge University Press, 2006, ISBN 0521600812.

Quand vous proposez à votre candidat de mettre l'accent sur telle question spécifique ou d'ajouter telle photographie sur sa brochure, vous ne savez jamais si vous avez raison. Le candidat remportera ou perdra l'élection des mois après que vous ayez pris cette décision. Il n'existe pas de manière de mesurer l'effet d'une décision individuelle sur les résultats d'une élection, et même si vous étiez d'une manière ou d'une autre l'unique responsable de la campagne, les résultats pourraient toujours fluctuer en raison d'une actualité inattendue ou d'un coup de chance profitant à la partie adverse.

Au final, personne ne tire de leçons de ses erreurs passées, et c'est précisément pour cette raison qu'il ne peut pas exister d'expertise réelle en matière de politique. Par conséquent, en l'absence d'un véritable savoir, les professionnels ont naturellement tendance à croire en eux-mêmes et en leurs produits. Les conseillers audiovisuel insistent sur le fait qu'il faut toujours plus de spots publicitaires et varier leur contenu, les conseillers mailing affirment que l'envoi de prospectus dans les derniers jours de la campagne a fait ses preuves, les conseillers en ciblage déclarent qu'il faut investir plus d'argent sur le ciblage afin de s'assurer que tous ces dollars ne sont pas perdus, et ainsi de suite. Si bien que les campagnes se révèlent très rapidement hors de prix.

Mais le plus coûteux des conseillers reste le consultant en collecte de fonds. Parce que la collecte de fonds implique de l'argent, les conseillers dans ce domaine sont capables de fixer des tarifs exorbitants – des taux allant jusqu'à un tiers des sommes qu'ils recueillent. Ce phénomène s'explique en partie par le fait que ces conseillers sont plus sollicités par les candidats que tous les autres conseillers – la chose que vous faites le premier jour de la campagne n'est pas d'acheter des spots publicitaires ou de lancer des sondages, mais de recueillir l'argent nécessaire à ces opérations. Même les campagnes qui ne décollent jamais ont besoin de ce type de consultants. En outre, ces taux semblent justifiés par des conjectures mal définies. Le candidat se fait la réflexion suivante : « Si je ne fais pas appel aux services d'un conseiller en collecte de fonds, je n'aurai pas d'argent – donc qu'y a-t-il de mal à donner le tiers d'un argent que je ne possède même pas ? », au lieu de : « Combien d'argent parviendrais-je à collecter sans faire appel à un conseiller ? »

Il est certain que les meilleurs conseillers en collecte de fonds ont accès aux réseaux des riches donateurs. De la même façon que les conseillers audiovisuel et les sondeurs donnent les conseils appropriés pour « vendre » le candidat au public, ces conseillers trouvent des procédés pour vendre le candidat dans le milieu des donateurs. Ils connaissent les questions qui préoccupent les riches, la manière dont il

faut s'adresser à eux, et peuvent souvent organiser des meetings pour lancer le candidat dans le monde de la fortune.

Naturellement, les plus fortunés ne rencontrent pas les candidats directement. Des professionnels à plein temps les aident pour leurs dons, ils conseillent toute une famille ou viennent en aide à une personne riche dont l'activité consiste à faire ou à défaire les rois. Certains riches donateurs manifestent plus d'intérêt pour la politique que d'autres ; ils aiment juger les candidats personnellement et les recommander à leurs amis opulents moins investis en politique.

Et il y a les soirées de collectes de fonds classiques, évoquées plus haut : vous parvenez à convaincre un cercle de donateurs existants d'inviter leurs propres réseaux mondains à un dîner dans l'une de leurs demeures, l'objectif étant de courtiser leurs amis.

Mais les opérations de collectes de fonds sont souvent bien plus simples que tout ce qui vient d'être mentionné, d'une simplicité presque ridicule. C'est l'heure des appels téléphoniques. Le conseiller en collecte de fonds utilise les archives officielles relatives aux contributions de campagnes afin d'extraire les noms des individus qui ont donné des sommes à des candidats au profil similaire (ou encore mieux, s'il entretient de bonnes relations avec ce candidat, il peut obtenir directement l'autorisation d'utiliser cette liste de donateurs). Téléphoner aux gens grâce à des archives officielles est illégal, mais si l'on arrive à trouver leur numéro de téléphone d'une autre manière, on peut accéder sans difficulté à l'historique de leurs donations. Le conseiller vérifie leur numéro de téléphone dans l'annuaire, ou même sur Google, recueille toute autre information de base qu'il peut trouver sur le donateur, l'imprime sur une feuille de papier (une feuille d'appel). On appelle cela de la « prospection ».

Une pile de feuilles de ce genre est toujours conservée dans un classeur, et à chaque fois qu'un candidat a un moment de libre, on l'emmène dans une petite pièce équipée d'un téléphone et on l'oblige à passer des appels. Voilà la vraie nature du travail du conseiller en collecte de fonds : forcer le candidat à effectuer la partie la plus humiliante, la plus dégradante et la plus torturante du travail de campagne – devenir un opérateur en télémarketing.

De manière emblématique, ce cabinet des appels est situé bien loin du quartier général de campagne, et ne contient rien d'autre que le fameux classeur et le téléphone (première étape : aucune distraction). Le conseiller recourt alors à toutes les stratégies psychologiques possibles pour asseoir le candidat là-bas et le forcer à passer des appels. Et, au final, celui-ci s'exécute – avec des résultats qui sont prévisibles. (« Comment

avez-vous obtenu mon numéro ? », demandent les personnes contactées. « Je ne sais pas, ment le candidat, mon conseiller me l'a donné. »)

Mais, étant donné qu'ils ont un passé de donateurs, les appels ne reçoivent pas toujours un accueil aussi glacial. Il arrive que les candidats joignent des professionnels expérimentés, qui connaissent exactement les questions à poser pour déterminer s'il est le type de candidat qu'ils soutiendront. Ils vont le questionner férocement sur les questions qui leur importent le plus, évaluer son soutien aux entreprises de manière générale, et même commencer à négocier des arrangements avec lui directement au téléphone.

J'ai recueilli de nombreux témoignages de candidats qui disent détester ces séances d'appels. Se présenter à une élection semble être une tâche prestigieuse et importante, il est donc difficile de s'éloigner de cette image et de s'abaisser à la triste réalité qui consiste principalement à mendier de l'argent auprès de parfaits étrangers. Tels des enfants qui détestent faire leurs devoirs, les candidats inventent toutes sortes d'excuses et de stratagèmes pour éviter de s'acquitter de cette tâche. Mais il est impossible d'y couper et elle n'a pas de fin – car même la victoire n'y met pas un terme.

Après celui des conseillers vient le monde des collaborateurs au sein de l'équipe de campagne. Ce sont des personnes que l'on embauche, à l'inverse des conseillers dont on loue les services. La vie d'un membre de l'équipe de campagne n'a rien d'excitant. Vous passez une année pleine sur deux à travailler 90 heures par semaine. Vous quittez rarement le bureau, dormez avec les autres collaborateurs travaillant sur la campagne, et abandonnez ainsi tout semblant de vie extérieure. Puis, l'année suivante, selon le schéma classique, vous êtes au chômage.

Parfois, votre candidat remporte l'élection et vous obtenez un emploi dans son administration, mais cela n'arrive que rarement, et les places sont chères. La plupart des compétences requises pour la campagne ne sont pas adaptées au travail de bureau, et même si l'élu embauche quelques membres de son équipe, il n'aura pas besoin d'autant de monde. Alors, vous tentez de trouver du travail dans les organismes qui s'occupent de campagnes spécifiques, et qui tentent d'exploiter les stratégies de campagnes pour faire passer une loi particulière. Mais, dénuées d'un modèle porteur et d'une échéance précise, les campagnes ciblées sont plutôt démoralisantes en soi.

Ce travail attire donc une catégorie particulière de personnes, des individus étranges, qui lâchent des emplois stables pour s'adonner à des crises semestrielles d'obsession compulsive à l'égard d'une personne prise au hasard. (Tous les deux ans, le collaborateur affirmera : « *Ce* type

est vraiment particulier, c'est la bonne personne », sans témoigner du moindre degré d'autocritique.)

Mais les collaborateurs au sein de l'équipe de campagne n'ont pas d'influence particulière sur celle-ci, si ce n'est de mettre en évidence la difficulté de trouver des individus fiables pour occuper un poste si peu fiable. Il n'est donc pas nécessaire de s'attarder sur leur situation sans issue.

Nous avons donc notre équipe, et des querelles internes émerge un semblant de stratégie. À quoi ressemble la campagne dans les faits ?

Tout d'abord, évidemment, vous collectez de l'argent. Une caisse spéciale bien approvisionnée effraie vos opposants, vous permet d'être pris au sérieux par la presse (avant tout vote exprimé ou sondage mené, la presse a l'habitude d'évaluer les candidats en fonction de leur succès dans la « primaire de l'argent »), et vous fournit l'argent nécessaire pour mener le reste de votre campagne. Cela signifie que la capacité à lever des fonds est cruciale en soi – avant même qu'un seul dollar soit dépensé, la campagne penchera déjà en faveur de ceux qui arrivent à réunir de telles sommes.

Puis, en coulisses commence le jeu de la quête du soutien des notables de la fonction publique locale, des syndicats, des groupes d'intérêts, la liste n'étant pas exhaustive. Ces soutiens se couplent parfois à des avantages pratiques – comme des listes de donateurs et des bénévoles à exploiter – mais avant tout, comme la collecte des débuts de campagne, ils permettent de donner au candidat un semblant de viabilité aux yeux de la presse et du public.

La question de la « viabilité » est tout particulièrement incontournable au cours d'une primaire, car dans une course où ne figurent pas les étiquettes des deux principaux partis habituels, le vote repose en majeure partie sur un effet boule de neige : les électeurs aiment choisir le vainqueur. En outre, dans un système pluraliste simple comme celui des États-Unis, voter pour un autre individu que les deux premiers candidats revient à voter pour rien. Il est donc fondamental de s'assurer que tout le monde vous perçoit comme l'un de ces deux-là.

Une fois que vous avez franchi l'étape qui fait de vous un candidat viable, il vous faut commencer à convertir les gens à votre cause et devenir force de persuasion. Dans une campagne type, les médias sont le théâtre d'une dispute permanente – par le biais de débats, du jeu des petites phrases dans la presse, d'événements publics entrant en concurrence les uns avec les autres, et ainsi de suite – qui s'amplifie ensuite à travers les spots publicitaires (dans les grosses campagnes) et les prospectus. Les électeurs très informés observent cette querelle comme un combat de boxe professionnel mais ils s'y intéressent en général parce qu'ils

encouragent l'une des parties et non dans l'attente d'être convaincus par l'une ou par l'autre. Le reste de la population ne l'observe que de loin. Les déclarations et les disputes clés effleurent leurs consciences, peut-être suffisamment pour les influencer d'une manière ou d'une autre, mais provoquent rarement une véritable réflexion.

Tout comme pour la stratégie de campagne, il est très difficile de mesurer les effets de ces différentes actions. Une expérience à grande échelle de Gerber *et al.* (2007) a testé l'influence des achats de spots à la télé et à la radio pendant la campagne de Rick Perry (républicain, Texas) en 2006 pour le siège de gouverneur. C'était une élection avec quatre candidats : le lieutenant-gouverneur Rick Perry, l'humoriste Kinky Friedman, un membre démocrate de la Chambre, et le contrôleur des comptes de l'État du Texas, membre du parti républicain, qui se présentait sous une étiquette indépendante. En s'appuyant sur sur des spots diffusés dans différentes zones, et en mesurant leurs effets avec des sondages de suivi, l'étude a montré que les spots télévisuels permettait d'augmenter le score de Perry d'environ cinq points, et ce chiffre restait identique que leurs concurrents aient recours à des spots ou non. Cependant, il s'agissait d'un effet à court terme disparaissant après quelques semaines.

Tous les autres effets mesurés étaient de cette ampleur. Mais ces résultats restent très difficiles à interpréter dans la mesure où ils surviennent dans un contexte de combat politique acharné. Nous savons que le candidat républicain obtiendra un large pourcentage des voix tout comme le candidat démocrate. Mais si Kinky Friedman avait acheté un grand nombre de spots publicitaires, cela aurait-il augmenté son « taux » de notoriété en le faisant passer de zéro pour cent à cinq pour cent (parce que les spots TV valent cinq points) ? De zéro pour cent à vingt-cinq pour cent (parce qu'ils auraient montré qu'il s'agissait d'un candidat sérieux) ? Ou alors de zéro pour cent à zéro pour cent (parce que personne ne le prendra jamais au sérieux) ? Il est déjà suffisamment difficile d'évaluer l'effet d'une simple mesure sur la société dans son ensemble. Cela se révèle pratiquement impossible dans le contexte de jeu à somme nulle et de combat acharné d'une élection politique.

Mais si le temps consacré à l'enregistrement des spots est essentiel, la plus grande partie des journées des candidats est consacrée à ce que l'on appelle maintenant les « *earned media* [13] » (l'ancien terme, les « *free media* » a été jugé trompeur car la conquête de ces médias exigeait trop de travail pour qu'ils puissent être considérés comme « gratuits ».) Il s'agit d'une interminable succession de prétendus « événements » de

13 Ou « média conquis », ndt.

campagne, organisés dans le but de convaincre les journalistes d'écrire quelque chose, ou encore mieux, qu'une chaîne de télévision s'en empare. Le candidat se rend ainsi dans une aciérie pour serrer des mains, le candidat accuse son adversaire de fraude fiscale, le candidat assiste à un débat. Idéalement, cette stratégie permettra au candidat d'être mentionné une nouvelle fois dans les journaux et lui offrira une chance de lâcher une ou deux petites phrases.

Pour finir, il y a la question de la participation. La progression de la campagne est toujours mesurée en pourcentages, comme s'il existait une population constante d'électeurs, et que le but était simplement d'en rallier de plus en plus à votre cause. Mais, dans la plupart des élections, la majorité des électeurs ne votent pas, et c'est tout particulièrement vrai pour les primaires, qui jouent un rôle déterminant.

La plupart des électeurs sont assez attachés à l'identité d'un parti – les analystes ont montré que même les électeurs s'identifiant comme « indépendants » votent habituellement pour l'un des principaux partis. (Par exemple, les activistes du Tea Party peuvent se considérer comme indépendants vis-à-vis du parti républicain, néanmoins, ils ne voteront jamais pour un candidat démocrate.) Par conséquent, il n'existe que très peu de marge de persuasion dans une grande élection (même si cela n'a jamais empêché les équipes d'une campagne importante d'essayer), et c'est la participation qui se révèle être le critère décisif.

Pourtant, la participation fait l'objet de bien moins d'attention que la persuasion dans une campagne standard. Ce phénomène découle en partie de l'idée reçue, très répandue chez les politiciens, selon laquelle les individus sont très faciles à convaincre. Après tout, la campagne entière semble être un débat entre deux idéologies opposées – il serait difficile de comprendre la raison du déploiement de tous ces efforts si personne ne changeait d'avis. Ce phénomène semble aussi lié à une vision du monde en pourcentages. Il pourrait aussi être la conséquence du théorème de l'électeur médian.

Selon le théorème de l'électeur médian, résultat phare de la théorie du choix rationnel en politique, les deux candidats feront en sorte d'adopter les conceptions politiques les plus proches de celles de l'électeur médian afin de recueillir le plus grand nombre de voix. Si les deux candidats se positionnent au centre, l'un légèrement à gauche, l'autre légèrement à droite, ils récolteront la plupart des suffrages – toute prise de position vers un extrême aurait pour effet de faire gagner des voix modérées à l'autre candidat centriste.

Une étude même superficielle de n'importe quelle campagne récente fait apparaître clairement que le théorème de l'électeur médian ne tient pas

une fois mis à l'épreuve de la réalité. Il est difficile de penser à une élection fédérale où les candidats n'étaient pas différenciables. Cela pourrait s'expliquer par une « irrationalité » persistante, si l'on prend en compte les électeurs et les candidats, mais aussi par les effets de la participation. Si le fait de se positionner au centre a pour conséquence l'absence de participation des électeurs des extrêmes, cette stratégie a un coût, malgré ce que le théorème suggère.

Mais il existe également une raison rationnelle justifiant que l'on ne se concentre pas sur la participation : convaincre les gens de voter s'avère difficile. Selon certaines analyses, faire voter un électeur moyen revient en réalité plus cher que de le convaincre, il faudrait que cela coûte la moitié du prix pour devenir rentable. L'explication est qu'en faisant participer un électeur, vous gagnez seulement une voix, alors qu'en persuadant un électeur déterminé à voter, vous en gagnez deux (un nouveau vote en votre faveur et un vote en moins pour votre rival). Faire revenir un électeur mécontent aux urnes demande beaucoup d'énergie. À l'inverse, les gens qui aiment vraiment voter auront tendance à le faire à chaque fois que l'occasion se présente, quel que soit le contexte.

Ce sont précisément ces individus qui votent pendant les primaires, où la participation est extrêmement basse. Par conséquent, même si il y a plus de marge pour augmenter les votes grâce à la participation, celle-ci est un critère moins décisif. Même si l'électorat de la primaire tout entier se considérait comme démocrate d'extrême gauche, vous pourriez quand même mener une campagne violente visant à différencier les vrais démocrates d'extrême gauche de ceux qui, à l'inverse, sont complices des entreprises. La participation est si faible que ces batailles sont habituellement menées parmi des électeurs très avertis, qui suivent les rebondissements d'une campagne complexe.

Toutes les tactiques de persuasion ont également été testées au regard du taux de participation – et de manière bien plus rigoureuse, puisque les registres officiels consignant les votes antérieurs vous permettent de mesurer gratuitement leur effet. (Inutile de sonder des électeurs potentiels, il suffit de vérifier leur historique de vote.) Des stratégies comme celle consistant à frapper à la porte des électeurs se sont révélées étonnamment efficaces, et appeler les gens ou même leur adresser des courriers peut s'avérer rentable si les circonstances sont favorables[14]. Mesurer les effets de ce type d'actions est un domaine d'étude en plein

---

14 Alan Gerber et Donald P. Green, « Does Canvassing Increase Voters Turnout? A Field Experiment », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. XCVI, n° 19, 14 septembre 1999, p. 10939-10942, <http://www.pnas.org/content/96/19/10939.full>.

essor, tout particulièrement depuis que les IRB[15] vous permettent de convaincre les électeurs de voter mais sans les convaincre de voter pour tel ou tel candidat.

La plupart de ces tâches (les appels, le porte-à-porte) peuvent être effectuées par des bénévoles bien exploités. Mais une fois de plus, de nombreuses équipes de campagnes se tournent vers des professionnels aguerris (ou dans le cas des appels téléphoniques, vers des robots spécialisés) pour accomplir ce travail à leur place – une affaire qui revient très cher. Les spots et les prospectus sont également très coûteux et constituent le premier poste de dépenses auquel sont affectés ces millions de dollars recueillis pour la campagne.

Encore une fois, notre compréhension de l'effet de toutes ces opérations n'en est qu'à ses balbutiements. La première étude d'envergure[16] a été menée il y a une dizaine d'années seulement ; même les problèmes méthodologiques de base ne sont pas résolus. Nous savons que tous les candidats dépensent des sommes considérables pour leur campagne, mais nous ne savons pas mesurer les bénéfices d'un tel investissement.

Après toute cette campagne vient le jour de l'élection. Le candidat se rend au bureau de vote le matin – un événement *earned media* de plus – et passe le reste de sa journée à parcourir la ville, à serrer des mains et à convaincre les gens de sortir de chez eux pour aller voter. L'équipe sur le terrain applique sa stratégie d'incitation au vote, tout en recevant des informations actualisées des différents bureaux.

Les bénévoles font un saut aux bureaux de vote pour s'assurer que tout se déroule correctement. Les plus ambitieux d'entre eux demandent à consulter la liste des électeurs qui ont voté jusque-là. Cette information est alors transmise au quartier général, et on peut supposer qu'elle est utilisée pour redéployer les forces où elles sont le plus nécessaires, même si le faire de manière intelligente dans la bousculade d'un jour d'élection est un exercice plutôt difficile.

Certaines campagnes ont tellement de bénévoles que ceux-ci peuvent être placés dans les bureaux de vote stratégiques afin d'écouter les noms des électeurs lorsque ces derniers prennent leurs bulletins. Le bénévole peut alors vérifier le nom de l'électeur sur sa liste et renvoyer le résultat de ses vérifications au quartier général pour que l'équipe ait une liste actualisée avec les électeurs qui se sont déplacés et ceux qui ne l'ont pas encore fait. Ceux qui n'ont pas voté sont alors assaillis de

---

15 Institutional Review Board. On trouve aussi l'appellation Independent Ethics Committee (IEC), ndt.

16 Alan Gerber et Donald P. Green, « Does Canvassing Increase Voters Turnout? A Field Experiment », *op. cit.*

coups de téléphone jusqu'à ce que le volontaire placé au bureau de vote les voie prendre leur bulletin[17].

Mais pour la direction de la campagne, le jour de l'élection est souvent un moment délicat. Tout a été minutieusement préparé – à moins que ne survienne une urgence de dernière minute, il n'y a rien d'autre à faire que d'observer votre staff de campagne s'affférer et de vérifier vos e-mails pour connaître les résultats des sondages de sortie des bureaux de vote. Lorsque les bureaux de vote commencent à fermer, tout le personnel de l'équipe se met en rang pour aller assister à la soirée de campagne, qui se tient habituellement dans un hôtel situé à proximité, tandis que la direction reste en retrait, réactualisant continuellement les premiers résultats du vote et s'efforçant de les déchiffrer pour en extraire du sens. (« Nous avons de bons résultats dans le Sud, c'est étonnant ! »)

Ils se rendent ensuite à la soirée, et, avec les résultats qui commencent à arriver, l'émotion gagne la foule. Le candidat est entouré de son équipe de conseillers dans une luxueuse suite située à l'étage, il prie pour ne pas avoir à passer l'appel fatidique. Mais la réalité le rattrape, sa mâchoire se fige, et il s'excuse pour passer dans l'autre pièce et composer le numéro.

Ou bien – son téléphone sonne ! Il se rend dans l'autre pièce, revient avec un large sourire, dévale les escaliers, se fraie un chemin à travers les couloirs caverneux, à travers la cuisine, et s'élance sur scène ! Il sourit et il salue ! La foule l'acclame ! Ils ont perdu ! Nous avons gagné !

Et puis, on boit, on chante, on s'étreint, on se félicite : tout le stress de la campagne, tous ces mois de labeur incessant, le sang, la sueur et les larmes – tout cela s'évapore… au moins pour une nuit.

Deuxième partie : la législation

Le lendemain matin ressemble à la gueule de bois de n'importe quel lendemain de fête. La chambre d'hôtel ne ressemble plus à rien, le bureau est un capharnaüm, tous les collaborateurs marchent en titubant, à moitié vêtus. Mais le travail n'est pas terminé – il vient juste de commencer.

Alors que la campagne est achevée, le travail débute. Et comme tout nouveau travail, il comporte une session d'intégration. Tous les

---

17 David Herbert, « Obama's Project Houdini' Revealed: After Early Stumble, Ambitious Voter-Targeting Program Helped Streamline Get-Out-The-Vote-Effort », *National Journal*, 10 novembre 2008 ; Evan Thomas avec la rédaction de *Newsweek*, « The Final Days », *Newsweek*, 7 novembre 2008, <http://www.newsweek.com/2008/11/06/the-final-days.html> : « Obama was leading in the polls, even in red states like Virginia. But McCain almost seemed to glory in being the underdog. »

nouveaux membres du Congrès reçoivent une ribambelle de formations : il existe des événements organisés à la Harvard's Kennedy School, des sessions d'accueil au Congrès et des programmes de formation dispensés par la Congressional Management Foundation.

La Congressional Management Foundation est un organisme tout à fait étrange. Il s'agit d'une fondation non affiliée à un parti, indépendante, dont le seul objectif est d'apprendre aux membres du Congrès à être de meilleurs managers. Un membre fraîchement élu à la Chambre des représentants n'obtient pas juste une carte magnétique valable pour deux ans de législation – il acquiert également un budget de plusieurs millions de dollars pour ses missions officielles.

Il est tentant d'embaucher les personnes qui ont travaillé sur votre campagne, mais être membre du Congrès est une fonction importante et requiert de sérieuses compétences – l'expérience avant tout, si l'on en croit ceux qui en possèdent. Lorsque vous recrutez vos nouveaux collaborateurs, vous ne pouvez pas faire appel au premier venu. Il vous faut embaucher quelqu'un qui connaît le Capitole – parce que ce n'est pas votre cas ! Cela signifie souvent faire appel à des gens issus d'autres bureaux, dans lesquels ils ont été initiés à la « manière dont on procède ici ».

Ces collaborateurs ont eux aussi des loyautés concurrentes. La plupart des nouveaux membres du Congrès viennent soit des quelques circonscriptions qui restent habituellement en compétition, et qui sont donc susceptibles de rebasculer en faveur de l'autre parti tout comme elles ont basculé en votre faveur, ou de circonscriptions qui ont bénéficié d'une année particulièrement chanceuse, auquel cas le parti rival sortira la grande artillerie pour récupérer le siège perdu au cours de la prochaine élection. Dans tous les cas de figure, le plus souvent, votre patron ne sera plus là dans deux ans.

Si vous voulez faire carrière en tant que collaborateur au Congrès, ce n'est donc pas votre patron actuel qu'il vous faut caresser dans le sens du poil – mais plutôt son prédécesseur. Nombre de membres historiques du Congrès assoient leur pouvoir en formant de nouvelles personnes et en les envoyant travailler pour d'autres membres. Lorsqu'ils ont besoin du vote d'un membre ou d'une faveur de sa part, il leur suffit de passer un coup de fil à leur ancien protégé.

Mais même ces collaborateurs sont sélectionnés dans un cercle restreint. Comment, fait-on, au début, pour acquérir de l'expérience au sein du Congrès ? En postulant pour un stage. Imaginez-vous le genre d'étudiant pour qui un travail génial consisterait à faire des courses et à apporter du café pour n'importe quel élu qui représente sa ville natale. Il est peu probable que la priorité de ces étudiants soit de rendre le monde

meilleur – si c'était le cas, ils travailleraient plutôt au sein d'un groupe d'activistes. Ils ne sont pas de cette sorte d'individus qui s'appliquent à évaluer à leur juste mesure les faits et qui s'efforcent de trouver les solutions appropriées aux problèmes – si c'était le cas, ils travailleraient pour un think tank. Non, ce sont des gens que la proximité avec le pouvoir stimule – ils sont excités par le simple fait d'arpenter les couloirs en marbre du Capitole, d'occuper un bureau tout près d'un homme qui a le pouvoir de légiférer, de tomber nez à nez avec des leaders du monde libre dans l'ascenseur. Ce sont des individus qui sautent sur la moindre occasion d'approcher le pouvoir, et pour eux, aller chercher un café est un prix dérisoire à payer.

Dans l'ensemble, ces gens ne compteront jamais parmi les puissants. Certains possèdent une étincelle d'ambition et graviront les échelons pour devenir l'un de ces individus qu'ils souhaitaient côtoyer. Mais la plupart ne sont pas intéressés par le pouvoir pour eux-mêmes, ils veulent juste être entourés de son aura. Ils possèdent un sixième sens pour deviner qui est le chef et ce qu'il souhaite. Le résultat de tout cela est qu'un membre du Congrès qui désire réaliser des choses concrètes, et non pas être une simple marionnette aux mains de ceux qui tirent les ficelles, entame donc son mandat avec une équipe remplie de saboteurs.

Ces derniers insisteront sans relâche sur le fait que « ce n'est pas comme cela que l'on procède ici ». Même lorsqu'ils reçoivent des ordres directs, ils trouveront toujours une parade pour ne pas l'appliquer, afin que l'amateurisme rustre défendu par leur patron n'entache pas leur réputation. Cependant, la plupart des patrons ne vont pas jusque-là. Ils ne veulent pas se détacher du lot – comme de bons politiciens qui se respectent, ils n'aspirent qu'à se fondre dans le moule. Ils suivent donc les instructions de leurs collaborateurs et acceptent les règles du jeu.

Il existe de nombreux individus tout à la fois talentueux et compétents dans notre monde – des gens qui ont accédé à des postes élevés que ce soit dans le monde de l'entreprise ou dans la sphère académique – qui accepteraient avec plaisir de quitter leur travail pendant deux ans pour aider l'équipe d'un membre du Congrès. Imaginez toutes les ressources à leur disposition ! Il y a ces millions de dollars, bien sûr, mais ce n'est rien. Il y a les votes des lois, mais même cela ne représente pas grand-chose. Il y a avant tout le prestige attaché à la fonction – dites que vous appelez de la part d'un membre du Congrès et tout le monde vous rappellera immédiatement. Et il y a l'attention que vous allez recevoir – faites une allocution ou une déclaration et elle vaudra la peine d'être publiée sur-le-champ. « Un habitant de la région réclame une augmentation des impôts » ? Voilà qui ressemble à une blague. En revanche : « Le

représentant de la région au Congrès réclame une augmentation des impôts » – là, c'est de l'actualité.

Mais plus que tout ce qui vient d'être évoqué – bien plus –, ce qui compte, c'est la possibilité d'avoir des accès privilégiés. Tous les jours s'échangent à vive allure à travers les couloirs du Congrès des propos qui vont fédérer la superpuissance mondiale. Changer une simple lettre d'un mot peut affecter non pas des milliers ou des millions, mais des centaines de millions de vies – en mal ou en bien. Et, en tant que membre du Congrès, vous avez le pouvoir de faire changer ces lettres – il suffit de le demander ! Dans quel autre endroit pouvez-vous aider, de manière légale, des millions de personnes en demandant juste à ce que l'on corrige une faute de frappe ?

Paul Thacker occupait un poste de journaliste subalterne pour une revue totalement confidentielle, *Environmental Science & Technology* (une publication officielle de l'American Chemical Society). Il ne l'a même pas conservé très longtemps. Il aimait écrire des articles sans complaisance sur l'univers de l'industrie chimique, et a notamment montré comment une société de conseil de Washington D.C., le Weinberg Group, avait aidé le géant DuPont à étouffer le fait que les acides toxiques qu'il produisait empoisonnaient les habitants de Virginie occidentale. Comme c'était à prévoir, cela n'a pas plu à DuPont. Peu après la publication de ce scandale, Thacker a été licencié. Évidemment, même quand il avait un travail, publier ses révélations sans concessions dans *Environmental Science & Technology* n'allait pas vraiment changer le monde.

Mais – quel coup de chance ! –, il trouve un nouveau travail et devient le collaborateur du sénateur Grassley (républicain, Iowa), qui était à l'époque le leader républicain de la commission des finances du Sénat, chargée de surveiller tout ce qui a trait aux fonds fédéraux. Jour après jour, Thacker envoie des lettres de la part de Grassley pour vérifier que les chercheurs travaillant avec des fonds fédéraux ne touchent pas de pots-de-vin de la part des industries pharmaceutiques en plus de leurs revenus officiels. Les révélations répétées de Thacker sur ce réseau de corruption ont provoqué de nombreuses démissions notables, et lui ont valu de figurer en première position sur la liste noire de l'industrie pharmaceutique[18].

Cet exemple illustre parfaitement ce qu'une seule personne dans le bureau d'un membre du Congrès peut accomplir. Et le fait que cela

---

18 Meredith Wadman, « Money in Biomedicine: The Senator's Sleuth », *Nature*, vol. CDLXI, p. 330-334, 16 septembre 2009, <http://www.nature.com/news/2009/090916/full/461330a.html>, <http://www.webcitation.org/5wCgNz5FX>, <doi:10.1038/461330a>.

n'arrive presque jamais montre à quel point les membres du personnel s'appliquent à ne pas faire de vagues.

Qui a donc le profil pour se faire embaucher ? Le gros du budget concerne l'interaction avec les électeurs. Une équipe de personnes travaillant pour la circonscription dirige un ou plusieurs bureaux à demeure, qui opèrent presque comme des succursales du gouvernement fédéral. « Souhaitez-vous recevoir de l'aide d'une agence gouvernementale ?, peut-on lire sur le site Internet du représentant Michael Capuano (démocrate, Massachusetts). Le bureau du membre du Congrès Capuano peut vous aider. Son équipe peut répondre aux questions essentielles, orienter les électeurs dans la bonne direction, ou travailler avec l'agence en question pour résoudre les problèmes des électeurs[19]. »

Dans un spot de campagne diffusé à la télévision à l'époque où il se présentait au poste de sénateur, Capuano a mis en scène de manière théâtrale ses méthodes. « Sally Bah était une réfugiée de la guerre civile au Sierra Leone. On lui a dit que son époux et ses deux petits garçons avaient été tués », déclare Capuano devant la caméra. « Puis, ils m'ont dit : ‹ Non ! Vos garçons sont en vie ›, mais ils ne voulaient pas les laisser venir », explique Sally. « Cette bureaucratie insensée et aberrante a conduit ses deux petits garçons à rester tout seuls en Afrique. » « Personne n'a pu faire quelque chose, personne ne pouvait m'aider, jusqu'à ce que Mike Capuano réussisse à me rendre mes garçons. Mike s'est opposé aux formalités administratives inutiles. Mike se soucie du bien-être des gens[20]. »

La plupart des affaires sont cependant bien moins palpitantes. Le cas typique est plutôt celui d'une vieille dame qui vient demander pourquoi le chèque de la sécurité sociale n'est pas encore arrivé. (Les centres des services Medicare et Medicaid ont des équipes spécialement constituées pour répondre aux réclamations faites par les membres des bureaux du Congrès[21].) Pourtant, le Service de recherche du Congrès explique que, malgré « l'opinion communément admise dans la population selon laquelle les membres du Congrès ont le pouvoir d'initier un large éventail d'actions permettant d'accélérer les démarches et de leur donner une issue favorable », la loi interdit aux membres de « contraindre une agence

---

19 Michael E. Capuano, « Casework and Constituent Assistance », sans date [visité le 2 février 2011], <http://www.house.gov/capuano/services/casework.shtml>, <http://www.webcitation.org/5wCgXIYxZ>.

20 Michael E. Capuano, « Sally », publicité à la télévision, 16 octobre 2009, <http://www.youtube.com/watch?v=Urg6s40GOiw>.

21 CMMS (Center for Medicare and Medicaid Services), « Office of Legislation: Overview », sans date [visité le 2 février 2011], <https://www.cms.gov/OfficeofLegislation/>, <http://webcitation.org/5wCgIDHpm>.

à faire avancer une affaire ou à agir en faveur d'un électeur ». Leur pouvoir se limite à guider les citoyens dans leurs démarches officielles[22].

Au sein d'une administration aussi puissante et complexe que celle des États-Unis, il est facile de comprendre l'attrait qu'exerce le fait de trouver quelqu'un susceptible de vous aider à comprendre la bureaucratie. Et il est également facile de comprendre comment les membres du Congrès se sont retrouvés avec de telles fonctions. Après tout, quel autre représentant de l'État parcourt les rues en serrant les mains des gens et en tentant de se faire aimer d'eux ?

Mais, par de multiples aspects, ce travail social qu'effectuent les membres du Congrès ressemble à une relique d'un âge révolu où la politique était fondée sur la transaction, où les faveurs du pouvoir étaient accordées comme un patronage personnel plutôt que par des institutions intermédiaires neutres. Tout d'abord, ils font face aux mêmes problèmes de répartition que le favoritisme de l'époque. Les personnes qui ont le plus besoin du soutien de l'État ne sont pas de ceux qui songeraient à décrocher leur téléphone pour appeler leur représentant au Congrès. Et je n'ai jamais entendu parler d'un bureau dont les membres se rendraient dans les quartiers défavorisés pour informer les gens de leurs services. Pourquoi le feraient-ils ? Les pauvres ne votent pas.

Mais se débarrasser de ce « travail social » n'est pas non plus une option, dans la mesure où la dénommée classe moyenne supérieure qui bénéficie de cette aide est justement du genre à être mécontente et à le faire savoir si ces services venaient à disparaître. La meilleure solution serait peut-être de déléguer la tâche à l'exécutif, comme tout le reste – un bureau avec un « médiateur du gouvernement » pourrait être ainsi installé dans chaque bureau de poste important. D'un autre côté, quelle que soit la personne chargée de ce bureau, elle sera moins incitée à l'empêcher de se transformer en une énième bureaucratie sans cœur qu'un membre du Congrès, qui doit affronter régulièrement la colère de ses électeurs.

Tout comme les équipes présentes au niveau local, qui consacrent la plus grande partie de leur temps à ce travail social, les équipes à Washington s'occupent principalement de répondre à leurs électeurs. Tout particulièrement à l'époque des pétitions sur Internet, chaque bureau du Congrès est inondé d'appels téléphoniques, de fax et de courriers. Naturellement, le membre du Congrès ne prend connaissance d'aucun d'entre eux. C'est une équipe de jeunes gens qui enregistrent

---

22 Eric R. Petersen, « Casework in a Congressional Office: Background, Rules, Laws, and Resources », Congressional Research Service RL33209, 5 janvier 2009, <http://assets.opencrs.com/rpts/RL3320920090105.pdf>, <http://www.webcitation.org/5wCgrxVjC>.

laborieusement le sujet de chaque message et écrivent une lettre de réponse insipide mais appropriée. Écrivez donc à votre élu pour déplorer que les coûts en matière de santé sont bien trop élevés, et vous obtiendrez une longue et terne lettre commençant par : « Merci de m'avoir contacté pour exprimer votre opposition au H.R. 4872, The Health Care and Education Affordability Reconciliation Act[23]. » Écrivez en disant que vous souhaiteriez qu'il vote en faveur de l'amendement Polis-Pingree à ce projet de loi et vous obtiendrez le même type de réponse.

Puisque le budget a été dilapidé dans sa quasi-totalité pendant la période électorale, il reste juste assez d'argent pour payer un noyau restreint de collaborateurs qui élaborera des lois. Avant toute chose, il y a le responsable d'équipe, qui s'occupe des affaires quotidiennes. Typiquement, il a aussi un deuxième travail, celui de diriger la campagne de l'élu pendant les années « *off* », et il considère souvent que sa mission est de déterminer comment l'élu peut utiliser les pouvoirs que lui confère son bureau pour maximiser ses chances d'être réélu.

Comme vous pouvez l'imaginer, avec tous les membres du Congrès essayant de se servir du système, il existe une interminable liste d'obscures « règles éthiques » censées définir la frontière entre légiférer et mener campagne. Vous n'êtes pas censé parler de levée de fonds sur la propriété du Capitole. Le responsable de l'équipe fera donc une pause, ira marcher dehors, abandonnera son BlackBerry fourni pour son travail au Congrès pour son portable personnel, et passera son appel dans le cadre de ses fonctions de responsable de campagne. On imagine difficilement cependant que les choses qui se seront dites pendant cette conversation n'aient pas de conséquences sur son travail une fois rentré au bureau. (Difficile d'imaginer aussi que chaque responsable d'équipe s'assure d'être sorti pour passer son coup de fil.) D'autres collaborateurs importants au sein de l'équipe agissent de même.

La version la plus extrême de ces règles obscures apparaît lors de l'exercice du privilège d'« affranchir », autrement dit d'envoyer des courriers gratuitement. Si ces envois concernent les affaires publiques, les membres du Congrès peuvent utiliser la poste américaine sans fournir le moindre timbre – il leur suffit d'indiquer leur nom sur le coin de l'enveloppe, là où le timbre est apposé habituellement. Pour leur épargner même cet effort, chaque bureau au Congrès reçoit des piles de papeterie officielle, dans lesquelles on peut trouver des boîtes d'enveloppes présignées.

---

23 Littéralement, loi de conciliation pour garantir l'accès aux soins médicaux et à l'éducation, votée en 2010, ndt.

Naturellement, la tentation d'user de ce privilège pour envoyer un certain nombre de prospectus de campagne gratuitement est grande. Tous les envois groupés envisagés doivent donc être approuvés par une commission spéciale d'affranchissement, qui décide si leur contenu est suffisamment substantiel pour relever des affaires publiques.

Parmi les collaborateurs importants, on trouve une personne en charge de l'agenda de l'élu, qui doit composer avec les sollicitations incessantes dont il fait l'objet ; un responsable presse, qui travaille dur pour s'assurer que de nombreux *earned media* sur le membre du Congrès seront publiés dans les journaux locaux ; et enfin le responsable des affaires législatives, le plus haut placé dans la hiérarchie, dont la tâche se concentre sur l'édification des lois. Il a souvent sous sa responsabilité un ou deux assistants, spécialisés dans des domaines bien particuliers.

Mais même le travail de la directrice des affaires législatives et de son équipe consiste principalement à écrire des réponses insipides à leurs administrés. Le langage législatif actuel n'est pas du tout écrit par les équipes du Congrès. Il est, de manière emblématique, l'œuvre des lobbyistes ; et même dans le cas où le membre du Congrès aurait un véritable projet pour une loi ou un amendement, il peut le faire écrire par le Bureau du conseil législatif. Ce dernier emploie environ une quarantaine de juristes qui transcrivent les idées exprimées dans un anglais courant par les membres du Congrès et les adaptent dans un langage formel, indispensable pour un texte de loi. Cela suppose de faire des recherches relatives à la législation antérieure et à la législation connexe, de savoir comment mettre en forme ce qui n'est souvent que de vagues objectifs politiques, et de publier le texte final dans l'inimitable style officiel du Congrès – le guide officiel du style de la Chambre comprend presque quatre-vingt pages [24].

Dans un geste (intentionnel ?) d'autoparodie, le guide du style est écrit exactement dans le style qu'il décrit. Un exemple :

SEC. 102. MESSAGE PRINCIPAL
(a) STRUCTURE. –
(1) CHAQUE PROJET DEVRA ÊTRE STRUCTURÉ. – Chaque projet devra être structuré.

---

24 Ira B. Forstater, « House Legislative Counsel's Manual on Drafting Style », The Office of the Legislative Counsel, U.S. House of Representatives HLC 104-1, novembre 1995, <http://www.house.gov/legcoun/pdf/draftstyle.pdf>, <http://webcitation.org/5wChLv2J8>.

Ce travail a un autre avantage de taille : les relations et l'expérience qui se tissent au fil des années dans les couloirs du Congrès représentent un atout précieux pour les entreprises de lobbys – même un membre d'équipe de niveau moyen pourra s'émanciper des contraintes et du salaire modeste propres au statut de fonctionnaire en acceptant un emploi de lobbyiste grâce auquel il pourra contribuer à subvertir ou à contourner les régulations qu'il a rédigées à l'époque. Et il se verra chaleureusement félicité par ses pairs pour une telle promotion !

Comment un projet de loi devient-il une véritable loi ? Un membre du Congrès propose une idée – ou celle-ci lui est soufflée par un lobbyiste – et l'envoie au conseil législatif pour la partie rédactionnelle. Ces conseillers réalisent un véritable projet de loi, qui sera déposé dans la « trémie », une boîte pour les nouveaux projets de loi située devant la Chambre des représentants. Le projet de loi est ensuite communiqué au greffier, et le *Speaker* de la Chambre des représentants[25] en réfère à la commission concernée pour l'examiner plus en détail.

C'est à peu près à ce stade que la plupart des projets de loi s'arrêtent.

Si les membres du Congrès veulent bien mettre un peu d'énergie dans le processus, ils enverront une lettre du type « Cher Collègue » expliquant le projet de loi et implorant leurs semblables de le « coparrainer ». Ces lettres « Cher Collègue » étaient à une époque envoyées à chaque bureau, dorénavant, ces missives sont des « e-Cher Collègue » envoyées grâce à une liste de diffusion. Les collaborateurs s'inscrivent pour recevoir les « e-Cher Collègue » relatives aux sujets sur lesquels ils travaillent, et lorsqu'un nouveau projet de loi est proposé, une lettre est envoyée à tous les noms de la liste concernée.

Les collaborateurs les plus ambitieux contacteront leurs collègues un par un, tandis que les élus les plus ambitieux iront à la Chambre avec les formulaires de coparrainage pour prendre à part d'autres membres, leur parler du projet et les pousser à signer. Un projet de loi standard a environ cinq coparrains – qui sont en général les amis du parrain.

Le coparrainage est un geste purement symbolique, une manière officielle d'exprimer un soutien fort à un projet de loi. Les membres peuvent voter contre les projets de loi qu'ils coparrainent (et parfois ils le font), mais en réalité, il n'existe que très peu de manières officielles d'exprimer son soutien pour un projet avant qu'il ne soit voté. Il arrive souvent au leadership de la Chambre de prétendre que si un projet de loi reçoit suffisamment de coparrainages, ils feront le nécessaire pour qu'il soit adopté, mais ce n'est pas tout à fait vrai. Le projet de loi Federal Reserve

---

25 *The Speaker of the House* est le président de la chambre des représentants, ndt.

Transparency Act de Ron Paul a reçu 320 coparrainages à la Chambre (seuls 218 sont nécessaires pour obtenir la majorité, et 290 pour obtenir les 2/3 des voix), et pourtant, il n'a jamais été placé à l'ordre du jour.

Au contraire, les projets de loi passent généralement en se rattachant à des projets de loi plus importants, mis en avant par le leadership du Congrès. Si votre projet recueille suffisamment de coparrainages en séance plénière, vous pourrez alors peut-être le présenter comme un amendement à un projet de loi plus important, ou bien le président de la commission l'ajoutera de son propre chef. (Le président de la commission des finances, Barney Frank [démocrate, Massachusetts] a ainsi déclaré qu'il avait failli rattacher le Federal Reserve Transparency Act au grand projet de loi relatif à la nouvelle réglementation financière, mais qu'il avait jeté l'éponge à la dernière minute, jugeant cette manière de faire trop extrême. Les représentants Ron Paul et Alan Grayson (démocrates, Floride) l'ont quant à eux proposé en commission sous la forme d'un amendement et ont pu l'introduire de cette manière ; il a été ensuite assoupli par le Sénat.)

C'est bien parce que le vote d'un projet de loi controversé par le Sénat est si laborieux que seuls deux types de projets sont adoptés : les projets de loi qui ne soulèvent aucune controverse, qui peuvent ainsi être votés à l'unanimité au Sénat, et les projets absolument prioritaires, qui peuvent donner lieu à des semaines de débat. Lorsque le projet de loi n'est pas suffisamment consensuel pour passer à l'unanimité, mais pas non plus assez urgent pour mériter des semaines de débat, le leadership du Sénat n'accordera pas le temps nécessaire pour le présenter. La plupart des séances plénières du Congrès portent sur le premier type de projets de loi – il ne s'écoule pas un jour sans qu'un membre du Congrès vote une loi pour renommer un bureau de poste quelque part. La réforme des prêts étudiants, à l'inverse, est passée en étant rattachée au grand projet de loi sur la santé.

Ces grands projets de loi sont rédigés en majeure partie par les commissions appropriées. La présidence de la commission présente un premier jet, après avoir organisé des auditions et échangé avec toutes les « parties prenantes ». Puis le projet de loi est examiné en commission, au cours de laquelle il est revu section par section, et où tous les membres de la commission ont la possibilité de suggérer des changements.

Dans la réalité, naturellement, la plupart des membres du Congrès sautent cette étape, jugée ennuyeuse. Ceux qui proposent des changements auront l'opportunité de faire une apparition, et défendront avec passion leur cause devant une salle pratiquement vide. (Les réunions de commission sont filmées, mais les enregistrements ne sont en général

pas mis à la disposition du public.) Le président de la commission peut alors décider des amendements à voter et de ceux à rejeter en programmant le vote de manière à ce que les bonnes personnes soit présentes ce jour-là en salle de commission. S'il souhaite que l'amendement soit voté, il organise le vote un jour où la salle est vide, et il passera à l'unanimité. S'il souhaite au contraire qu'il soit rejeté, il invite un opposant à s'exprimer contre ce jour-là.

Les votes importants sont réservés pour des sessions marathons, lorsque la commission est réunie au complet, même si le président, bienveillant, s'empresse de fournir aux différents membres un manuel de vote leur indiquant à l'avance quels amendements soutenir et quels amendements rejeter.

Une fois l'examen en commission achevé, un vote final a lieu pour déterminer si le projet de loi révisé sera envoyé à la Chambre pour y être examiné. (Si un projet de loi porte sur des sujets relevant de plusieurs commissions, les choses se compliquent et les procédures deviennent chronophages. Laissons ces cas de côté pour l'instant.) Une fois le projet de loi voté par la commission, il n'est pas directement transmis à la Chambre, mais à la commission des règlements, qui se charge d'établir le « règlement », le cadre au sein duquel le « débat » sur le projet de loi sera présenté à la Chambre.

Tout comme le président d'une commission peut s'assurer de faire passer un amendement ou d'en rejeter un autre en jouant avec le calendrier, le *Speaker* peut agir de la même manière en se servant de la commission des règlements. Cette dernière détermine la durée des débats, décide quels amendements vont être placés à l'ordre du jour et, s'ils le sont, l'ordre dans lequel ils seront votés et ce que leur vote signifiera.

Par exemple, dans le cadre d'un règlement « *king-of-the-hill* », un certain nombre d'amendements (prévoyant différentes versions du projet de loi) peuvent être soumis au vote, et le dernier à recevoir la majorité des voix sera adopté. Ou bien, dans le cadre d'un règlement « *deem-and-pass*[26] », il sera spécifié qu'à partir du moment où la Chambre donne son accord pour que le projet de loi fasse l'objet d'un débat, elle s'engage automatiquement à le faire passer. Le débat porte alors seulement sur quelques amendements : quels que soient les amendements apportés au projet de loi, on « juge » qu'il est passé par la Chambre, sans qu'un vote soit nécessaire.

Ces règlements font eux-mêmes l'objet d'un vote en séance plénière, mais voter à l'encontre du règlement soutenu par votre parti est perçu

---

26 Également connu sous l'expression « *self-executing rule* », ndt.

comme une stratégie totalement irresponsable, dans la mesure où sans règlement solide pour encadrer les débats, le parti opposé pourrait prendre le contrôle et suggérer tous les amendements qu'il souhaite. (Saisissant l'opportunité, le parti opposé peut ainsi suggérer toutes sortes d'amendements « empoisonnés », pour lesquels il serait suicidaire sur le plan politique de voter contre, mais qui pourraient torpiller le soutien pour le projet de loi, ou neutraliser ses effets.)

Ainsi, la plupart des débats sont étroitement contrôlés par le *Speaker*, qui peut choisir les membres de la commission des règlements. Si la *Speaker* ne souhaite pas qu'un projet de loi soit proposé au vote, elle s'assure tout simplement que la commission des règlements ne vote jamais de règlement pour qu'il soit débattu.

Si un projet de loi survit à la fois à l'examen en commission et à la commission des règlements, il atterrit finalement à la Chambre des représentants. Il y fait l'objet d'un vote en séance plénière et, s'il est adopté, il est transmis au Sénat.

Le Sénat est un autre type d'usine à gaz. De nouveau, la loi doit être passée au crible par la commission concernée. Mais au lieu d'un règlement, un projet de loi est présenté au vote dans le cadre d'un « consentement unanime ». Comme son nom l'indique, un tel accord suppose un consentement à l'unanimité. Il sera généralement négocié entre le leader de la majorité et son opposant, mais si un membre de l'un des deux partis tient réellement à exprimer son opposition au projet de loi, il peut aller à l'encontre des consignes de son leader et lui demander de ne pas mettre ce projet de loi à l'ordre du jour. (On dit qu'il « place une réserve » sur le projet de loi.)

Si un accord à l'unanimité n'est pas atteint, le Sénat doit casser l'obstruction[27] afin de faire voter le projet de loi. Contrairement à la manière dont elle est présentée à la télévision, une véritable obstruction au Sénat ne donne pas lieu à une prise de parole en séance. (Les raisons en sont si ridicules que les expliquer ici nuirait à la crédibilité de mon propos.) Une simple objection à un « accord à l'unanimité » oblige le leader de la majorité à enclencher de lourdes procédures au sein de l'institution, qui nécessitent plusieurs jours d'attente et un vote au 3/5 pour que le projet de loi puisse être examiné.

---

27 *A filibuster*, une « discussion prolongée ou obstruction organisée par un ou plusieurs sénateurs pour empêcher le passage d'un projet de loi. Plusieurs sénateurs du Sud se sont distingués dans ces pratiques plus difficiles à contrer au Sénat où les procédures permettent plus de liberté, notamment à l'égard de la clôture » (Edmond Orban, dans Michel Fortmann et Pierre Martin, *Le Système politique américain*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002, p. 412-413), ndt.

Après tous ces événements, le vote final a lieu et le projet de loi peut être adopté par le Sénat. Mais attendez – il y a plus encore ! Le projet de loi a de toute évidence subi des modifications par la commission ou avec un amendement lors de son vote. Par conséquent, le Sénat et la Chambre ont adopté deux projets de loi différents. Afin de concilier les deux, une équipe de délégués issus de la Chambre et du Sénat est désignée pour se réunir lors d'une « commission de conférence » extraordinaire afin de négocier pour trouver un compromis. C'est lors de ces réunions à huis clos que le vrai projet de loi est rédigé, à travers une sorte de partie de ping-pong entre les délégués de la Chambre et du Sénat. Les délégués de la Chambre parcourent le projet et le modifient pour présenter un nouvelle version, puis votent pour l'envoyer aux délégués du Sénat. Les délégués du Sénat (assis de l'autre côté de la table) parcourent le nouveau projet de loi de la Chambre et font de même. Au final, en théorie, les deux parties parviennent à un accord.

Une fois ces étapes franchies, le projet de loi nouvellement revu retourne à la Chambre et au Sénat pour un nouveau vote. Si les deux institutions l'approuvent, le projet termine (finalement) sa course sur le bureau du Président où il sera signé de sa main.

Les politologues jugent un système législatif à l'aune du nombre de « points veto » existant au cours de la procédure. Moins il y en a, plus le processus législatif se déroule facilement. De tout point de vue, le Congrès américain possède un nombre record de points veto. Même dans cette description simplifiée, nous pouvons constater qu'un projet de loi exige l'accord :

- d'un membre du Congrès désireux de le parrainer ;
- du président de la commission concernée à la Chambre ;
- de la majorité de cette commission ;
- de la majorité de la commission des règlements ;
- du *Speaker* de la Chambre des représentants ;
- de la majorité à la Chambre ;
- du président de la commission concernée au Sénat ;
- de la majorité de cette commission ;
- du Sénat à l'unanimité ou alors un vote au 3/5 et beaucoup de patience ;
- de la majorité de la commission de conférence de la Chambre ;
- de la majorité de la commission de conférence du Sénat ;
- du président des États-Unis.

Et même dans ce cas, il arrive que le projet de loi soit aboli par la Cour suprême.

Questionnez n'importe quel lobbyiste ou membre du Congrès à propos de leurs relations mutuelles, et ils commenceront toujours par dire : « Nous n'échangeons pas de contreparties. » La raison est que les « échanges de bons procédés » avec les membres du Congrès sont illégaux, ils souhaitent donc avant tout exprimer clairement qu'ils ne sont coupables de rien – même si la suite de leurs histoires laisse souvent place au doute.

Les lobbyistes ont avec le Congrès une relation qui n'est pas exactement du donnant-donnant, mais qui s'en approche de très près. Aucun (disons qu'ils seront peu nombreux à le faire) membre du Congrès ne s'aventurera à dire : « Faites-moi une donation substantielle pour ma campagne et vous pourrez profiter de mon vote. » Ce serait illégal. (L'ancien représentant Duke Cunningham [républicain, Californie] purge une peine de prison de huit ans pour avoir initié toute une série d'arrangements – comme par exemple une contribution de cinquante mille dollars en échange d'un contrat d'un million de dollars avec l'État – avec l'entreprise de défense Mitchell Wade.) Ils diront plutôt : « Je lui rends un service, il me rend un service. » Appelez plutôt cela un « donnant-donnera ».

La différence, c'est qu'il n'existe pas de contrat en bonne et due forme. Je vous donne quelque chose, puis vous me donnez quelque chose, mais nous ne dirons jamais de manière explicite que le second don est une réponse au premier. Le « donnant-donnera » est le témoignage du principe général de réciprocité qui sous-tend la plupart des relations individuelles, tout particulièrement dans le monde des affaires : si vous rendez service à un collègue homme d'affaires, ce n'est pas pour lui demander quelque chose en retour sur le moment (seuls les rustres demanderaient quelque chose pour chaque service rendu), mais parce qu'ils « vous devront » une chose en retour, et que vous pourrez leur demander un service à une date ultérieure. Souvenez-vous de cette réplique du *Parrain* : « Un jour, et ce jour ne viendra peut-être jamais, je vous demanderai de faire quelque chose pour moi. » Dans la vie réelle, on ne décrit que rarement la situation de manière aussi abrupte ; ce principe est juste communément admis.

Et si la pareille n'est pas rendue, vous pouvez couper les ponts avec l'individu en question – ou même prendre quelques mesures (ou, dans le cas du *Parrain*, de grandes mesures) dans le but de lui nuire. Tel était le mode opératoire de Lyndon Johnson : ses amis obtenaient tout ce qu'ils voulaient, et ses ennemis étaient anéantis.

L'économiste Samuel Bowles appelle un tel système le « renouvellement contingent » et a découvert qu'il apparaît à chaque fois qu'un échange ne peut faire l'objet d'un contrat formel. (Dans ce cas précis, il

est impossible d'écrire un contrat, car l'accord est illégal.) Imaginez que vous souhaitez acquérir une belle bouteille de vin. Eh bien, vous ne pouvez pas écrire un contrat pour « une bonne bouteille de vin » – excepté les cas extrêmes, ce n'est pas très pratique de prouver à un juge que le vin n'était pas suffisamment bon. Par conséquent, la logique économique habituelle – qui consiste dans un marché concurrentiel idéal à payer le produit au coût marginal – s'écroule.

Mais il existe une autre option : vous pouvez rendre un service à la société qui produit ce vin. Vous pouvez payer un supplément pour chaque bouteille achetée, et continuer ainsi tant que le vin est de bonne qualité. Le flux continu de profit qui se dégagera de vos achats futurs incitera l'entreprise à ne pas essayer de vous escroquer – car dans le cas contraire, elle serait amenée à perdre tout cet argent supplémentaire.

Les lobbyistes fonctionnent à peu près de la même manière. Ils versent de grosses sommes d'argent aux hommes politiques, et tant qu'ils le font, les politiques continuent à leur rendre des services. Si l'une des parties rompt cette relation informelle, l'autre peut également y mettre fin : si un service ne lui est pas rendu, un lobbyiste peut cesser de donner de l'argent et encourager ses amis à ne plus le faire ; s'il ne reçoit pas sa donation, un homme politique peut cesser d'aider les clients du lobbyiste et même leur causer du tort. Voilà un exemple classique de renouvellement contingent.

Quels sont les services dont bénéficient les lobbyistes ? Selon l'histoire officielle, l'argent sert juste à acheter un « accès ». Les lobbyistes font leur donation à la responsable d'équipe/directrice de campagne, et peuvent, lorsqu'ils le souhaitent, lui faire signe pour organiser une réunion. Elle sait précisément ce qu'ils ont donné, et donne l'instruction au responsable concerné d'inscrire cette rencontre dans l'agenda. C'est avant tout l'accès direct que les lobbyistes obtiennent en achetant leur droit d'entrée aux onéreuses collectes de fonds du Capitole.

Mais chacun sait que les donateurs principaux obtiennent bien plus qu'un accès. L'électeur moyen a droit à quelques secondes, dispensées par un employé blasé derrière son ordinateur, qui appuie sur une touche pour lui envoyer une lettre type. Le groupe d'activiste moyen obtient quelques minutes avec un collaborateur situé tout en bas de l'échelle. Et quand, d'aventure, ils décrochent un rendez-vous avec un vrai membre du Congrès ou un collaborateur haut placé, ils obtiendront un sourire poli, des hochements de tête, et quelques minutes pour exposer brièvement les sujets qui les préoccupent.

Comparez ces situations à celle du lobbyiste auquel un service est dû. La rencontre ne consiste pas simplement à écouter, puis à ignorer les

doléances faites. Il s'agit d'élaborer une stratégie commune pour mener à bien un projet, d'obtenir un engagement en faveur d'un vote, d'un comécénat, d'un coup de fil important, ou de tout autre service parmi la myriade de faveurs qu'un bureau du Congrès peut rendre. En d'autres termes, il s'agit de conclure un accord.

Les membres du Congrès sont redevables de services à ces lobbyistes car ceux-ci leur ont versé de l'argent. L'heure tant redoutée des appels ne disparaît pas à la fin de la campagne électorale. Au contraire, cela ne fait que commencer : maintenant, on attend de vous que vous leviez des fonds à plein temps. Les membres dont les sièges sont les plus difficiles sont nommés dans les commissions les plus lucratives (la commission des services financiers est l'exemple type). On n'attendra d'eux qu'une seule chose : réclamer le plus d'argent possible aux individus sur lesquels ils sont censés veiller.

À chaque temps libre, la responsable d'équipe/directrice de campagne tente d'attirer l'élu en dehors du Congrès pour lui faire faire une de ces opérations téléphoniques de levée de fonds et passer encore plus de temps au téléphone depuis le trottoir d'en face. Toute autre attitude serait inconsidérée. Constituer une énorme caisse spéciale lorsque vous êtes en poste est la clé la plus importante de votre stratégie visant à vous faire réélire – collectez suffisamment d'argent, et celui qui souhaite vous défier y réfléchira à deux fois.

Outre le temps consacré aux appels chaque matinée et chaque soirée, on peut apercevoir les collecteurs de fonds à l'œuvre dans les hôtels proches du Capitole. Juste quelques exemples, datant du 2 février dernier : 1 000 $ pour un petit déjeuner de collecte de fonds avec le représentant Elijah Cummings (démocrate, Maryland) à 8 heures du matin, 5 000 $ pour un dîner avec le sénateur Ben Cardin (démocrate, Maryland) à 18 h 30. Les collectes de fonds sont bien plus présentes dans la vie du Capitole que les débats ou même les votes.

Mais parfois, même toutes les collectes de fonds du monde ne suffisent pas, et la campagne doit recommencer pour de bon. C'est le retour au bon vieux temps de la participation et de la persuasion, des spots publicitaires et des débats. Et parfois, même tout l'argent du monde ne peut pas assurer votre réélection. La soirée de fin de campagne dans la salle de bal de l'hôtel n'est pas ponctuée d'acclamations et de cris de joie, mais plutôt emplie d'un sentiment de tristesse et d'abattement.

Mais ça va aller, la partie n'est pas terminée. Vous pouvez toujours revenir sur la scène en tant que lobbyiste. Tout le réseau que vous vous êtes constitué pendant votre carrière, tous les accès privilégiés dont vous

avez bénéficié en tant que membre du Congrès se révèlent après tout très rentables. Et vous pouvez les monnayer avec l'un de ces lobbyistes qui vous doit un service.

Troisième partie : les conséquences

Les États-Unis aiment souvent se considérer comme la plus grande démocratie du monde, mais un examen lucide des conséquences de ce fonctionnement laisse place au doute. Sur n'importe quel sujet, les idées réformatrices qui rencontrent une large adhésion de la population – selon toutes sortes d'études – viennent s'écraser contre le récif inhospitalier que représente le Congrès.

Prenez l'exemple de la réforme de la santé. Les sondages n'ont cessé de montrer qu'une majorité d'Américains est favorable à un système « à payeur unique » à la canadienne, qui permettrait d'économiser de l'argent et d'accroître l'accès aux soins. Cependant, bien qu'elle soit populaire et qu'elle représente une avancée politique majeure, l'idée est immédiatement tournée en dérision sous prétexte qu'elle serait « impossible à mettre en œuvre politiquement » dans le contexte américain. Pourquoi ? Parce que son application mettrait en péril les affaires très lucratives des compagnies d'assurances.

Pendant les débats récents relatifs à la réforme du système de santé, même les options les plus modérées – défendues par une écrasante majorité, incluant de nombreux électeurs républicains – ont été écartées car elles menaçaient les intérêts de puissantes entreprises.

On trouve des exemples de ce type dans chaque domaine. La plupart des Américains soutiennent l'idée de mettre fin au règne des grosses banques et d'envoyer les criminels qui les dirigent en prison, une position qui est pourtant trop extrême pour être simplement proposée lors des débats relatifs à la régulation financière. Même les mesures qui tombent sous le sens, comme des recommandations précises en matière d'alimentation, ou une réduction des subventions qui nuisent à l'activité économique, n'ont aucune chance d'être adoptées par un Congrès aussi lié au monde des affaires.

Même sur le sujet controversé du budget, les préférences de la population sont presque à l'opposé des politiques proposées : les électeurs souhaitent que les dépenses liées à la défense soient revues à la baisse, mais elles vont croissant ; ils voudraient que les budgets de l'éducation, de la formation professionnelle et de la réforme énergétique augmentent, alors que ces postes subissent des coupes budgétaires[28].

---

28 Noam Chomsky, *Failed States: The Abuse of Power and the Assault on Democracy*, Macmillan, 2006, ISBN 0805079122, p. 234.

Une fracture démocratique se dessine très clairement – les membres du Congrès n'exécutent pas les souhaits de leurs électeurs. L'analyse qui précède avance quelques hypothèses pour expliquer cet état de fait.

- *La sélection des candidats* : peut-être que les amateurs de compagnies d'assurance sont surreprésentés parmi les candidats aux élections législatives – ou tout simplement les amateurs du monde des affaires en général (prédisposés à prendre le parti des compagnies d'assurance).
- *Le financement de la campagne* : même si les amateurs du monde des affaires ne sont pas les seuls à se présenter, la plupart des candidats feront partie de ceux qui s'entendent le mieux avec les responsables des collectes de fonds, les comités d'action politique et tout autre organisme clé permettant de trouver de l'argent.
- *La stratégie de campagne* : cet argent, à son tour, représente ce qui est nécessaire pour mener une campagne moderne – avec des spots publicitaires, des prospectus et des sondeurs experts. C'est donc celui qui a collecté le plus de fonds qui est le plus susceptible de remporter l'élection.
- *La sélection des collaborateurs* : lorsqu'ils remportent leur siège au Congrès, même les candidats les plus vertueux embauchent des collaborateurs usés et assimilés par le système. Leurs réformes ambitieuses sont donc sabotées en interne par des défenseurs du système aux loyautés concurrentes.
- *L'éthique des collaborateurs* : séduits par leur propre système de « portes tournantes » (il existe un marché lucratif pour les anciens collaborateurs), les membres du personnel se concentrent plus sur les volontés de leurs futurs employeurs que sur ce qui servirait au mieux l'intérêt public. Et à cause de leur double responsabilité à la fois pour le Congrès et pour la campagne électorale, ils sont sans doute distraits par les impératifs de la campagne, négligeant ainsi leur devoir de servir au mieux leur pays.
- *Les lobbyistes* : ou ce sont peut-être les lobbyistes qui gâchent tout. L'argent qu'ils possèdent pour rédiger des projets de loi et suggérer des stratégies leur confère certainement un avantage énorme par rapport aux intérêts qui n'ont pas les moyens d'être défendus. Et l'argent qu'ils collectent pour les candidats leur confère une emprise déterminante sur ces derniers. Finalement, si vous ne pouvez pas les battre, rejoignez-les. Nombreux sont les anciens législateurs à obtenir des emplois de lobbyistes. Les faveurs qu'ils ont accordées dans le passé à l'industrie sont ainsi récompensées par un poste rémunérateur.

Quatrième partie : changements

Nombreuses, très nombreuses ont été les idées proposées pour réformer le Congrès. Nous pouvons les organiser de deux manières différentes : par l'étape du processus qu'elles remettent en cause (la sélection des candidats, les campagnes électorales, les équipes, les lobbyistes) ou par les stratégies adoptées (les plafonds, les motivations, les outils). Certaines de ces idées ont même été adoptées – mais comme ce sont justement les membres du Congrès qui doivent les voter, la question reste de savoir si l'objectif est de traiter la corruption en soi, ou la perception que nous en avons.

La sélection des candidats

Entendre les membres du Congrès plaider pour que plus de gens « s'impliquent dans le processus » est aujourd'hui monnaie courante. Je n'ai pourtant pas eu connaissance de tentatives formelles du Congrès visant à recruter plus de candidats. (Après tout, qui voudrait accroître le nombre de ses rivaux ?)

Au contraire, c'est en marge du système officiel que les plus grands efforts ont été faits. Comme mentionné plus haut, l'organisme Progressive Majority consacre tous ses efforts à identifier et à recruter des activistes progressistes. Et chaque parti a une branche consacrée au recrutement des candidats – même si l'objectif est bien souvent de trouver quelqu'un qui puisse collecter suffisamment de fonds pour gagner un siège pour le parti plutôt que de réajuster la composition du Congrès dans son ensemble.

Il est possible de concevoir que vous pourriez faire la différence en redoublant d'efforts – en dénichant plus de gens, des individus de valeur, pour se présenter aux élections. Aujourd'hui, même lorsqu'un candidat l'emporte sur un coup de chance, il s'agit rarement de l'honnête et intègre citoyen que vous espériez voir gagner – et même lorsque c'est le cas, le culte de l'expérience le force à se conduire de la même manière que les autres. Si plus de personnes de valeur posaient leur candidature, même si rien d'autre ne changeait, il y aurait au moins une chance qu'ils puissent gagner de temps en temps, et ainsi insuffler un minimum de décence au processus.

Le financement de la campagne électorale

Depuis le Watergate, l'essentiel des réformes relatives aux campagnes électorales ont consisté à plafonner ou à rendre publiques certaines actions. Aujourd'hui, les campagnes pour les élections fédérales ne sont pas autorisées, sur une période de deux ans, à collecter plus de 2 400 $

auprès de particuliers, et plus de 5 000 $ auprès d'un comité d'action politique reconnu. (Il est interdit aux entreprises de faire des dons directs ; leurs employés doivent effectuer des donations en toute connaissance de cause via un comité d'action politique reconnu.) Parallèlement, toutes les contributions et les dépenses majeures doivent être dévoilées publiquement.

Le principal effet de cette divulgation a été de créer une série de spots publicitaires et d'attaques pendant la campagne, du genre : « Vous avez accepté X millions de dollars de la part d'Y, qui est une crapule. » On ne sait pas exactement à quel point ces attaques sont efficaces dans des cas particuliers, mais elles ont indéniablement contribué à forger une culture où l'on présume que tous les législateurs sont achetés par l'argent. Malheureusement, les seuls individus qui peuvent se permettre de se lancer dans une campagne électorale sans récolter des sommes considérables auprès de personnes peu fréquentables sont des multimillionnaires qui s'autofinancent, et tout bien considéré, ils n'incarnent pas vraiment une avancée significative en direction du « candidat normal ».

La première conséquence des plafonnements a été la création d'une panoplie de moyens efficaces permettant de les contourner, qui a atteint son point culminant avec la récente décision *Citizens United* de la Cour suprême américaine, qui a établi que des groupes extérieurs (y compris des entreprises) peuvent dépenser des sommes illimitées relatives à la campagne pour à peu près n'importe quel poste, à partir du moment où ils ne coordonnent pas leurs dépenses avec le candidat. Le résultat en est une culture de coordination-sans-coordination pour les campagnes électorales majeures, au cours desquelles les collaborateurs les plus haut placés vont ébruiter quelques informations sur la stratégie de campagne à la presse du Capitole, où ces groupes extérieurs trouveront le moyen de lire entre les lignes. De toute évidence, ce n'est pas tout à fait la même chose que de contrôler comment l'argent est dépensé, et cela ne semble pas non plus avoir eu d'effet significatif sur le déroulement d'une campagne électorale. De fait, les lois relatives au financement des campagnes sont habituellement tenues pour lettre morte.

La proposition la plus sérieuse pour régler ce problème est celle du Fair Fight Funds. Avec un tel système, un candidat pourrait opter pour un financement public de sa campagne. En échange de son consentement à ne pas collecter de fonds provenant de sources extérieures, il pourrait recevoir une somme initiale lui permettant de financer une campagne de base (disons 500 000 $), ainsi qu'un dollar supplémentaire pour chaque dollar récolté par son adversaire. (Dans certaines versions, il reçoit 0,90 $ ou 1,10 $ au lieu d'1 $.)

Par exemple, imaginez que John Q. Public décide de se présenter contre Montague T. Moneybags. Public opte pour le financement public et reçoit la somme de 500 000 $. Moneybags organise une importante levée de fonds et arrive à réunir 600 000 $. Le gouvernement allouera alors à Public 100 000 $ supplémentaires afin que les règles du jeu soient équitables. Si, en théorie, ce système rend le montant versé par le gouvernement illimité, le fait que Public reçoive un nouveau dollar à chaque fois que Moneybags en collecte un n'incitera pas ce dernier à continuer de lever de grosses sommes d'argent.

Ce système, fonctionnant sur la base du volontariat, neutraliserait véritablement l'effet dévastateur de l'argent, mais certains experts juridiques pensent que la Cour suprême le jugerait contraire à la Constitution, au motif que le fait de verser de l'argent à Public dissuaderait Moneybags d'exercer sa liberté d'expression accordée par le premier amendement. (La Cour suprême actuelle semble éprouver un dégoût irrationnel pour la législation relative aux financements des campagnes électorales. Pour répondre à cet argument, certains plaident en faveur de la création d'un amendement constitutionnel qui les empêcherait d'invalider toutes les lois majeures.)

Dans l'intervalle, les partisans du financement public ont revu leurs espoirs à la baisse. Selon le schéma actuel, Public pourra recevoir les 500 000 $ mais devra se charger de recueillir la somme qui lui manque grâce à de petites contributions. Un tel système a deux grands défauts : tout d'abord, Moneybags, qui bénéficie d'innombrables contacts, sera rapidement en mesure de recueillir davantage d'argent que l'honnête Public ; en outre, même des contributions d'un montant modeste vont influencer le candidat en faveur de la classe moyenne supérieure prospère, qui manifeste déjà un goût prononcé pour l'engagement politique. (Rappelez-vous que les inégalités sociales aux États-Unis sont si sévères que toute personne ayant un revenu dépassant les 87 000 $ annuels figure déjà parmi les 20 % des personnes les plus riches, et pour celles ayant un revenu supérieur à 154 000 $, le chiffre passe à 5 %[29]. Avoir des candidats réceptifs à ces individus et non aux grandes entreprises constituerait déjà une avancée, mais celle-ci ne serait peut-être pas cruciale.)

Certains estiment que même un tel système n'est pas viable. Au désespoir, ils se sont tournés vers le monde extérieur – avec des idées utilisant de nouvelles technologies, comme ActBlue, qui permet à l'Américain moyen de faire plus facilement des dons sur Internet pour les candidats politiques.

---

29 Carmen DeNavas-Walt, Bernadette D. Proctor, Robert Mills, « Income, Poverty and Health Insurance Coverage in the United States: 2003 », *Current Population Reports*, U.S. Census Bureau, août 2004, p. 60-226, <http://www.webcitation.org/5wCm9AS48>.

Sur le plan théorique, la question de savoir si un tel mode opératoire pourrait être appliqué demeure sans réponse. Si plus vous amassez d'argent, plus vous êtes susceptible de gagner, il est difficile d'imaginer que l'on puisse récolter suffisamment d'argent des particuliers pour être en mesure de rivaliser avec les centaines de millions qu'une grande entreprise peut débourser. Mais dans les faits, les échecs des candidats autofinancés ont tendance à montrer que ce n'est pas le cas. Candidat au poste de sénateur, Jeff Greene (démocrate, Floride) a ainsi dépensé plus de 23 millions de dollars dans la primaire, tandis que son rival, Kendrick Meek, l'a devancé de 26 points après avoir dépensé près de sept millions de dollars. Meg Whitman (indépendant) a dépensé 173 millions de dollars pour devenir gouverneur de Californie, mais a néanmoins perdu de onze points face à Jerry Brown (démocrate), qui a dépensé 40 millions de dollars.

Une perspective plus optimiste évoque un « seuil de viabilité », au-delà duquel l'argent supplémentaire ne ferait pas de véritable différence. Dans une campagne à 200 millions de dollars, chaque électeur aura évidemment entendu chaque candidat s'exprimer, même s'il aura entendu l'un trois fois plus que les autres. Si cela était vrai, cette nouvelle méthode de collecte de fonds pourrait permettre à des candidats respectables d'atteindre ce seuil. (Ce serait également une bonne nouvelle pour les méthodes de financement par fonds publics qui ne peuvent fournir qu'un financement de base.)

La vérité se situe sans doute à mi-chemin – augmenter les sommes d'argent n'offre que des rendements décroissants, mais qui ne sont pas nuls pour autant. Arriver à collecter les sept millions de Meek serait déjà une opération difficile en ne comptant que sur des donateurs indépendants. Opération difficile mais pas impossible peut-être – des petits donateurs ont contribué à la collecte des centaines de millions de dollars durant la campagne d'Obama (bien que ce dernier en ait recueilli autant de grands donateurs). Comprendre comment exploiter ce potentiel constitue un objectif essentiel pour aller plus loin sur la question du financement des campagnes électorales.

Les stratégies de campagne

D'autres, notamment le sénateur Ron Wyden (démocrate, Oregon), se sont attelés à changer le contenu des campagnes électorales. La règle « Assumez votre publicité » défendue par Wyden avait pour objectif de décourager les campagnes par diffamation en obligeant chaque candidat à déclarer : « Je suis [Indiquez votre nom] et j'approuve ce message » une fois pendant chaque spot publicitaire. Cette mesure n'a pas contribué

à réellement changer la teneur des campagnes, bien qu'elle ait raccourci les spots de quelques secondes cruciales.

Wyden a également proposé de limiter la durée durant laquelle les membres du Congrès peuvent procéder à des collectes de fonds. Cette proposition a rencontré un succès bien moins considérable, et si elle est susceptible de dévoiler la cupidité qui ronge le Capitole, il est difficile de savoir comment elle pourrait avoir un effet significatif sur le problème dans sa globalité.

Cependant, il reste possible de mener une révolution depuis l'extérieur vis-à-vis des stratégies de campagnes. Il ne suffit pas d'intégrer de nouveaux individus au processus si, dans les faits, ils sont ensuite abandonnés à leur sort face aux stratèges de campagne qui n'en feront qu'une bouchée. Au contraire, il faut les aider à mener des campagnes innovantes et rentables, qui leur permettent d'avoir leur chance, même avec un budget limité. Cette nouvelle science de la campagne efficiente peut fournir des informations clés sur les actions qui sont efficaces et sur celles qui ne le sont pas, et de nouvelles technologies innovantes peuvent contribuer à réduire le coût des campagnes.

La sélection des collaborateurs

Si, comme je l'ai affirmé, le culte de l'expertise constitue un facteur déterminant qui explique pourquoi même les collaborateurs des élus courageux sont si frileux une fois en place, la solution est simple : amener plus de profils hardis issus du monde extérieur à travailler dans les bureaux du Congrès. Cela pourrait être réalisable avec une campagne culturelle à grande échelle destinée à rendre le travail au Congrès attractif, ou au moyen d'une campagne à plus petite échelle visant à exercer une pression sur les nouveaux membres afin qu'ils embauchent des individus issus d'autres milieux que celui du cercle fermé.

L'éthique des collaborateurs

Au sein du Congrès, les comportements des collaborateurs sont encadrés de manière encore plus stricte que durant la campagne électorale. Néanmoins, si l'obligation de détenir deux téléphones portables différents permet de conserver une intégrité de façade, il semble difficile d'affirmer que cette mesure a sérieusement réduit le nombre de pratiques clientélistes qui sévissent dans les bureaux du Capitole. Pas plus qu'il n'apparaît clairement que ces pratiques constituent un facteur majeur du déficit démocratique.

Aussi étrange que cela puisse paraître, je n'ai jamais entendu quiconque suggérer que le Congrès devrait interdire ce système de double

emploi pour les collaborateurs travaillant à la fois sur une campagne et au Congrès. Naturellement, le problème avec ce type de réforme est que la personne au sommet – l'élu – occupe inévitablement deux emplois lui-même.

Il existe des contraintes imposées aux activités « portes tournantes » – notamment des interdictions formelles de devenir lobbyiste à certains moments et des « périodes d'attente » durant lesquelles vous ne pouvez pas entamer des démarches de lobbying auprès de vos anciens collègues. Comme c'est le cas pour la plupart des restrictions de ce type, elles contribuent à réduire les exemples les plus extrêmes mais elles ne parviennent pas à constituer ne serait-ce que le début d'une solution pour résoudre le problème. Cependant, le personnel « porte tournante » apparaît comme un phénomène si mineur que même une interdiction totale de cette pratique entamerait à peine le déficit démocratique.

Les lobbyistes

Le jeu du chat et de la souris s'intensifie quand il s'agit de recevoir des cadeaux des lobbyistes. À chaque nouveau scandale, les réglementations deviennent plus strictes, et les lobbyistes plus rusés. À présent, par exemple, les lobbyistes ont l'interdiction d'offrir des repas trop chers aux membres du Congrès, mais il existe la fameuse « exception de l'amuse-gueule », dont le résultat ridicule est que les lobbyistes sont désormais obligés de payer aux membres du Congrès des plats hors de prix présentés en petites portions, pendant que tout le monde reste debout.

Dans le même esprit, les lobbyistes ont été contraints de se soumettre à un système qui mêle restrictions et transparence de leurs actions. Les restrictions sont bien moins importantes, car elles se cantonnent à l'interdiction des pots-de-vin complètement transparents (des limitations plus strictes du lobbying se prendrait sans doute les pieds dans le premier amendement), tandis que l'aspect transparence apparaît encore plus inutile (que va-t-on faire du fait que Lobbyiste X ait été rémunéré par Intérêt particulier Y ?).

Encore une fois, une stratégie tournée vers des individus issus du monde extérieur semble plus prometteuse. De la même manière que l'on peut exploiter le potentiel des petites contributions pour peser plus de poids dans les élections, on peut les combiner dans un but de lobbying. Un représentant du Congrès n'est pas tenu de rendre un service à un donateur qui lui aura versé 15 $, mais il doit le faire pour une communauté en ligne qui réussirait à récolter 200 000 $ en contributions de 15 $. Jusqu'à présent, les communautés en ligne se sont montrées réticentes à tirer profit de leur influence, probablement en raison de leur volonté de

transparence qui leur rend plus difficile de prétendre ne pas violer les règles éthiques. Cependant, il s'agit là d'une voie tout à fait prometteuse pour l'avenir.

L'alternative consisterait à trouver un moyen de dissocier les contributions de campagnes du lobbying, mais il est difficile de voir comment on pourrait réaliser cela en pratique. Même si les lobbyistes n'étaient pas autorisés à toucher ces contributions eux-mêmes (et cette condition paraît peu constitutionnelle), il n'existe pas de raison justifiant que leurs clients ne puissent pas verser de contributions que les lobbyistes pourraient alors faire rentrer sous la forme de services. Comme pour les plafonds des contributions de campagne, toute réglementation est susceptible de comporter des failles.

Les membres du Congrès ont leur propre porte tournante – et les contraintes qu'elle implique. Mais tout comme pour les collaborateurs, le problème apparaît trop mineur pour que même des restrictions strictes puissent faire une différence significative. Une bonne planque de lobbyiste est un bon dessert après une carrière bien servie, mais les contributions relatives à la campagne constituent le plat de résistance financier du repas.

Conclusion

Pour ceux d'entre nous qui ne font pas partie de la classe politique, voici une bonne nouvelle : inutile d'attendre que le Congrès règle ses problèmes tout seul. Les solutions les plus efficaces seront initiées par un groupe extérieur, quel qu'il soit – et il existe nombre d'individus qui sont en train de s'atteler à cette tâche. Ce n'est pas une loi définitive qui remédiera à la situation, mais un groupe d'activistes, qui créera sa propre réforme. Le chemin sera sans doute semé d'embûches, et c'est pour cette raison que nous ferions bien de nous mettre au travail.

http://www.aaronsw.com/weblog/keynes

Keynes expliqué en quelques mots

24 septembre 2009, 22 ans

Si vous lisez les manuels d'économie, vous découvrirez que le marché du travail est un marché comme les autres. Il y a l'offre (les travailleurs) et la demande (les employeurs). Et l'incroyable pouvoir de la concurrence de marché pousse le prix (les salaires) jusqu'au point où l'une et l'autre se rejoignent. Ainsi le chômage de masse est-il un phénomène aussi probable que celui d'immenses tas de blé invendus : si personne n'achète, c'est simplement parce que vous fixez des prix trop élevés.

Pourtant, à l'heure où j'écris ces lignes, 17,5 % de la population du pays est au chômage. Est-ce simplement parce que tous ces gens réclament des salaires trop élevés ? Les économistes en sont réduits aux explications les plus ridicules. Peut-être que les gens ne savent pas où se trouvent les emplois, disent certains. (Le gouvernement devrait sans doute faire de la publicité pour Craigslist[30].) Ou peut-être faut-il juste du temps pour que tous ces anciens ouvriers du bâtiment apprennent de nouveaux métiers. (Et ce bien que le chômage soit en hausse dans toutes les industries.) Mais ces économistes sont généralement forcés d'en revenir à la conclusion fondamentale du manuel : les salaires réclamés sont tout simplement trop élevés. Le motif est peut-être innocent, mais les faits sont les faits.

La grande clairvoyance de John Maynard Keynes a été de s'apercevoir de l'absurdité de cette analyse. Le marché du travail est un marché très spécial, dans la mesure où les individus qui sont « achetés » sont aussi ceux qui achètent tout ce qui se vend. Au fond, pourquoi embauche-t-on des gens pour cultiver du blé ? Parce qu'à la fin de la journée,

30 Site Web américain proposant des petites annonces variées (emploi, logement, objets, services) ainsi que des forums de discussion sur différents sujets, ndt.

d'autres personnes veulent en acheter. Mais si un grand nombre de personnes sont au chômage, ils font tout leur possible pour économiser, ce qui les oblige à limiter leurs achats. Et s'ils limitent leurs achats, alors il y a moins d'individus à qui les entreprises peuvent vendre leurs produits, et donc les entreprises réduisent leurs effectifs.

Il est évident que quelque chose ne va pas du tout dans la théorie économique de base. Parcourons donc le chef-d'œuvre de Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, et essayons de comprendre la façon dont il a théorisé le fonctionnement de l'économie.

Lorsque l'on touche sa paie en fin de semaine, on la dépense. Mais on ne la dépense pas forcément entièrement – on met un peu d'argent de côté, comme on nous a dit de le faire quand on était petit. Économiser est considéré comme une grande vertu nationale – d'où toutes ces publicités diffusées par l'État pour nous parler d'épargne. Tout le monde sait pourquoi : mettez de l'argent de côté aujourd'hui et votre mise aura augmenté demain.

Mais il y a là une sorte d'illusion. L'argent n'a aucune valeur en soi ; il n'est utile que parce qu'il permet d'acheter des choses. Et il permet d'acheter des choses parce qu'il paie d'autres individus à fabriquer ces choses pour vous. Mais on ne peut pas économiser des individus sur son compte en banque – si quinze millions de personnes sont au chômage, elles ne peuvent pas mettre leur temps sur un compte d'épargne en attendant que la situation s'améliore. Le travail qu'elles auraient pu accomplir est perdu pour toujours.

Alors, oui, certaines personnes peuvent toujours économiser tandis que d'autres leur empruntent de l'argent – on peut laisser son voisin acheter deux iPods en échange de sa promesse de vous laisser en acheter quatre l'année suivante – mais le pays, dans son ensemble, ne peut pas en faire autant. Au bout du compte, il faut que quelqu'un achète les choses que nous pouvons fabriquer. Mais si tout le monde économise, cela signifie que les gens n'achètent pas. Et si les gens n'achètent pas, les personnes qui fabriquent des choses se retrouvent au chômage.

C'est un cercle vicieux : si les gens achètent moins, les entreprises gagnent moins, donc les gens sont moins payés, donc les gens achètent moins. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que nous nous retrouvions tous au chômage. (Heureusement, les choses ne vont jamais jusque-là – mais uniquement parce que certains refusent que leurs salaires soient baissés. Ce qui, selon les économistes traditionnels, était supposé causer le chômage, est en réalité ce qui l'empêche d'augmenter !)

Mais ce cycle peut être inversé. Imaginez que Donald Trump recrute un certain nombre de personnes au chômage pour se faire construire un nouveau gratte-ciel. Soudain, ces personnes touchent à nouveau un salaire et peuvent donc se remettre à dépenser de l'argent. Et chaque dollar qu'elles dépensent va dans un secteur commercial différent, lequel peut lui-même commencer à recruter. Et ces personnes tout juste recrutées se mettent à dépenser l'argent qu'elles gagnent, et ainsi de suite. C'est un effet multiplicateur : chaque dollar dépensé produit un effet de relance sur l'économie qui excède sa valeur propre.

Envisageons maintenant les choses du point de vue de l'employeur – imaginons que vous dirigez une usine de fabrication de camions. Comment décidez-vous du nombre de camions à fabriquer ? Évidemment, vous en fabriquez autant que vous pensez pouvoir en vendre de façon rentable. Mais il n'existe aucun moyen de calculer une telle chose – cela dépend de ce que les consommateurs feront dans le futur. C'est absolument impossible à deviner. Et pourtant, force est de constater que l'on fabrique des camions.

Fut une époque, explique Keynes, où les hommes riches pensaient que pour montrer sa virilité, il fallait investir. Ils n'allaient pas rester assis à calculer quel type d'obligations aurait le meilleur rendement prévu. Les obligations, c'est pour les mauviettes. Eux étaient des hommes, des vrais. Ils allaient utiliser leur argent et construire un chemin de fer.

Mais des riches de ce genre, on n'en fait plus. Aujourd'hui, les riches placent leur argent en Bourse. Au lieu de choisir avec audace une grande entreprise dans laquelle investir, ils déplacent chaque semaine leur argent d'un endroit à l'autre (ou engagent quelqu'un pour le faire à leur place). Aujourd'hui, c'est donc la Bourse qui stimule le plus les nouveaux investissements.

Mais comment la Bourse détermine-t-elle quel montant les profits sont censés atteindre ? En vérité, elle n'en sait pas plus que vous. Tout est basé sur une simple convention. Nous faisons tous comme si le cours actuel des actions, quel qu'il soit, correspondait à une réalité, ce qui nous permet de nous concentrer exclusivement sur les divers facteurs qui feront évoluer ce cours. Nous oublions le fait le plus fondamental : au départ, personne n'a la moindre idée du cours que devrait avoir une action.

Au lieu de personnes qui font de leur mieux pour déterminer quelles entreprises vont gagner de l'argent dans le futur et y investir, on a des gens qui essaient de déterminer quels cours d'action vont évoluer dans le futur pour se placer les premiers. C'est comme un jeu de chaises

musicales géant – tout le monde se dépêche pour ne pas être celui qui reste debout quand la musique s'arrête.

On pourrait aussi dire que cela ressemble aux concours organisés par les journaux, où il faut choisir les six plus jolis visages parmi une centaine de photographies. Le gros lot va à la personne qui a choisi les visages qui ont été les plus choisis. Il ne s'agit donc pas de choisir ceux que l'on juge être les plus jolis, mais ceux que l'on estime avoir le plus de chance d'être élus comme les plus jolis. Mais c'est encore plus retors, puisque tous les autres joueurs font la même chose – en fait, on choisit les visages dont on pense que tous les autres penseront que tous les autres ont trouvé qu'ils étaient les plus jolis ! Et il ne fait aucun doute que certains poussent le raisonnement encore plus loin.

Vous pensez peut-être que cela signifie qu'une personne qui a réellement travaillé et essayé de calculer les profits attendus raflera la mise, empochant l'argent de tous ceux qui jouent aux chaises musicales. Mais ce n'est pas si simple. Calculer les profits attendus est vraiment très difficile. Pour gagner de l'argent, il faut être exceptionnellement bon à cet exercice, et il semble bien plus simple de simplement deviner ce que tous les autres vont faire.

Et même si, pour une raison ou pour une autre, vous étiez doué pour deviner les profits à long terme, où trouveriez-vous l'argent pour investir ? Vos investissements sembleront insensés aux autres, cela tient à la nature même de votre stratégie. Si vos prévisions se vérifient, ils y verront un coup de chance. Et lorsque vos actions ne se porteront pas bien (ce qui est le cas la plupart du temps – ce sont des choix à long terme, souvenez-vous), ils y verront la preuve de votre incompétence et reprendront l'argent qu'ils vous avaient confié.

Ce qui est effrayant, c'est que plus nos marchés s'ouvrent, plus les gens peuvent déplacer leur argent rapidement, et plus les échanges sont fondés sur ce genre de spéculation plutôt que sur une analyse sérieuse. C'est effrayant parce que – pour rappel – tout l'enjeu de la Bourse est de trancher la question cruciale de savoir comment, en tant que société, nous devrions préparer l'avenir. Comme l'écrit Keynes : « Lorsque l'accumulation du capital d'un pays devient un sous-produit des activités d'un casino, il y de fortes chances que le résultat soit défectueux. »

La meilleure solution est probablement d'imposer une petite taxe sur chaque transaction. Non seulement cette petite taxe engendrerait des montagnes d'argent (on estime actuellement que même une taxe minuscule permettrait d'obtenir 100 milliards par an), mais elle contribuerait aussi à réorienter tous les cerveaux de Wall Street, occupés à ces jeux stériles de chaises musicales, vers quelque chose de réellement utile.

Mais même si le problème de la Bourse se trouve résolu, une incertitude demeure. Car le bien-fondé d'un investissement dépend de la santé future de l'économie. Et la santé future de l'économie dépend de l'existence de nouveaux investissements. Donc, au bout du compte, l'investissement ne dépend pas seulement d'un calcul prudent du rendement prévu, mais également de nos « instincts animaux », de notre optimisme vis-à-vis de l'avenir. C'est ce facteur qui accentue les périodes d'essor et creuse les dépressions, et fait qu'il devient plus dur de sortir d'une situation difficile.

De façon encore plus perverse, cela signifie que les performances économiques dépendent en grande partie du moral des hommes d'affaires. Si élire Obama déprime les hommes d'affaires, ceux-ci sont susceptibles de retirer leurs investissements et de pousser l'économie vers la récession. Ce n'est pas forcément intentionnel – ils croient peut-être sincèrement qu'un président comme Obama est mauvais pour l'économie. Mais lorsque vous avez un système qui ne fonctionne que lorsque les hommes d'affaires sont contents, leurs peurs agissent comme une prophétie autoréalisatrice.

Ce qui en résulte, laisse entendre Keynes, c'est que le gouvernement devra intervenir pour empêcher l'économie de s'écrouler à chaque fois que les plus riches auront des soucis de digestion.

Voilà donc comment nous évaluons les choses côté recettes. Qu'en est-il de l'estimation des coûts maintenant ? L'essentiel des coûts est évident – il faut acheter du matériel et recruter des gens. Mais puisqu'il vous faut fabriquer aujourd'hui des choses que vous ne pourrez vendre que demain, l'un de vos coûts principaux va être l'argent qui devra être utilisé entretemps. Et le coût de l'argent, c'est le taux d'intérêt. (Si vous empruntez un million de dollars à un taux d'intérêt de 5 %, cela signifie essentiellement que vous payez 50 000 $ pour avoir le droit d'utiliser l'argent tout de suite.)

Baisser les taux d'intérêt augmente donc les investissements – cela réduit le coût des emprunts, ce qui réduit les coûts de fabrication, ce qui signifie que plus de choses peuvent générer des bénéfices. Et si plus de choses peuvent générer des bénéfices, plus de choses sont fabriquées, ce qui veut dire que les recrutements reprennent. La question est donc : qu'est-ce qui détermine le taux d'intérêt ?

Eh bien, si le taux d'intérêt représente le coût de l'argent, alors la réponse évidente est la quantité d'argent en circulation. Et s'il y a beaucoup d'argent qui traîne ici et là, on peut s'en procurer pour pas grand-chose. Ce qui signifie que, fondamentalement, le chômage est causé par

un manque d'argent : davantage d'argent (à supposer que les gens ne thésaurisent pas tout) signifie des taux d'intérêt plus bas ; des taux d'intérêt plus bas (à supposer que les bénéfices attendus ne s'écroulent pas) signifient des investissements plus importants ; des investissements plus importants (à supposer que les gens ne décident pas d'arrêter d'acheter) signifient plus d'emploi ; et plus d'emploi signifie des prix plus élevés, ce qui signifie que nous allons avoir besoin de plus d'argent.

L'argent est créé par la banque centrale (la Réserve fédérale aux États-Unis), qui décide à quel niveau elle veut fixer le taux d'intérêt et imprime ensuite de nouveaux billets (qu'elle utilise pour racheter la dette du gouvernement) jusqu'à ce que le taux d'intérêt soit au niveau qu'elle désire. Pour relancer l'économie, tout ce qu'elle a à faire est de continuer à baisser les taux d'intérêt jusqu'à ce que les investissements reprennent et que tout le monde ait un travail.

Mais il y a un hic : le taux d'intérêt ne peut pas être inférieur à zéro. (Keynes pensait que le problème était peu susceptible de se présenter, mais aux États-Unis, nous y sommes confrontés en ce moment même.) Que faire lorsque le taux d'intérêt est de zéro et que les gens n'ont toujours pas de travail ?

Eh bien, on peut prier pour que des milliardaires se mettent à tous nous recruter pour leur construire de gigantesques hôtels particuliers, mais ce n'est pas une façon de diriger un pays. Le gouvernement doit intervenir. Au lieu d'attendre que des milliardaires se fassent ériger de luxueux palais, le gouvernement peut recruter pour construire des choses dont nous avons tous besoin – des routes, des écoles, des connections Internet haut débit. Pour être honnête, il ne faut pas nécessairement que ce soit des choses dont nous avons tous besoin. Le gouvernement pourrait recruter des gens pour faire tout et n'importe quoi. Voilà pourquoi le fait d'inspecter les fonds de relance pour éviter le gaspillage est absolument ridicule – le gaspillage, c'est très bien ; l'important est de mettre de l'argent en circulation afin que l'économie puisse repartir.

Une autre bonne solution est la redistribution des revenus. Les pauvres sont bien plus susceptibles de dépenser de l'argent que les milliardaires. Si nous prenons un peu d'argent aux milliardaires pour le donner aux pauvres, les pauvres l'utiliseront pour acheter des choses dont ils ont besoin et d'autres obtiendront ainsi des emplois pour fabriquer ces choses.

N'oubliez pas que l'argent n'est qu'une espèce d'illusion. En réalité, il n'y a que des gens qui veulent des choses et des gens qui fabriquent des choses. Mais nous sommes coincés dans une situation complètement ridicule : beaucoup de personnes veulent désespérément des emplois

consistant à fabriquer des choses – ils ne font littéralement rien d'autre –, et dans le même temps, beaucoup de personnes veulent désespérément que l'on fabrique des choses pour eux. Il semble ridicule de laisser les choses en l'état, simplement sous prétexte que quelques-uns détiennent la totalité des billets verts !

Le capitalisme semble traverser des cycles frustrants d'essor et de dépression. Certains affirment que la solution est tout simplement d'empêcher les phases d'expansion – d'augmenter les taux d'intérêt afin que la fête ne devienne pas incontrôlable et que l'on ne soit pas tous piteux le lendemain matin. Keynes n'est pas d'accord : le remède « ne consiste pas à supprimer les phases d'essor et à maintenir en permanence une semi-dépression, mais à supprimer les dépressions et à maintenir en permanence une situation voisine de l'essor ».

Souvenez-vous de l'époque de la bulle Internet, lorsque les sociétés de capital-risque dépensaient tout leur argent pour faire installer des câbles de fibre optique sous les trottoirs. La bonne solution n'était pas que la Fed[31] augmente les taux d'intérêt jusqu'à ce que même les sociétés de capital-risque, hébétées, réalisent que tout cet investissement dans la fibre ne serait pas rentable. La bonne solution était de leur prendre leur argent. Donnez-le aux pauvres, qui le dépenseront pour acheter quelque chose d'utile, comme de la nourriture et des vêtements.

Telles sont donc les instructions de Keynes pour une économie prospère : des taux d'intérêt faibles, un gouvernement qui investit, et de l'argent redistribué aux pauvres. Et pendant un temps – des années 1940 aux années 1970 environ –, c'est plus ou moins ce que nous avons fait. Les résultats furent merveilleux : l'économie connut une forte croissance, l'inégalité diminua, tout le monde avait du travail.

Mais, à partir des années 1970, les riches organisèrent une contre-attaque. Ils n'aimaient pas voir l'inégalité – et leur fortune – fondre comme neige au soleil. Il y eut alors une résurgence de la théorie économique classique ; on déclara Keynes discrédité et on augmenta drastiquement les taux d'intérêt, mettant ainsi des millions de personnes au chômage. L'économie s'effondra, les inégalités montèrent en flèche, et les choses ne furent plus jamais les mêmes depuis. Pendant un temps, on a parlé de niveaux d'inégalité inédits depuis les années 1920. Puis on a parlé d'une récession d'une ampleur inédite depuis les années 1930.

Une fois encore, Keynes nous fournit des instructions sur la manière de nous en sortir. La question est de savoir si nous allons les suivre.

---

31 *Federal Reserve System*, banque centrale des États-Unis, ndt.

http://crookedtimber.org/2009/08/04/toward-a-larger-left/

Vers une gauche plus vaste

4 août 2009, 22 ans

Comme beaucoup d'universités, Stanford parvient à maintenir le plein-emploi chez les professeurs de lettres et sciences humaines en exigeant des nouveaux étudiants qu'ils suivent leurs séminaires. Mon cœur saignant face au spectacle de l'injustice sociale, j'ai choisi le séminaire intitulé « Liberté, égalité, différence ».

La plupart des autres étudiants ne s'intéressaient pas vraiment à ce sujet – ils se pliaient simplement au règlement. Mais une minorité significative n'était pas dans ce cas de figure et prenait, comme moi, la question très à cœur. Il s'agissait de conservateurs, armés d'innombrables citations expliquant en quoi la discrimination positive était en train de saper la méritocratie américaine. La seule autre attitude politique que j'ai remarquée relevait du centrisme modéré, position adoptée par le professeur, dont le travail principal consistait à étudier la théorie de la guerre juste.

Il est vite apparu que j'étais le seul à être de gauche, et de loin. Ce n'était pas simplement que les autres étaient en désaccord avec moi ; ils ne pouvaient même pas me *comprendre*. Je me souviens d'une discussion avec eux autour d'une scène du livre *Homme invisible, pour qui chantes-tu ?* où un ouvrier se vante d'être tellement indispensable que, lorsqu'il était malade, le patron est venu chez lui en voiture pour le supplier de revenir travailler, acceptant même de lui confier la direction de l'usine. Lorsque j'ai suggéré qu'Ellison sous-entendait peut-être par là que c'était la main-d'œuvre, et non la direction, qui devrait diriger les lieux de travail, les autres étudiants (et le professeur) ne furent pas simplement en désaccord avec moi – ils trouvèrent l'idée incompréhensible. Comment pourrait-on diriger une usine sans directeurs ?

Ce séminaire reflétait la culture intellectuelle américaine dans son ensemble : un grand nombre de conservateurs qui donnent de la voix et s'expriment bien, une poignée de centristes mous plus ou moins libéraux et un public qui ne s'en soucie guère. (Pour compléter le tableau, le professeur m'a sommé au silence en criant alors que je mentionnais des faits gênants pendant une discussion sur le Vietnam.)

C'est un futur qui inquiète George Scialabba. Très attaché à la tradition d'une gauche humaniste, il est pourtant contraint de la regarder dépérir. Comme il le fait remarquer, les conservateurs obtiennent des postes importants dans l'industrie (y compris dans les think tanks financés par l'industrie), les centristes sont confinés dans des programmes hyperspécialisés à l'université, et les vrais gens de gauche peuvent à peine obtenir un poste. (*L'Union soviétique est tombée, qu'est-ce que vous faites encore là ?* semble être l'opinion dominante à leur sujet.)

Que peut-on y faire ? Telle est la question. George salue les rares exceptions (Noam Chomsky, Alexander Cockburn – des noms vraisemblablement choisis pour provoquer) qui ont réussi à se ménager une niche en dénonçant les mensonges et en rejetant le consensus, et qui se sont pour la peine vus repoussés aux marges de la société. Henry[32] propose une version plus technique, où les critiques de gauche ne discutent pas avec le public (terme qui semble en pratique désigner les 20 000 lecteurs de *Z Magazine*) mais avec les élites, et notamment avec les spécialistes de telle ou telle discipline, en retournant les failles d'un domaine donné contre lui-même (à la Doug Henwood). Et Michael[33] semble lui faire l'habituelle riposte consistant à dire qu'un tel extrémisme ne touche jamais aucun public, et trouve encore moins souvent à se concrétiser – seuls l'incrémentalisme et les compromis réalistes avec le pouvoir parviendront à changer la vie des gens (Ezra Klein serait peut-être l'homme de la situation à cet égard).

Ce débat n'est pas dépassionné. Deux questions s'y mêlent de manière un peu confuse : essayer de trouver que faire de nos vies et comment justifier ce que nous avons déjà fait. Personnellement, j'adore Chomsky, Henwood et Klein – je trouve leurs écrits et leur personnalité incroyablement stimulants. Et même si tout dans leurs stratégies n'est pas parfait, j'ai du mal à imaginer, et encore moins à désirer, un monde

---

32 Henry Farrell, professeur de sciences politiques et d'affaires internationales, membre de Crooked Timber, blog de centre-gauche tenu en grande partie par des universitaires américains, britanniques, irlandais, australiens et de Singapour, auquel Aaron Swartz contribua, et sur lequel est publié cet article, ndt.

33 Michael Bérubé, professeur de littérature américaine et d'études culturelles, membre de Crooked Timber, ndt.

où ils n'agiraient pas exactement comme ils le font. Mais mes propres plans – forgés dans cette salle de cours de Stanford et demeurés depuis inchangés (à ma grande surprise) – préconisent une autre approche.

Un nouveau monde médiatique est en train d'émerger. Les médias traditionnels, qui ne prendraient même pas la peine d'imprimer la réponse de Chomsky à leurs attaques, sont en train de disparaître, tandis que les médias alternatifs se développent très rapidement. Alexander Cockburn ne publie pas un, mais une douzaine d'articles par jour sur CounterPunch.org. Amy Goodman présente une émission d'information quotidienne diffusée sur plus de 700 chaînes. Il existe tout une industrie Chomsky, qui occupe au moins un rayon même dans les chaînes de librairies de banlieue. Les livres de féministes socialistes comme Barbara Ehrenreich sont dans la liste des best-sellers du *New York Times*. Imaginez, nous avons même un sénateur socialiste et américain maintenant !

Et puis, il y a toute la nouvelle génération de blogueurs politiques. Daily Kos, Atrios, etc., totalisent un lectorat de plusieurs millions de personnes et ne cachent pas leur animosité à l'égard de la majorité du parti démocrate et des médias. Leur travail est cité chaque soir sur les plus grandes chaînes par Jon Stewart et Rachel Maddow. (*À la Maison Blanche* a même créé un personnage pour incarner Atrios). Même Scialabba reconnaît (quoique pas dans son livre) que s'il veut passer du temps avec des amis qui partagent ses idées, il va sur Crooked Timber.

Mais si cela a clairement un effet salutaire sur la culture politique traditionnelle (en témoigne le parcours de Stephen Kinzer, passé du statut de bête noire de Noam Chomsky à celui d'invité chez Amy Goodman), on ne peut pas réellement parler pour l'instant de culture alternative à part entière. Les conservateurs, les centristes, les libéraux – tous répètent *leur* principe fondamental : *Notre système actuel est très bon. Bien sûr, il y a quelques problèmes à la marge* (un peu plus pour les libéraux, un peu moins pour les conservateurs)*, mais, comme l'a dit McCain, les fondamentaux sont toujours solides*. Ce discours est tellement bien diffusé que même les étudiants de première année à l'université peuvent le répéter comme une petite phrase toute faite.

La gauche a réussi à le faire sonner creux et à lui ôter sa force de conviction. Votre serviteur, blogueur libéral moyen, reconnaît volontiers que tous les journaux sont des tissus de mensonges, que tous les hommes politiques sont de parfaits vendus, et que le gouvernement est dirigé par des lobbyistes et des amateurs issus du monde de l'entreprise. Et (rien de nouveau) le citoyen moyen est bien d'accord (il faudrait faire beaucoup d'efforts pour être assez bête pour penser autrement). Mais ceci étant, que faire ? Élire Howard Dean ?

Le front populaire est mort depuis longtemps ; les syndicats ont tous périclité ; la nouvelle gauche n'a jamais réellement eu de plan (« Nous devons nommer ce système, criait la SDS[34]. Nous devons le nommer, le décrire, l'analyser, le comprendre et le changer » ; apparemment, ils n'ont jamais franchi l'étape du choix du nom) et c'est à peine si elle existe encore. Le terme « socialisme » est devenu tellement édulcoré qu'il récolte à peu près autant de suffrages que celui de « capitalisme » auprès des jeunes de moins de 30 ans – aujourd'hui, il renvoie apparemment à tout ce qui se situe à gauche du néolibéralisme austère (à l'exclusion du partage de fichiers, bien sûr).

Jamais les circonstances n'ont été aussi favorables à la création d'un nouveau programme. La crise économique a anéanti le consensus de Washington, là où un millier de tribunes de Chomsky aurait échoué, tandis qu'Internet a permis aux gens de se fédérer par millions. Mais la gauche ne semble pas pouvoir dépasser sa posture défensive. Si vous voulez des livres qui critiquent les politiques de l'administration Bush, vous trouverez de quoi remplir toute une bibliothèque. Mais si vous voulez des livres qui expliquent ce que l'on peut faire à la place, où irez-vous les chercher ? Le seul groupe de centre-gauche à faire des propositions politiques avec sérieux est Third Way. (Un exemple de recommandation : « Moderniser nos services de renseignement […] [organiser une] conférence de presse soulignant le vingtième anniversaire de la création d'al Qaeda. »)

Il y a bien une idéologie alternative et cohérente à gauche. En résumant la pensée de Chomsky, Scialabba s'essaie même à l'exposer précisément : « Depuis le début, le but fondamental de la politique extérieure américaine a été de maintenir un climat propice aux investissements. […] l'intelligentsia américaine, bien que régulée de façon moins sévère et maladroite que son homologue soviétique, a été subordonnée de façon non moins efficace aux objectifs de l'État. » (J'ajouterais simplement que l'économie intérieure est structurée de manière à transformer la majorité de la population en serviteurs interchangeables des riches.) Scialabba le formule explicitement, ce que ne fait jamais Chomsky (du moins à ma connaissance).

J'irais même plus loin et m'essaierais à décrire la solution proposée par Chomsky : la démocratie. Une démocratie des médias, pour empêcher la population d'être dupée par les élites et leurs gros porte-voix. Une démocratie économique, pour promouvoir un mélange plus

---

34 Students for a Democratic Society, organisation étudiante américaine s'inscrivant dans le mouvement étudiant de contestation des années 1960, ndt.

harmonieux et une distribution plus équitable des biens sociétaux et des maux nécessaires. Et enfin une démocratie politique, afin que nos forces armées ne soient plus enrôlées par des voyous sanguinaires dans un enchaînement de combats immoraux.

Cette philosophie est tellement différente du consensus général, qu'il faudrait bien plus que deux paragraphes pour l'expliquer, sans même parler de la défendre. Mais personne ne se donne la peine ne serait-ce que d'essayer. Au lieu de cela, le public est obligé de lire l'intégrale de Chomsky et de reconstituer la logique des principes qui la sous-tendent.

C'est mieux que rien – et la méthode a marché pour moi – mais il est évident que cela limite considérablement le nombre de personnes à pouvoir être convaincues. Les gens qui n'ont pas le temps ou les capacités de le faire finissent par ressembler à ceux dont on peut lire les commentaires sur les blogs libéraux : des personnes qui savent que quelque chose ne va pas du tout, mais ne savent pas vraiment quoi, ni ce que l'on pourrait y faire.

En résumé, les intellectuels de gauche doivent cesser de se contenter de donner des petits coups dans le consensus général, et commencer à exprimer clairement leur alternative et proposer une méthode concrète de la défendre (Chomsky, aussi supérieure soit son intelligence, semble adhérer à une théorie du changement qui se limite plus ou moins à faire en sorte que les gens qui viennent à ses lectures rejoignent la branche locale de l'ISM[35]). J'espère que davantage de personnes opteront pour cette stratégie. Je crains parfois que si personne ne le fait, il ne restera bientôt plus beaucoup d'intellectuels de gauche.

---

35 International Solidarity Movement, organisation non gouvernementale palestinienne regroupant des pacifistes palestiniens et internationaux travaillant à promouvoir la lutte pour la liberté en Palestine et pour la fin de l'occupation israélienne, ndt.

http://www.aaronsw.com/weblog/parpolity

Hommes politiques de profession, prenez garde !

2008, 21 ans

Cet essai a été publié la première fois dans *Rebooting America: Ideas for Redesigning American Democracy for the Internet Age*, sous la direction d'Allison Fine, Micah L. Sifry, Andrew Rasiej et Joshua Levy (Personal Democracy Press, 2008).

« Par un effet exponentiel, il suffit de cinq niveaux de conseils, chaque conseil étant composé de cinquante personnes seulement, pour couvrir plus de trois cent millions de personnes. »

Le gouvernement d'une république, a écrit James Madison dans le *Fédéraliste* nº 39 (« Conformité du plan proposé au principe républicain », 1788), doit « dériv[er] du grand corps de la société, et non d'une portion peu considérable ou d'une classe favorisée ; sinon une poignée de nobles tyranniques, exerçant leur oppression par une délégation de ses pouvoirs, pourrait aspirer au rang de républicains, et revendiquer pour leur gouvernement le titre honorable de république ».

Si l'on regarde notre gouvernement aujourd'hui – une Chambre composée d'hommes politiques professionnels, un Sénat rempli de multimillionnaires, une succession de dynasties familiales présidentielles –, il semble difficile de soutenir que les membres de notre administration sont en effet « dériv[és] du grand corps de la société » et non d'une « classe favorisée » essayant simplement de se faire passer pour des représentants du peuple.

À moins que la politique ne soit une tradition dans votre famille, vos chances d'être élu à une fonction fédérale sont très minces. Et à moins que vous ne soyez un avocat blanc de sexe masculin, il est rare, lors

d'une élection nationale, que vous puissiez voter pour quelqu'un qui vous ressemble. D'ailleurs, en réalité, nous n'avons pas non plus la possibilité de choisir des positions politiques : aucun des principaux candidats ne soutient les propositions importantes sur lesquelles s'accordent la plupart des électeurs, comme par exemple un système de sécurité sociale à payeur unique.

Au lieu de cela, les élections nationales sont désormais réduites à des choix binaires, que des publicitaires et des équipes de relations publiques résument à de pures émotions : la peur (un ours rôdant dans les bois) ; l'espoir (le soleil se levant derrière une montagne) ; votez Smith ; ou peut-être Jones. Et les principaux médias ne prennent pas non plus la peine d'élever le débat. Au lieu de discussions importantes sur les propositions politiques et leurs effets, ils passent leur temps à compter les points (qui a collecté le plus d'argent ? Qui est le mieux placé dans les sondages dans l'Ohio ?) et à colporter des scandales insignifiants (combien a coûté cette coupe de cheveux ? Quelqu'un, quelque part, a-t-il été offensé par cette remarque ?).

Le résultat de cette débauche de démagogie ? En 2004, seuls 10 % des électeurs déclaraient choisir un candidat à la présidence en fonction de son programme, de ses idées, de ses objectifs ou des thématiques abordées. Il n'est donc pas surprenant que les politologues découvrent que les décisions des électeurs sont motivées par des facteurs aussi aléatoires que leur préférence pour le rouge ou le bleu, l'état de l'économie, ou la durée durant laquelle le parti en place a été au pouvoir.

Hormis quelques occasionnels sondages téléphoniques, les opinions du « grand corps de la société » ne font plus partie du tableau. Il y a bien longtemps, dans le *Fédéraliste* nº 10 (« Utilité de l'Union contre les factions et les insurrections [suite] », 1787), Madison mettait le doigt sur la raison de cette disparition. « Quelque peu étendue que soit la république, écrit-il, les représentants doivent être un certain nombre afin de se prémunir contre les cabales de quelques-uns. » Mais de même, « si étendue soit-elle, ils ne doivent pas dépasser un certain nombre, afin de se prémunir contre la confusion inhérente à la multitude ».

En conséquence, tandis que la population augmente, le nombre de représentants reste inchangé, laissant chaque homme politique en charge de toujours plus d'individus. Le premier Congrès avait une Chambre de 65 membres représentant 40 000 électeurs et trois millions de citoyens (le taux de participation s'élevait alors au taux exceptionnel de 1,3 %) – ce qui fait un représentant pour environ 600 électeurs ou 46 000 citoyens (soit la capacité d'un stade de baseball moyen). Un tel stade rempli forme peut-être une foule un peu turbulente, mais il n'est pas démesurément grand.

Aujourd'hui, nous avons 435 représentants et 300 millions de citoyens – soit à peine un représentant pour 700 000 citoyens. Aucun stade au monde n'est assez grand pour contenir autant de personnes. C'est un chiffre qui se rapproche davantage de l'audience d'une émission de télévision (c'est environ le nombre de téléspectateurs regardant Keith Olbermann chaque soir).

Et c'est précisément ce qu'est devenu l'électorat moderne : une masse de téléspectateurs suivant le spectacle depuis chez eux. Même si vous le vouliez, vous ne pourriez pas avoir une vraie conversation avec un public de télévision. Il est trop vaste pour que l'on puisse se faire une idée de ce que pense chaque individu. Au lieu d'un groupe à représenter, c'est une foule à gérer.

Je pense, comme Madison, qu'il existe globalement une taille adéquate pour un groupe de représentants, « il y a un juste milieu dont on ne peut s'écarter sans rencontrer des inconvénients contraires. En élargissant trop le nombre d'électeurs, les représentants ne seront pas suffisamment proches des circonstances et des intérêts locaux ; en le réduisant à l'excès, les représentants seront trop proches des électeurs et incapables de comprendre et de poursuivre les intérêts nationaux ».

Mais ce que Madison n'a pas vu est qu'il n'existe pas de limite au nombre de ces groupes. Pour prendre une analogie technologique, Internet est, au fond, un gigantesque assemblage de câbles. Pourtant personne n'y pense en ces termes. En fait, nous regroupons les câbles dans des puces, les puces dans des ordinateurs, les ordinateurs dans des réseaux, et les réseaux dans Internet. Et les gens n'ont jamais directement affaire qu'à un seul niveau : lorsque notre ordinateur tombe en panne, nous sommes incapables d'identifier quel câble ne marche plus ; nous ramenons toute la machine au magasin.

Une des visions les plus convaincantes pour une relance de la démocratie applique ce système d'abstraction à la politique. La *parpolity*, développée par le politologue Stephen Shalom, suggère de construire un corps législatif à partir d'une série hiérarchique de conseils imbriqués les uns dans les autres. En accord avec Madison, Shalom affirme que chaque conseil devrait être suffisamment petit pour que les membres puissent dialoguer les uns avec les autres, et suffisamment grand pour qu'il y ait une diversité d'opinion et que le nombre de conseils soit réduit au minimum. Il estime la taille idéale d'un conseil entre vingt-cinq et cinquante personnes.

Alors, pour commencer, imaginons un conseil composé de vous et de quarante de vos voisins les plus proches – les autres habitants de votre immeuble ou de votre pâté de maisons peut-être. Vous vous

réunissez de temps en temps pour discuter des problèmes qui vous préoccupent, vous et votre voisinage. Et vous pouvez voter pour établir la politique qui s'appliquera à la zone que couvre votre conseil.

Mais votre conseil a une autre fonction : il choisit un de ses membres pour le représenter au sein du conseil placé juste au-dessus dans la hiérarchie. Et là, le processus se répète : le représentant de votre pâté de maison et des quarante pâtés de maison les plus proches se réunissent de temps en temps pour discuter des questions politiques relatives au quartier concerné. Et, bien sûr, votre représentant fait un rapport à votre groupe, enregistre vos suggestions quant aux questions délicates, et recueille les propositions de problèmes à soulever lors de la prochaine réunion du conseil de quartier.

Par un effet exponentiel, il suffit de cinq niveaux de conseils, chaque conseil étant composé chacun de cinquante personnes seulement, pour couvrir plus de trois cent millions de personnes. Au conseil de quartier – et là réside réellement l'astuce –, tout le processus se répète. De même que chaque conseil de voisinage nomme un représentant au conseil de quartier, chaque conseil de quartier nomme un représentant au conseil municipal, chaque conseil municipal au conseil d'État, chaque conseil d'État au conseil national, etc.

Shalom examine un certain nombre de détails supplémentaires – les règlements touchant au processus de vote, aux motions de défiance, aux délégations – mais c'est l'idée d'imbrication qui change tout. Avec un tel système, il n'y a que quatre représentants entre vous et les gens qui déterminent la politique nationale, lesquels sont chacun contraints de rendre des comptes à leurs électeurs, en personne, lors de réunions régulières et en comité réduit. Les hommes politiques, dans un tel système, ne pourraient pas être élus en exploitant les émotions de masse. Ils devraient plutôt s'asseoir face à un conseil composé de leurs pairs et les persuader qu'ils sont les plus désignés pour représenter leurs intérêts et leurs opinions.

Il y a quelque chose de très daté dans cette idée de s'asseoir avec ses concitoyens pour discuter de façon rationnelle des problèmes du jour. Mais il y a là aussi quelque chose d'excitant et de nouveau. De même que les blogs ont offert à tous la possibilité d'être éditeur, que Wikipédia permet à quiconque d'être auteur d'articles d'encyclopédie, et que YouTube permet à quiconque de devenir producteur de télévision, Parpolity permettrait à quiconque d'être un homme politique.

Internet nous a montré qu'il existe une réserve d'individus compétents dont le nombre dépasse de loin celui des individus possédant les origines sociales, les relations et la richesse requises pour se faire une

place dans la société et mettre leurs compétences au service d'une profession. (Il nous a aussi montré que, parmi ces derniers, beaucoup ne sont pas particulièrement compétents.)

Le pouvoir démocratique du Net fait que vous n'avez pas besoin d'avoir des relations pour réussir. Dans un monde où les jeunes peuvent devenir des stars de la télévision en trouvant simplement une caméra et une connexion Internet, les citoyens peuvent commencer à se demander pourquoi il est tellement plus difficile d'entrer en politique.

Pendant de nombreuses années, les hommes politiques ont eu une excuse toute faite : la politique était un métier difficile, qui exigeait de soupeser et d'évaluer soigneusement les données et de prendre des décisions difficiles. Seules quelques personnes triées sur le volet étaient dignes de confiance et aptes à s'acquitter d'une telle tâche ; la grande majorité de la population était terriblement sous-qualifiée.

Et peut-être qu'à une époque où les hommes politiques et la presse entretenaient des relations complices, cette illusion pouvait être entretenue. Mais à mesure que les cyber-activistes et les blogs ancrent toujours plus le débat national dans le monde réel, cette excuse devient risible. Après tout, ces hommes et ces femmes censés faire preuve d'un jugement éclairé ont voté à l'écrasante majorité pour des désastres comme la guerre en Irak. « Personne n'aurait jamais pu prédire cela », martèlent tous les présentateurs de télévision. Personne, hormis le grand corps de la société, dont on a toujours ignoré l'insistance à affirmer que l'Irak ne constituait pas une menace et qu'une occupation serait longue et violente.

De nouveaux outils connectés d'interaction et de collaboration ont permis aux gens de se réunir dans le temps et dans l'espace pour construire des choses incroyables. En même temps qu'il met à bas ce qui venait encore justifier l'existence d'une classe professionnelle d'hommes politiques, Internet crée aussi les outils permettant de les remplacer. Dans l'ensemble, les efforts des internautes se sont pour l'instant concentrés sur l'éducation et le divertissement, mais ce n'est qu'une affaire de temps avant qu'ils ne se tournent vers la politique. Et lorsqu'ils le feront, vous, les hommes politiques de profession, prenez garde !

http://www.aaronsw.com/weblog/whycentrism

La force d'attraction du centre

12 juillet 2006, 19 ans

Le « centrisme » est la tendance qui consiste à prendre deux croyances différentes et à réduire au maximum ce qui les différencie. C'est une mauvaise idée, et pour une raison qui devrait paraître évidente : la vérité est indépendante de nos croyances ; tout autant que les autres partisans, les centristes ignorent les données concrètes au bénéfice de leur idéologie prédéterminée.

Pourquoi donc une telle force d'attraction ? D'abord, c'est un lieu qui ne demande pas trop de réflexion : défendre une position précise nécessite de rassembler des données concrètes et de les défendre. Le centrisme nécessite simplement de répéter un peu de ce que dit A et un peu de ce que dit B et de mélanger le tout. Souvent, les centristes semblent ne même pas s'inquiéter de savoir si les bouts qu'ils prennent ici et là se contredisent ou non.

Deuxièmement, le centre est plus ou moins inoffensif. Prendre position de façon marquée pour A ou pour B vous attirera inévitablement des ennemis. Mais en étant centriste, on peut garder des amis dans les deux camps, puisque ceux-ci trouveront toujours au moins deux ou trois choses auxquelles vous adhérez qui s'accordent avec leurs propres philosophies.

Troisièmement, être centriste permet de cirer plus facilement les bottes de ceux qui sont au pouvoir, puisque l'idée de « centre » s'adapte avec beaucoup de facilité aux alternances politiques. Un conservateur zélé devra en passer par un changement radical de philosophie politique pour obtenir une place au sein d'une administration libérale. Un centriste, lui, peut se contenter d'emprunter quelques convictions supplémentaires aux conservateurs, et de renoncer à quelques autres empruntées aux libéraux, et s'intégrer sans problème. Cela explique pourquoi

les centristes sont tellement répandus dans la classe des commentateurs politiques (aucune administration n'est réellement tentée de les mettre dehors) et pourquoi, actuellement, tant de ces experts « centristes » adhèrent à des idées conservatrices (les conservateurs sont au pouvoir).

Quatrièmement, bien qu'il soit en réalité au service de ceux au pouvoir, le centriste s'imagine être un penseur indépendant et sérieux. « Les gens de droite comme les gens de gauche savent déjà ce qu'ils vont dire sur chaque sujet, peuvent prétendre les centristes, mais nous, nous prenons des décisions fondées sur la situation. » (Cette excuse a récemment été utilisée dans une lettre de collecte de fonds publiée par le *New Republic*.) Bien sûr, et comme nous l'avons dit plus haut, ladite « situation » fait simplement référence à la question de savoir quel parti est au pouvoir, mais ce détail est soigneusement occulté.

Quatrièmement, le centre plaît au public. On observe une immense insatisfaction de la part du public à l'égard du gouvernement et de notre système politique. Bien qu'ils soient au beau milieu de ce système corrompu, les centristes peuvent prétendre qu'ils sont en fait « indépendants » et « en désaccord avec la droite comme avec la gauche ». Ils peuvent dénoncer l'« extrémisme » (qui n'est pas très populaire) et jouer les « modérés », même lorsque leurs positions sont extrêmement éloignées de ce que croit le public ou de ce que disent les faits.

Prises ensemble, ces raisons concourent à faire du centrisme un lieu particulièrement attractif pour les acteurs de la vie politique américaine. Mais ce fléau est loin de se limiter à la scène politique. Les journalistes laissent souvent entendre que la vérité réside quelque part entre les deux sources qu'ils ont citées. Les universitaires tentent de se tenir éloignés des propositions politiques faites par l'un ou l'autre parti. Et pire que tout peut-être, les scientifiques essaient de réduire au maximum ce qui sépare deux théories contradictoires.

Malheureusement pour eux, ni la vérité ni le public ne se situent nécessairement quelque part au milieu. Mais, heureusement pour eux, il existe un certain nombre de compensations fort utiles qui le sont.

Exercice pour le lecteur : comment expliquer la force d'attraction qu'exerce le « contre-courantisme », l'idéologie à laquelle souscrivent des magazines en ligne comme *Slate* ?

http://www.aaronsw.com/weblog/cns

L'État providence conservateur

22 mai 2006, 19 ans

Pendant des années, les progressistes ont regardé les administrations démocrate et républicaine ôter à notre pays le peu d'idées libérales qui subsistaient encore au sein de notre économie. Bill Clinton, par exemple, a supprimé la maigre assistance versée par le gouvernement aux mères célibataires pauvres, signé l'Alena[36] et commencé à essayer de réduire petit à petit la sécurité sociale.

Mais pires encore que ces défaites politiques sont les défaites théoriques qui les sous-tendent. Comme l'a déclaré le scientifique cognitiviste George Lakoff, les gens envisagent la politique à travers des cadres de pensée moraux. Or les conservateurs ont brillamment réussi à créer un cadre qui leur est propre afin de défendre leurs politiques. Si la gauche veut riposter, elle va devoir créer ses propres cadres.

Entre ici en scène le codirecteur du Center for Economic and Policy Research, Dean Baker, un des acteurs clé de l'opposition aux dernières tentatives de privatisation de la sécurité sociale (étant l'auteur de *Social Security: The Phony Crisis*[37], il ne manquait pas de faits pour démontrer que cette crise était bel et bien bidon). Baker vient de sortir un nouveau livre, *The Conservative Nanny State: How the Wealthy Use the Governement to Stay Rich and Get Richer*[38], qui prend le contre-pied du cadre défendu par les conservateurs pendant des décennies. (Note pour la transparence : j'ai tellement aimé ce livre que je l'ai converti en

36 North American Free Trade Agreement, ou Accord de libre-échange nord-américain, traité entré en vigueur le 1er janvier 1994, qui crée une zone de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, ndt.

37 La sécurité sociale : une crise fictive, ndt.

38 L'État providence conservateur : comment les plus riches se servent de l'État pour rester riche et devenir encore plus riche, ndt.

format HTML pour eux et ils m'en ont envoyé un exemplaire gratuit en retour.)

Son argument le plus fondamental est que les conservateurs, en général, *ne sont pas* favorables aux effets naturels du marché. Depuis bien trop longtemps, explique-t-il, la gauche s'est accommodée de l'idée que les conservateurs veulent laisser faire le marché, tandis que les libéraux préconisent un certain degré d'intervention de l'État pour protéger les plus pauvres des excès du marché.

Faux ! dit Baker. Les conservateurs *adorent* l'idée d'un État fort – la seule chose, c'est qu'ils l'utilisent pour donner l'argent aux riches plutôt qu'aux pauvres. D'où l'État providence conservateur évoqué dans le titre, toujours en quête de pleins aux as geignards à qui venir en aide.

Prenez la politique commerciale, par exemple. L'État providence conservateur est plus que ravi de signer des accords de libre-échange qui laissent s'envoler les emplois liés à l'industrie vers l'étranger. Et il est ravi de laisser entrer les ouvriers immigrants dans le pays pour prendre la place des plongeurs et des travailleurs à la journée. Mais lorsqu'il s'agit des professions libérales, médecins, avocats, économistes, journalistes, etc., *alors là non !*, l'État providence conservateur fait tout son possible (via la délivrance de licences et sa politique d'immigration) pour empêcher les étrangers d'entrer dans le pays.

Cela ne fait pas qu'aider les médecins, mais affecte aussi l'ensemble d'entre nous en augmentant nos frais de santé. Les défenseurs de l'Alena estiment que cet accord nous a permis d'économiser 8 milliards de dollars par an. Utiliser la concurrence pour abaisser les honoraires des médecins ne serait-ce qu'aux niveaux observés en Europe nous permettrait d'économiser *quatre-vingt* milliards de dollars – soit presque 700 dollars par famille et par an, juste en améliorant le tarif des consultations. On observerait des montants semblables en considérant le cas d'autres professions importantes.

Le livre de Baker est aussi l'un des rares à révéler le scandaleux secret qui se cache derrière le conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale qui, si l'on en croit les informations, passe son temps à tripatouiller les taux d'intérêt. Cette technocratie qui ne rend de compte à personne, et dont la plupart des membres sont nommés par des banques, utilise son pouvoir sur les taux d'intérêt pour pousser l'économie vers la récession et ainsi éviter que les salaires n'atteignent des niveaux trop élevés. Oui, absolument, le gouvernement essaie de ralentir l'économie pour que l'on vous paie moins. (La chose est expliquée en détail dans le livre.)

Le livre de Baker regorge également de nouvelles idées politiques extrêmement intéressantes. Il fait remarquer, par exemple, que les

sociétés ne font pas partie du marché libre, mais sont un cadeau offert par le gouvernement. (Et un cadeau très apprécié, puisque les entreprises paient volontairement 278 milliards de dollars par an pour l'avoir.) Par conséquent, le gouvernement pourrait très bien modifier légèrement les termes du contrat, et ainsi améliorer notre sort à tous. Par exemple, alors que les règlements d'entreprise actuels comptabilisent automatiquement les actionnaires qui s'abstiennent lors des votes comme étant automatiquement en faveur de tout ce que proposent les directeurs de ces entreprises, Baker suggère d'exiger que toutes les propositions de rémunération des directeurs généraux soient approuvées par la majorité de ceux qui votent effectivement, au lieu de les laisser déterminer librement combien ils se paient, comme c'est le cas actuellement.

Et qu'en est-il des droits d'auteur et des brevets d'invention ? Encore une fois, ce n'est pas une loi de la nature, mais un gros cadeau du gouvernement. Quelqu'un qui aurait sincèrement le souci de réduire l'importance de l'État devrait essayer de supprimer ou d'assouplir les lois qui donnent aux pouvoirs publics la capacité de déterminer quelles chansons ou quels films on peut avoir sur notre ordinateur.

Les Américains dépensent 220 milliards en médicaments sur ordonnance, en grande partie à cause des brevets accordés par le gouvernement. Au lieu de donner cet argent aux grandes entreprises pharmaceutiques, le gouvernement pourrait dépenser beaucoup moins (quelques centaines de millions seulement) en finançant lui-même les chercheurs et en rendant leurs découvertes sur les médicaments gratuites pour le public. Les étudiants dépensent 12 milliards uniquement en manuels scolaires. Encore une fois, le gouvernement pourrait fabriquer des manuels gratuits pour mille fois moins que cela. Et nous dépensons 37 milliards en musique et en films. Pourquoi ne pas créer un « bon de liberté artistique » (les bons, les conservateurs en raffolent !) qui ne pourrait être dépensé que pour les artistes qui mettent leurs œuvres dans le domaine public ?

Aucune de ces propositions ne rend le système existant caduc – elles pourraient fonctionner parallèlement à lui, en obligeant simplement les entreprises pharmaceutiques, l'industrie cinématographique et les éditeurs de manuels scolaires à être compétitifs face à ces idées alternatives. Si leur version fonctionne mieux, alors très bien, ils toucheront l'argent. Mais dans le cas contraire, il n'y aura plus d'État providence conservateur pour les protéger.

De même, le gouvernement pourrait étendre le programme de la sécurité sociale en permettant à tout le monde d'acquérir des comptes personnels supplémentaires auprès d'un système qui fonctionne avec des frais généraux incroyablement bas (0,5 % contre les 20 % des fonds

privés) et soixante-dix années d'existence et de réussite derrière lui. Ou il pourrait essayer d'améliorer notre pitoyable système de santé en laissant les gens investir dans le programme Medicare du gouvernement, qui là encore a des coûts administratifs incroyablement bas (saviez-vous que proportionnellement, nous dépensons 80 % de ce que dépense au total la Grande-Bretagne en santé publique simplement pour nos démarches administratives ?) et jouit d'une vraie position de force pour négocier une baisse des prix. Encore une fois, pourquoi ne pas laisser les entreprises privées se battre pour rester compétitives ?

Le livre aborde aussi les sujets de la législation sur la faillite, des actes délictuels et des recettes, des petites entreprises, et des impôts. Et il les étudie chacun encore plus en détail. Comme il est entièrement consultable gratuitement sur Internet, vous n'avez aucune excuse pour ne pas le lire. C'est une lecture amusante, le genre de livre qui bouleverse la conception que l'on peut se faire de l'envers de l'économie.

http://crookedtimber.org/2009/05/01/
political-entrepreneurs-and-lunatics-with-money/

Entrepreneurs politiques et fous fortunés

1er mai 2009, 22 ans

Une des choses intéressantes avec le capitalisme, c'est que si l'on a de l'argent, il y a toujours quelqu'un pour apparaître comme par magie et répondre à vos besoins. Lorsqu'il pleut à New York, un vendeur se matérialise instantanément pour me vendre un parapluie. Lorsque je marchais dans la rue pendant l'*Inauguration Day*[39], les rues étaient pleines de vendeurs de bonnets et de chaufferettes. Évidemment, je n'avais demandé à personne de m'apporter un bonnet ; je n'avais même pas conscience d'en avoir besoin, ou alors je l'aurais apporté moi-même – mais les gens ont prédit que j'en voudrais un et ils l'ont apporté pour moi.

Plus vous avez d'argent, plus ces désirs peuvent devenir délirants. Lorsque vous êtes riche, les gens vous proposent de vous envoyer dans l'espace, de vous construire de grands immeubles avec votre nom dessus, ou de vous aménager de somptueuses concessions funéraires. Ou encore, et comme le démontre Steven Teles[40], de faire évoluer la loi en fonction de vos intérêts.

Ce qui est étonnant dans la montée du conservatisme moderne est que celle-ci *ne fut pas*, pour une majeure partie, l'œuvre des grandes entreprises. Les grandes entreprises, dans l'ensemble, étaient très satisfaites du consensus libéral. On ne peut pas vraiment dire que « noyer le gouvernement dans la baignoire[41] » les démangeait, surtout dans la mesure où celui-ci faisait tant pour elles.

---

39 *Inauguration Day* est le jour de l'investiture du président des États-Unis, où il prête serment et prend ses fonctions, au mois de janvier, ndt.

40 Steven Teles, *The Rise of the Conservative Legal Movement: The Battle for Control of the Law*, Princeton University Press, 2008, ndt.

41 Aaron Swartz fait certainement référence à la petite phrase de l'avocat politique Grover Norquist, qui disait vouloir réduire la taille du gouvernement de manière à « pouvoir le noyer dans la baignoire » (interview à *Morning Edition*, 25 mai 2001), ndt.

Teles l'explique très bien dans son brillant premier chapitre[42] consacré aux réseaux juridiques *libéraux*. « À considérer les choses du point de vue du début du xxie siècle, fait-il remarquer, on ne comprend pas bien pourquoi ces hommes blancs, riches et haut placés – des présidents de l'American Bar Association, des hommes à la tête des plus grandes fondations du pays – ont appuyé un projet visant à libéraliser la profession juridique. » Des groupes aussi respectables que la Ford Foundation, l'ABA[43] et le OEO[44] soutenaient un projet aussi militant que le Legal Services Program, qui, écrit Teles, « aida à transformer l'administration, et en fin de compte la politique, de l'aide publique » (p. 32). Les facultés de droit proposèrent bénévolement des consultations juridiques gratuites, et la Ford Foundation finança une douzaine de groupes activistes juridiques. (Il faut tout de même reconnaître que les autres grandes fondations refusèrent de se joindre à elle.)

Les entreprises essayèrent bien de contre-attaquer – comme l'explique Teles dans un chapitre intitulé « Les erreurs commises ». Il cite un rapport influent sur ces premières tentatives, déplorant qu'elles se soient contentées de prendre de l'argent à une entreprise pour le dépenser à mener les combats juridiques de cette même entreprise, un cabinet d'avocats structuré comme un évadé fiscal. Craignant de s'aliéner les actionnaires de leurs donateurs privés, elles renoncèrent à prendre des positions idéologiques de principe et n'influencèrent pas le débat politique dans son ensemble.

Mais le vrai mouvement conservateur fut lancé par de riches extrémistes situés en marge du monde de l'entreprise. Ce fut l'œuvre d'individus comme Richard Mellon Scaife, qui hérita de son alcoolique de mère d'une partie de l'immense fortune Mellon. Joseph Coors hérita d'une société de brassage ; John M. Olin dirigeait une obscure société de produits chimiques ; R. Randolph Richardson hérita de l'argent que son père avait gagné en vendant Vicks à Procter and Gamble[45]. Aucun d'entre eux ne mérite réellement le titre de Titans de l'Industrie, même en enlevant les majuscules. Et pourtant ce sont ces hommes qui ont financé non seulement le mouvement conservateur juridique, mais aussi le mouvement conservateur en général.

---

42 Le second, en fait – comme dans la plupart des livres universitaires, le premier chapitre est consacré au contexte théorique, et l'histoire elle-même ne commence que dans un deuxième temps.

43 American Bankers Association, ndt.

44 Office of Economic Opportunity, ndt.

45 Notons combien ils sont nombreux à avoir directement hérité de leur fortune. Je laisse à quelqu'un de plus rompu que moi aux hypothèses psychologiques le soin de commenter la relation entre philosophie conservatrice et soutien appuyé au système qui a permis à votre père de gagner ses millions.

Ce fait est parfois masqué par un document intitulé la Note Powell. Rédigée par Lewis Powell peu avant qu'il ne soit nommé juge assesseur de la Cour suprême par Nixon, elle appelle la Chambre de Commerce des États-Unis à défendre le « système de la libre entreprise » contre « les campus universitaires, les chaires, les médias, les journaux intellectuels et littéraires, le monde des arts et des sciences, et contre les hommes politiques » qui oseraient le critiquer.

Cette Note Powell marque le début de l'histoire de la plupart de ces think tanks de droite, non tant parce qu'elle eut une influence absolument décisive, mais parce qu'elle était parfaitement limpide : « Les chaînes de télévision nationales devraient être contrôlées, écrit Powell, […] de même que les manuels scolaires devraient faire l'objet d'une surveillance permanente. » Que peut répondre un farouche adversaire du système de la libre entreprise à une telle déclaration[46] ?

Mais ces déclarations ont masqué le fait que les suggestions de Powell ne furent pas réellement mises en application. Ce ne fut pas la Chambre de Commerce ou les grandes entreprises qui endossèrent ces tâches, mais un réseau de think tanks indépendants reposant sur une idéologie bien précise. Et ces think tanks ne furent pas fondés par d'éminents hommes d'affaires, mais par une nouvelle classe d'individus – un groupe que l'on pourrait appeler « les entrepreneurs politiques ».

Dan Burt était un avocat peu connu du Massachusetts lorsqu'il prit la tête de la Capital Legal Foundation pour en faire l'un des premiers véritables cabinets d'avocats du mouvement conservateur. Henry Manne était à peine juriste lorsqu'il commença à présenter à Pierre Goodrich (stock-picker[47] millionnaire) son idée de créer une nouvelle faculté de droit de droite. Lee Liberman Otis n'était qu'étudiant en droit lorsqu'il se mit à expliquer à Scaife et aux autres la nécessité de créer une Federal Society[48].

Ce domaine a même ses *serial* entrepreneurs. Paul Weyrich était le porte-parole d'un sénateur républicain lorsqu'il rencontra Joseph Coors.

---

46 *Invisible Hands*, la nouvelle et excellente histoire de Kim Phillips-Fein, est remarquable pour sa volonté de réinscrire la Note Powell dans son contexte, évoquant tout ce qui fut accompli avant même que la note ne soit rédigée et posant un regard sceptique sur la supposée influence de cette note.

47 Un stock-picker désigne un actionnaire qui sélectionne ses actions une à une, non pas en suivant un indice mais en sélectionnant les valeurs les plus à mêmes selon lui de réaliser les meilleures performances, ndt.

48 Pour un exemple tiré d'un autre domaine, voir mon précédent article sur Roger Bate, dont l'ONG Africans Fighting Malaria passe son temps à prétendre que les écologistes tuent des bébés africains. Bate essaya de lancer son association en draguant ses amis chez Philip Morris, mais il ne réussit finalement qu'à obtenir de l'argent d'un magnat de l'exploitation minière californienne. (On notera avec intérêt que beaucoup ont du mal à le croire et affirment que Philip Morris a dû être le véritable donateur.)

Durant les quelques décennies qui suivirent, Weyrich utilisa l'argent de Coors pour créer l'Heritage Foundation, la Free Congress Foundation, Moral Majority, l'American Legislative Exchange Council et divers autres groupes qui hantent toutes les histoires de l'ascension du conservatisme moderne.

Tout comme les vendeurs lors de l'*Inauguration Day*, les entrepreneurs politiques se mirent à la recherche d'individus ayant de l'argent et essayèrent de leur vendre quelque chose qu'ils ne savaient même pas vouloir. (Manne à Goodrich : « Les écuries d'Augias furent nettoyées en détournant un cours d'eau. […] Une seule faculté de droit dédiée à des propositions comme celles que tu amènes […] ferait davantage pour discipliner toutes les autres que n'importe quelle solution qui me vient à l'esprit. » On note la façon dont Manne affirme promouvoir les idées que « *tu* amènes ».) Les associations à but non lucratif sont assez petites et les riches assez riches pour qu'il suffise de quelques fous fortunés pour financer toute une forêt de think tanks.

Et pourtant, il doit aussi y avoir des milliardaires un peu fous à gauche. Alors pourquoi la plupart des think tanks de gauche vont-ils rarement au-delà du consensus clintonien ? (Pour prendre une histoire dans l'actualité récente, les conservateurs se sont bien amusés à attirer l'attention sur le fait que le Center for American Progress est, comme Obama, favorable à l'idée d'envoyer *plus* de troupes en Afghanistan.) On comprend bien pourquoi les grandes entreprises ne veulent pas essayer d'imposer des idées de gauche, mais plus difficilement pourquoi aucun riche décomplexé ne s'y applique.

Ce qui m'amène à soupçonner que le facteur limitatif n'est pas les donateurs, mais les entrepreneurs. L'homme de gauche moyen veut *faire des choses*, et non pas côtoyer des riches et gérer une équipe. Il n'est pas particulièrement taillé pour le travail organisationnel et ne fréquente pas le genre de personnes qui le sont. Si malgré tout, il fréquente des entrepreneurs, ils seront probablement de ceux qui commencent petits, avec une entreprise de technologie branchée, ce qui a pour seul effet de lui faire se demander pourquoi il perd son temps avec ces conneries politiques au lieu de faire la même chose qu'eux et d'empocher des millions. (Un ami à moi a récemment abandonné l'activisme de gauche pour fabriquer des plug-ins Firefox).

En bon institutionnaliste, je suis un peu mal à l'aise de proposer ce qui s'apparente au fond à une explication culturelle de ce phénomène, mais bien que ce soit moins satisfaisant d'un point de vue intellectuel, c'est au moins plus optimiste d'un point de vue politique. Si l'une des

choses qui empêchent la gauche d'avancer est un manque d'entrepreneurs politiques, alors il nous suffit d'en former davantage.

Maintenant, il ne me reste plus qu'à trouver quelques fous fortunés.

Pour la transparence : Aaron Swartz a récemment cofondé le Progressive Change Campaign Committee, ce qui fait également de lui une sorte d'entrepreneur politique. Auparavant, en fondant Reddit.com, il était l'un de ces entrepreneurs boiteux de start-up technologique. Bien évidemment, cet article n'engage que lui.

Ceux qui ne connaissaient pas Aaron personnellement se souviennent de lui pour son inlassable travail au nom de diverses causes publiques. En général, ils ne se rendent pas compte que derrière ce travail se cachait quelqu'un d'une gentillesse incommensurable. J'ai découvert Aaron à travers ses articles d'une extraordinaire intelligence sur Crooked Timber, un blog universitaire auquel je contribue. Au début, je ne savais rien de toutes les autres choses géniales qu'il avait faites ; il n'en parlait pas, à moins que l'on insiste. Il voulait simplement participer à des conversations avec d'autres personnes qui s'intéressaient autant que lui aux questions politiques et à la justice sociale.

Il voulait aider aussi. Lorsque nous avons rencontré de grandes difficultés techniques parce que notre lectorat était supérieur aux capacités de l'espace serveur que nous avions loué, il laissa entendre, sans faire de manières, qu'il serait très content d'assurer la responsabilité technique de notre blog et de nous fournir tous les équipements dont nous aurions besoin. En privé, il aidait beaucoup d'autres personnes avec la même simplicité. Rick Perlstein, l'historien politique de la montée de la droite, est aujourd'hui un homme célèbre. Avant qu'il ne devienne connu, Aaron tomba sur son travail, s'aperçut qu'il n'avait pas de site Internet et lui proposa de lui en faire un. Rick fut un peu déconcerté de recevoir une offre si généreuse de la part d'un parfait inconnu, mais il ne tarda pas à s'apercevoir que ce n'était pas des paroles en l'air. Aaron et lui devinrent ensuite bons amis.

Nous avons invité Aaron à intervenir sur notre blog à l'occasion de divers colloques, mais nous avons aussi publié son travail lorsqu'il avait quelque chose à dire et nous demandait si nous étions intéressés (nous répondions toujours par l'affirmative, et pour cause). Il faisait dialoguer beaucoup d'univers différents. Son activisme allait de pair avec un profond engagement intellectuel et une détermination à déchiffrer le monde par le dialogue. D'autres activistes pourraient s'en trouver déçus, dans la mesure où cela signifiait qu'il changeait souvent d'avis. Il avait cette profonde curiosité intellectuelle propre aux grands érudits, sans la suffisance qui va souvent avec. Si on pouvait l'accuser d'arrogance (et certains n'y manquaient pas), il s'agissait d'une forme étrangement dépourvue d'amour propre. Il attendait simplement des autres qu'ils soient à la hauteur des principes rigoureux qu'il s'imposait. Mais il savait aussi rire de lui-même. Lorsque le New York Times publia un article sur lui accompagné d'une photo le montrant en train de ruminer, le visage

rétro-éclairé derrière l'écran de son MacBook, je me suis moqué de lui et il était manifestement ravi qu'on le taquine.

Il est difficile d'accepter ce que nous avons perdu. Il n'était pas simplement un activiste, ou un programmeur, ou un intellectuel. Il était un bâtisseur de ponts entre beaucoup d'individus différents issus de beaucoup d'univers différents. Ce n'est qu'après sa mort que j'ai réalisé le nombre de personnes avec qui il entretenait une correspondance. Désormais, lorsque j'écris, c'est souvent dans un dialogue imaginaire avec lui, où j'imagine son impatience à l'égard de telle ou telle phrase un peu pompeuse, trop éloignée des vraies préoccupations des vraies gens. Ce dialogue imaginaire n'est qu'un maigre substitut à la véritable conversation que nous aurions pu avoir ensemble. Il était plus intelligent que moi, et toujours capable de me surprendre. Il me manque beaucoup.

Henry Farrell

Médias

Comme Aaron, je ne tiens pas en place et je parle tout le temps d'une question qui est pour moi d'une importance cruciale : savoir si Internet va devenir un outil de surveillance, de contrôle et de censure inimaginables, ou bien s'il va devenir un outil de délibération démocratique, d'action collective, d'inventivité et d'expression personnelle sans précédent.

À la fin, il y a toujours quelqu'un pour me demander comment, selon moi, tout cela va se terminer. Après tout, je suis un auteur de science-fiction – c'est un peu comme si j'étais un futurologue, non ?

Mais un auteur de science-fiction n'a rien à voir avec un futurologue. Du moins, il ne vaudrait mieux pas. Un auteur de science-fiction qui se croit capable de prédire l'avenir est comme un dealer qui commence à goûter son produit – cela finit toujours mal. Le but de la science-fiction est de parler du présent – de construire un monde contrefactuel qui illustre un fait important du présent, un fait si vaste et si diffus qu'on le saisit difficilement.

Quand vous allez chez le médecin pour une angine, il vous tamponne la gorge et plonge le tampon dans une boîte de Petri qu'il place dans une armoire pendant un ou deux jours. Lorsqu'il ressort la boîte, ce qui était sur le tampon s'est multiplié en quelque chose que l'on peut voir avec un microscope traditionnel et soumettre au diagnostic. C'est exactement ce que font les auteurs de science-fiction à l'échelle de sociétés entières. Nous prélevons un simple fait techno–logique du monde qui nous entoure, et construisons un monde dans une bouteille où ce fait incarne une vérité qui englobe tout. À travers un processus de fiction, en rendant l'invisible visible, nous entraînons le lecteur dans cette expérience de pensée qui lui donne le pouvoir de saisir intuitivement la façon dont la technologie distend notre réalité.

L'important, concernant la boîte de Petri et la substance visqueuse extraite de votre gorge, est qu'il ne s'agit pas d'un modèle précis de votre corps, mais d'un modèle incroyablement simplifié, d'une inexactitude particulière et utile. Il en est ainsi de la science-fiction – sa valeur ne tient pas à la prédiction mais à la description, à sa manière de rendre l'invisible visible.

Qui voudrait être devin de toute façon ? Si le monde était prévisible, il serait totalement prédéterminé et nos actions n'auraient aucune importance. Un monde lancé sur des rails est un monde où toutes nos actions sont vaines. Si vous voyiez le sort que réserve Dante aux diseurs de bonne aventure dans l'*Enfer*…

Alors on me réplique : « D'accord, tu n'es pas devin. Mais l'optimisme alors ? Pour l'avenir, es-tu optimiste ou pessimiste ? »

Et c'est là que le Aaron qui vit en moi commence vraiment à se manifester. Parce que c'est exactement la question à ne pas poser. Évidemment que je suis pessimiste quand je pense à ce qui se passerait si les forces réactionnaires triomphaient, et si le Net devait servir de manière irrévocable à ériger un système de contrôle totalitaire combinant Orwell (la surveillance), Huxley (la messagerie d'entreprise omniprésente) et Kafka (la culpabilité par l'algorithme du *big data*).

Et après ? Le fait que je continue d'agir est en lui-même une réponse à la question : « Optimisme ou pessimisme ? » Si je ne pensais pas qu'il reste de l'espoir et des choses à sauver, je ne serais pas là, à taper contre les murs et à crier aux quatre vents. Est-ce de l'optimisme pour autant ?

Je ne sais pas. Je préfère parler d'espoir.

Réflexion faite, même si j'étais convaincu que rien de ce que je fais n'a d'importance, je continuerais quand même. Parce que ce monde, ce sont les personnes que j'aime – mon épouse, ma fille, quelques autres membres de ma famille, des amis, certains d'entre vous qui lisez ces mots. Je continuerais de la même manière que je ne cesserais de me débattre si j'essayais de maintenir ma fille la tête hors de l'eau en pleine mer, en brassant l'eau de toutes mes forces tant que je n'aurais pas rendu mon dernier souffle et que mes jambes ne m'auraient pas lâché, même si je savais que cela n'allait rien changer. De même, si je ne pouvais plus faire un seul mouvement, je continuerais quand même à défendre la liberté du Net, même si je savais que mes efforts étaient vains.

Ne vous demandez pas si l'avenir sera rose ou noir. Ne vous demandez pas si vous êtes optimiste ou pessimiste. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour changer le monde. Vivez comme si ce jour était le premier d'une meilleure nation. Ne baissez jamais les bras.

Cory Doctorow

http://www.aaronsw.com/weblog/epiphany

Le livre qui a changé ma vie

15 mai 2006, 19 ans

Il y aura deux ans cet été, j'ai lu un livre qui a totalement changé ma vision du monde. Je faisais des recherches sur divers sujets – la justice, la politique, les médias – et, petit à petit, j'ai fini par acquérir la conviction que quelque chose n'allait pas du tout. Les hommes politiques, ai-je découvert avec stupéfaction, ne faisaient pas vraiment ce que voulait le peuple. Et les médias, m'ont appris mes recherches, ne s'en souciaient pas vraiment, préférant se concentrer sur des éléments périphériques comme les affiches ou les sondages.

En y réfléchissant davantage, je découvrais des implications de plus en plus larges. Mais ma vision d'ensemble n'était pas assez constituée pour y intégrer ces nouvelles données. Pour moi, les médias ne faisaient pas leur travail, tout simplement, et donc personne n'y voyait très clair. Il suffisait de faire pression pour qu'ils le fassent mieux et la démocratie serait rétablie.

Puis, une nuit, j'ai regardé un film intitulé *Chomsky, les médias et les illusions nécessaires* (je pense qu'il avait dû remonter dans ma file d'attente Netflix). Tout d'abord, c'est un film incroyablement réussi. Je l'ai revu plusieurs fois depuis et, à chaque fois, je suis complètement envoûté. C'est sans aucun doute le meilleur documentaire que j'aie jamais vu, combinant toutes sortes d'astuces intelligentes pour instruire le spectateur en le divertissant.

Ensuite, on y apprend des choses absolument choquantes. À l'époque, je ne comprenais pas tout ce qui s'y disait, mais suffisamment pour me rendre compte que quelque chose clochait sérieusement. Le cœur du film est l'étude de cas de la violente invasion du Timor oriental par l'Indonésie. Les États-Unis donnèrent personnellement leur feu vert pour cette invasion et fournirent des armes à l'Indonésie, lui permettant

ainsi de massacrer la population avec un bilan qui, à l'échelle du nombre d'habitant, se classe au même rang que l'Holocauste. Or les médias américains n'en parlent pas, et lorsqu'ils le font, c'est pour déformer systématiquement la vérité.

Choqué et interloqué par ce film, j'ai voulu en savoir plus. Noam Chomsky est l'auteur de plusieurs dizaines de livres, mais j'ai eu la chance de choisir d'abord *Comprendre le pouvoir*, un gros livre de poche que j'ai emprunté à la bibliothèque. Édité par Peter Mitchell et John Schoeffel, deux avocats de l'assistance judiciaire travaillant à New York, ce livre rassemble des transcriptions de diverses discussions collectives avec Chomsky.

Chomsky expose les faits dans un style oral, en racontant des histoires et en expliquant les choses en réponse aux questions qu'on lui pose, couvrant un éventail de sujets d'une amplitude incroyable. Et sur chacun de ces sujets, ce qu'il vous dit est complètement stupéfiant, va à rebours de tout ce que vous savez, et renverse totalement votre façon de voir les choses. Se doutant bien que vous n'allez pas tout croire aussi facilement, Mitchell et Schoeffel ont soigneusement annoté et documenté toutes les affirmations de Chomsky, en citant des passages entiers extraits des sources originales venant corroborer ses dires.

Prise une à une, chaque histoire pourrait être prise pour une bizarrerie – comme ce que j'ai appris sur les médias qui s'intéressent davantage aux affiches qu'à la politique. Mais en les considérant toutes ensemble, on ne peut s'empêcher d'esquisser un tableau plus vaste, de se demander ce que cachent tous ces éléments disparates et quelles sont les éventuelles implications pour notre vision du monde.

En lisant ce livre, j'avais l'impression que mon esprit était un champ de mines en train d'exploser. Parfois les idées étaient trop fortes, et je devais littéralement m'allonger. (Je ne suis pas le seul dans ce cas – Norman Finkelstein[1] a confié ce qu'il a lui-même ressenti en lisant ce livre : « Ce fut une expérience complètement terrassante pour moi […] Mon monde s'est littéralement effondré. Et pendant plusieurs semaines […], je suis resté au lit, complètement dévasté. ») Je me revois encore, cramponné à la porte de ma chambre, essayant de me raccrocher à quelque chose tandis que le monde tourbillonnait autour de moi.

Ensuite, pendant des semaines, je voyais tout sous un jour différent. Dès que je regardais un journal, un magazine ou quelqu'un à la télévision, je mettais en doute ce que je croyais en savoir, et je me demandais comment ils s'intégraient dans ce nouveau tableau. Soudain, des questions

---

1 Politologue américain né en 1953, ndt.

qui me taraudaient depuis des années commençaient à trouver des réponses dans ce nouveau monde. Je remettais en cause toutes les personnes que je connaissais, tout ce que je pensais avoir appris. Et je découvris que je n'avais pas beaucoup d'amis.

Il m'a fallu deux ans avant de pouvoir écrire sur cette expérience, et ce n'est pas par hasard. Quand on découvre que le monde n'est pas tel qu'on le croyait, un des effets secondaires les plus terrifiants est que l'on se retrouve tout seul. Et quand on essaie de décrire sa nouvelle vision du monde aux autres, soit on a l'air de dire des banalités (« Oui, bien sûr, tout le monde sait que les médias ne tournent pas rond »), soit on passe pour un fou furieux, et les tout le monde commence à prendre ses distances.

Depuis cette époque, j'ai compris que je dois passer ma vie à travailler pour réparer cette terrible fracture que j'ai découverte. Et j'ai fini par en conclure que la meilleure manière d'y arriver, c'était d'essayer de partager ce que j'avais découvert avec d'autres personnes. Je ne pouvais pas leur dire les choses de but en blanc, je le savais. Il fallait donc que je leur fournisse des preuves tangibles. Alors, dans cette optique, j'ai commencé à travailler sur un livre. (Si ça intéresse quelqu'un, je cherche des personnes pour m'aider.)

Deux ans ont passé maintenant, et mon tumulte intérieur s'est un peu calmé. J'ai encore appris pas mal de choses, mais malgré tous mes efforts, je n'ai rien trouvé qui vienne contredire cette terrifiante nouvelle vision du monde. Après tout ce temps, je suis enfin prêt à parler de ce qui s'est passé avec un peu de recul, et j'espère être désormais capable de commencer à travailler pour de bon sur mon livre.

Ce fut un tournant radical, mais rien ne me fera plus jamais baisser les bras.

http://www.aaronsw.com/weblog/newobjectivity

L'invention de l'objectivité

19 octobre 2006, 19 ans

Les grands experts des médias se tordent toujours les mains de désespoir au sujet des blogueurs engagés et de leur manière de détruire l'objectivité neutre sur laquelle fut fondé notre pays. (S'il y a une chose que les experts adorent faire, c'est bien se tordre les mains de désespoir.) Sans grands journaux offrant à tous une vision objective des faits, affirment-ils, les fondations mêmes de notre république seraient menacées.

On peut critiquer cette idée pour sa bêtise ou sa fausseté, et nombreux sont ceux à l'avoir fait, mais elle pose encore un autre problème : elle est totalement anhistorique. Comme le rappelle Robert McChesney dans *The Problem of the Media*, l'objectivité est une invention assez récente – la république fut en réalité fondée sur des querelles partisanes.

Lors de la fondation de notre pays, les journaux n'étaient pas des moyens d'information neutres, non partisans, mais les productions de formations politiques particulières. Les Whigs avaient leur journal, les Tories aussi, et chacun de ces journaux attaquait ses opposants politiques avec des insultes à faire rougir le plus mal embouché des blogueurs actuels. Leur comportement n'était pas seulement permis – il était encouragé.

Les médias citent souvent cette phrase de Jefferson : « S'il me revenait de décider si nous devions avoir un gouvernement sans journaux, ou des journaux sans gouvernement, je choisirais la deuxième option sans hésiter un instant. » En revanche, les mêmes médias hésitent à publier la phrase qui suit : « Mais j'entends par là que tous les hommes sans exception devraient recevoir ces journaux, et être capables de les lire. » Plus précisément, Jefferson faisait référence aux subventions postales qu'accordait le gouvernement à la presse partisane.

En 1794, les journaux constituaient 70 % du trafic postal, et au Congrès, le grand débat n'était pas de savoir si le gouvernement devait

ou non payer pour leur distribution, mais plutôt dans quelle proportion il devait le faire. James Madison combattit l'idée que les éditeurs de journaux aient à payer un seul centime pour que le gouvernement se charge de distribuer leurs publications, la jugeant « insidieusement annonciatrice de bien pire encore ». En 1832, la circulation des journaux représentait 90 % du courrier total.

En fait, l'objectivité ne fut pas inventée avant les années 1900. Avant cela, fait remarquer McChesney, « de telles idées pour la presse auraient été absurdes, et même impensables ». Tout le monde supposait que le meilleur système d'information était celui où chacun pouvait dire ce qu'il avait à dire à très peu de frais. (L'analogie avec la pratique du blog n'est pas loin, n'est-ce pas ? Vous voyez, James Madison adorait les blogs !)

Mais lorsque la richesse commença à s'accumuler durant la seconde moitié du XIXe siècle, à l'ère du capitalisme triomphant, et que la presse commerciale commença à faire pression sur le gouvernement pour qu'il mette en œuvre des politiques plus favorables, la taille et le pouvoir des petits organes de presse commencèrent à diminuer. La presse commerciale fut avide de représenter la seule option disponible pour les habitants d'une ville, mais ils réalisèrent que, dans ce cas, il leur fallait renoncer à leur partialité éhontée. (Personne ne défendrait une ville dotée d'un seul journal si celui-ci était manifestement tendancieux.) Ils décidèrent alors d'affirmer que le journalisme était une profession comme une autre, et le travail de reportage une chose apolitique, basée uniquement sur des critères objectifs.

Ils créèrent des écoles de journalisme pour former des reporters selon ces nouvelles lignes. En 1900, il n'existait aucune école de journalisme ; en 1920, les plus grandes d'entre elles enrôlaient à tour de bras. Le « schisme » entre la promotion et le reportage devint une doctrine officielle, et l'on créa la Société américaine des éditeurs de journaux (ASNE) pour la faire respecter.

Les fondations entières de la critique des médias furent reconstruites. Désormais, au lieu de critiquer les journaux en fonction des préférences politiques de leurs propriétaires, toute critique des médias devait se concentrer sur les obligations professionnelles de leurs auteurs. La partialité ne concernait plus l'angle du point de vue d'un journal en général, mais tout parti pris émis par un journaliste.

Tel fut donc la ligne d'attaque qu'adoptèrent les critiques des médias lorsque l'univers des blogs raviva les débats politiques houleux autour des fondations de notre pays. « Ces gens ne sont pas objectifs ! Ce sont des irresponsables ! Ils déforment les faits ! Ils ne sont pas professionnels ! », hurlent-ils. Écoutez les gars, allez vous plaindre à James Madison.

http://www.aaronsw.com/weblog/shifting1

Déplacer les termes du débat : comment les grandes entreprises ont camouflé le réchauffement climatique

6 juin 2006, 19 ans

Dans cette série de posts, Aaron avait rendu certaines citations actives pour renvoyer à des sites dont un grand nombre ont depuis disparu. Lorsque c'était le cas, ces citations ont simplement été supprimées et non pas remplacées. — Les éditeurs

[Ceci est la première partie d'un article que j'ai écrit l'an dernier sur la façon dont les think tanks de droite déplacent le débat.]

En 2004, l'éditorialiste conservatrice Michelle Malkin publia un livre intitulé *In Defense of Internment*. Des dossiers de sécurité déclassifiés, y soutenait-elle, ont montré que les internements de Japonais durant la Seconde Guerre mondiale – cette politique gouvernementale qui consista à transférer des milliers de Japonais dans des camps de concentration – étaient en fait justifiés au nom de la sécurité nationale. Nous devions savoir la vérité, affirmait Malkin, afin de pouvoir comprendre qu'au même titre, le profilage racial était justifié pour mener notre « guerre contre la terreur ».

L'île de Bainbridge était le centre des évacuations ; aujourd'hui encore, ses résidents ont honte de cet épisode, qu'ils enseignent aux élèves dans un cours spécial intitulé « En partance de notre île ». Mais une parent d'élève de cette circonscription, Mary Dombrowski, convaincue à la lecture du livre de Malkin du caractère justifié de l'internement, affirma que l'école enseignait une version partiale de l'histoire, une « propagande » qui forçait des enfants encore impressionnables à croire que les camps de concentration avaient été une erreur.

La directrice de l'école défendit l'expérience menée dans son établissement. Comme le rapporta le *Seattle Times* :

> « Nous enseignons en effet cet épisode comme une erreur, dit-elle en précisant que le gouvernement des États-Unis a depuis reconnu son tort. En tant qu'éducatrice, il y a certaines choses dont on peut dire qu'elles ne sont plus objets de débat. » L'esclavage, par exemple. Ou les internements – contrairement à un sujet comme le réchauffement climatique, a-t-elle dit[2].

L'internement des Japonais n'est certes pas un sujet controversé comme peut l'être celui du réchauffement climatique, mais il y a dix ans, le réchauffement climatique n'était pas non plus un sujet controversé. En 1995, la commission des Nations unies sur le changement climatique publia son rapport de consensus, lequel établissait que le réchauffement planétaire était un problème réel et grave auquel il fallait s'attaquer au plus vite. Les médias relayèrent les avancées des scientifiques en la matière, et la population suivit, ce qui conduisit le président Clinton à déclarer qu'il signerait un traité international pour endiguer le réchauffement climatique.

Puis vint le retour de bâton. La Global Climate Coalition (fondée par plus de quarante grands groupes de sociétés comme Amoco, la Chambre de Commerce des États-Unis et General Motors) commença à dépenser des millions de dollars par an pour faire avorter le protocole de Kyoto, traité international visant à réduire le réchauffement climatique. Elle organisa des conférences intitulées « Le coût financier de Kyoto », publia des communiqués et des fax de presse rejetant les preuves scientifiques du réchauffement climatique, et dépensa plus de 3 millions de dollars en annonces diffusées dans les journaux et à la télévision, affirmant que Kyoto entraînerait une « taxe sur l'essence de 50 cents par gallon[3] ».

En réaction aux rafales de *blast faxes* (technique consistant à faxer un communiqué de presse à des milliers de journalistes en même temps) et aux accusations de parti pris gauchiste, les médias commencèrent à ignorer les preuves scientifiques[4]. Une étude récente a montré que seuls 35 % des articles de journaux sur le réchauffement climatique décrivaient correctement le consensus scientifique, la majorité d'entre eux laissant entendre que les scientifiques qui croyaient au réchauffement climatique étaient tout aussi nombreux que ceux qui en niaient l'existence (lesquels n'étaient en réalité qu'une minuscule poignée, dont la quasi-majorité avait

---

2 Florangela Davila, « Debate Lingers over internment of Japanese-Americans », *The Seattle Times*, 6 septembre 2004.

3 Lettre d'information de PR Watch, vol. IV, nº 4, 4e trimestre, 1997 (PDF).

4 *Ibid.*

reçu des financements de la part de sociétés énergétiques et de groupes affiliés[5]).

Tout cela eut un effet incroyable sur le public. En 1993, 88 % des Américains pensaient que le réchauffement climatique était un problème grave. En 1997, ils n'étaient plus que 42 %, et seulement 28 % à penser qu'une action immédiate était nécessaire[6]. Alors Clinton changea de ligne et déclara que la réduction des émissions de gaz à effet de serre devait être repoussée de vingt ans.

Les entreprises américaines ont sérieusement affaibli le protocole de Kyoto, conduisant à requérir une réduction de seulement 7 % des émissions (au lieu des 20 % demandés par les nations européennes), ce à quoi le président Bush, par la suite, refusa même de s'engager. En quatre petites années, les grandes entreprises s'étaient arrangées pour faire changer d'avis à près de la moitié du pays et geler les initiatives de protection de la planète.

Et aujourd'hui, la directrice de l'école de l'île de Bainbridge pense, comme beaucoup d'autres, que le réchauffement climatique est une question hautement controversée – l'exemple type d'une question hautement controversée – alors même que la science est catégorique. (« À ma connaissance, aucune question ne fait l'objet d'un meilleur consensus scientifique, a déclaré le chef de l'Agence nationale d'observation océanique et atmosphérique, exceptée peut-être la deuxième loi de Newton sur la dynamique[7]. ») Mais tous ces débats autour des problèmes nous ont tenus éloignés d'une discussion sur les solutions. Pour reprendre les termes du journaliste Ross Gelbspan, « en gardant la discussion centrée sur la question de savoir si le problème existe ou non, ils sont parvenus à étouffer tout débat sur les mesures à prendre[8] ». Faut-il s'étonner, par conséquent, que les conservateurs veuillent à nouveau faire la même chose ? Et encore, et encore ?

---

5 Jules Boykoff and Maxwell Boykoff, « Journalistic Balance as Global Warming Bias », publié sur le site de FAIR, Fair.org, le 1er novembre 2004.

6 Cambridge Reports, Research International poll. « Do you feel that global warming is a very serious problem…? », Cambridge Reports National Omnibus Survey, septembre 1993, Roper Center for Public Opinion Research (0290350, 039). USCAMREP.93SEP, R40.

7 Joby Warrick, « Consensus Emerges Earth is Warming – Now What? », *Washington Post*, 12 novembre 1997, A01.

8 Ross Gelbspan, « The Heat Is On », *Harper's Magazine*, décembre 1995.

http://www.aaronsw.com/weblog/shifting2

Faire du bruit : comment les think tanks de droite diffusent leur message

7 juin 2006, 19 ans

Le livre de Malkin sur l'internement n'était pas plus fiable que la désinformation des entreprises sur le réchauffement climatique. Les historiens ne tardèrent pas à démontrer que ce livre déformait largement les rapports gouvernementaux et les télégrammes diplomatiques qu'il prétendait révéler. Pour ne citer qu'un seul exemple, Malkin écrit qu'un message japonais affirmait qu'ils « avaient des espions [japonais] dans l'armée américaine », alors qu'il disait en réalité qu'ils espéraient recruter des espions dans l'armée[9]. Mais il n'est pas étonnant que Malkin, qui, après tout, est éditorialiste et non historienne, n'ait pu comprendre entièrement ce dossier documentaire complexe en consacrant une année à temps partiel à l'écriture de son livre.

Les motivations de Malkin, en tant qu'activiste de droite et défenseuse du profilage racial, sont plutôt évidentes. Mais comment Mary Dombrowski, cette parent d'élève de l'île de Bainbridge, s'est-elle retrouvée embarquée dans cette énième tentative de réécriture de l'histoire ? Les opinions sur le réchauffement climatique ont changé parce que les grandes sociétés pouvaient se permettre de dépenser des millions pour modifier la façon de penser de chacun. Mais le profilage racial n'apparaît pas comme une affaire aussi lucrative. Qui a investi dans la diffusion de ce message ?

La première étape est de répandre l'information. Dombrowski a probablement entendu parler du livre de Malkin sur Fox News Channel, qui en fit une promotion incessante durant des jours, et dont Malkin est une collaboratrice régulière. Ou peut-être en a-t-elle entendu parler dans

9 Greg Robinson, « Why the Media Should Stop Paying Attention to the New Book that Defends Japanese Internment », History News Network, 9 septembre 2004.

Scarborough Country, sur MSNBC, une émission présentée par un ancien député républicain qui reçut Malkin en invitée. Ou lorsqu'elle roulait en voiture en écoutant la radio, dans l'émission de l'animateur Sean Hannity sur Fox, ou dans celle de Rush Limbaugh. Ou peut-être a-t-elle lu une critique du livre dans le *New York Post* (qui, comme Fox News, appartient à Rupert Murdoch) ou un article à ce sujet sur un site Internet ou un blog de droite, comme Townhall.com, qui publie chaque jour dix nouvelles tribunes libres à tendance conservatrice.

Toutes ces structures sont des organes conservateurs partisans. Townhall.com, par exemple, est édité par Heritage Foundation, un think tank de droite basé à Washington D.C. L'idée la plus répandue est qu'un think tank est un lieu où des individus intelligents réfléchissent à des choses très compliquées, et trouvent de nouvelles idées à destination du gouvernement. Mais Heritage ne fonctionne pas de cette manière. La moitié, ou presque, des 30 millions de dollars de budget d'Heritage est dépensée en publicité, non en recherche. Chaque jour, ils prennent des travaux comme celui de Malkin, qui rejoignent leurs préjugés idéologiques, et ils s'arrangent pour qu'ils soient mis en avant dans les médias de droite cités plus haut (Fox News, Rush Limbaugh, *New York Post*) et dans les médias grand public (ABC, NPR[10], *New York Times*, *Seattle Times*).

Ils utilisent diverses tactiques. Heritage, par exemple, publie chaque année un annuaire téléphonique de plusieurs milliers d'experts conservateurs et d'associations politiques affiliées (*The Right Nation*, p. 161). Et si chercher quelqu'un représente trop de travail, Heritage tient une hotline destinée aux médias, ouverte 24 h/24, qui fournit des déclarations visant à promouvoir l'idéologie conservatrice sur n'importe quel sujet. Le département « marketing de l'information » d'Heritage réalise des fiches de couleurs avec des argumentaires préimprimés pour tout conservateur qui prévoit de donner une interview (*The Right Nation*, p. 167). Et les ordinateurs d'Heritage renferment les noms de plus 3 500 journalistes, classés par spécialité, que les membres de l'équipe d'Heritage appellent personnellement pour s'assurer qu'ils ont bien tous les derniers éléments de la désinformation conservatrice. Chaque étude d'Heritage fait l'objet d'un résumé de deux pages, lui-même transformé en tribune libre ensuite distribuée aux journaux par le biais de l'Heritage Features Syndicate (*What Liberal Media?*, p. 83).

Et tout cela est efficace : une étude réalisée en 2003 par Fairness and Accuracy in Reporting, l'observatoire des médias, a permis d'établir que

---

10 National Public Radio, principal réseau de radiodiffusion non commercial et de service public des États-Unis, ndt.

les think tanks conservateurs avaient été cités presque 14 000 fois dans les grands journaux, à la télévision et dans les émissions de radio. (En comparaison, les think tanks libéraux ont été cités seulement 4 000 fois cette même année.) Cela représente 10 000 déclarations de plus colportant l'idéologie de droite, des statistiques mensongères, des faits déformés, etc. Il est impossible que cela ne vienne pas biaiser le débat public.

http://www.aaronsw.com/weblog/shifting3

Avaliser le racisme : l'histoire de *The Bell Curve*

8 juin 2006, 19 ans

Si vous doutez encore du pouvoir des think tanks, regardez l'histoire de *The Bell Curve*. Écrit par Charles Murray, qui reçut pour ce travail plus d'1,2 million de dollars de la part de diverses fondations de droite, ce livre affirme que des tests de QI ont permis de révéler que les Noirs sont génétiquement moins intelligents que les Blancs, ce qui expliquerait leur rang inférieur dans la société. Murray publia son livre de 845 pages sans le montrer à aucun autre scientifique, ce qui conduisit le *Wall Street Journal* à déclarer qu'il défendait « une stratégie consistant à fournir des chariots entiers de livres à ceux qui étaient susceptibles de le défendre tout en refusant d'en donner à ses éventuels détracteurs », le tout dans une tentative de « truquer le combat […] en allant à l'encontre du protocole éditorial habituel ». L'American Enterprise Institute, le think tank de Murray, fit venir par avion à Washington des membres importants des médias pour un week-end de briefing sur le contenu du livre (*What Liberal Media?*, p. 94).

Et les médias s'en sont délectés. À travers ce qu'Eric Alterman qualifia de « sorte de test de Rorschach pour experts » (*WLM?*, p. 96), tous les grands médias rendirent compte du livre sans remettre en cause la véracité de son contenu. À la place, ils chipotèrent un peu sur le fait que *The Bell Curve* suggérait que ces idiots de Noirs, avec leur taux de reproduction dangereusement élevé, devraient peut-être se voir confinés dans « une réserve indienne version high-tech et plus fastueuse », sans bénéficier d'aucun de ces luxes que sont « l'individualisme, l'égalité devant la loi », etc. Les critiques proposèrent en retour des solutions plus modérées, comme par exemple de leur supprimer purement et simplement leurs prestations d'aide sociale (*WLM?*, p. 94).

Ces petites réserves mises à part, l'ampleur de la couverture médiatique elle-même fut incroyable. Le livre fut chroniqué dans *Newsweek*

(« les travaux scientifiques sur lesquels [il] repose sont incroyablement accessibles »), le *New Republic* (qui consacra un numéro entier à une discussion autour du livre), et le *New York Times Book Review* (qui laissa entendre que les critiques n'appréciaient pas son « appel à la bonne vieille raison » et ont « tendance à faire pendre ses défenseurs sans procès »). Des articles de fond furent publiés dans *Time*, le *New York Times* (« présente des arguments solides »), le *New York Times Magazine*, *Forbes* (qui salua la « vision jeffersonienne » du livre), le *Wall Street Journal* et le *National Review*. Il reçut un accueil respectueux à l'antenne, dans des émissions comme *Nightline* sur ABC, *MacNeil/Lehrer NewsHour*, *The MacLaughlin Group*, *Think Tank* (qui consacra au livre une émission spéciale en deux parties) sur PBS, *Prime-Time Live* sur ABC et *All Things Considered* sur NPR. Resté quinze semaines au palmarès des meilleures ventes, il finit par se vendre à plus de 300 000 exemplaires papier[11].

Il ne s'agissait pas seulement d'un débat médiatique sur l'existence du réchauffement climatique ou sur les mérites de l'internement, mais d'une adhésion massive des médias au racisme, défini par l'*American Heritage Dictionary* comme « la croyance selon laquelle la race explique les différences de caractère ou de capacité chez l'homme, et selon laquelle une race particulière est supérieure aux autres ». Et les médias n'évoquèrent pas davantage les intentions politiques de l'ouvrage. Au contraire, ils le présentèrent comme le travail mesuré de chercheurs en sciences sociales : Ted Koppel, de *Nightline*, se lamenta auprès de Murray, regrettant que « tout ce travail et ces recherches » soient devenus l'objet d'« un football politique[12] ».

Bien sûr, il est presque certain que ce fût l'intention de Murray depuis le début. Dans son précédent ouvrage (*Losing Ground*, une charge contre les programmes d'aide sociale du gouvernement) figurait une note d'intention sur son livre à venir où il expliquait : « Pourquoi un éditeur peut-il vendre ce livre ? Parce qu'un très grand nombre de Blancs pleins de bonnes intentions ont peur d'être des racistes refoulés, et ce livre leur assure que non. Il va leur permettre de se sentir mieux vis-à-vis de choses qu'ils pensent déjà, mais qu'ils ne savent pas comment formuler[13]. » Et ce fut sans aucun doute l'effet de *The Bell Curve* : remplacer le débat sur la façon dont on pourrait améliorer l'accomplissement des Noirs par un débat sur la possibilité même d'une quelconque amélioration dans ce domaine.

---

11 Jim Naureckas, « Racism Resurgent », FAIR.org, Fairness and Accuracy in Reporting, 1er janvier 1995.
12 *Ibid.*
13 *Ibid.*

Demeurait néanmoins un problème : rien de tout cela n'était vrai. Après qu'une série d'articles scientifiques eut discrédité les principales affirmations du livre, le professeur Michael Nunley écrivit dans un numéro spécial de l'*American Behavioral Scientist* : « J'estime que [*The Bell Curve*] est une imposture, que ces auteurs devaient savoir que c'était une imposture lorsqu'ils l'ont écrit, et que Charles Murray doit encore savoir que c'est une imposture quand il s'en va le défendre ici et là […] Après une lecture attentive, je ne peux pas croire que ces auteurs n'avaient pas parfaitement conscience de […] la façon dont ils déformaient le matériel qu'ils ont inclus dans ce livre » (*WLM?*, p. 100).

http://www.aaronsw.com/weblog/shifting4

Répandre des mensonges : comment les think tanks ignorent les faits

9 juin 2006, 19 ans

Mais les think tanks se soucient-ils vraiment des faits ? Dans son autobiographie intitulée *Blinded by the Right*, David Brock décrit la façon dont l'un d'eux le recruta dès sa sortie de l'université : « Alors que je n'avais aucun diplôme supérieur, j'endossais le titre pompeux de chercheur John M. Olin en études congressionnelles, ce qui, à défaut d'autre chose, impressionnait beaucoup mes parents […] Ma mission était de rédiger une monographie, que j'espérais publier sous forme de livre, remettant en cause l'orthodoxie conservatrice régissant les relations entre branches exécutive et législative du gouvernement. » On avait choisi ce sujet, explique Broke, parce qu'« avec un lâche comme Bush à la Maison Blanche […] la réalité politique [voulait] que la meilleure manière de faire avancer le programme conservateur était d'avoir des conservateurs rebelles au Capitole » (p. 79 et suivantes).

Inutile de dire que payer grassement d'anciens étudiants encore débutants pour rédiger des articles servant des exigences politiques n'est pas la meilleure manière d'obtenir des informations précises. Mais l'exactitude de l'information est-elle le but ? Prenons l'exemple de John Lott, « chercheur en résidence » à l'American Enterprise Institute – le même think tank de droite qui fit la promotion de *The Bell Curve*. Le livre de Lott, *More Guns, Less Crime*, affirmait que ses études scientifiques avaient établi que voter des lois autorisant le port d'armes dissimulées avait véritablement pour effet d'abaisser les chiffres de la criminalité. Comme d'habitude, les preuves avancées ne survivaient pas à une investigation sérieuse, mais les erreurs de Lott étaient plus graves encore.

Non content de fausser les données, Lott fabriqua de toutes pièces une étude qui prétendait montrer que dans 97 % des cas, le simple fait de brandir une arme faisait fuir l'agresseur. Lorsque les critiques du Net

commencèrent à pointer les incohérences de son affirmation, Lott posta des réponses sous le nom de « Mary Rosh » pour se défendre. « Je dois dire qu'il est le meilleur professeur que j'aie jamais eu, s'autocongratulait Lott dans un post. Nous étions tout un groupe d'étudiants à faire en sorte d'assister à tous les cours qu'il donnait. Lott a fini par nous dire que nous ferions mieux d'essayer de suivre les cours d'autres professeurs. »

Interrogé sur son identité d'emprunt, Lott répondit au *Washington Post* : « Je n'aurais sans doute pas dû le faire – je sais que je n'aurais pas dû le faire. » Et pourtant, dès le lendemain, il attaquait à nouveau ses détracteurs, cette fois sous le nouveau pseudonyme « Washingtonian ». (La situation a empiré au point qu'un des pseudonymes de Lott commença à parler de certains posts d'un autre pseudonyme de Lott[14].)

Lott, bien sûr, n'est pas le seul chercheur à inventer des choses pour défendre ses positions. Prenons en comparaison le cas de Michael Bellesiles, auteur du livre anti-armes *Arming America*, qui affirmait que les armes étaient peu répandues dans l'ancienne Amérique. D'autres chercheurs se penchèrent sur le sujet et découvrirent que Bellesiles avait sans doute fabriqué des preuves. L'université Emory, où Bellesiles enseignait l'histoire, commença à enquêter sur l'exactitude de son travail, et pour finir l'obligea à démissionner. Son éditeur, Knopf, stoppa la publication du livre. Les bibliothèques retirèrent le volume de leurs rayons. L'université de Columbia révoqua le Bancroft Prize qui avait été décerné à l'ouvrage. Le scandale fut largement relayé dans les cercles universitaires. Bellesiles fut couvert d'opprobre et ne s'est plus montré en public depuis cet épisode.

Et qu'est-il arrivé à Lott ? Rien. Lott est toujours « chercheur en résidence » à l'American Enterprise Institute, son livre continue de bien se vendre, ses tribunes libres sont toujours publiées dans les grands journaux, et il donne des conférences dans tout le pays. Pour le chercheur de droite, même l'imposture totale ne constitue pas un réel obstacle.

---

14 Un lien renvoie ici au blog de Tim Lambert sur ScienceBlogs.com : http://scienceblogs.com/deltoid/category/lott/, ndé.

http://www.aaronsw.com/weblog/shifting5

Sauver les entreprises : les origines des think tanks de droite

10 juin 2006, 19 ans

L'objectif de ces think tanks n'étant manifestement pas de faire progresser les connaissances dans tel ou tel domaine, à quoi servent-ils ? Pour comprendre leurs véritables objectifs, il faut se pencher sur la raison de leur création. Après que les tumultueuses années 1960 eurent conduit une génération d'étudiants à remettre en cause l'autorité, les entreprises décidèrent qu'il fallait réagir. « Le système économique américain, expliquait Lewis Powell dans une note de 1971 à l'intention de la Chambre de Commerce des États-Unis, est la proie d'une attaque de grande envergure » émanant d'« éléments parfaitement respectables de la société : les campus universitaires, les chaires, les médias, les journaux intellectuels et littéraires, le monde des arts et des sciences, et les hommes politiques ».

Et les entreprises ne peuvent s'en prendre qu'à elles-mêmes de n'avoir pas su maîtriser cette attaque : les universités sont financées par « des donations émanant de fonds de capitaux contrôlés ou générés par les entreprises américaines. Les conseils d'administration […] sont, pour une écrasante majorité, composés d'hommes et de femmes qui sont des leaders du système ». Et les médias « appartiennent, et sont en théorie contrôlés, par des sociétés dont la survie dépend du profit et du système entrepreneurial ». Les entreprises doivent donc « mener une guérilla » en « mettant en place une équipe de chercheurs hautement qualifiés » que l'on peut payer pour publier un « flot continuel d'articles savants » dans les magazines et les journaux, ainsi que des livres et des pamphlets devant paraître « dans les aéroports, les drugstores, et ailleurs ».

William Simon, président de la fondation de droite Olin (la même qui devait plus tard financer Brock), mâchait moins ses mots : « La seule chose qui puisse sauver le parti républicain […] est une contre-intelligence […]

il faut accorder des bourses, des bourses et encore plus de bourses [aux chercheurs du parti conservateur] en échange de livres, de livres et d'encore plus de livres » (*Blinded by the Right*, p. 78).

La note de Powell eut une influence incroyable. Peu après sa rédaction, les entreprises commencèrent à appliquer le conseil prodigué en mettant en place leur réseau de think tanks, d'organes de presse et de groupes de pression médiatiques. Ces organisations commencèrent à quadriller le territoire, en se cachant derrière des noms respectables comme le Manhattan Institute ou la Heartland Foundation. Bien que ces institutions furent toutes financées par des conservateurs partisans, les médias mentionnaient rarement ce fait. (Une autre étude menée par FAIR révèle que l'orientation politique de la Heritage Foundation – pour ne rien dire de son financement – n'était identifiée que dans 24 % des propos des journalistes.)

À mesure que la machine à messages conservatrice gagnait en puissance, le curseur du débat politique et des résultats électoraux commença à se déplacer vers la droite, pour finir par permettre l'élection de conservateurs radicaux, Ronald Reagan d'abord, et aujourd'hui George W. Bush. Plus récemment, les conservateurs ont finalement réussi à remporter à la fois la Maison Blanche et les deux chambres du Congrès. Bien que leurs propositions politiques, lorsqu'elles sont comprises, soient tout aussi impopulaires qu'auparavant, les conservateurs sont désormais en mesure d'utiliser leur pouvoir médiatique pour altérer le débat.

http://www.aaronsw.com/weblog/shifting6

Faire du tort au troisième âge : l'attaque contre la sécurité sociale

11 juin 2006, 19 ans

Les récents événements offrent une fascinante illustration de la manière dont fonctionne ce procédé. Les conservateurs veulent se débarrasser de la sécurité sociale depuis des années. Programme anti-pauvreté le plus efficace de l'histoire, le système de la sécurité sociale montre clairement comment le gouvernement peut servir à aider les autres – un anathème pour l'idéologie conservatrice. Maintenant qu'ils ont la mainmise sur le gouvernement, ils sont prêts à passer à l'attaque. Comme l'a écrit un adjoint de la Maison Blanche dans une note de service divulguée après-coup : « Pour la première fois en soixante ans, nous pouvons remporter le combat de la sécurité sociale – et contribuer ainsi à la transformation du paysage politique et philosophique du pays. »

La sécurité sociale bénéficie d'un soutien public extrêmement important. Les conservateurs ne peuvent certainement pas se contenter d'arriver et d'annoncer qu'ils veulent la supprimer. Leur plan est donc de duper l'opinion publique. D'abord, nous persuader que la sécurité sociale traverse une espèce de crise et n'existera plus pour la génération à venir. Ensuite, les convaincre de commencer à remplacer la sécurité sociale par une version privatisée. La privatisation, selon leur logique, continuera naturellement de se développer jusqu'à la disparition complète de la sécurité sociale. Le seul problème est que celle-ci ne traverse aucune crise et que n'importe quelle forme de privatisation, qui nécessiterait à la fois de rétribuer les retraités d'aujourd'hui et d'économiser de l'argent pour les comptes privés de la génération active actuelle, ne ferait qu'aggraver les éventuels problèmes financiers de la sécurité sociale.

Mais les think tanks ont préparé ce moment depuis des années, en soutenant des plans de privatisation et en s'évertuant à persuader les

médias que la sécurité sociale vit ses dernières heures. Si bien que lorsque l'administration Bush débuta sa campagne anti-sécurité sociale, les médias savaient exactement quoi dire.

CBS, par exemple, diffusa une séquence avec Tad DeHaven, parfaite incarnation de M. Tout-le-Monde : « Je ne m'attends pas à recevoir quoi que ce soit de la sécurité sociale, d'accord ?, déclara le jeune DeHaven. Elle n'existera plus – c'est mon hypothèse. » DeHaven avait une bonne raison de parler ainsi : depuis des années, il est l'un des principaux activistes républicains luttant pour la suppression de la sécurité sociale. CBS n'évoqua pas une seule fois ce contexte.

Un autre reportage de CBS, diffusé quelque temps plus tard, alimentait les craintes d'une menace de faillite pesant sur la sécurité sociale en présentant un graphique à l'écran où l'on pouvait lire : « 2042 : non solvable = 0 prestations ?? » [*sic*] (« En 2042, la sécurité sociale deviendra non solvable, et les jeunes actifs actuels risquent de perdre leurs prestations », expliquait la voix-off.) Mais cela est tout bonnement faux : même la très pessimiste administration de la sécurité sociale reconnaît que, d'ici 2042, la sécurité sociale sera en mesure de payer environ 80 % des prestations prévues, ce qui est toujours bien plus que ce qu'elle verse actuellement.

Les autres chaînes ne firent pas beaucoup mieux. Un reportage de NBC contenait des déclarations de Bush affirmant que le système serait « complètement à sec » ainsi qu'une interview avec un chercheur de la Heritage Foundation (présenté simplement comme un « spécialiste de la sécurité sociale »), mais ne laissait aucun critique démentir leurs affirmations. Pendant ce temps-là, sur ABC, un reportage affirmait : « Tout le monde s'accorde à dire que le système de la sécurité sociale tel qu'il existe actuellement ne sera pas longtemps en mesure de verser ces allocations une fois que les Wilson seront à la retraite. » En fait, c'est l'inverse qui est vrai : même les prédictions les plus pessimistes affirment que la sécurité sociale se portera très bien jusqu'à ce que les Wilson soient statistiquement morts. Une fois de plus, aucun critique n'eut voix au chapitre.

http://www.aaronsw.com/weblog/shifting7

Répliquer : réponses aux grands médias

15 juin 2006, 19 ans

Contrairement aux médias conservateurs, les médias nationaux ne semblent pas prendre parti de manière délibérée. Ils existent néanmoins au sein d'un contexte structurel très particulier. Selon une étude récente, deux tiers des journalistes pensent que la pression des résultats « porte gravement atteinte à la qualité de la couverture médiatique », tandis que la moitié d'entre eux environ rapportent qu'on leur a supprimé leurs salles de rédaction. 75 % des journalistes de la presse écrite et 85 % des journalistes de l'audiovisuel reconnaissent que l'« on accorde trop peu d'attention aux questions complexes ». Lorsque vous manquez de personnel et que les reportages ne vont pas au fond des choses, vos journalistes en viennent à dépendre encore plus des sources extérieures – et les think tanks de droite sont plus que disposés à leur donner un coup de main, contribuant ainsi à pousser le curseur du traitement de l'actualité vers la droite.

Mais la solution évidente – créer un pool équivalent de think tanks de gauche –, qui contribuerait peut-être à équilibrer le débat, ne résoudrait pas le problème. Les normes d'équilibre qui régissent les médias sont telles que même les propos de spécialistes compétents seront toujours présentés comme n'offrant qu'une « version partielle de l'histoire », avant d'être immédiatement contrebalancés par le discours inexact des conservateurs – que l'on pense seulement à la façon dont le consensus écrasant qui règne parmi les scientifiques au sujet du réchauffement climatique est encore mis en balance avec les propos d'une poignée de négationnistes financés par les entreprises.

Idéalement, les spectateurs devraient pouvoir entendre les deux points de vue et décider lequel leur a semblé correct. Mais puisque, comme l'ont reconnu les journalistes, on consacre trop peu de temps aux

questions complexes, en pratique, très peu d'informations sont susceptibles d'aider les spectateurs à décider qui a raison. Ceux-ci en sont donc réduits à trancher en fonction de préférences idéologiques préexistantes, ce qui renforce la division du pays en deux réalités qui s'opposent.

Démêler le vrai du faux – surtout lorsque les choses sont tellement évidentes, comme dans les exemples cités plus haut –, tel est précisément ce que devraient faire les médias grand public. Les experts partisans seraient remplacés par des chercheurs sérieux. Au lieu de faire l'objet d'une promotion interminable, les livres qui n'ont pas été examinés par des pairs seraient ignorés. Les faits scientifiques primeraient sur les arguments politiques. Les commentaires politiques seraient remplacés par une éducation factuelle.

Mais n'y comptez pas trop. Six grandes sociétés possèdent à elles seules presque 90 % des médias[15]. Et l'état actuel des choses ne les dérange pas du tout, ni elles ni leurs publicitaires. Sumner Redstone, dirigeant de Viacom (Paramount, CBS, Blockbuster, MTV, Comedy Central, etc.), a déclaré à un groupe de grands patrons : « Je considère les élections sous l'angle de ce qui est bon pour Viacom. Je vote pour ce qui est bon pour Viacom. […] du point de vue de Viacom, il vaut mieux que les élections soient remportées par une administration républicaine. Parce que l'administration républicaine a défendu beaucoup de choses auxquelles nous croyons, la dérégulation, etc. » Un journalisme de meilleure qualité ne coûterait pas seulement plus cher, il constituerait aussi une menace pour les intérêts des entreprises.

Pour obtenir des informations correctes, il faut se tourner vers les sources communautaires et indépendantes qui ne sont pas le théâtre de tels conflits d'intérêts. Parmi elles, on peut citer *Democracy Now!*, l'émission d'actualité quotidienne présentée par Amy Goodman, financée exclusivement par des spectateurs et des fondations. Diffusée sur 150 stations de radio, 150 chaînes de télévision et sur Internet, l'émission présente des témoignages d'activistes, de journalistes, d'auteurs et d'associations d'intérêt public du monde entier.

Lorsque des médias aussi variés que ABC ou le *New York Times* commencèrent à affirmer que l'Irak possédait des armes de destruction massive, *Democracy Now!* fut l'une des rares sources à prendre le contre-pied de ces affirmations. Elle présenta le témoignage du plus haut responsable iraquien de l'armement, qui avait déserté pour les États-Unis, et qui expliquait que toutes les armes avaient été détruites. (Ironiquement, d'autres chaînes répétèrent comme des perroquets les

---

15 Charlene LaVoie, « Media Juggernaut Grows », *The Winsted Voice*, 11 avril 2003.

propos de l'administration Bush en faisant valoir l'information que soumettait le président concernant les armes qu'*avait* l'Irak, sans mentionner le fait qu'elles avaient été détruites[16].)

Et lorsque les soldats américains kidnappèrent Jean-Bertrand Aristide, le président démocratiquement élu d'Haïti, et l'affrétèrent en avion jusqu'en République centrafricaine, où ils l'enfermèrent dans une chambre d'hôtel, celui-ci parvint à téléphoner discrètement pendant que des hommes montaient la garde devant sa porte. *Democracy Now!* fut la seule à diffuser son incroyable histoire. Lorsqu'il fut enfin libéré, Aristide insista pour retourner dans son pays, et Amy Goodman, à nouveau, fut la seule journaliste de la télévision américaine à oser le raccompagner[17].

Pourtant l'audience de *Democracy Now!* est très faible comparée à celle des médias grand public. Mais certaines histoires survenues à l'étranger donnent une idée de ce qui pourrait se passer si suffisamment de personnes commençaient à s'intéresser à des sources de ce type. En Corée du Sud, le pays au taux de haut débit le plus élevé du monde, la scène politique s'est trouvée bouleversée par OhmyNews, un site créé il y a cinq ans. Fondé par Oh Yeon-ho, OhmyNews possède une caractéristique unique pour un journal : plus de 85 % de ses articles sont des contributions de lecteurs.

Presque tout le monde peut écrire pour OhmyNews : le site poste 70 % des articles proposés, et plus de 15 000 citoyens-journalistes y ont déjà publié des articles. OhmyNews corrige tous leurs travaux, mais essaie d'en conserver à chaque fois le style propre. Les citoyens-journalistes écrivent sur des choses qu'ils connaissent et qui les intéressent ; ensemble, ils arrivent à couvrir la quasi-totalité de l'éventail des sujets traditionnels. Mais ces nouvelles voix qui s'élèvent finissent aussi par rendre compte de choses qui sont d'ordinaire passées sous silence dans les médias grand public[18].

Ce phénomène s'observe surtout dans leur traitement de l'actualité politique. Avant OhmyNews, les conservateurs contrôlaient 80 % du tirage des journaux coréens. Puis OhmyNews offrit une voix aux progressistes, inspirant des mouvements de protestation contre le gouvernement dans tout le pays – mouvements qui conduisirent à l'élection du

---

16 « Top Iraqi Defector Says Iraq Destroyed Its WMDs, but Bush and Blair Continue to Cite Him to Drum Up Support for the War: An Interview with Former Unscom Chair Rolf Eke », *Democracy Now!*, 3 mars 2003.

17 « President Aristide Says ‹ I Was Kidnapped › », *Democracy Now!*, 1er mars 2004. <http://www.democracynow.org/2004/3/1/exclusive_breaking_news_br_president_aristide>

18 Todd Thaker, « OhmyNews, a Marriage of Democracy and Technology », Ohmynews.com, 15 décembre 2004.

réformiste Roh Moo-hyun, aujourd'hui connu comme « le premier président Internet ». Furieuse, l'Assemblée nationale à majorité conservatrice contrattaqua en votant la destitution de Roh sur la base de raisons techniques. Les lecteurs d'OhmyNews s'organisèrent à nouveau et renversèrent l'Assemblée lors de l'élection suivante, permettant ainsi de réinvestir Roh. Il n'y a aucune raison pour laquelle ce qui est arrivé en Corée du Sud ne puisse pas arriver ici. Lutter contre le courant de la désinformation est une tâche difficile, mais en travaillant ensemble, des citoyens engagés peuvent faire des progrès incroyables, même lorsqu'ils se dressent contre les intérêts les plus puissants. Notre société possède un niveau de liberté et d'ouverture extraordinaire. C'est à nous qu'il revient de décider si nous voulons utiliser cette liberté pour chercher la vérité, ou si nous préférons continuer à nous satisfaire des platitudes conventionnelles que l'on nous sert.

http://www.aaronsw.com/weblog/001677

Ce que les journalistes ne font pas : leçons du *Times*

10 avril 2005, 18 ans

Discours à la table ronde sur les blogs de la Conférence sur la technologie organisée à la faculté de droit de la Bay Area, texte de préparation.

On m'a donc demandé de parler des blogueurs et des journalistes – à croire que certains sont toujours en train de chercher un prétexte pour discuter là-dessus. D'ailleurs, pas plus tard qu'hier, le National Press Club organisait une table ronde sur le sujet. La plupart des discussions tournent autour de ce que font les blogueurs – peut-on se fier à eux ? disent-ils la vérité ? –, mais j'aimerais essayer d'envisager les choses sous un autre angle. J'aimerais parler de ce que les journalistes *ne font pas*.

L'été dernier, durant la campagne électorale, j'ai décidé de me lancer dans un petit projet. Chaque jour, pendant un mois, je lirais tous les articles politiques du *New York Times* et je prendrais des notes à leur sujet sur un blog. Un certain nombre de choses se détachaient et je me suis dit que j'allais les examiner. Il faut garder à l'esprit qu'il s'agit du *New York Times*, largement reconnu comme le plus sérieux des journaux. Tout ce qui s'applique à leurs articles s'applique donc à plus forte mesure aux journaux moins importants, aux actualités du soir, aux émissions de débats, etc.

La première chose que j'ai remarquée, c'est le parti pris extrêmement conservateur de leurs articles. Un jour, ils ont publié un article de une qui affirmait que Kerry était, je cite, comme un hamster en cage. Un autre journaliste partant du principe que, je cite, la vie, c'est comme le lycée, décida d'interviewer plusieurs camarades de classe de Kerry. Ils ont donc eu deux déclarations : à droite, il y avait la personne qui trouvait que Kerry « sembl[ait] sans pitié » ; et à gauche, celle qui affirmait que « le mot ‹ haine › semble trop fort » pour décrire ce que ressentaient ses

camarades. Je cite ces exemples parce qu'ils sont drôles, mais en un mois seulement, j'en ai trouvé des centaines du même genre. Et beaucoup concernaient également des sujets plus sérieux.

La constante était que les journalistes du *Times* répétaient les argumentaires, les images, etc., véhiculés par les républicains. Kerry était élitiste, Kerry était une girouette, la campagne de Kerry ne marchait pas. Un journaliste en particulier semblait même avoir créé sa propre petite entreprise destinée à produire des articles sur ce dernier thème. Adam Nagourney publia vingt-deux articles consécutifs affirmant que l'inquiétude gagnait les rangs des démocrates.

Mais n'oublions pas non plus les choses les plus importantes. Le *Times* fut, bien sûr, l'un des principaux médias à affirmer à tort que l'Irak possédait des armes de destruction massive (ADM). J'ai cru comprendre qu'il existe une sorte de règle cardinale du journalisme : si vous voulez soutenir une affirmation, en particulier une affirmation importante qui paraîtra en une, il vous faut deux sources. Eh bien, le *Times* n'a pas du tout agit ainsi pour les ADM – il a juste imprimé tout ce que disait l'administration. Et lorsque l'administration utilisa ses faux rapports pour partir en guerre, le *Times* fit de son mieux pour ignorer le fait que la guerre constituait une flagrante violation des traités internationaux.

Dans tous ces domaines, les blogs ont gagné contre le *Times*. Certains traquèrent le mème viral sur Kelly l'élitiste, d'autres firent remarquer que Bush n'était pas vraiment un cowboy bien de chez nous, et d'autres encore s'appliquèrent à déconstruire soigneusement chaque nouveau mythe élaboré par la droite. Les blogs attirèrent l'attention sur des personnes comme l'inspecteur de l'armement Scott Ritter, qui fit remarquer avec raison qu'il n'y avait pas d'ADM, ou le déserteur iraquien qui expliqua qu'on les avait détruites. Blogs 1, *Times* 0.

La deuxième chose que j'ai notée au cours de mes recherches, c'est qu'il était rare que les journalistes fassent remarquer que Bush mentait, qu'ils corrigent ses mensonges, ou même qu'ils reconnaissent l'existence d'une réalité objective porteuse d'une vérité. Je ne vous demande pas de me croire sur parole ; j'en ai parlé à Jim VandeHei, le journaliste du *Washington Post* chargé de couvrir la campagne électorale, lorsqu'il est venu à Stanford. Certains choses sont indubitablement vraies, m'a-t-il dit – son ton était très animé –, mais les rédacteurs en chef ne laissent pas les journalistes imprimer les faits. Il voulait rédiger un article rapprochant les discours de campagne de Bush et de Kerry pour comparer le nombre de mensonges qu'ils renfermaient respectivement, mais ses rédacteurs en chef s'y opposèrent.

Alors à la place, le résultat ressemble à ce que Paul Krugman a parodié à la perfection : si l'administration annonçait que la Terre était plate, l'article principal du *Times* du lendemain s'intitulerait : « Forme de la Terre : les opinions diffèrent ». Mais le fait est que nous n'avons plus vraiment besoin de laisser ce genre de choses à l'imagination. Le mois dernier, ABC a diffusé une émission qui confrontait le témoignage d'individus qui affirmaient avoir été kidnappés par des extraterrestres avec celui de médecins reconnus qui expliquaient que leurs expériences dérivaient d'une maladie que l'on appelle la paralysie du sommeil. Qui avait raison ? ABC refusa de trancher.

Même lorsque les faits sont rapportés, ils ne semblent pas s'imprimer dans les esprits. Le mois dernier, un sondage Harris a dévoilé que 47 % des adultes pensent que Saddam a participé à l'organisation des attentats du 11 novembre et 36 % que l'Iraq possédait des ADM. Mais si les médias font passer le message qu'il n'est pas nécessaire de mettre ses croyances à l'épreuve des faits, faut-il vraiment s'étonner que tant d'Américains ne le fassent pas ?

Les blogs ne souffrent pas de telles tendances obsessionnelles. Ils sont toujours prêts à vous exposer les faits et à vous donner des preuves. Prêts à vous dire que certaines choses sont tout simplement fausses, et souvent furieux contre ceux qui osent mentir. Par exemple, l'inestimable blog Media Matters traque inlassablement les mensonges de la droite diffusés dans les médias, en citant toutes les sources qui prouvent leur inexactitude.

Mais la chose la plus importante, et celle dont personne ne semble vraiment vouloir parler, c'est la vacuité absolue de la couverture médiatique du *Times*. Le journal se concentrait exclusivement sur les personnes assistant aux discours ou sur les dernières vidéos de campagne.

La seule véritable proposition politique mentionnée se trouvait dans les profondeurs d'un débat sur la façon dont un candidat avait déçu un certain groupe. Vous savez, « Kerry a eu des problèmes avec les Teamsters[19], même s'ils soutiennent son projet de couverture médicale », ou un truc dans le genre. Les choses s'arrêtaient là ou presque. Voilà ce que l'on nous vend comme le nec plus ultra du journalisme ! Si le *Times* ne parle pas de politique, personne n'en parlera.

Et si personne ne parle de politique, alors personne ne vote sur la base de considérations politiques. Un sondage Gallup datant de septembre 2004 a révélé que seuls 10 % des électeurs inscrits déclaraient

---

19 Ou International Brotherhood of Teamsters : syndicat des conducteurs routiers américains, ndt.

voter en fonction, je cite, du programme / des idées / des thèmes / des objectifs des candidats – 6 % pour Bush, 13 % pour Kerry.

Arrivé à ce stade, il faut vraiment se poser la question suivante : « Sommes-nous réellement en démocratie ? » C'est l'élection la plus disputée de notre époque, la couverture médiatique est considérable, la nation est extrêmement divisée, et pourtant les médias ne rendent absolument pas compte des vrais problèmes. Il n'y a aucun débat politique. Et si les médias ne rapportent ni les propositions politiques ni les faits, alors on se retrouve avec ce que j'évoquais dans mon premier point : de vagues déclarations d'ordre affectif sur Kerry la girouette élitiste fortunée, et, dans le camp d'en face, Kerry le courageux soldat qui a posé des bombes pendant la guerre du Vietnam.

Ce ne fut pas votre grande élection démocratique : le peuple ne s'est pas réuni pour considérer les faits et avoir un débat sur les vrais problèmes. Ils n'ont pas du tout considéré les faits et n'ont absolument pas débattu des vrais problèmes ! Ils sont restés chez eux, assis devant la télévision, à regarder tout un tas de clips de campagne brumeux et à absorber un traitement de l'actualité récitant les mêmes thèmes complètement vagues. Et ensuite, ils ont voté en fonction de l'image floue qu'ils aimaient le plus. Il existe un mot pour décrire ce genre de choses. Il n'est pas joli, mais je crois qu'il est approprié. Cela s'appelle de la propagande. Cette élection s'est faite sur de la propagande.

Je crois donc que les blogs sont importants dans la mesure où ils nous aident à prendre nos distances avec ce triste spectacle pour nous rapprocher de quelque chose qui ressemblerait à une démocratie réelle. Les blogs, bien sûr, peuvent contribuer à la diffusion de la propagande – et la plupart le font, c'est certain – mais ils peuvent aussi contribuer à l'endiguer. Les blogs politiques peuvent aider à initier les citoyens à la chose politique, leur dire des choses qu'ils n'entendraient pas sinon, et les amener à mettre en place leurs propres projets – comme s'organiser pour soutenir Howard Dean[20] ou essayer de sauver la sécurité sociale.

Mais une des choses les plus importantes que font les blogs, selon moi, c'est d'instruire. Les médias, ai-je remarqué, sont d'une inintelligence suprême. Mais je ne crois pas que ce soit le cas des individus de ce pays. Et l'une des choses qui me frappent le plus avec les blogs, c'est qu'ils ne parlent presque jamais à leurs lecteurs comme à des enfants. En fait, la plupart semblent avoir une meilleure opinion de leur lectorat que d'eux-mêmes.

---

20 Homme politique américain, célèbre pour sa candidature aux primaires démocrates de l'élection présidentielle américaine de 2004 et pour la façon dont il sut exploiter le potentiel d'Internet pour faire campagne et mobiliser des fonds, ndt.

Atrios n'hésite jamais à expliquer une question de science économique que le *Washington Post* juge trop complexe. Tim Lambert vous apprendra les principes théoriques en statistiques dont vous avez besoin pour comprendre pourquoi certaines affirmations de droite sont fausses. Et Brad DeLong m'a davantage appris sur la fonction de conseiller économique au gouvernement que le livre de Paul O'Neill.

Les médias ne viendront pas nous sortir de ce cauchemar. Mais les blogs, eux, le peuvent peut-être. Ou du moins peuvent-ils nous apporter leur aide. Plus les gens apprennent des choses, plus ils deviennent intelligents. Plus ils deviennent intelligents, plus ils comprennent comment le monde fonctionne vraiment. Et plus ils comprennent cela, plus ils sont en mesure d'agir pour réparer ce qui doit l'être. Voilà l'objectif qui compte vraiment. Merci.

* * *

J'ai donc pris le discours ci-dessus, j'ai passé les mots-clés et les chiffres en gras, et je l'ai imprimé. Puis je l'ai prononcé surtout de mémoire, en jetant parfois un œil à mes feuilles pour retrouver le mot en gras qui venait ensuite, ou une phrase particulièrement bien tournée. Cela fonctionnait vraiment bien, je crois.

D'ailleurs, comme je l'espérais, j'ai touché une corde sensible. Deux autres intervenants conservateurs (Zack Rosen n'est pas venu finalement) demandèrent aussitôt un droit de réponse, puis m'empêchèrent systématiquement de réfuter leurs propos. L'un d'eux (Mike) a commencé à affirmer qu'une chose telle que la vérité objective n'existait pas, ce sur quoi je l'ai coupé pour dire : « Évidemment que les républicains préfèrent que la vérité n'existe pas – le plus souvent, elle ne va pas dans leur sens » – réplique qui fut saluée comme la meilleure de la soirée.

Après la discussion, j'ai reçu beaucoup de compliments, et un blogueur invité de Daily Kos m'a dit qu'il allait parler à Markos pour m'obtenir éventuellement une tribune occasionnelle sur Daily Kos, ce qui, pour un blogueur libéral, est un peu l'équivalent d'un sketch régulier au *Tonight Show*. Donc je crois que cela s'est bien passé. :-)

http://fair.org/extra-online-articles/Rachel-Carson,-Mass-Murderer/

Rachel Carson, meurtrière de masse ?

Octobre 2007, 20 ans

Publié une première fois dans *Extra!*, le magazine de FAIR, septembre-octobre 2007.

On trouve parfois des meurtriers de masse dans les endroits les plus improbables. Prenez Rachel Carson, par exemple. Elle était au dire de tous une femme d'un naturel très doux, travaillant comme rédactrice pour le Fish and Wildlife Service des États-Unis – pas vraiment une pépinière de psychopathes. Et pourtant, dans les médias, beaucoup affirment que Carson a plus de sang sur les mains qu'Hitler lui-même.

Les problèmes commencèrent dans les années 1940, lorsque Carson quitta le Service pour se consacrer entièrement à l'écriture. En 1962, elle publia une série d'articles dans le *New Yorker*, réunis dans un ouvrage intitulé *Printemps silencieux* – largement reconnu comme étant à l'origine du mouvement écologiste moderne. Ce livre expliquait comment les pesticides et les polluants avaient remonté la chaîne alimentaire, menaçant finalement les écosystèmes de nombreux animaux, notamment ceux des oiseaux. Et sans eux, prévenait l'auteure, nous risquions de vivre ce printemps silencieux évoqué dans le titre de son ouvrage.

Les agriculteurs utilisaient d'énormes quantités de DDT pour protéger leurs cultures des insectes – 36 millions de tonnes furent pulvérisées rien qu'en 1959 – mais ensuite, le DDT a remonté rapidement la chaîne alimentaire. Les pygargues à tête blanche, qui mangeaient des poissons ayant concentré du DDT dans leurs tissus, furent menacés d'extinction. Il apparut que les êtres humains, accumulant de la même manière du DDT dans leurs systèmes, contractaient en conséquence des cancers. Les mères transmettaient le produit chimique à leur bébé en allaitant. *Printemps silencieux* attira l'attention sur ces sujets et, en 1972, le

mouvement qui en résulta parvint à faire interdire le DDT aux États-Unis – interdiction qui s'étendit ensuite à d'autres pays.

À en croire les détracteurs de Carson, c'est là que les ennuis commencèrent. Dans certains pays en voie de développement, le DDT avait été pulvérisé en très grandes quantités sur les maisons pour protéger leurs habitants des moustiques porteurs du paludisme. Sans ce traitement, les taux de paludisme dans ces pays grimpaient en flèche. Plus d'un million de personnes en meurent chaque année.

Pour les détracteurs, donc, la solution semblait très simple : oublions les arguments affectifs de Carson sur les oiseaux morts et remettons-nous à pulvériser du DDT afin de sauver des vies humaines.

Pire qu'Hitler ?

« Le monde a besoin de DDT », affirmait le titre d'une longue chronique du *New York Times Magazine* (11 avril 2004). « Aucun de ceux qui s'inquiètent des effets du DDT sur l'environnement n'a jamais eu l'intention de tuer des enfants africains », admit avec charité la journaliste Tina Rosenberg. Malgré tout, « *Printemps silencieux* tue désormais des enfants africains à cause de l'empreinte qu'il a laissée dans les esprits ».

C'est un thème courant – repris en écho par deux autres articles de la même auteure dans le *Times* (29 mars et 5 oct. 2006), et par les chroniqueurs du *Times* Nicholas Kristof (12 mars 2005) et John Tierney (5 juin 2007). Le même refrain apparaît dans une tribune libre du *Washington Post* signée par le chroniqueur Sebastian Mallaby, qui titre avec jubilation : « Regardez un peu qui ignore la science maintenant » (9 oct. 2005). Et à nouveau dans le *Baltimore Sun* (« Les idées de Mme Carson [ont] coûté la vie à plusieurs milliers de personnes dans le monde » – 27 mai 2007), le *New York Sun* (« des millions d'Africains sont morts […] à cause du classique de Rachel Carson et de sa pseudo-science » – 21 avril 2006), le *Hill* (« des millions d'hommes et de femmes sont morts sur l'autel des idéologies du politiquement correct » – 2 nov. 2005), le *San Francisco Examiner* (« Carson avait tort, et des millions de personnes continuent d'en payer le prix » – 28 mai 2007), et le *Wall Street Journal* (« les contrôles environnementaux étaient plus importants que les vies humaines » – 21 fév. 2007).

Même les romanciers s'y sont mis. « Interdire le DDT a tué plus de personnes qu'Hitler, Ted, explique un personnage d'État *d'urgence*, le best-seller de Michael Crichton. [Le DDT] était tellement inoffensif qu'on aurait pu en manger. » Cette réplique de fiction n'inspira pas seulement une chronique sur le même thème dans le *Morning Herald* de Sidney, en Australie (18 juin 2005), elle conduisit le sénateur républicain

James Inhofe (Oklahoma) à inviter Crichton et le Dr Donald R. Roberts, activiste pro-DDT de longue date, à témoigner devant le comité sénatorial sur l'environnement et les travaux publics.

D'autres attaques semblaient n'être que fiction. Une page de JunkScience.com affichait le décompte progressif du nombre de victimes du paludisme à côté d'une photo de Rachel Carson, l'accusant d'être responsable de plus de morts que le paludisme n'en a causés au total. « Le DDT permet [aux Africains de] se sortir de l'enfer de la pauvreté ou du minimum vital où les ‹ Verts bienveillants › veulent apparemment les laisser croupir », explique le site de manière très obligeante. Et RachelWasWrong.org, un des nouveaux sites Internet du Competitive Enterprise Institute, montre des photos d'enfants africains morts en bordure de chaque page.

La résistance s'organise

À un certain niveau, ces articles envoient un message rassurant au monde développé : sauver les enfants africains, c'est très simple. Inutile de lancer de grands programmes d'aide, de financer d'importantes campagnes sanitaires, et encore moins de développer les infrastructures du tiers-monde ou de réfléchir aux problématiques plus larges d'équité. Non, pour sauver les Africains du paludisme, il suffit de ranger nos portefeuilles et de nous mobiliser pour arrêter les méchants écologistes.

Malheureusement, ce n'est pas si simple.

D'une part, il n'y a pas d'interdiction mondiale du DDT. Le DDT est certes interdit aux États-Unis, mais le paludisme n'est pas vraiment une question urgente ici. Si tel était le cas, l'interdiction inclut d'ailleurs une clause d'exception pour les problèmes de santé publique. En attendant, le DDT est parfaitement légal – et effectivement utilisé – dans beaucoup d'autres pays : sur les dix-sept nations que compte l'Afrique, dix pratiquent actuellement des pulvérisations de DDT en intérieur (*New York Times*, 16 sept. 2006).

L'utilisation du DDT a énormément diminué, mais non pas à cause d'une quelconque interdiction. La véritable raison est simple – bien qu'elle n'ait pas les bonnes grâces des conservateurs – et elle s'appelle « l'évolution ». Les populations de moustiques développent très vite une résistance au DDT : ils créent des enzymes pour le détoxifier, modifient leur système nerveux pour en neutraliser les effets, et évitent les zones où l'on en pulvérise. Des études récentes ont par ailleurs démontré que la résistance continue de se développer même après l'arrêt des pulvérisations de DDT, réduisant ainsi l'efficacité du DDT mais aussi celle d'autres pesticides (*Current Biology*, 9 août 2005).

Dans *Printemps silencieux*, Carson écrivait : « Ces problèmes [le rôle des insectes dans le transport des virus pathogènes] sont importants, et doivent être résolus ; de cela personne ne disconvient ; la question débattue est simplement la suivante : est-il sage, est-il intelligent de s'attaquer au problème par des méthodes qui le compliquent au lieu de le résoudre ? […] La résistance des anophèles à l'insecticide […] a crû à une vitesse fantastique[21]. »

Malheureusement, ses mots ne furent pas entendus. L'Afrique ne réduisit pas son utilisation de pesticides, et grâce à un système appelé l'Industry Cooperative Program, les entreprises de pesticides elles-mêmes purent participer à l'agence des Nations unies qui fournit des conseils en matière de contrôle antiparasitaire. Sans surprise, celle-ci continua à recommander une utilisation importante de pesticides.

Lors de la parution de *Printemps silencieux* en 1962, on pouvait encore croire que cette stratégie fonctionnait. Pour prendre le cas le plus extrême, le Sri Lanka ne comptait que dix-sept cas de paludisme en 1963. Mais en 1969, on avait à nouveau perdu le contrôle de la situation : on dénombrait 537 700 cas de la maladie. Bien sûr, cette augmentation avait plusieurs causes : la pression politique et financière conduisit à une réduction des pulvérisations ; des stocks entiers de réserves avaient été épuisés ; de faibles précipitations et des températures élevées favorisaient le développement des moustiques ; on rattrapa le retard accumulé dans les tests de dépistage du paludisme, et les critères de contrôle devinrent plus rigoureux. Mais même en redoublant d'efforts, le problème ne disparut pas.

Des rapports dévoilés par l'entomologiste Andrew Spielman avancent une explication (*Mosquito*, p. 177). Depuis des années, le Sri Lanka conduisait des programmes de test visant à vérifier l'efficacité du DDT pour tuer les moustiques. Mais à mi-chemin de ce programme, les critères de contrôle furent considérablement revus à la baisse. « Bien que la raison ne fut pas consignée, écrit Spielman, il était très clair que certains moustiques développaient une résistance et on effectua ce changement pour justifier des pulvérisations soutenues. »

Mais poursuivre les pulvérisations eut pour effet d'augmenter la résistance des moustiques, et le problème devint beaucoup plus difficile à maîtriser. L'utilisation du DDT fut réduite, et d'autres pesticides introduits – avec plus de prudence, cette fois –, mais on ne parvint jamais à juguler de nouveau l'épidémie, dont le bilan mortel continue de s'accroître.

---

21 Rachel Carson, *Printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963, p. 252-255, ndt.

Les entreprises chimiques, au lieu de présenter leurs excuses, décidèrent de monter au front. Elles financèrent des groupes de façade et des think tanks pour affirmer que l'épidémie avait commencé quand les pays « avaient arrêté » d'utiliser leurs produits. Dans leur version de l'histoire, les écologistes avaient forcé les Africains à arrêter d'utiliser le DDT, causant ainsi une augmentation des cas de paludisme. « C'est comme un conducteur qui commet un délit de fuite, et qui, au lieu d'admettre sa responsabilité, fait accuser la personne qui a essayé d'empêcher l'accident », dénonce Tim Lambert, dont le blog, Deltoid, s'applique à traquer le mythe du DDT et d'autres entreprises de désinformation scientifique déployées dans les médias.

Front et arrière-front

Africa Fighting Malaria (AFM) fut probablement le groupe qui mit le plus d'énergie à diffuser cette histoire. Fondé en 2000 par Roger Bate, économiste membre de divers think tanks de droite, AFM a mené une vaste campagne de relations publiques pour promouvoir l'histoire pro-DDT, publiant un grand nombre de tribunes libres et apparaissant dans des dizaines d'articles chaque année. Bate et son collègue Richard Tren publièrent même un livre exposant leur histoire alternative du DDT : *When Politics Kills: Malaria and the DDT Story*.

Un argumentaire de financement dévoilé par le blogueur Eli Rabbett montre quel était le raisonnement de Bate lorsqu'il lança son projet. « Le mouvement écologiste a réussi la plupart de ses campagnes en étant ‹ politiquement correct › », expliquait-il (*Tobacco Archives*, sept. 1998). Ce dont a besoin le mouvement anti-écologiste, c'est de quelque chose avec « le bon mélange de politiquement correct ([…] Noirs oppressés) et d'arguments (l'éco-impérialisme min[e] leur avenir) ». Et ce « quelque chose », proposait Bate, c'était le DDT.

Lors d'une interview, Bate déclara qu'après des années à travailler sur le problème du paludisme, la raison principale de son engagement avait changé. « Je crois que ma position s'est adoucie, avec l'âge peut-être, confia-t-il à *Extra!*. [Je suis] passé du statut d'anti-écologiste, de la première heure probablement, à celui d'acteur très impliqué dans le combat contre le paludisme. » Il évoqua le travail qu'il avait accompli pour s'assurer que l'argent destiné à la lutte antipaludique était dépensé correctement, et notamment l'étude qu'il cosigna dans la revue médicale très respectée *Lancet* (15 juillet 2006) sur la comptabilité frauduleuse de la Banque mondiale. Il affirma qu'il n'était pas simplement pro-DDT, mais prêt à soutenir toute solution dont l'efficacité serait démontrée. Et il nia catégoriquement que AFM ait jamais reçu d'argent de la part des industries pharmaceutique, chimique ou du tabac.

Néanmoins, AFM a largement suivi le plan que Bate exposait dans son argumentaire de financement pour les entreprises : d'abord en élaborant « des arguments intellectuels pour soutenir leur position », puis en « diffusant ces arguments auprès des ressortissants des [pays en voie de développement] » qui sont susceptibles de faire des porte-parole convaincants, et ensuite en « promouvant ces arguments […] en Occident ». L'avant-dernière page renferme un autre indice sur le fait que stopper la diffusion du virus du paludisme n'est pas vraiment l'objectif : « Le problème du DDT est-il encore d'actualité ? » est classé comme un « problème intellectuel à résoudre » – une fois qu'ils auront obtenu un financement. (Lorsqu'on lui demanda un commentaire sur ce point, Bate se mit en colère et changea de sujet.)

Bate continue d'affirmer que la résistance n'est pas réellement un problème, puisque l'effet principal du DDT est de tenir les moustiques à distance des zones couvertes par l'insecticide. Au lieu de cela, il affirme que « la résistance fut un moyen très utile pour mettre facilement un terme » à une campagne antipaludique qui échouait pour cause d'incompétence administrative. « Il est peu probable que vous rencontriez un organisme d'aide [qui soit prêt à l'admettre], déclara-t-il lorsqu'on lui demanda des preuves. Je ne comprends pas très bien ce que vous voulez que je vous dise. Si vous lisez un peu ce qui est écrit sur le sujet, vous en retirez cette forte impression. » Mais peu d'experts, hormis ceux qui sont affiliés à AFM, semblent avoir eu cette impression.

Les dangers du DDT

Ces mythes peuvent avoir des conséquences très graves. D'une part, malgré ce qu'affirme la droite, le DDT lui-même est très nocif. Des études ont laissé entendre que l'exposition prénatale au DDT engendre d'importantes altérations du fonctionnement mental et physique chez les jeunes enfants, les problèmes s'aggravant en cas d'exposition plus importante (*American Journal of Epidemiology*, 12 sept. 2006 ; *Pediatrics*, 1er juil. 2006), et l'EPA le classe parmi les substances potentiellement cancérigènes pour l'être humain.

D'autre part, la résistance est mortelle. Non seulement la surutilisation du DDT l'a rendu inefficace, mais, comme nous l'avons dit, elle a conduit les moustiques à développer une « résistance croisée » : une résistance non seulement au DDT, mais aussi à d'autres insecticides, et notamment à ceux dont les effets sur l'environnement sont moins dangereux.

Enfin, et peut-être surtout, la ligne des pro-DDT est une vaste opération visant à détourner l'attention. Beaucoup d'autres techniques existent pour faire face au paludisme : d'autres insecticides, des moustiquaires de lit, et une combinaison de médicaments appelée ACT

(combinaison à base d'artémisinine). L'ACT tue les parasites du paludisme très rapidement – ce qui permet au malade d'en guérir très vite – et son taux de réussite est de 95 % (Organisation mondiale de la santé, 2001). La mise en œuvre de l'ACT dans d'autres pays a réduit les taux de paludisme de 80 à 97 % (*Washington Monthly*, juil. 2006).

Mais de telles techniques nécessitent de l'argent et les pays riches rechignent à en donner, surtout lorsqu'ils pensent pouvoir éviter l'ensemble du problème en levant l'interdiction sur le DDT. « Le DDT est devenu un fétiche, déclare Allan Schapira, ancien coordinateur de l'équipe ‹ paludisme › de l'Organisation mondiale de la santé (*Washington Monthly*, juil. 2006). Certaines personnes recommandent le DDT comme si c'était le seul insecticide efficace contre le paludisme, comme si le DDT allait résoudre tous les problèmes, ce qui est faire preuve d'un manque de réalisme total et flagrant. »

C'est ainsi que les sénateurs et leurs équipes affirment que le DDT est tout ce qui est nécessaire. Et Arata Kochi, le nouveau directeur du programme mondial de lutte antipaludique de l'OMS, a commencé son mandat en déclarant à l'équipe paludisme qu'ils étaient « stupides » et en faisant une annonce qui « approuvait énergiquement une utilisation plus étendue de l'insecticide DDT », tandis qu'un représentant de l'administration Bush se tenait à ses côtés. La moitié de son équipe démissionna en réaction (*New York Times*, 16 sept. 2006).

Les programmes actuels de contrôle du paludisme souffrent de défauts préoccupants : administration incompétente, mauvais usage des fonds, techniques d'un autre âge, manque de financement et d'implication. Et il faut reconnaître que beaucoup à droite ont attiré l'attention sur ces problèmes. Africa Fighting Malaria a plusieurs fois appelé à un suivi plus efficace, et le sénateur conservateur Tom Coburn (Oklahoma) a usé de son influence pour lutter contre la corruption au sein des programmes antipaludiques.

Mais le même Tom Coburn a récemment bloqué un projet de loi visant à honorer le centenaire de la naissance de Rachel Carson sous prétexte que des « millions de personnes […] sont mortes parce que des gouvernements ont cru aux affirmations pseudo-scientifiques de Carson sur le DDT » (*Raw Story*, 22 mai 2007). Même Bate de l'AFM déclara avoir trouvé cela un peu exagéré, soulignant que Carson était morte en 1964, à peine deux ans après la publication de *Printemps silencieux* (*Washington Post*, 23 mai 2007). Mais apparemment, les conservateurs ne peuvent pas résister à la tentation d'attaquer le mouvement écologiste.

http://fair.org/extra-online-articles/Is-Undercover-Over/

L'infiltration est-elle une chose du passé ? Le camouflage considéré comme une tromperie par des journalistes craintifs

1er mars 2008, 21 ans

Publié une première fois dans *Extra!*, le magazine de FAIR, mars-avril 2008.

En février dernier, la célèbre société de lobbying APCO fut approchée par un dénommé Kenneth Case. Case déclara qu'il représentait le Maldon Group, une obscure société qui souhaitait améliorer l'image publique du Turkménistan, où elle possédait des investissements. Jusque-là, rien d'exceptionnel – les sociétés privées font souvent du lobbying pour le compte de pays étrangers, soit parce qu'elles y voient une manière d'accroître la valeur de leurs investissements, soit parce qu'elles servent de couverture au gouvernement étranger.

APCO se fit un plaisir de rencontrer Case, en dépit du fait que le régime stalinien du Turkménistan soit l'un des plus funestes de la planète, après la Corée du Nord. Dans un rapport récent, l'organisation Human Rights Watch (2 nov. 2007) l'a désigné comme « l'un des [gouvernements] les plus répressifs et autoritaires du monde », soulignant qu'il avait « d'innombrables prisonniers politiques » et imposait « des restrictions draconiennes à la liberté d'expression [et] des restrictions sur le droit de voyager à l'étranger ».

Tout cela, en temps normal, serait considéré comme une journée de travail ordinaire à D.C., sauf que « Kenneth Case » était une fiction, et son « Maldon Group », une ruse élaborée par Ken Silverstein, rédacteur en chef du magazine *Harper's*, pour révéler au grand jour la pratique du lobbying à D.C.

« Son éthique, pas la nôtre »

L'article qui en résulta, « Leurs hommes à Washington » (*Harper's*, juil. 2007), fut immédiatement salué de toutes parts. Silverstein fut interviewé partout, de NPR (19 juin 2007) à Al-Jazeera (3 juil. 2007), et son article fut rapidement référencé et reposté sur la blogosphère. Il offrait un aperçu insolite du fonctionnement interne des sociétés de relations publiques, de leur façon de se présenter à leurs clients potentiels au travail très confidentiel qu'elles proposent d'exécuter en coulisses.

APCO suggérait de blanchir de l'argent en passant par des groupes d'universitaires pour financer des délégations du Congrès ou des conférences spéciales, ainsi que d'engager « des experts de think tanks qui diraient ‹ d'un côté ceci, et de l'autre cela › », en écrivant des articles pour qu'ils les signent et les fassent paraître en tribune libre dans les grands journaux. Pendant ce temps-là, Cassidy & Associates, une autre société de lobbying qui espérait obtenir le compte du Turkménistan, se vanta d'avoir de « solides relations personnelles » à tous les plus hauts niveaux du gouvernement et même d'être récemment parvenue à maintenir Teodoro Obiang, le dictateur de Guinée équatoriale, hors de la liste des dix premiers dictateurs mondiaux.

Mais tout le monde ne fut pas ravi de voir cette information rendue publique. APCO envoya ses RP en gestion de crise, et publia un communiqué de presse affirmant : « La comédie de Silverstein est un commentaire sur son éthique, non sur la nôtre. [Son] allégation selon laquelle il travaillait pour ‹ l'intérêt public › [parce que l'infiltration était] la seule manière d'obtenir des informations est aussi fausse que son article. » APCO affirma également que la « suggestion » de Silverstein selon laquelle APCO offrait à d'autres personnes de travailler en secret pour le compte du Turkménistan ne pouvait pas être vraie, parce que « la loi actuelle *exige* une transparence totale » dans ce genre de situation (souligné dans l'original).

À l'occasion d'un débat entre Ken Silverstein et le représentant d'APCO B. Jay Cooper sur NPR (*Talk of the Nation*, 19 juin 2007), Cooper se justifia en expliquant qu'avant de prendre le Turkménistan comme client, ils avait soumis l'idée à leurs contacts au gouvernement, et que ceux-ci y avaient vu une avancée positive. Il expliqua aussi que rédiger des tribunes libres et les faire signer par d'autres était une pratique courante – lui-même, par exemple, l'avait déjà fait des dizaines de fois. Cassidy & Associates, qui est aussi la société la plus onéreuse, ne fit pas grand-chose pour répondre aux accusations de Silverstein dans la presse. À en juger par la « défense » d'APCO, cela semble avoir été un choix très sage.

« Un tissu de tromperies »

Rien d'étonnant, bien sûr, à ce que les sociétés incriminées se soient opposées à l'article. Plus étonnante fut en revanche la réaction des supposés arbitres de l'éthique journalistique. Public Eye, le blog de CBS (28 juin 2007), affirma que l'opération était inopportune car tout le monde savait déjà que les lobbyistes trompaient l'opinion publique sur leurs clients. « Lorsque l'on se livre à des subterfuges simplement pour illustrer d'un exemple concret ce qui relève de la sagesse populaire, écrivirent-ils, alors le jeu […] n'en vaut pas la chandelle. »

Bill Buzenberg, directeur exécutif du Center for Public Integrity, un groupe indépendant de journalisme d'investigation, déclara aux reporters que « tromper quelqu'un sur son identité n'est pas une bonne idée. Nous sommes du côté d'Howard Kurtz dans cette affaire. » Kurtz, critique médias pour le *Washington Post* et CNN, avait pris le parti d'APCO dans une colonne du *Post* intitulée « Pris par *Harper's* dans un tissu de tromperies » (25 juin 2007). (Silverstein critiquait Kurtz depuis longtemps, notamment pour son analyse tendancieuse des médias – *Washington Babylon*, 24 juil. 2006.)

Kurtz rapporta que le rédacteur en chef de *Harper's* défendit l'exercice en soulignant « une longue histoire d'opérations d'infiltration » par les journalistes. Mais, écrivit Kurtz, « cette tradition de travailler sous couverture s'est perdue ces dernières années. Aujourd'hui, aucun journal ne ferait ce qu'a fait le *Chicago Sun-Times* dans les années 1970. […] Il y a moins d'émissions télévisées à faire ce qu'ABC a fait dans les années 1990. […] L'émission *Dateline* de NBC participe à des opérations d'infiltration contre des prédateurs d'enfants, mais elle le fait secondée de fonctionnaires chargés de faire respecter la loi ».

Pourquoi ce déclin du reportage d'infiltration ? Kurtz a une explication : « La raison, c'est que, quelle que soit la qualité du reportage, raconter des mensonges pour l'obtenir soulève autant de questions sur les journalistes que sur leurs sujets. » Mais ce n'est peut-être pas tout.

L'histoire de l'infiltration

Le journalisme d'infiltration a une histoire très riche. Nellie Bly, connue pour avoir fait le tour du monde en 80 jours, réalisa aussi une enquête célèbre pour le *New York World* sur les conditions de vie dans les asiles. Bly feignit la folie devant une série de médecins avant de se faire interner dans un asile d'aliénés. Là, elle décrivit la nourriture abîmée et avariée, les conditions de vie glaciales, les bains à l'eau gelée, les maltraitances des infirmières et la relative santé mentale de ses compagnons d'infortune. « Mis à part la torture, quel autre traitement vous conduirait plus

vite à la folie ? », s'interrogeait-elle. La série, publiée ensuite dans un livre intitulé *Dix jours dans un asile*, fit sensation, et l'on demanda à Bly de participer à une enquête gouvernementale sur les conditions de vie dans les asiles.

Plus près de nous, et comme le souligne Kurtz, le Chicago des années 1970 et 1980 fut un peu l'âge d'or du journalisme d'infiltration, et ce surtout grâce aux efforts d'une femme : Pam Zekman. Avec son équipe d'investigation à WBBM-TV, Zekman utilisa le journalisme d'infiltration pour révéler des dizaines d'affaires. Elle se trouva un emploi dans une maison de soins où elle put confirmer les allégations de maltraitances et de manque d'hygiène faites par des proches des résidents. Elle trouva un travail de professeure de danse pour prouver qu'une salle de danse de la ville escroquait des personnes âgées. Elle intégra l'équipe d'une clinique d'avortement pour prouver que l'avortement était pratiqué sur des femmes qui n'étaient pas enceintes. Et elle envoya un membre de son équipe travailler sous couverture à l'aéroport pour voir quel type de vérification d'antécédents était pratiqué au contrôle des bagages.

Mais le plus gros reportage de Zekman date de l'époque où elle travaillait au *Chicago Sun-Times*. Tout le monde savait que l'administration de Chicago était corrompue, mais Zekman en apporta la preuve. Elle fit l'acquisition d'une taverne miteuse du Near North Side, à Chicago, avec « plus d'infractions au code que de tabourets de bar », la rebaptisa *Mirage Tavern*, dissimula un micro, puis reçu une longue file de fonctionnaires – l'inspecteur en incendie, l'inspecteur de la plomberie, l'inspecteur de la ventilation, le greffier du comté, les comptables, les bailleurs – qui acceptaient de fermer les yeux sur les infractions en échange de pots-de-vin. Même les personnes en charge de la maintenance du flipper passèrent pour lui montrer comment détourner les bénéfices.

En résulta une série publiée en vingt-cinq parties pleine de détails savoureux, comme par exemple l'« agent d'affaires » qui leur conseilla de soudoyer tout le monde sauf la police, parce que les policiers « reviennent tous les mois, comme des mouches, pour toucher leur pot-de-vin ». L'affaire fit venir un flot de touristes dans le bar, et des centaines de personnes appelèrent le journal avec de nouveaux tuyaux. On en rendit compte dans des publications comme *Time* (23 janv. 1978) et *60 Minutes* (15 janv. 1978), et dans des journaux du monde entier, du Danemark à l'Australie. Une enquête fédérale sur les divers inspecteurs déboucha rapidement sur la mise en examen de vingt-neuf inspecteurs en électricité, et l'administration fiscale de l'Illinois créa une « unité

Mirage de vérification des comptes » composée de douze hommes (*Chicago Sun-Times*, 10 janv. 1988).

Plus récemment, Barbara Ehrenreich travailla sous couverture pour *Harper's* comme femme de chambre, serveuse, employée de Wal-Mart, et assistante de maison de santé. Elle expliqua que des métiers « sous-qualifiés » de ce type étaient beaucoup plus difficiles que le travail de col blanc dont elle avait l'habitude et découvrit que même en travaillant près de chez elle, en mangeant peu, et en vivant dans des conditions pitoyables, elle n'arrivait toujours pas à joindre les deux bouts. En résulta le best-seller *Nickel and Dimed*, qui engendra un regain d'intérêt pour les conditions de vie des « travailleurs pauvres ».

L'affaire du Food Lion et ses répercussions

Mais en dehors de *Harper's*, le journalisme d'infiltration s'est largement tari ces dernières années, et beaucoup en font remonter la cause à l'affaire du Food Lion. En 1992, *Prime Time Live* d'ABC envoya des journalistes sous couverture au magasin d'alimentation Food Lion pour enquêter sur des accusations de pratiques de manutention alimentaire insalubres. Les journalistes falsifièrent leur CV (« Cela me manque beaucoup de ne plus travailler dans un magasin d'alimentation. […] J'adorerais faire carrière dans votre entreprise », écrivit l'une d'elles dans sa lettre de candidature), cachèrent des caméras sur eux, et bouclèrent leur reportage.

Les images étaient saisissantes : « de la viande avariée, antidatée et remise en vente ; du vieux bifteck haché mélangé avec du nouveau ; du poulet périmé nappé de sauce barbecue avant d'être replacé au rayon gourmet » (*CJR*, mars 1997). Après l'avoir vu, les téléspectateurs furent convaincus des méfaits de Food Lion.

Mais Food Lion répliqua en intentant un procès à ABC – non pour dénoncer le caractère mensonger du reportage (bien qu'ils le faisaient en public), mais en accusant les journalistes qui l'avaient obtenu de malhonnêteté. Food Lion poursuivit ABC pour fraude (pour avoir menti dans leur candidature), intrusion dans une propriété privée (pour être venu à Food Lion sans permission) et manquement à la loyauté (pour avoir filmé des pratiques incorrectes alors qu'ils étaient supposés travailler pour l'entreprise). Après des années de querelles juridiques, un jury trancha en faveur de Food Lion, condamnant ABC à lui verser 5,5 millions de dollars. En 1999, le jugement fut annulé en appel sur la base de raisons plus ou moins techniques.

Mais il était déjà trop tard – l'affaire avait tourné dans les rouages du système judiciaire pendant presque sept ans, et les journalistes et les médias avaient reçu le message : le journalisme d'infiltration a un coût

très lourd. Revenant sur l'année 1997, le rédacteur en chef du *Columbia Journalism Review* (mars 1997) proclama les années 1990 « époque humiliante pour le journalisme, et particulièrement pour le journalisme d'investigation télévisuel ». Au nombre des humiliés : *20/20* dut payer 10 millions pour avoir affirmé que la BankAtlantic Financial dupait ses investisseurs ; le Minnesota News Council déclara fondée une plainte portée contre une chaîne de télévision de Minneapolis, accusée d'avoir présenté « un tableau déformé et infidèle » des pratiques de sécurité de Northwest Airlines ; une chaîne de télévision de Houston paya 5,5 millions de dollars pour avoir accusé un représentant de l'État d'arnaque à l'assurance ; *TV Nation* de Michael Moore paya 5 millions de dollars pour avoir affirmé qu'une entreprise avait pulvérisé des boues toxiques sur un ranch du Texas.

« Après tout cela, il faut s'attendre à ce que les journalistes nous sortent davantage d'articles sur Dennis Rodman et Madonna, et non davantage d'articles qui nous intéressent vraiment », déclara l'avocat du premier amendement Bruce Sanford à l'époque de l'affaire du Food Lion. « Le spectre d'un verdict de cette ampleur […] aura un effet dissuasif sur les journalistes d'infiltration de tout le pays », déclara Jane Kirtley, alors directrice exécutive du Reporters Committee on Freedom of the Press.

Passé de mode

L'avenir semble leur avoir donné raison (bien qu'heureusement, la déferlante d'articles sur Dennis Rodman s'est calmée depuis). Petit à petit, le journalisme d'infiltration est passé de mode. Ken Silverstein affirme que c'est parce que les journalistes, et en particulier les journalistes de Washington, sont devenus complaisants. Dans une tribune du *L.A. Times* sur la controverse (30 juin 2007), il écrivait :

> Le déclin du journaliste d'infiltration – et du journalisme d'investigation en général – reflète en partie le conservatisme et la prudence grandissants des médias, surtout dans les hautes sphères du corps de presse suffisant de Washington.
> Ces dernières décennies, à mesure que leur rôle social prenait de l'importance, les journalistes sont devenus des éléments de la structure du pouvoir dont ils sont supposés suivre et scruter tous les mouvements.

L'article sur les lobbyistes, affirmait-il de concert avec son rédacteur en chef, n'avait pas simplement pour but d'enquêter sur les sociétés de

lobbying ; il visait aussi à resensibiliser les journalistes au pouvoir du journalisme d'infiltration. « Une question surplombait tout le projet, qui était : ‹ Comment l'establishment du journalisme va-t-il réagir ? ›, confia Roger Hodge, rédacteur en chef de *Harper's*, à un journaliste (*AJR*, oct. 2007). Le fait que le journalisme d'infiltration soit passé de mode semble être le signe d'un problème au sein de la profession. »

Le journalisme d'investigation est devenu si rare que les fondations ont pris la relève. Une série de donateurs se sont réunis pour former ProPublica, association à but non lucratif qui sera dotée d'un budget annuel de 10 millions de dollars, ce qui en fait déjà la plus grande équipe de journalisme d'investigation du pays.

Difficile, à l'heure actuelle, de dire si quelque chose viendra un jour sortir les organismes de presse de leur torpeur. Quelqu'un devrait peut-être s'y infiltrer pour le découvrir.

Livres et culture

Une fois rédigé le brouillon de cette introduction, j'ai demandé à mon Aaron intérieur ce qu'il en pensait, et il m'a crié dessus : « Tout ce que tu trouves à dire, c'est qu'il aimait les livres ? Très original ! Il te faut plus de détails façon *This American Life* [1] – des choses qui semblent hors de propos, mais qui ne le sont pas. » Alors j'ai jeté le brouillon et j'ai recommencé.

Aaron n'avait pas peur de jeter des choses et de recommencer – lois, idées, essais. Vous ne serez pas surpris d'apprendre qu'il était obsédé par l'art de l'écriture. (Il était obsédé par beaucoup de choses – il était ainsi.) Il méprisait Malcolm Gladwell [2] le « scientifique », mais il s'absorba dans l'étude de *Outliers* du même Gladwell pour comprendre comment il fonctionnait. Les écrivains qu'il aimait bénéficiaient d'un traitement encore plus consciencieux. Lorsqu'Aaron tombait sur un passage qu'il admirait, il le lisait tout haut « pour se faire une idée au son de la voix ». Sa propre voix littéraire était à l'image de sa personnalité : ultra-studieuse, concentrée, drôle et un peu arrogante. Non, *très* arrogante : « Pourquoi est-ce que tu perds ton temps avec des choses que tu sais très bien faire ? Puise plutôt dans la douleur ! »

Les critiques de livres d'Aaron – et il en a écrit beaucoup – sont arrogantes elles aussi : « Ce livre m'a choqué et perturbé. Lisez-le ! » Même lorsqu'il adorait un livre, il portait sur lui un regard critique, ou bien il expliquait à l'auteur quel livre celui-ci aurait dû écrire. Ses critiques ne manquent pas non plus d'humour. Ce qu'il ressentait viscéralement, il le traduisait en formules coups de poing. (Sa critique de *On Writing Well* tient en une seule phrase : « Ce livre est vraiment épouvantable, surtout parce que l'auteur, en fait, ne sait pas écrire. »)

Très volubile, hyperactif, rompu à la comédie noire des contradictions de l'Amérique, et lui-même pétri de contradictions, Aaron aurait fait un modèle idéal pour un personnage de David Foster Wallace. Les choses ont voulu que ce soit Aaron qui trouve une figure de mentor littéraire dans l'auteur brillant, inspirant, déprimant, exaspérant, chaleureux, lunatique et verbeux qu'est DFW. En tant qu'écrivain, Aaron s'amusa à imiter le style digressif avec notes de bas de page en pagaille de Wallace, mais il retrouva vite le sien

---

1 Émission radiophonique américaine produite par une station basée à Chicago (WBEZ), mélangeant documentaire radiophonique, reportage sonore, journalisme d'investigation, monologue, réflexion philosophique, avec un accent particulier sur la forme narrative, ndt.

2 Journaliste et auteur canadien qui s'inspire de travaux universitaires en psychologie ou en sociologie pour écrire des ouvrages à destination du grand public. Dans *Outliers*, littéralement « hors-norme », il explique notamment que tout le monde peut devenir un expert dans n'importe quel domaine au terme de 10 000 heures de pratique délibérée, ndt.

propre. En tant que lecteur, néanmoins, il s'attacha à ce grand maître qui voyait les autres tels qu'ils sont vraiment et les aimait quand même. Aaron tenait à jour des bibliographies exhaustives des travaux de DFW sur Wikipédia. Et il est aussi à l'origine de la seule explication réellement convaincante qu'il m'ait été donné de lire sur ce qui se passe à la fin de *L'Infinie Comédie*, le roman de 1 000 pages de Wallace : une interprétation d'une remarquable précision qu'Aaron rédigea en parallèle des millions d'autres choses qu'il avait toujours en cours.

Plus tard, Aaron écrirait : « Le suicide de DFW m'a profondément affecté. J'ai fini par m'atteler à la lecture de tous les textes de non-fiction qu'il a publiés. C'était un homme brillant, torturé, et je me reconnais énormément en lui. Ses œuvres de non-fiction sont formidables, et si j'arrive à accomplir la moitié de ce qu'il a fait, j'estimerai avoir réussi ma vie. »

Je dirais bien qu'Aaron était le David Foster Wallace de sa génération, mais vous connaissez déjà la fin de l'histoire.

James Grimmelmann

Recommandations de lecture

Aaron postait chaque année des listes de livres qu'il avait lus, avec des notes sur ses ouvrages préférés (et parfois aussi sur ceux qu'il aimait moins). Nous présentons ci-dessous une sélection de ses recommandations, établie à partir des listes qu'il publia entre 2006 et 2011. — Les éditeurs

G. H. Hardy, *L'Apologie d'un mathématicien*

Godfrey Hardy était un grand mathématicien. Mais au soir de sa vie, il s'est demandé ce qu'il avait réellement apporté à la société. Dans cet ouvrage, défense classique de sa profession sans valeur d'un point de vue pragmatique, il interroge la signification d'une existence placée sous le signe de la sagesse. (Voir également mes deux posts précédents : « Les excuses d'un non-programmeur » et « Héritage ».)

Raymond Smullyan, *5000 B.C. (And Other Philosophical Fantasies)*

Dans ce petit livre au charme étrange, Smullyan, le célèbre logicien adepte de vulgarisation, aborde des sujets qui vont des soucis que l'on rencontre lors des longs trajets en voiture aux questions philosophiques les plus pointues, le tout souvent dans le même mouvement, et à travers des histoires qui sont si merveilleusement amusantes que l'on a du mal à croire qu'elles puissent avoir une quelconque valeur éducative.

George Saunders, *In Persuasion Nation: Stories*

Je vais être honnête avec vous : je n'aime pas beaucoup la science-fiction. D'ailleurs, je ne suis pas un grand fan de fiction en général. Mais avec George Saunders, c'est différent : de lui, je serais prêt à lire n'importe

quoi ou presque. Les histoires de Saunders arrivent à combiner un futur imaginaire plein de fantaisie, une critique mordante de notre époque, et une utilisation du langage tellement variée et savoureuse que l'on se demande comment un auteur peut maîtriser à ce point son style littéraire.

Thomas Geoghegan, *Which Side Are You On?: Trying to Be for Labor When It's Flat on Its Back*

On pourrait croire qu'un livre consacré à l'histoire ouvrière serait affreusement ennuyeux ou, plus précisément, déprimant. Et pourtant, dans le premier chapitre de ce livre, j'ai trouvé quelque chose qui m'a fait rire ou franchement sourire à chaque page ou presque. Mon ami Rick Perlstein m'a fait lire ce livre en me disant que « c'était le meilleur livre politique de ces quinze dernières années [–] le meilleur livre de ces quinze dernières années. » (Depuis, il m'a plusieurs fois fait rencontrer Geoghegan.) Difficile d'imaginer livre plus important et plus touchant.

Robert Karen, *Becoming Attached: Unfolding the Mystery of the Infant-Mother Bond and Its Impact on Later Life*

Au début du siècle dernier, les médecins pensaient que l'amour parental était sans importance : les parents n'étaient même pas autorisés à rendre visite à leurs enfants à l'hôpital, les experts en psychologie encourageaient les mères à ne pas embrasser ou serrer leur progéniture dans leurs bras, le gouvernement américain distribuait des brochures expliquant comment se montrer ferme avec ses enfants. Ce livre, véritable chef-d'œuvre, raconte l'incroyable histoire d'un groupe de scientifiques passionnés qui renversa toutes ces théories, et ce grâce à des recherches sur le sujet de l'amour parental qui apportèrent certains des résultats les plus remarquablement solides de tout le champ de la psychologie. Une histoire palpitante, un manuel de psychologie et un guide pratique – le tout dans un seul livre que je ne saurais trop recommander.

David Feige, *Indefensible: One Lawyer's Journey into the Inferno of American Justice*

Être avocat de l'assistance judiciaire est un métier très intéressant, mais avec cette description détaillée de sa carrière, David Feige parvient à le rendre tout à fait fascinant. Feige décrit sa vie au fil de détails savoureux, de l'urine répandue sur le pas de sa porte aux anecdotes graveleuses de salle d'audience, et n'hésite pas à donner des noms ni à creuser les sujets qui dérangent. Si seulement il existait un livre aussi réussi sur chaque profession…

Scott McCloud, *L'Art invisible*

Chaque livre de Scott McCloud est un petit trésor, mais celui-ci est particulièrement pénétrant. Au fond, McCloud se demande en quoi consiste l'activité d'écrivain et quelles sont les qualités requises pour être bon dans ce domaine. Le livre a pour sujet les comics, mais de nombreuses règles énoncées ici s'appliquent à d'autres formats, et il est difficile d'imaginer un ouvrage aussi intéressant ou aussi bien écrit à leur sujet.

Matt Taibbi et Mark Ames, *The eXile: Sex, Drugs, and Libel in the New Russia*

Matt Taibbi est mon journaliste politique préféré. Il écrit avec une honnêteté brute qui parvient à être à la fois mordante d'un point de vue politique et hilarante. Ce livre raconte comment, après avoir été joueur de basket professionnel en Mongolie-Intérieure, il a rencontré Mark Ames et lancé avec lui un journal indépendant qui dansait dans les flammes de la société russe agonisante. Il en résulte un livre étrange et incroyable : des histoires de bars miteux remplis de créatures débauchées et droguées se mêlent à d'incroyables prouesses de journalisme d'investigation chez ces oligarques qui tirent la Russie vers le bas – le tout dans une parfaite uniformité de ton. C'est merveilleux.

Joan Didion, *Political Fictions*

Dieu que ce livre est bon ! Personne ne sait prendre un livre et en montrer les inexactitudes aussi bien que Didion. Les articles du *New York Review of Books* reproduits ici comptent tout simplement parmi les meilleures éviscérations jamais pratiquées tous genres confondus. Difficile d'imaginer comment on peut encore marcher après une critique pareille.

Rick Perlstein, *Nixonland*

Before the Storm, le précédent livre de Perlstein, arrivait à transformer l'histoire d'une figure politique rejetée par la plupart, Barry Goldwater, en leçon sur la façon dont la gauche pourrait reprendre les rênes du pays. Aujourd'hui, dans *Nixonland*, il examine l'agitation des années 1960 avec un œil neuf, et la perfidie de l'administration Nixon avec une profondeur inédite. J'ai lu son livre à mesure qu'il l'écrivait en lui envoyant mes commentaires – apparemment, en-dehors de sa famille, je suis la première personne à l'avoir terminé. La version définitive n'a pas été publiée, mais courrez vous la procurer dès qu'elle le sera !

Lodge, *Changement de décor*

Amusant comme le sont en général les romans de campus, mais avec en plus quelques très bonnes histoires sur People's Park[3].

Poundstone, *Fortune's Formula*

Un plaisir incroyable. Des maths, des mafieux et des films.

Hoopes, *False Prophets*

Une merveilleuse galerie de portraits des plus importants théoriciens du management remontant jusqu'à l'époque de l'esclavage et de Taylor. La ligne éditoriale du livre est un peu gâchée par l'incapacité de l'auteur (professeur en école de commerce et également manager) à réconcilier ses deux conceptions antagonistes du pouvoir du management, qu'il considère à la fois comme injuste et comme nécessaire. Mais le livre est solide d'un point de vue historique et fait tomber avec brio quelques figures importantes de leur piédestal.

Wilson, *To The Finland Station*

Très, très bon livre. Edmund Wilson est bien l'incroyable écrivain auquel on pouvait s'attendre, et ce livre est son chef-d'œuvre.

Maurer, *The Big Con: The Story of the Confidence Man*

Rien que l'introduction de Luc Sante vaut la peine d'acheter ce livre, mais la suite est tout aussi formidable. Tout le monde devrait savoir qui sont ces hommes que l'on appelle des escrocs. (La série *Hustle*, produite par la BBC, est manifestement une adaptation de ce livre.)

DFW, *Consider the Lobster*

Le suicide de DFW m'a profondément affecté. J'ai fini par m'atteler à la lecture de tous les textes de non-fiction qu'il a publiés. C'était un homme brillant, torturé, et je me reconnais énormément en lui. Ses œuvres de non-fiction sont formidables, et si j'arrive à accomplir la moitié de ce qu'il fait, j'estimerai avoir réussi ma vie. […]

***Love at the Goon Park* de Deborah Blum**

Le premier chapitre est une redite (assumée !) de *Becoming Attached*, un de mes livres préférés. Mais ensuite, cela s'améliore nettement, et la

---

3 Jardin public situé non loin de l'université de Berkeley (Californie), théâtre de la contestation hippie durant les années 1960. Il accueille aujourd'hui une large communauté de sans-abris, mais aussi des étudiants et des familles venant profiter des terrains de basket et des divers événements qui y sont organisés, ndt.

façon dont les histoires des animaux se mélangent à celles des humains est très drôle. Je l'ai lu à une petite fille de 5 ans qui adore les histoires d'animaux en tous genres et elle s'en délectait. (J'ai sauté les passages extrêmement sombres, évidemment.)

***The Power Broker* de Robert Caro**

Je ne dirais jamais trop de bien de ce livre. Lisez-le ! Tout de suite ! Oui, je sais qu'il est long, mais croyez-moi, vous finirez par le trouver trop court. Je pense qu'il est possible que ce soit tout simplement le meilleur livre de non-fiction jamais écrit.

***The Social Life of Small Urban Spaces* de William H. Whyte**

Si Feynman était sociologue, ce serait probablement le livre qu'il écrirait. Un petit bijou.

***American Apartheid* de Douglass Massey et Nancy Denton**

C'est un scandale que l'on ne parle pas davantage de ce livre. Tout le monde a ses théories fumeuses pour expliquer le statut défavorisé des Noirs dans notre société. Massey et Denton montrent que les choses sont bien plus simples qu'on ne le croit : ces hommes et ces femmes sont victimes d'une ségrégation extrême, avec tous les effets négatifs qui s'en suivent. Un livre absolument brillant.

***The Liberal Defence of Murder* de Richard Seymour**

Ce livre est comme un petit miracle. Je ne suis même pas sûr de pouvoir le décrire, sauf à dire qu'il bouleverse complètement la compréhension que l'on peut avoir de l'histoire.

***The Fox and the Hedgehog* [4]**

Absolument merveilleux.

Bat Boy: The Musical

Si vous en avez l'occasion, allez voir ce spectacle. C'est la plus grande comédie musicale jamais produite.

***Bad Samaritans* de Ha-joon Chang**

La meilleure introduction aux vrais problèmes posés par la mondialisation et le développement international.

---

4 *The Hedgehog and the Fox* d'Isaiah Berlin, ndé.

Si tu es pour l'égalité, pourquoi es-tu si riche ? de G. A. Cohen

J'ai vraiment beaucoup aimé ce livre. Il s'ouvre sur une simple expérience de pensée : imaginez que vous ayez un vrai jumeau perdu de vue depuis longtemps, qui a grandi dans un foyer conservateur et est devenu conservateur. Vous, en revanche, avez grandi dans un foyer libéral et êtes devenu libéral. Le rencontrer ne vous ferait-il pas remettre en cause vos convictions ? Et par conséquent, la possibilité même de le rencontrer ne vous ferait-elle pas remettre en cause vos convictions ? (Je ne suis pas tout à fait convaincu par cette hypothèse ; mes convictions sont bien plus ébranlées par des convertis – quelqu'un qui croyait fermement en X, mais qui s'est converti à la croyance en Y.)

À partir de là, Cohen effectue une plongée dans ce que fut sa propre éducation, et j'ai trouvé son récit particulièrement touchant, peut-être parce que son identité est celle que j'aurais voulu avoir – celle d'un communiste canadien dans un foyer antireligieux où l'on parlait yiddish. […]

Secrets de Daniel Ellsberg

Un livre formidable. Ellsberg révèle d'incroyables dons d'écrivain et raconte le rôle extraordinaire qu'il a joué dans le combat mené pour faire publier les « Pentagon Papers » (saviez-vous qu'en fait des journalistes du *New York Times* s'étaient introduits chez lui pour les lui voler ?). Et de manière encore plus intéressante, il revient longuement sur l'expérience fascinante qu'il a vécue lorsqu'il travaillait avec McNamara et Kissinger et essayait de conserver sa santé mentale alors qu'il évoluait dans les plus hautes sphères du gouvernement. […]

Prince of the Marshes de Rory Stewart

Quand je lis les actualités, il m'arrive de rêver que la personne qui a écrit l'article s'est fait renvoyer, et que par un mystérieux tour du destin, on m'a confié son travail. Est-ce que j'échouerais ? Ou bien ma naïveté et mes compétences de profane me permettraient-elles d'assumer mes fonctions d'une manière inédite et fascinante ?

Dans ce livre, Rory Stewart décrit ce qui s'est passé lorsqu'on l'a nommé gouverneur colonial d'une province iraquienne. Brillant comme il l'est, il fait un travail remarquable à tous égards, mais il rédige aussi un livre riche de questionnements, introspectif et passionnant sur cette expérience, qui met en évidence ce que sa fonction représente en réalité : une tâche impossible.

False Profits: Recovering from the Bubble Economy de Dean Baker

Un livre court et très clair sur les raisons de l'effondrement de l'économie, sur ceux qui en sont responsables et sur la façon de redresser la situation, écrit par quelqu'un qui avait raison depuis le début. Si vous ne devez lire qu'un seul livre sur la crise économique, celui-ci constitue un excellent choix.

The Accidental Theorist de Paul Krugman

Un recueil des articles de Krugman pour *Slate*. C'était avant qu'il ne sorte de sa période néolibérale, mais après qu'il eut appris à écrire, si bien que s'ils ne sont pas toujours justes, ses textes sont presque tous merveilleux (et *Slate* lui laissait beaucoup plus de latitude que ne lui en laisse le *Times* pour déployer son côté espiègle). Un livre très amusant sur un éventail très large de questions économiques. […]

Eating the Dinosaur de Chuck Klosterman

Absolument fantastique. Je l'ai lu presque d'une seule traite. Chuck Klosterman est définitivement dans la course au titre du plus grand essayiste vivant. Ce livre est un recueil d'essais, qui, pour ce que j'en sais, n'ont jamais été publiés ailleurs. Ils sont autant de petits bijoux parfaitement assortis. J'ai même aimé les textes sur le football (moi qui n'ai jamais vu un seul match de ma vie). J'ai tellement apprécié ce livre que j'ai lu ensuite tous ses autres ouvrages dans l'ordre inverse de leur parution.

Pourquoi pas le socialisme ? de G. A. Cohen

Un très bon petit livre du philosophe décédé Jerry Cohen. Pas aussi bon que ses commentaires sur les Shmoo[5], mais une merveilleuse (et bien trop rare, hélas) tentative d'amener le lecteur à s'interroger sur la véritable signification du socialisme et sur son caractère réalisable ou non.

The Persistence of Poverty de Charles Karelis

J'ai l'impression d'avoir déjà énormément écrit sur ce livre, mais rien qui ne semble être parvenu jusqu'à ce blog. Un excellent petit livre, juste ce qu'il faut pour expliquer une grande idée et la façon dont elle bouleverse nos conceptions de l'économie classique, de la pauvreté et de beaucoup d'autres choses encore.

---

5 Animal fictif inventé en 1948 par l'auteur de bande dessinée Al Capp. Gerald Cohen a utilisé l'histoire des Shmoo lors d'une conférence télévisée d'août 1986 pour illustrer sa critique morale du capitalisme, ndt.

Acme Novelty Library, n° 19 de Chris Ware

Chris Ware est prodigieux. Ce livre se compose en majorité d'un chapitre de l'œuvre en cours *Rusty Brown*, au sujet de laquelle j'avais d'abord quelques réserves, mais qui s'avère juste génialissime. Et *Building Stories* est tout aussi incroyable.

La méthode de Ware consiste à publier une page par semaine environ dans un journal hebdomadaire (le *New York Times* du dimanche, le *Chicago Reader*), puis à redessiner le chapitre entier et à le publier comme un numéro de *Novelty Library*, puis à le redessiner une troisième fois pour la publication de l'album entier. C'est donc une manière d'obtenir des résultats intermédiaires, mais vous pouvez aussi attendre les albums définitifs (si tant est qu'il les termine un jour).

Le Bûcher des vanités de Tom Wolfe

Absolument formidable. Un roman rare et incontournable – bourré d'informations sur la société, le journalisme, l'activisme, la race, etc. Impossible de vous faire comprendre à quel point c'est bien. C'est le *The Power Broker* de la fiction.

Comment se faire des amis et influencer les autres (relu) de Dale Carnegie

Ce livre n'est pas un classique pour rien. Il expose clairement une manière de s'y prendre avec les autres, fondée sur la sollicitude et l'empathie, et affirme de façon très convaincante que ce comportement bienveillant est en fait le plus productif lorsque l'on veut que les choses soient faites. Au lieu d'hurler sur votre prochain pour qu'il fasse des choses, vous l'incitez à *vouloir* vous aider. Et le livre lui-même constitue une parfaite illustration de cette manière de procéder. Au lieu de vous fustiger en vous traitant d'imbécile, comme le feraient la plupart, il vous persuade que vous *voulez* changer.

Managing to Change the World d'Allison Green et Jerry Hauser

Le meilleur livre que j'aie jamais lu sur les aspects pratiques du management. Alors que la plupart des livres se bornent à vous donner des conseils flous et sans intérêt, celui-ci est extrêmement précis sur tous les détails concrets.

Workers in a Labyrinth de Robert Jackall

Pas aussi génial que *Moral Mazes* de Jackall, mon livre préféré de tous les temps, mais un regard fascinant sur la façon dont les personnes normales donnent un sens à leur vie professionnelle quotidienne.

***Les Possédés : Mes aventures avec la littérature russe et ceux qui la lisent* d'Elif Batuman**

Hilarant, brillant, formidable. Rien ne vient justifier la qualité de ce livre. Même moi je n'avais aucune envie de lire un livre sur des spécialistes de la littérature russe, mais c'est juste incroyablement réussi, et je suis content de l'avoir lu.

***This Is Your Country on Drugs* de Ryan Grim**

Jamais je n'aurais pensé que le monde avait besoin d'un livre supplémentaire sur les drogues, mais celui-ci s'avère tout simplement parfait. Complet, érudit, drôle et réaliste – Grim avale la fumée, c'est sûr.

***Microeconomics* de Samuel Bowles**

Un manuel qui bouleverse totalement le champ des sciences économiques classiques. Malheureusement, il est parfois un peu difficile à suivre, mais j'ai rédigé des résumés postés ici[6].

***All Art is Propaganda: Critical Essays* by George Orwell (avec une introduction de Keith Gessen)**

Orwell est prodigieux.

***Dancing in the Streets: A History of Collective Joy* de Barbara Ehrenreich**

Ehrenreich établit de façon convaincante l'existence d'une tradition de l'extase dans la société américaine. Mon seul regret est l'absence d'un chapitre sur les raves.

***The Lifecycle of Software Objects* [en ligne] de Ted Chiang**

Lisez-le ! Même ceux qui connaissent bien mieux que moi la science-fiction s'accordent à dire que c'est l'un des plus grands livres de science-fiction de tous les temps. Il s'agit d'un roman sur les problèmes éthiques que soulève l'intelligence artificielle.

***Short: Walking Tall When You're Not Tall At All* de John Schwartz**

Vous avez certainement déjà entendu parler des études qui démontrent que les individus de petite taille font moins de choses que les individus de grande taille. John Schwartz a décidé d'écrire un livre pour remonter le moral aux enfants quant à cet état de fait, mais en enquêtant sur eux,

---

6 Le lien est actif : https://groups.google.com/forum/#!forum/bowles-l, ndt.

il a découvert que ce n'était pas du tout un état de fait. Il en résulte un modèle de développement personnel à travers les sciences et la critique des médias. Schwartz nous enseigne sur un mode ludique suffisamment de mathématiques et de sciences pour nous permettre de décrédibiliser les études en question, et nous donne assez de conseils pour vivre notre vie selon nos propres conditions.

Les Mirages du management : Comment éviter de prendre des belles histoires pour la réalité de Phil Rosenzweig

L'an dernier, j'ai recommandé *Good to Great* en parlant à son sujet de « science véritable ». Dave Bridgeland m'a rapidement corrigé et m'a recommandé ce livre, qui est nettement meilleur. Non seulement il réfute méthodiquement, d'une manière absolument merveilleuse, les prétentions scientifiques de *De la performance à l'excellence* et autres best-sellers sur le management, mais il propose également une discussion aussi stimulante que rapide sur la notion même de stratégie.

On peut se moquer de la banalité de ses recommandations, mais cela ne fait aucun doute : ce livre vaut largement la peine, ne serait-ce que pour sa manière d'encourager à une pensée scientifique authentique. Je savais que je n'aurais jamais dû tomber bas au point de me fier à un livre sur le commerce !

Le Procès de Franz Kafka (traduit par Breon Mitchell)

Une œuvre profonde et magnifique. Je n'avais pas lu grand-chose de Kafka et j'en étais venu à croire que *Le Procès* était une œuvre paranoïde et hyperbolique, une fiction dystopique dans le style de George Orwell. Pourtant, je l'ai lu et je l'ai trouvé d'une justesse absolue – chaque détail reflétait parfaitement ma propre expérience. Ce n'est pas de la fiction, c'est du documentaire.

Attention « spoilers »…

La majeure partie du livre est consacrée à K. qui essaie de trouver quelqu'un pour le défendre à son procès et échoue misérablement. En tant qu'individu dans un monde de bureaucraties, il en conclut que la seule solution est de s'en charger lui-même.

Le récit a pour toile de fond son « travail » à la banque – laquelle a tout de la bureaucratie telle qu'on se l'imagine. La banque, elle, n'a aucun mal à trouver des individus pour faire son travail pour elle. Même lorsque K. se relâche ou se laisse distraire, la banque continue de fonctionner sans problème – comme on le voit lorsque le vice-président bondit pour

s'emparer du travail de K. (Par comparaison, l'avocat indépendant ne subit pas une telle pression pour faire en sorte que le travail de K. soit fait.)

Une illustration éclatante du fait que les bureaucraties, une fois leur activité lancée, continuent de faire toutes ces choses avilissantes pour lesquelles elles furent créées, sans se soucier de savoir si les individus qui les composent y trouvent un intérêt quelconque, ni même s'il s'agit d'une bonne idée. En même temps, les individus en question, même lorsqu'ils sont très motivés, ont un mal fou à s'acquitter par eux-mêmes de tâches de longue haleine ou de grande envergure.

Mais qu'en est-il du prêtre ? Le prêtre raconte à K. une histoire sur le fait qu'en tant qu'individu dans une bureaucratie, essayer de demander une permission est une stratégie vouée à l'échec. Il faut persuader son patron, le patron de son patron, et le patron du patron de son patron (lequel a tellement de pouvoir que le plus petit patron n'ose même pas le regarder). Si l'on attend que sa requête soit approuvée par la chaîne hiérarchique, la chose demandée n'arrivera jamais.

K. s'oppose au prêtre en disant que c'est horriblement injuste : n'est-ce pas le patron (l'individu) qui, d'une manière ou d'une autre, ne fait pas ce qu'il faut ? Le prêtre soutient qu'il existe de nombreuses théories différentes sur la question de la responsabilité individuelle. Mais K. passe à côté du plus important : c'est ainsi que fonctionne la bureaucratie, voilà tout.

K. prend la leçon à cœur et décide d'arrêter de se battre contre le système et de vivre tout simplement sa vie sans demander la permission à personne. Tout se passe bien… pendant un temps. Mais cette option semble tout de même préférable aux autres solutions qui s'offrent à lui.

Repenser la pauvreté d'Abhijit Banerjee et Esther Duflo

Mon dieu, quel livre ! *Repenser la pauvreté* est une série de récits d'étrangers qui essaient de venir en aide aux pauvres de pays lointains, sans se rendre compte non seulement que leurs idées de pays développés sont totalement désastreuses en pratique, mais aussi que tout ce qu'on leur a appris à considérer comme des fondements solides – jusqu'à une chose aussi simple que le fait de mesurer les distances – est beaucoup plus intriqué et complexe, et politique, qu'ils n'auraient jamais pu l'imaginer. C'est une sensation terrible d'assister à la mise en question et à la désagrégation des composantes élémentaires de son monde – et une puissante démonstration de l'importance, pour quiconque essaie d'accomplir quelque chose, de savoir douter de ses certitudes.

***Tennis et concentration* de Timothy Gallwey**

Ce livre m'a profondément touché et m'a fait totalement revoir ma manière d'envisager la vie ; son sujet est bien plus large que le tennis lui-même. Je ne peux pas vraiment le décrire, mais je peux recommander cette vidéo avec Alan Kay et l'auteur, qui vous laissera sans voix.

***Rick Perry and his Eggheads* de Sasha Issenberg**

Sasha Issenberg est un faiseur de miracles. Ce livre (qui n'est en fait qu'un extrait de son livre à venir) est tellement, tellement bon qu'il m'a bouleversé. Issenberg raconte l'histoire de tout ce que j'ai essayé de dire à tout le monde en politique, mais il le fait à travers une moralité réaliste en trois actes qui est si réussie qu'elle pourrait être un modèle de la manière de raconter une histoire.

***Lean Startup : Adoptez l'innovation continue* de Eric Ries**

Ries présente une déclinaison du système de production de Toyota appliquée aux start-up – et il est tellement évident que c'est la bonne manière de diriger une start-up qu'il est difficile d'imaginer comment on s'en sortait avant. Hélas, ce livre est devenu tellement à la mode que j'entends beaucoup de personnes s'en réclamer alors qu'ils sont passés complètement à côté. Lisez-le en gardant l'esprit ouvert et laissez-le vous bousculer, afin que vous puissiez commencer à comprendre à quel point il fait bouger les lignes.

***Code: The Hidden Language of Computer Hardware and Software* de Charles Petzold**

Une magnifique réussite. Charles Petzold ouvre son livre avec l'histoire de deux enfants placés de chaque côté d'une rue et qui voudraient communiquer l'un avec l'autre. À partir de ce début très simple, il assemble tout un ordinateur sans jamais donner l'impression que ce montage soit une chose qui devrait excéder vos capacités intellectuelles. Je n'avais jamais vraiment eu le sentiment de comprendre les ordinateurs avant de lire ce livre.

***What It Takes: The Way to the White House* de Richard Ben Cramer**

S'il s'agissait simplement de l'histoire de l'accession de George H. W. Bush à la Maison Blanche, ce ne serait qu'une biographie parmi quelques autres du même genre que celles de Robert Caro. Mais c'est tellement plus que cela : Richard Ben Cramer applique le même traitement à des dizaines de candidats aux élections présidentielles de 1988 :

Gary Hart, Bob Dole, Joe Biden, Dick Gephardt, etc. Même si vous ne vous intéressez pas à la politique, ce livre vaut la peine d'être lu, ne serait-ce que pour la qualité de son écriture. Mais si vous vous y intéressez, alors vous y trouverez le meilleur exposé des motivations de ces hommes qui veulent nous diriger et sur ce qu'ils doivent traverser pour y arriver.

http://crookedtimber.org/2012/06/18/guest-review-by-aaron-swartz-chris-hayes-the-twilight-of-the-elites/

Critique de *The Twilight of the Elites*, de Chris Hayes, par notre invité Aaron Swartz

18 juin 2012, 25 ans

Dans ce nouvel ouvrage, *The Twilight of the Elites: America After Meritocracy*, Chris Hayes réalise l'impossible tiercé : son livre est incontestablement facile à lire, d'une érudition incroyable, et – plus étonnant encore – fidèle à la réalité. Au final, je n'ai que deux réserves mineures : d'abord, le chapitre sur l'« épistémologie pop » explique en détail comment les élites se sont trompées sans prendre la peine de mentionner que les « non-élites », elles, ont fait ce qu'il fallait, laissant ainsi le lecteur avec le sentiment bien trop répandu que faire ce qu'il faut est une chose impossible ; et ensuite, le livre ne synthétise jamais son raisonnement (d'une étonnante subtilité) en un seul résumé. Pour en parler, j'ai l'impression de devoir d'abord remédier à ce dernier défaut.

Les institutions de notre nation se sont écroulées, affirme Hayes. De 2000 à 2010 (la « *Fail Decade* »), toutes les principales institutions sociétales ont échoué. De grandes entreprises ont fait faillite dans la foulée de Enron et WorldCom, et leurs commissaires aux comptes n'ont pas su le détecter ; la Cour suprême s'est faite juge et partie dans l'affaire « Bush *vs* Gore » ; nos services de renseignement n'ont pas réussi à prévenir le 11-Septembre ; les mensonges des médias ont conduit notre pays à partir en guerre, guerres que les militaires n'ont pas su gagner ; tous les sports professionnels étaient concernés par les stéroïdes ; l'Église a commis des abus sexuels qu'elle a essayé de couvrir ; le gouvernement a enchaîné les catastrophes et amplifié le désastre de l'ouragan Katrina ; et les banques ont causé l'effondrement de notre économie. Comment se fait-il que les choses aient si mal tourné ?

Hayes en impute la responsabilité à un suspect inattendu : la méritocratie. Nous pensions que nous allions simplement choisir les meilleurs et les hisser au sommet, mais une fois en place, ceux-ci ont systématiquement

usé de leurs privilèges pour asseoir leur position ainsi que celle de leurs enfants (l'inégalité est, selon Hayes, « autocatalytique »). Ouvrir l'élite à une concurrence plus efficace, loin d'engendrer davantage de justice, n'a fait que légitimer une compétition plus intense. S'en est suivie une course effrénée entre les membres de l'élite, les poussant tous à s'adonner aux formes les plus éhontées du mensonge et de l'imposture pour assurer leurs positions convoitées. Lorsque la compétition prend le dessus aux plus hauts niveaux de la société, le mérite personnel devient une valeur d'échange, et le pouvoir d'élite acquis dans tel secteur peut s'échanger contre un pouvoir d'élite dans tel autre : un régulateur peut devenir le vice-président d'une banque, un présentateur de télévision peut user de sa notoriété pour devenir auteur de best-sellers (essayez d'imaginer Edward R. Murrow[7] utiliser les actualités de la nuit pour vendre ses livres comme le fait Bill O'Reilly[8]). Ce phénomène engendre une élite unitaire, déconnectée du reste de la société, et en même temps encore plus fragile. On ne peut jamais accéder au sommet de l'élite dans ce nouveau monde : même si vous présentez l'émission la plus regardée de la télévision, est-ce que vous réalisez aussi des blockbusters ? Est-ce que vous écrivez des best-sellers ? Est-ce que vous gagnez le prix Nobel ? Lorsque vos pairs sont l'élite dans son ensemble, vous ne pouvez jamais être vraiment meilleur qu'eux.

Il en résulte que nos élites sont enfermées dans une bulle où les indices habituels de la justesse (unanimité, proximité, bonne foi) ne font que les dévoyer. Et la distance qui les sépare de la façon dont vit réellement le reste du pays les empêche de faire leur travail de façon juste – ils n'entendent pas le message indispensable du peuple. Le seul remède est de réduire l'inégalité économique, idée qui bénéficie d'un soutien étonnant parmi la population (une nette majorité veut en finir avec le déficit en augmentant les impôts des plus riches, on est loin de pouvoir en dire autant de tout autre plan). Et bien qu'Hayes ne soit pas du genre à renforcer les contradictions, il est possible que la prochaine crise nous offre l'opportunité de réaliser ce changement.

Ceci n'est qu'un résumé très sommaire – le livre lui-même est rempli d'observations séduisantes venant démontrer chaque point, et d'analyses plus fouillées sur le fonctionnement de chaque mécanisme (j'emploierais bien la formule « Elster rencontre Gladwell » si je pensais qu'on puisse

---

7 Journaliste américain (1908-1965) réputé pour son intégrité et dont les émissions d'information radiophoniques furent suivies par des millions d'auditeurs durant la Seconde Guerre mondiale, ndt.

8 Journaliste et présentateur de télévision américain aux positions extrêmement conservatrices, ndt.

la prendre pour un compliment). Donc, achetez ce livre ! Maintenant, comme je l'ai dit, je pense que, dans l'ensemble, l'analyse de Hayes est fidèle à la réalité. Et je pense que la solution qu'il propose touche en plein dans le mille, elle aussi – lorsque nous étions ensemble au Center for Ethics de Harvard, je crois que nous énervions tous les autres avec notre habitude d'affirmer en permanence que, d'une manière ou d'une autre, réduire l'inégalité économique était toujours la solution appropriée à chacun des nombreux maux sociaux que l'on identifiait.

Mais lorsque je parle de cette proposition à d'autres élites, je remarque une confusion qui vaut la peine d'être dissipée, entre les conséquences *structurales* de l'inégalité et ses conséquences strictement quantitatives. La notion de classe flotte au-dessus du livre comme un fantôme (on trouve un bref commentaire, p. 148 : « Mills [avait] une théorie du pouvoir de l'élite plus nuancée que le concept de classe dominante de Marx »), mais je pense que, sans elle, il est difficile de voir en quoi la solution se rapporte au problème. Après tout, nous avons commencé par affirmer que le problème était la méritocratie, et la solution serait pourtant de taxer les riches ?

Pour le comprendre, il faut réfléchir clairement à l'alternative possible à la méritocratie. Il ne s'agit pas de choisir qui sera chirurgien par tirage au sort, précise Hayes, mais alors de quoi s'agit-il ? Il s'agit d'améliorer complètement les rapports de pouvoir. La méritocratie dit : « Il en faut un qui domine, alors autant que ce soit le meilleur » ; l'égalitarisme répond : « Pourquoi faudrait-il qu'il y en ait un qui dirige ? » Le problème, c'est le déséquilibre du pouvoir, plutôt que l'inégalité elle-même.

Imaginez un monde de science-fiction où la productivité aurait atteint de tels niveaux que chacun pourrait posséder tous les biens qu'il souhaite simplement grâce au travail qu'effectueraient de jeunes enfants en s'amusant. En tripotant les boutons de leur FabriRobot, les enfants produiraient assez de nourriture, de vêtements et d'iPhones pour satisfaire tout le monde. Au lieu de travailler, la plupart des individus passeraient donc leurs journées à faire du yoga ou à pêcher. Mais la dimension de rareté n'aurait pas totalement disparu – on se ferait toujours concurrence pour avoir les meilleurs coins de pêche. Alors on continuerait de laisser le marché décider de la répartition : le coin de pêche serait payant et les personnes qui le voudraient vraiment gagneraient l'argent nécessaire pour se l'offrir en aidant d'autres personnes à accomplir diverses tâches.

Dans un monde comme celui-là, l'inégalité ne semble pas constituer un réel problème. Bien sûr, certains ont accès aux meilleurs coins de

pêche, mais c'est parce qu'ils ont accompli plus de tâches que les autres. Si l'on veut vraiment un coin de pêche, on peut toujours travailler davantage. Mais l'inégalité n'engendre pas de rapports de pouvoir – celui qui a le meilleur coin de pêche ne peut pas dire : « Fous-moi la paix ou je te vire ! »

Ce monde de science-fiction peut sembler ridicule, mais au fond, c'est celui que Keynes nous prédisait à court terme :

> […] il est vrai que les besoins des êtres humains peuvent paraître insatiables. Mais ils peuvent être rangés selon deux catégories : les besoins absolus, en ce sens que nous les éprouvons quelle que soit la situation de nos semblables ; les besoins relatifs, en ce sens que nous ne les éprouvons que si leur satisfaction nous procure une sensation de supériorité vis-à-vis de nos semblables. Les besoins qui entrent dans la seconde catégorie, qui satisfont notre désir de supériorité, peuvent bien en effet être insatiables, car plus le niveau s'élève, plus eux aussi grandissent. Mais cela n'est pas aussi vrai des besoins absolus – et l'on atteindra peut-être bientôt le point (bien plus tôt, peut-être, que nous ne le supposons) où ces besoins seront si bien satisfaits que nous préfèrerons consacrer nos énergies à des buts autres que des buts économiques.
> […] Mais bien entendu, tout ne se passera que progressivement, non pas comme une catastrophe. En réalité, cela a déjà commencé. Et l'on verra de plus en plus de gens, de plus en plus de noyaux à l'abri de toute préoccupation économique.

Et c'est ce que permettrait une réduction des inégalités économiques. La tendance de ces dernières décennies (depuis la chute de l'Union soviétique et le soulagement de la classe dirigeante : « Il n'y a pas d'alternative ») a voulu que ceux qui sont en haut de l'échelle s'emparent de la totalité des bénéfices économiques, laissant tous les autres dans une précarité grandissante, à la merci de leurs largesses. (Se déclarer « créateurs d'emplois », à cet égard, n'est pas tant une manière de se vanter que de proférer une menace.) Mais avec moins d'inégalité, il pourrait en être autrement. Au lieu d'un monde avec une poignée de grandes chaînes qui disposent de l'argent nécessaire pour produire des émissions de télévision, tout le monde aurait les moyens de faire filmer et diffuser en direct ses conversations du dimanche matin. Au lieu de gigantesques

conglomérats possédant le capital et les moyens de distribution nécessaires pour lancer de nouvelles gammes de produits, tout le monde pourrait fabriquer et vendre sa propre gamme de sous-vêtements ou de jeux vidéos (à la place des stars de base-ball actuelles).

Même pour des raisons de stricte efficacité, cette idée me semble plus séduisante que la méritocratie ordinaire. Pourquoi mettre tous ses œufs dans le même panier, même si c'est le meilleur panier ? On obtiendrait certainement de meilleurs résultats en donnant leur chance à plus de paniers différents.

On peut dire que c'est exactement ce à quoi nous conduit la technologie – des gamins qui font sensation sur YouTube se voient transformés en immenses pop stars –, et le génie du livre de Hayes est de nous montrer pourquoi cela ne suffit pas. La revendication égalitaire ne devrait pas consister à dire que nous avons besoin de plus de pop stars noires, ou de pop stars de sexe féminin, ou de pop stars faisant sensation sur YouTube, mais à remettre en question le fait même que nous ayons besoin de superstars. J'espère que le prochain livre de Hayes nous montrera à quoi le monde pourrait ressembler sans elles.

http://www.aaronsw.com/weblog/001688

Freakonomics

23 avril 2005, 18 ans

Il se trouve que je suis un séminaire sur les méthodes sociologiques. L'autre jour, nous avons eu un cours où l'assistant du prof nous a montré comment utiliser SPSS, un logiciel d'analyse statistique à interface graphique. En général, ces démonstrations informatiques sont très ennuyeuses – déroulez ce menu, cliquez ici, etc. –, mais celle-ci était fascinante : elle utilisait de vraies données.

L'assistant a téléchargé une liste d'investisseurs en capital-risque de l'État de Californie. Puis il a téléchargé les rapports des contributions de campagne électorale de la commission électorale fédérale. Il a fusionné les deux fichiers et calculé un indice de fidélité au parti – la probabilité pour chaque personne de donner aux démocrates ou aux républicains. Puis il a tout reporté sur un graphique. Il a trouvé une anomalie dans les données, alors il y est revenu pour voir ce qu'il en était.

Toute cette démonstration était étrangement captivante, et je suis allé le voir à la fin du cours pour lui poser des questions. « Alors comme cela, tu t'intéresses aux statistiques ? », m'a-t-il demandé. J'ai répondu que oui, puis j'ai commencé à me demander pourquoi. J'ai décidé que c'était parce que j'aimais la vérité. Si vous aimez découvrir la vérité – laquelle est souvent surprenante –, la meilleure technique est d'utiliser la science. Et si vous voulez faire des recherches scientifiques sérieuses, vous aurez probablement besoin, tôt ou tard, d'avoir recours aux statistiques.

Quand on parle de statistiques surprenantes, un nom revient souvent, celui de Steven D. Levitt. Et – attention surprise – Levitt vient de sortir un nouveau livre intitulé *Freakonomics*. (Levitt, d'ailleurs, doit avoir un très bon agent, parce que son livre a fait un buzz incroyable. C'est un

bon livre, mais pas aussi bon que le buzz pourrait le laisser croire[9]. Mais je laisserai cet aspect de côté dans ma critique.) Il s'agit d'un livre de vulgarisation partant d'articles rédigés par Levitt et par d'autres économistes intéressants.

Par conséquent, ce livre n'a pas vraiment de thème général, mais couvre toute une série de sujets bizarres : en quoi les professeurs et les sumos mentent, en quoi les mangeurs de bagels ne mentent pas, en quoi les agents immobiliers et les chirurgiens ont votre intérêt à cœur, comment vaincre le Ku Klux Klan, en quoi les participants de *The Weakest Link*[10] font preuve de racisme, en quoi les dragueurs en ligne mentent, en quoi le marché de la drogue fonctionne comme McDonald, en quoi l'avortement renverse les gouvernements et lutte contre le crime, comment être un bon parent, et ce que nous apprennent les prénoms des enfants.

En dépit d'intérêts et d'une ouverture d'esprit hors du commun, Levitt reste un économiste, avec les présupposés de droite typiques de l'économiste, à commencer par un profond attachement aux politiques d'incitation et une foi inébranlable dans l'ordre social. Concernant le premier, le livre se moque des criminologues en affirmant que la preuve selon laquelle la punition a un effet dissuasif sur les criminels est « très forte », mais ne fournit pas une seule citation à l'appui (presque tout le reste, dans le livre, et même les faits bien connus, est scrupuleusement documenté). Pour la seconde, les auteurs partent simplement du principe que le QI est une mesure précise de l'intelligence, dont on hérite de ses parents, malgré l'absence flagrante de preuves.

En outre, dans une partie qui utilise des entretiens réalisés avec des parents pour déterminer quelles techniques parentales sont les plus

---

9 Ce qui intéresse Levitt – la raison pour laquelle son livre est intéressant –, c'est la société, le champ d'études de la sociologie. En ce sens, *Freakonomics* est un vraiment un ouvrage de sociologie. Mais en parodiant un peu, on pourrait résumer son attitude à l'égard des sociologues de la manière suivante : « Et dieu soit loué qu'un sociologue ait risqué sa vie en s'infiltrant pendant quatre ans dans un gang de trafiquants, parce qu'il a réussi à trouver deux carnets de transactions commerciales qu'il a pu donner à un économiste ! » On pourrait s'attendre à ce que le portrait d'un gang de trafiquants procédant de quatre ans de recherche infiltrée soit plus intéressant que deux simples carnets, mais apparemment non.
Les sociologues produisent de nombreux livres fascinants et incroyablement bien écrits, même sans l'aide d'un coauteur professionnel, mais aucun n'a jamais bénéficié de l'exposition médiatique dont a pu jouir ce livre. Selon moi, le fait qu'il ait fallu qu'un économiste rédige un livre de sociologie pour que l'on puisse en parler dans les médias ne relève pas d'une coïncidence. La sociologie soulève trop de questions problématiques sur la société, mais un économiste peut faire des choses plutôt intéressantes tout en continuant à alimenter le statu quo. (Même la découverte la plus radicale de Levitt – le fait que légaliser l'avortement permet de réduire de moitié les taux de criminalité – le conduit à affirmer que cette découverte n'a pas de pertinence directe pour les politiques publiques.)

10 Jeu télévisé dans lequel les candidats s'éliminent les uns les autres, adapté en France sous le nom *Le Maillon faible*, ndt.

efficaces, les auteurs évacuent presque totalement la possibilité que ces parents mentent – une omission qu'ils ne font pas ailleurs. Par exemple, ils n'établissent aucun rapport entre le fait de dire qu'on lit des livres à ses enfants et le fait que ces mêmes enfants réussissent à l'école. D'où ils concluent que la lecture est inutile ; une explication bien plus plausible semble être que la quasi-totalité des parents *prétendent* lire des livres à leurs enfants. (Merci à Brad Delong pour cette remarque.)

Le livre n'en reste pas moins amusant et intéressant. Néanmoins, je crois que la thèse principale du livre n'est pas énoncée explicitement : le fait qu'un examen attentif des données chiffrées nous permet de mieux comprendre le monde dans lequel on vit.

http://www.aaronsw.com/weblog/immoralfreaks

L'immoralité des « Freakonomics »

17 juin 2005, 18 ans

Alors que le buzz autour du livre *Freakonomics* atteint des proportions délirantes (aujourd'hui auteurs d'un « best-seller international », ses rédacteurs ont signé pour une rubrique mensuelle dans le *New York Times Magazine*), je pense qu'il est temps d'aborder certains des aspects négatifs que j'ai pour la plupart laissés de côté dans mon premier article sur ce livre. Le principal d'entre eux est que l'économiste Stephen Levitt ne semble absolument pas se soucier – ni même se rendre compte – du fait que son travail implique de faire des choses répréhensibles.

Les années 1960, comme on le sait, eurent un effet civilisateur déterminant pour beaucoup d'aspects de la vie américaine. Ce que l'on sait moins en revanche, c'est la contre-réaction immédiate qu'y opposèrent les centres de pouvoir de la société. Cette opération impliquait un grand nombre de choses, notamment un réseau de think tanks de droite (sur lequel j'ai déjà écrit ailleurs), et donna lieu dans le domaine éducatif à des mesures répressives appliquées à « ces institutions qui ont joué un rôle majeur dans l'endoctrinement de notre jeunesse », pour reprendre les termes d'un rapport de l'époque (*The Crisis of Democracy*).

Les centres d'endoctrinement (en particulier les écoles) ne faisaient pas leur travail correctement. Un retour aux fondamentaux s'imposait donc, avec davantage de mémorisation par cœur de faits insignifiants, et moins de réflexion critique et de développement des capacités intellectuelles. Cela fut principalement accompli sous couvert de « responsabilité », à la fois pour les élèves et pour les enseignants. Des tests de connaissance communs à tous les établissements, voyez-vous, permettraient de déterminer si les élèves avaient bien mémorisé certains faits inutiles, et les élèves ne seraient pas autorisés à s'écarter de leurs places ainsi attribuées. Les enseignants eux aussi verraient leur poste dépendre

des résultats obtenus aux tests par leurs élèves. Les enseignants qui décideraient de se rebeller contre le système en apprenant réellement quelque chose d'intéressant à leurs élèves seraient rétrogradés, voire renvoyés.

Sans surprise, comme à chaque fois que l'on fait dépendre d'un test artificiel la vie de quelqu'un, les enseignants commencèrent à tricher. Et c'est là que le professeur Levitt entre en scène. Il se fit embaucher avec enthousiasme par le réseau des écoles publiques de Chicago pour essayer d'élaborer un système qui permettrait d'attraper les enseignants tricheurs. Levitt et son coauteur écrivent avec enthousiasme sur ce système et les modèles intéressants qu'il fait ressortir des données, mais évacuent globalement la question de savoir si contribuer au renvoi de ces enseignants est une bonne idée ou non. Apparemment, même les économistes malhonnêtes obéissent au gouvernement sans discuter.

Levitt a quelques arguments – les enseignants préparaient leurs élèves à échouer lorsqu'ils passeraient en classe supérieure –, mais ils sont ajoutés après-coup. Il ne prend jamais le temps de s'arrêter pour se demander si contribuer à l'endoctrinement de la jeunesse ou au renvoi d'enseignants pourrait ne pas constituer un domaine d'action acceptable. Tout économiste qu'il soit, il n'envisage jamais les bénéfices, ni même ne considère les coûts.

Selon toute apparence, et contrairement à certains de ses collègues, Levitt n'avait pas conscience du jeu régressif auquel il se prêtait. C'était juste un péquenaud qui s'est laissé enrôler malgré lui. Mais empêcher les autres de connaître le même sort aurait certainement constitué une meilleure contribution.

http://www.aaronsw.com/weblog/classicalmusic

Charge contre la musique classique

20 juin 2006, 19 ans

J'ai dû assister récemment à une interprétation du *Clavier bien tempéré* de Bach par l'orchestre symphonique de Chicago (c'était le concert d'adieu du chef d'orchestre). Au début, c'était juste ennuyeux, mais je me suis mis à écouter plus attentivement, et c'est devenu de plus en plus douloureux, au point d'atteindre des niveaux insoutenables. J'ai commencé à m'arracher littéralement les cheveux et à essayer de m'ouvrir la peau avec les ongles (lorsque le concert s'est enfin terminé, j'avais de grosses marques rouges). Le pianiste, j'en étais certain, n'arrêtait pas de sauter des notes et de jouer à contretemps. Mais autour de moi, très peu semblaient du même avis. « Eh bien, c'est sûr qu'il ne joue pas comme Gould » – c'est tout ce qu'ils trouvaient à dire.

Le public, comme celui des bibliothèques privées et de Fox News Channel, était vraiment âgé. Je ne me souviens pas avoir vu quelqu'un qui faisait moins de 30 ans. Et tout en me disant que les orchestres qui jouent de la musique classique sont vraiment un phénomène en voie d'extinction, j'en suis venu à me poser la question suivante : en quoi la musique classique est-elle si géniale ?

Demandez à ceux qui sont là, et ils vous diront qu'il n'y a vraiment rien de comparable. Écoutez ce qui passe à la radio aujourd'hui et vous n'entendrez que des mélodies répétitives avec des paroles débiles. Et le fait est qu'ils ont raison : dans l'ensemble, ce que l'on entend à la radio est vraiment nul. Mais la comparaison n'est pas très juste.

Quand j'écoute de la bonne musique moderne, c'est comme si quelqu'un prenait mon cœur dans ses mains et en jouait à sa guise – m'extasier, me rendre triste, excité, fou. Mais lorsque j'écoute de la musique classique, au mieux, cela m'occupe le cerveau pendant un moment. Est-ce simplement un défaut de perception de ma part ou la musique a-t-elle vraiment gagné en qualité ?

Je pense qu'il est possible d'affirmer que la musique s'améliore réellement. En tant qu'êtres humains, il est évident que nous partageons un certain nombre de similarités inscrites dans nos gênes, avec peut-être certaines variations. Par exemple, nous avons tous ou presque deux yeux, bien que de formes, de tailles et de couleurs différentes. Imaginez que de la même manière, nous soyons tous dotés d'un sens critique musical commun (autrement dit : d'une même sensibilité émotionnelle). La musique nous exalte tous de la même façon, avec quelques variations là encore.

Si tel était le cas (et bien que je ne puisse pas réellement le prouver, l'hypothèse me semble au moins plausible), alors il existerait réellement des critères objectifs pour évaluer la musique : de la musique de meilleure qualité serait davantage appréciée par les « personnes ordinaires » ou disons par une grande majorité. Et s'il existe des critères objectifs pour évaluer la musique, alors la musique peut s'améliorer.

Et si nous imaginons maintenant que ce que l'on apprécie dans la musique n'est pas le fait du hasard, que cela implique certaines caractéristiques précises (ce qui semble relativement évident, bien que difficile à prouver, encore une fois), alors non seulement la musique peut s'améliorer, mais en plus il est très probable qu'elle le fera. Les musiciens écouteront de la musique d'hier, une majorité d'entre eux aimeront écouter les bons morceaux du passé, et ils essaieront de partir de cette matière première de qualité et de l'améliorer, en reprenant ses arrangements, pour créer une musique encore meilleure. Et la génération suivante fera de même, en partant d'un point de départ un peu plus avancé sur la voie du progrès.

Est-ce la preuve que le dernier album d'Aimee Mann (*The Forgotten Arm*) est la meilleure œuvre musicale jamais créée par un être humain ? Bien sûr que non. Mais cela signifie que c'est au moins *possible*, que je ne suis pas complètement dingue de le penser.

http://www.aaronsw.com/weblog/unifiedmagazines

Une théorie unifiée des magazines

28 septembre 2006, 19 ans

Depuis que j'ai commencé à concevoir des applications Web, il me semble évident que les sites qui ont le plus de succès sont des *communautés* – non pas seulement des pages interactives, mais des endroits où des groupes d'individus de même sensibilité peuvent se réunir et faire des choses ensemble. Notre savoir sur la façon dont les communautés se forment et s'entretiennent en est encore à ses débuts, mais beaucoup s'accordent pour reconnaître leur importance.

On peut se représenter un magazine comme un site Web à sens unique. Il ne permet pas vraiment aux lecteurs de réagir directement (à la petite exception près du courrier des lecteurs) ; il n'offre même aucune sorte d'interactivité. Mais je pense néanmoins que les communautés sont une dimension clé pour les magazines ; la différence, c'est que les magazines *exportent* les communautés.

En d'autres termes, au lieu d'offrir un endroit à un groupe d'individus de même sensibilité pour qu'ils puissent se rassembler, les magazines offrent un échantillon de ce qu'un groupe d'individus de même sensibilité pourrait dire en pareil cas afin que l'on puisse s'imaginer en faire partie. Passez-les en revue et vous verrez.

Les magazines de Condé Nast, par exemple, exportent des « styles de vie ». La plupart des lecteurs n'appartiennent probablement pas à la « scène branchée » que sont censés couvrir ces magazines, mais en lisant leurs articles, ces lecteurs apprennent ce qu'ils doivent porter comme vêtements, ce qu'ils doivent acheter et ce dont parlent les gens branchés. Même leurs magazines pour intellectuels, comme le *New Yorker*, ont un objectif semblable, sauf qu'ici, les livres remplacent les vêtements.

Lingua Franca, qui n'existe plus hélas, exportait l'université. Les amoureux du monde universitaire, assis chez eux, sans doute en train de

s'occuper de leurs enfants, les lisaient afin de pouvoir s'imaginer participer à la vie intellectuelle du pays. De la même manière, le nouveau magazine *Seed* essaie d'exporter la culture de la science, afin que les personnes qui ne sont pas elles-mêmes scientifiques puissent goûter un peu à la vie des blouses blanches.

De même encore, les magazines d'anciens élèves exportent la vie à l'université, afin que les anciens étudiants aux cheveux grisonnants puissent revivre un peu leurs vieilles heures de gloire, en lisant des articles sur les rénovations de bibliothèques tout en se remémorant leurs parties de jambes en l'air entre les rayonnages. Et les bulletins internes exportent un type particulier de politique, en vous informant sur le point de vue d'un parti ou d'une association sur les questions du moment, ce qui vous permet d'avoir une idée de la ligne du parti en question.

Passez-les en revue et vous verrez que derrière chaque magazine ou presque se cache une communauté exportée. Si un magazine veut réussir, il lui faut trouver la sienne propre.

http://www.aaronsw.com/weblog/intellectualdishonesty

Sur la malhonnêteté intellectuelle

14 décembre 2011, 24 ans

La malhonnêteté comprend deux parties : affirmer une chose qui est fausse ; l'affirmer avec l'intention de tromper son interlocuteur. L'une peut aller sans l'autre : on peut avoir tort sans le savoir, en toute bonne foi, et affirmer par conséquent quelque chose de faux sans vouloir induire quiconque en erreur ; et on peut tromper volontairement quelqu'un sans jamais affirmer quoi que ce soit de faux. (Dans ce dernier cas, on parle en général de tromperie, et non de malhonnêteté.)

Mais l'on peut se rendre coupable de malhonnêteté intellectuelle sans faire *ni l'une ni l'autre* de ces deux choses. Imaginez que vous êtes en train de mener une expérience et que, la plupart du temps, vous obtenez exactement le résultat escompté, à part une fois où les choses se passent mal (vous vous êtes probablement trompé dans vos mesures, tout simplement). En parlant de votre travail à quelqu'un, vous lui direz : « Oh, ça marche exactement comme je m'y attendais – à sept reprises, cela a parfaitement réussi. »

Ce n'est pas faux et il n'y a pas là intention de tromper votre interlocuteur – vous croyez bel et bien que cela marche comme vous vous y attendiez. Mais intellectuellement, c'est malhonnête : l'honnêteté intellectuelle impose de faire tout ce qu'il est possible pour fournir tous les éléments qui prouvent que l'on peut se tromper, *même si l'on est convaincu d'avoir raison.*

C'est une exigence assez peu pratique à appliquer dans la vie de tous les jours. Pendant un entretien d'embauche, un employeur éventuel vous demande si vous pouvez finir le travail dans les temps. Vous répondez : « Oui » et non pas : « Je pense que oui. Mais une fois, en 2003, le courant a été coupé chez moi, du coup mon réveil n'a pas sonné et je ne me suis pas réveillé. » Je pense que personne n'ira considérer cela comme de la

malhonnêteté ; en fait, si vous faisiez constamment preuve d'honnêteté intellectuelle, votre entourage vous trouverait vraiment très bizarre.

La science répond à des exigences plus sévères. Les choses ne se jouent pas simplement entre votre employeur et vous ; c'est une prétention à la postérité. Et vous pourriez vous tromper, mais que se passera-t-il si vous n'êtes plus là pour la postérité et qu'elle ne peut pas vous appeler et vous demander de présenter votre travail ? Voilà pourquoi l'honnêteté intellectuelle impose que vous présentiez votre travail avant de le publier, afin que les autres puissent vérifier que rien ne vous a échappé.

http://www.aaronsw.com/weblog/smalltalkq

Comment avoir de la conversation ?

16 août 2006, 19 ans

Parmi les énigmes mineures de la vie d'un Américain, il y a celle qui consiste à savoir quelle question poser aux autres dans les soirées pour en apprendre un peu plus sur eux.

« Comment allez-vous ? » relève évidemment de la simple formalité ; seuls les plus tourmentés iraient vous faire une réponse honnête mentionnant autre chose que du positif.

« Que faites-vous ? » est un peu offensant. Premièrement, cette question signifie en réalité : « Quel est votre métier ? », ce qui est une manière d'insinuer que vous ne faites pas grand-chose en dehors de votre métier. Deuxièmement, cela sous-entend que le métier de quelqu'un est ce qui le caractérise de la façon la plus fondamentale. Troisièmement, cela débouche rarement sur d'autres questions utiles. Rares sont les métiers au sujet desquels vous êtes capable de dire quelque chose d'un peu pertinent, et même si c'est le cas, votre propos sera toujours légèrement agaçant ou offensant. (« Oh oui, je me suis toujours dit que j'étudierais l'histoire un jour. »)

« D'où venez-vous ? » est encore moins fructueux.

« Quelle est votre matière principale ? » (à destination des étudiants à l'université) prend une mauvaise tournure lorsque, comme trop souvent hélas, les étudiants ne sont pas particulièrement passionnés par leur matière principale.

« Quel livre avez-vous lu dernièrement ? » rend nerveux la majorité des Américains qui ne lit pas, et vous vaut au mieux le résumé improvisé et confus d'un livre choisi au hasard.

« Qu'avez-vous appris de sympa dernièrement ? » met votre interlocuteur dans l'embarras et débouche systématiquement sur quelques bafouillages, et pour finir sur une situation loin d'être sympathique.

Je propose plutôt de poser la question suivante : « À quoi avez-vous réfléchi ces derniers temps ? » Premièrement, c'est une question extrêmement ouverte. La réponse peut être un livre, un film, une relation avec quelqu'un, un cours que l'on suit, un travail, un passe-temps, etc. Encore mieux, ce sera, parmi toutes ces choses, celle qui est la plus intéressante à ce moment-là. Deuxièmement, cela fait passer le message que réfléchir, et réfléchir au fait qu'on réfléchit, est une activité humaine fondamentale, ce qui a pour effet d'encourager ladite activité. Troisièmement, c'est la question à laquelle il est le plus simple de répondre, puisqu'elle vise par nature une chose à laquelle la personne interrogée a déjà pensé. Quatrièmement, elle est susceptible de déboucher sur un dialogue productif, puisque vous pouvez discuter ensemble du sujet retenu et, avec un peu de chance, faire avancer la question. Cinquièmement, il y a de fortes probabilités pour que la réponse soit originale. Contrairement aux livres et aux métiers, nos réflexions respectives semblent être d'une variété infinie. Sixièmement, cela aide à saisir l'essence d'une personne. Le métier que l'on exerce peut être contraint par les circonstances ou par les parents, mais nos réflexions nous appartiennent en propre. Je ne vois pas beaucoup de meilleures manières pour jauger rapidement quelqu'un.

« Sur quoi travaillez-vous ces temps-ci ? » peut être considérée, à cet égard, comme une question nettement inférieure, bien que similaire.

Donc, à quoi réfléchissez-vous, *vous*, ces temps-ci ?

La non-scolarisation

Quand j'ai rencontré Aaron et qu'il m'a dit que *The Teenage Liberation Handbook: How to Quit School and Get a Real Life and Education* [1], le livre de Grace Llewellyn, avait joué un rôle décisif dans sa vie, j'ai ri, car c'est aussi mon cas. Peut-être n'avez-vous jamais entendu parler de ce livre, mais croyez-moi, c'est un classique absolu dans certains cercles. Au fil des années, j'ai rencontré un nombre incalculable de jeunes gens curieux, pleins d'énergie, et toujours un peu rebelles, à qui ce livre avait donné le courage de frayer leur propre parcours éducatif.

Contrairement à Aaron, qui a découvert ce livre tout seul, ce sont mes parents qui me l'ont offert. J'ai été élevée comme une enfant « non scolarisée [2] », c'est-à-dire que j'ai grandi sans cours, sans devoirs à la maison et sans notes. Autrement dit, j'ai été élevée selon cette pédagogie libre, centrée sur l'enfant, qui inspirait tant Aaron. Ce que je trouve si fascinant dans les écrits d'Aaron sur l'éducation, c'est notamment l'enthousiasme avec lequel il découvre une philosophie de l'apprentissage qui s'accorde avec ce que lui disent son instinct et ses expériences. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'Aaron était un curieux obsessionnel et un travailleur acharné. Pourtant, et ces pages en témoignent de façon viscérale, il s'est senti profondément étouffé à l'école. Il se désolait en pensant à toutes les heures perdues à l'école, la façon dont on banalise les sujets importants et dont l'administration contraint les enseignants à se focaliser sur les évaluations plutôt que sur l'apprentissage lui-même, ce qui rend les élèves tout aussi étroits d'esprit, obsédés par l'idée de réussir ou d'échouer au lieu de s'absorber vraiment dans le sujet étudié.

En ligne, Aaron a trouvé une communauté qui lui a fait entrevoir la possibilité d'une autre façon de faire. Les internautes, à distance, l'ont aidé à maîtriser l'art de la programmation informatique en lui prodiguant conseils et assistance, et en encourageant son amour du code – du savoir – au lieu de le contraindre à apprendre les choses par cœur et d'alimenter en lui la peur de l'échec, comme pourrait le faire une relation élève-professeur plus conventionnelle. La peur est un sujet qui revient constamment dans les écrits d'Aaron sur l'éducation, tout comme l'ennui – et pour lui, l'un ne va pas sans l'autre. Comme la plupart des principaux défenseurs de la non-scolarisation, Aaron pense que les êtres humains sont naturellement curieux ; le problème, c'est que la scolarité conventionnelle réprime cette curiosité inhérente à notre existence. Les élèves ont tellement

---

1 Littéralement : manuel de libération pour adolescents : comment arrêter l'école et avoir une vraie vie et de l'éducation, ndt.

2 *Unschooler*, ndt.

peur de donner les mauvaises réponses, sont tellement terrifiés à l'idée de découvrir un zéro pointé écrit au feutre rouge en haut de leur copie, qu'ils se réfugient dans l'apathie, couvrant leurs arrières en se contentant des devoirs demandés au lieu de prendre les risques qu'implique un investissement réel. La peur de l'humiliation, en d'autres termes, décourage toute volonté d'expérimentation. Et, comme l'affirme Aaron, les pouvoirs en place s'en accommodent très bien, dans la mesure où l'éducation contemporaine concerne davantage l'inculcation d'une discipline que la transmission d'informations, sans parler d'une quelconque sagesse. La peur a tendance à vous mettre au pas, alors que la curiosité vous fait poser des questions et transgresser les ordres.

C'est cette histoire plus vaste, celle de la façon dont notre système éducatif avance main dans la main avec la montée du capitalisme industriel, qu'Aaron commence à raconter ici. Bien qu'ils ne soient qu'un fragment du projet plus large qu'il avait en tête, les essais qui suivent constituent une contribution bienvenue et stimulante à un débat au long cours, et toujours d'actualité, sur l'apprentissage, la liberté, la pédagogie, l'économie et le bien public. En outre, ces articles offrent un regard précieux sur le processus d'apprentissage, une illustration du raisonnement fondamental d'Aaron autour de l'importance de la curiosité. Nous voyons Aaron mûrir, passer de l'adolescent en difficulté à l'école au jeune adulte, chercheur indépendant et étudiant le système scolaire depuis l'extérieur, se demandant pourquoi celui-ci a évolué de cette façon et si les choses pourraient être différentes. Quel bonheur d'observer un esprit aussi enthousiaste et consciencieux au travail, s'efforçant de comprendre un monde qui comptait tant pour lui !

Astra Taylor

École

Printemps 2011, 24 ans

Texte d'une conférence donnée au Edmond J. Safra Center for Ethics à l'université Harvard.

Dès leurs premiers instants sur Terre, les bébés s'ennuient.

Ils s'ennuient tellement, en fait, que c'est la base de toute la recherche moderne sur les bébés. Montrez trois points à un bébé (...) et il les fixera intensément pendant un moment, avant de s'ennuyer et de détourner le regard. Changez la position des points (.˙.) et il les regardera un instant, avant de s'ennuyer à nouveau. Mais ajoutez un autre point (....) et il recommencera à les fixer avec intensité. Les scientifiques sont aux anges : les bébés savent compter ! Mais ils passent à côté d'une chose encore plus importante : les bébés s'ennuient.

Dans une autre étude, on a donné aux bébés un oreiller spécial pour qu'ils puissent ajuster la position de leur tête de façon à pouvoir contrôler le mouvement d'un mobile. Non seulement ces nouveau-nés apprirent rapidement comment faire bouger le mobile, mais cette découverte fut suivie de ce que les chercheurs appelèrent « des sourires et gazouillements énergiques [3] ». Comme l'a fait remarquer une étude ultérieure, « même en observant des nouveau-nés de façon informelle, on constate bien la joie qu'ils éprouvent à faire survenir des événements [4] ». En d'autres termes, les nouveau-nés ne jouent pas simplement parce qu'ils s'ennuient – dès la naissance, ils connaissent le plaisir que procure le fait de comprendre les choses.

Certaines références ont été ajoutées par l'éditeur.

3 John S. Watson, « Smiling, Cooing, and ‹ The Game › ».

4 Neal W. Finkelstein and Craig T. Ramey, « Learning to Control the Environment in Infancy », *Child Development*, 1977, vol. XLVIII, p. 806-819.

Et franchement, il est logique que les nouveau-nés veuillent comprendre les choses. Le monde est tellement déconcertant ! Il est rempli d'images, de sons et d'odeurs bizarres – un nouveau monde de goût et de toucher. La seule façon de s'y retrouver est de s'y appliquer du mieux que l'on peut, d'observer toutes les nouvelles choses que l'on voit et d'essayer à tout prix de les comprendre.

Donnez un nouveau jouet à un bébé de six mois et il l'« examinera de manière systématique avec tous les sens qu'il a à sa disposition (y compris le goût, bien sûr) », écrit une équipe de chercheurs de pointe sur les bébés. « À un an environ, ils introduiront de façon systématique des variations dans les actions qu'ils accomplissent sur un objet : ils pourront tapoter doucement contre le sol une petite voiture que l'on vient de leur donner, en écoutant les sons produits, puis ils essaieront de la frapper plus fort en faisant beaucoup de bruit, et ensuite de la frapper contre la surface molle du canapé. À 18 mois, si vous leur montrez un objet doté d'une quelconque propriété inattendue, comme une boîte avec un son de mugissement par exemple, ils essaieront systématiquement de voir si l'objet en question peut faire encore d'autres choses inattendues[5]. »

Ils s'impliquent tellement dans tout ce qui constitue leur monde. Très vite, ils commencent à reconnaître les visages – à distinguer leur mère des autres personnes – et ce que signifient ces visages. Ils apprennent la physique des bébés – lorsqu'une voiture passe derrière un objet, ils savent exactement à quel moment la chercher du regard lorsqu'elle réapparaît de l'autre côté – et ils sont surpris lorsqu'elle surgit plus vite ou plus lentement que prévu. Ils écoutent ce qu'il se dit autour d'eux – le babillage que nous adoptons tous automatiquement en présence de tout-petits les aide à repérer les voyelles – et apprennent à imiter ces bruits pour eux-mêmes. En résumé, les tout-petits sont des machines à curiosité.

Lors d'une expérience, des chercheurs ont posé un jouet légèrement hors de portée de plusieurs bébés, à qui ils ont ensuite donné un râteau qu'ils pouvaient utiliser pour attraper le jouet. Au début, les enfants ont tendu la main vers l'objet, puis ils ont regardé leurs parents d'un air implorant pour qu'ils l'attrapent pour eux, mais ensuite ils se sont rapidement mis à chercher une manière de se débrouiller tout seuls – et finalement ils ont compris qu'ils pouvaient utiliser le râteau pour arriver à leur fin. Leur visage s'est illuminé de cette joie que procure la trouvaille. Ils ont tendu le râteau devant eux, fait quelques essais maladroits, mais ont fini par attraper le jouet et le ramener vers eux.

---

5 *The Scientist in the Crib.*

Mais ce n'est pas tout – l'enjeu n'est pas seulement d'attraper le jouet. « Après une tentative ou deux, [ils] oublient complètement le jouet. Souvent, ils le jettent à nouveau très largement hors de leur portée et font des expériences avec le râteau pour le ramener vers eux. Le jouet en lui-même est loin d'être aussi intéressant que le fait que le râteau permette de le rapprocher. »

« Ce n'est pas simplement que nous, êtres humains, soyons *capables* de faire ça ; c'est plutôt que nous avons *besoin* de le faire, écrivent les chercheurs. Il semble que nous ayons une espèce de pulsion explicative, de même que nous avons une pulsion pour la nourriture ou pour le sexe. Lorsque nous sommes face à une énigme ou à un mystère, à un modèle qui semble se dessiner, à une chose que nous ne nous expliquons pas bien, nous l'examinons jusqu'à trouver une solution. En fait, nous nous confrontons volontairement à ce genre de problèmes, y compris aux plus triviaux, ceux qui nous divertissent de la peur des voyages en avion, que ce soit des mots croisés, des jeux vidéo ou des romans policiers. En tant que scientifiques, il nous arrive de veiller toute la nuit, pris par un problème, jusqu'à en oublier de manger, et je doute que nos salaires de misère soient notre unique motivation. »

Pensez aux expériences d'« environnement sécurisant » […] Lorsqu'ils se trouvent dans une situation étrange, les tout-petits sont terrifiés – ils se cramponnent à leur mère pour chercher appui auprès d'elle. Mais très vite, leur curiosité leur fait donner le meilleur d'eux-mêmes. Ils commencent, d'abord avec hésitation, mais bientôt très librement, à explorer le reste de la pièce. La pulsion explicative est tellement puissante qu'elle peut même vaincre la peur.

Et cela ne disparaît pas lorsqu'ils grandissent. Lors d'une expérience, on a présenté à des enfants de 4 à 10 ans une série de problèmes – certains faciles, d'autres plus ardus. Bien sûr, les enfants ne se sont pas attelés aux problèmes qui étaient trop durs pour eux, mais ils n'ont pas non plus choisi ceux qui étaient trop faciles. Ils ont cherché les problèmes qui leur correspondaient – ceux qui représentaient un défi, mais pas au point d'être impossibles à résoudre. Mais lorsqu'ils étaient récompensés – c'est-à-dire quand on leur donnait des récompenses pour avoir résolu des énigmes –, ils retournaient directement aux problèmes les plus simples[6].

Quiconque a côtoyé des enfants d'âge préscolaire sait qu'ils n'ont pas besoin d'être motivés pour apprendre. « Il est rare que l'on entende des parents se plaindre que leur enfant d'âge préscolaire ‹ n'est pas

6 http://www.jstor.org/pss/1129110.

motivé › », fait remarquer un psychologue pour enfants[7]. En fait, les livres pour jeunes parents sont remplis de la plainte inverse : leurs enfants passent leur temps à leur demander pourquoi, pourquoi, pourquoi. « Pourquoi on va dans la voiture ? » « Pourquoi on va au supermarché ? » « Pourquoi les gens utilisent de l'argent pour acheter des choses ? »

À vrai dire, cela en devient presque agaçant. Alors on les envoie à l'école.

Il est bien souvent difficile de se souvenir à quoi ressemblait vraiment l'école. Ceux qui s'en sortaient bien se focalisent sur les souvenirs positifs et s'efforcent d'oublier le reste. Ceux qui s'en sortaient moins bien essaient d'évacuer de leur mémoire les outrages subis. En général, ce n'est pas un endroit que l'on aurait envie de revoir. Mais essayez un instant, imaginez-vous arraché à votre famille, envoyé chaque jour dans un endroit étrange où vous vous sentez mal à l'aise, jeté dans une mer de visages inconnus, tous effrayés chacun à leur manière et se défoulant souvent en conséquence sur vous.

Mais ce qui me frappe le plus quand je retourne dans les salles de classe où j'ai grandi, c'est à quel point elles me semblent petites aujourd'hui. Dans mon souvenir, les professeurs sont des géants et les classes étaient conçues pour d'autres géants comme eux. Les bureaux étaient de grands trucs dangereux, les tableaux noirs semblaient interminables, les bureaux et les tables avaient des formes qui m'intimidaient.

Mais c'était mon univers : jour après jour, ces géants contrôlaient ma vie, et ces enfants étaient mes seuls compagnons. Et que se passait-il dans ces cours ? Je ne pouvais pas explorer le monde ou me livrer à des expériences comme je le faisais chez moi. Je n'apprenais pas les choses comme je les avais apprises jusque-là – en tâtonnant, par l'expérience et l'expérimentation. Non, l'école était l'endroit du « vrai apprentissage », et le vrai apprentissage, me disait-on, c'était le « travail ».

La plupart des cours dans lesquels j'ai été, et la plupart de ceux que j'ai vus depuis – même dans les écoles les plus progressistes – se ressemblaient tous plus ou moins. Le professeur était assis devant la classe et parlait, tandis que les enfants, assis en face de lui, l'écoutaient. Parfois, il y avait une image, un schéma, ou une fiche d'exercices, mais la plupart du temps, ce n'était que des paroles. Pensez au nombre d'heures que nous avons passées assis à ces tables – six heures par jour, 180 jours par an, pendant douze ans – à écouter ces professeurs. Cela fait presque *treize mille heures* au total, plus de temps sans doute que vous n'en avez

7 (James Raffini 1993.)

passé à regarder des films ou à faire du sport. De toutes ces heures, quel souvenir vous reste-t-il ? J'ai gardé quelques images en tête, comme des instantanés, mais j'ai beau essayer, je ne me souviens pas d'une seule phrase que j'ai entendue. Toutes ces paroles, et je peux à peine me souvenir d'une seule chose qu'ils m'aient dite.

J'imagine que ce n'est pas une surprise. Tous ces cours étaient ennuyeux au possible. Je suis sûr que la plupart du temps, j'avais l'esprit complètement ailleurs ; et je suis sûr que c'était aussi le cas de la majorité de mes camarades. Les professeurs n'étaient pas dupes, évidemment – voilà pourquoi ils nous sommaient de répondre à des questions, ponctuant ces longues heures d'ennui par des moments de panique et de terreur. Vous entendiez votre nom prononcé et, soudain réveillé, vous découvriez les yeux du professeur et ceux du reste de la classe rivés sur vous – tout votre monde en train de vous observer pour voir si vous alliez vous planter.

L'éducateur radical John Holt posa un jour à sa classe la question suivante :

> Nous étions en train de discuter de choses et d'autres, et tout le monde semblait dans un état d'esprit détendu, alors j'ai dit : « Il y a une chose dont je suis curieux, et je me demande si vous accepteriez de me répondre. » Ils m'ont dit : « Quoi donc ? » Et j'ai dit : « À quoi pensez-vous, qu'est-ce qui vous passe par la tête, lorsque le professeur vous pose une question et que vous ne connaissez pas la réponse ? »
>
> Ma question a eu l'effet d'une bombe. D'un seul coup, un silence de mort s'est abattu sur la classe. Ils se sont tous mis à me fixer avec ce que j'ai appris à reconnaître comme une expression d'angoisse. Pendant un long moment, il n'y a pas eu un bruit. Enfin, Ben, un de mes élèves les plus effrontés, a brisé la glace tout en m'offrant une réponse : « Gloups ! », a-t-il lancé d'une voix forte.
>
> Il parlait pour la classe tout entière. Ils se sont tous mis à parler très fort et tous disaient la même chose : quand le professeur leur posait une question dont ils ne connaissaient pas la réponse, ils étaient terrorisés. J'étais sidéré – découvrir une chose pareille dans une école que l'on considère comme progressiste, une école qui s'efforce de ne pas exercer de pression sur les enfants, qui ne donne pas de notes dans les plus petites classes, et qui essaie de faire en sorte que les élèves n'aient pas l'impression de devoir absolument être les meilleurs.

> Je leur ai demandé ce qui les effrayait tant. Ils m'ont répondu qu'ils avaient peur de se tromper, peur d'être laissés pour compte, peur qu'on les traite d'idiots, peur de se sentir eux-mêmes idiots. […] Même dans la plus gentille et la plus douce des écoles, les enfants ont peur, beaucoup d'entre eux très souvent, et certains presque tout le temps. C'est un fait très concret auquel nous sommes confrontés.

Et cela ne s'arrange pas avec le temps. Même les étudiants en droit vivent dans la peur de cet appel glaçant – ce moment fatidique où, devant toute la classe, le professeur leur demandera de répondre à une obscure question. Et si une telle chose a le pouvoir d'ébranler ces élèves diplômés et accomplis, imaginez l'effet terrifiant qu'elle peut avoir sur des élèves de CP, isolés et impuissants !

La peur vous rend muet. Votre champ de vision se rétrécit, vous commencez à réfléchir désespérément au problème en jeu – non pas à ce que vous en savez ou à ce qu'il signifie, mais juste à la chose, n'importe laquelle, que vous devez dire pour vous en sortir sans encombre. Lorsque le professeur vous pose une question, ce n'est pas le moment d'essayer de comprendre ce qu'il veut dire réellement, ni comment cette question s'inscrit dans un contexte plus général. Pas non plus le moment d'obtenir des éclaircissements sur un point qui vous pose problème. Et pas le moment de vous tromper en toute bonne foi et d'apprendre de votre erreur. L'enjeu, c'est de donner la bonne réponse, rapidement, coûte que coûte.

Les enfants mettent au point des stratégies incroyables pour faire face à ces situations. Ils marmonnent quelque chose, en espérant que le professeur entendra ce qu'il veut entendre. Ils tournent autour du pot, couvrant leurs arrières pour qu'il soit plus difficile de les accuser de se tromper. Ils étudient le visage et les mouvements du professeur pour y trouver un indice – se corrigeant à toute vitesse si son attitude leur laisse penser qu'ils ont donné la mauvaise réponse. L'enjeu n'est pas d'apprendre, mais de survivre.

Jusqu'à présent, les écoles semblent avoir été presque parfaitement conçues pour entretenir la peur des enfants. Même s'ils peuvent survivre à la gêne de s'être trompés devant leurs camarades, d'autres punitions et récompenses existent pour faire en sorte que les enfants restent davantage concentrés sur les réponses que sur la compréhension. Échouez à une interrogation écrite ou à un devoir à la maison et l'on vous blâmera pour votre échec. Cela sera inscrit dans le cahier de classe et communiqué à vos parents, lesquels, en général, vous réprimanderont et vous

puniront à leur tour. Les contrôles sont présentés comme une course contre la montre – pas le temps de réfléchir au contexte général ! – et quand ils sont finis, il y a davantage de corvées et de travaux inutiles à terminer.

Une fois la journée d'école terminée, ce n'est pas fini pour autant, même si vous donneriez tout pour un moment d'insouciance. Non, vous rentrez chez vous, mais vous devez encore faire vos devoirs, les mêmes petites tâches inutiles qui se répètent indéfiniment. Vous n'avez jamais un moment pour vous arrêter, pour penser par vous-même. Toute votre vie est surveillée de près – que ce soit par vos parents à la maison, ou par un professeur à l'école.

Vous n'avez jamais le temps pour vous arrêter et vous demander pourquoi. Demander pourquoi, ce n'est pas votre travail. Si vous pensez que le professeur se trompe, tant pis pour vous. Il n'y a pas de cour d'appel. Même si vous avez raison, vous avez tort. Comment peut-on demander à quelqu'un de développer du respect pour lui-même, sans même parler d'estime personnelle, dans ce genre de conditions ?

Comment, d'ailleurs, est-on supposé développer quoi que ce soit ? Nous comprenons le monde en fabriquant des modèles, en généralisant à partir de notre expérience, et en mettant ces généralisations à l'épreuve du monde réel. Nous apprenons parce que quelque chose nous intrigue – nous voulons comprendre de quoi il s'agit, ou son fonctionnement, et nous partons à l'aventure pour percer le mystère. Mais à l'école, il n'y a pas le temps pour tout cela. Nous sommes censés rester assis derrière un bureau, non pas explorer le monde. D'ailleurs, nous ne pouvons rien explorer du tout – le monde réel est soigneusement tenu à distance.

Nous sommes plutôt abreuvés d'un flux infini de faits prémâchés : définitions, noms, dates, lieux, équations – tous déconnectés de la réalité, et les uns des autres. Au lieu d'apprendre des choses sur le monde, nous apprenons des faits et des règles choisis au hasard. Et même à propos de ces faits et de ces règles, tout intérêt sincère est proscrit. Quand les cinquante minutes sont terminées et que la cloche sonne, nous devons arrêter de nous intéresser à telle chose pour nous intéresser à telle autre. Mais on ne contrôle pas la curiosité comme l'on change de chaîne toutes les cinquante minutes avec une télécommande. La seule manière de survivre est de renoncer tout simplement à la curiosité, de se désintéresser des sujets que l'on vous demande d'apprendre, et de les laisser se fondre en une masse indistincte.

Et c'est parfait, parce que c'*est* une masse indistincte. Un cours de physique n'est pas très différent d'un cours de biologie ou de grammaire. Toute l'instruction devient une affaire de mémorisation . La seule

différence entre les matières est le genre de choses que l'on vous demande de mémoriser – s'agit-il de noms d'animaux ou des parties du discours ? Au lieu d'essayer de comprendre quelque chose, vous essayez juste désespérément de vous en rappeler – du moins assez longtemps pour être capable de le ressortir au moment du contrôle.

C'est un miracle si quelqu'un apprend quelque chose.

Et d'ailleurs, peut-être que personne n'apprend rien du tout. C'était l'idée qui obsédait Eric Mazur.

Aujourd'hui, tout porte à croire qu'Eric Mazur était un bon professeur – un très bon professeur, même. Il enseignait à Harvard – la plus prestigieuse école du pays, si ce n'est du monde. J'ai parlé à suffisamment de professeurs de Harvard, croyez-moi, pour savoir que le simple fait d'enseigner dans cette école suffit en général à leur donner une très bonne estime d'eux-mêmes. Mais même à Harvard, Mazur s'est démarqué.

Prenez les évaluations des enseignants que devaient remplir les élèves en fin d'année, « le très redouté questionnaire de fin de semestre ». Mazur donnait des cours d'introduction à la physique, et la physique n'était pas vraiment une matière très prisée des étudiants. « Quand ils faisaient cours à ces classes préparatoires de médecine, la plupart de mes collègues frôlaient le suicide lorsqu'ils découvraient les résultats […] parce que ces élèves n'étaient pas tendres avec leurs professeurs de physique. Mais ils l'étaient un peu plus avec moi – j'obtenais 4,5 ou 4,7 sur 5. »

Mazur obtenait-il de bonnes notes parce qu'il rendait les choses trop faciles ? Pour le savoir, il regarda les examens. « Je pouvais donner à ces étudiants des questions que je considérais comme assez compliquées – des questions auxquelles je n'étais même pas sûr de pouvoir *moi-même* répondre sans erreur dans les conditions stressantes d'un examen. Par exemple, un bâton est posé sur une surface sans friction, un palet heurte cette surface, les deux objets restent collés ensemble et commencent à tourner : calculez l'angle et la position rotationnelle en fonction du temps. Aucun problème pour la plupart de ces élèves en classe préparatoire de médecine. »

Il y eut quelques signes avant-coureurs. « Par exemple, certains étudiants écrivaient, à la fin de leur évaluation de fin de semestre : ‹ La physique, c'est assommant. › Ils avaient beau me donner une bonne note, ils écrivaient ce genre de choses. Ou bien : ‹ La physique, c'est vraiment nul. › Je n'ai jamais vraiment compris, et par conséquent, je préférais me concentrer sur les signes positifs et ignorer les signes négatifs.

« Vous savez, mon dentiste m'a dit un jour – et je n'ai même pas pu lui répondre à cause de l'appareil que j'avais dans la bouche – : ‹ Oh, vous êtes physicien. J'ai eu un A en physique à l'université, mais je n'y comprenais rien du tout. › Je suis toujours ennuyé quand j'entends ce genre de choses et je ne sais jamais comment réagir. Je n'ai jamais compris d'où cela venait. »

Puis, en 1990, après six ans d'enseignement, il tomba sur un étrange petit article dans un vieil exemplaire de l'*American Journal of Physics*. Ibrahim Halloun et David Hestenes, deux physiciens de l'université d'État de l'Arizona, avaient donné à leurs étudiants un examen de physique, mais d'un genre très singulier. La plupart des examens de physique posent des questions très compliquées, qui nécessitent un tas d'opérations mathématiques pour être résolues, comme celle avec le bâton et le palet. Mais au lieu d'augmenter la difficulté de leur examen de physique, Halloun et Hestenes décidèrent de le rendre plus facile. Il n'impliquait aucun jargon ni aucune opération mathématique de haut niveau ; en fait, il ne nécessitait même aucun calcul. Les questions étaient si simples et compréhensibles que l'on aurait presque pu donner cet exercice à une personne n'ayant jamais fait de physique de sa vie.

Pour ces étudiants en physique, elles devaient tenir de la simple formalité. Y répondre n'exigeait pas tellement plus que d'avoir compris les lois de Newton. « La première semaine, on décrit le mouvement – vélocité, accélération, etc. La seconde, on parle de mécanique newtonienne – les trois lois de Newton. Et ensuite […] les choses commencent à s'élaborer sur ces bases-là. »

Bon, vous avez probablement tous entendu parler des lois de Newton. Prenez la numéro 3 : « L'action est toujours égale à la réaction : c'est-à-dire que les actions de deux corps l'un sur l'autre sont toujours égales et de sens contraires. » Même les étudiants en lettres adorent la citer. Peut-être ne savons-nous pas exactement ce qu'elle signifie, mais les étudiants en physique, eux, doivent le savoir – surtout ceux qui font de la physique de très haut niveau à Harvard.

Eh bien, dans leur interrogation écrite, Halloun et Hestenes ont posé à leurs étudiants une question assez simple sur la troisième loi de Newton. C'était la question numéro 2 – et celle qui s'est finalement avérée la plus difficile de l'interrogation écrite :

> 2. Imaginez une collision frontale entre un gros camion et une petite voiture compacte. Lors de cette collision :
> (a) le camion exerce sur la voiture une force plus grande que celle de la voiture sur le camion.

(b) la voiture exerce sur le camion une force plus grande que celle du camion sur la voiture.
(c) aucun des deux véhicules n'exerce de force sur l'autre, la voiture se fait tamponner simplement parce qu'elle se trouve sur la route du camion.
(d) le camion exerce une force sur la voiture, mais la voiture n'exerce pas de force sur le camion.
(e) le camion exerce la même force sur la voiture que la voiture sur le camion.

Alors, selon la troisième loi de Newton, la bonne réponse est la réponse (e). La raison pour laquelle la voiture se fait tamponner et non le camion est, qu'à force égale, l'accélération est bien plus importante pour la voiture, plus petite et à l'arrêt. Mais, bien sûr, la plupart des gens ne le comprennent pas. (Vous ne le comprenez peut-être même pas après mon explication d'une phrase.) Comme la plupart des gens, 70 à 80 % des étudiants en physique choisissent la réponse (a).

Rien de dramatique en soi, sauf que pour un étudiant en physique, cette question relève du b.a.-ba. « Tout le reste du semestre – qui dure encore environ neuf semaines – se développe à partir des lois de Newton. Autrement dit, si vous ne comprenez pas les lois de Newton, vous passez globalement à côté de tout ce qui vient ensuite au cours du semestre. » Et pourtant, question après question, à peu près toutes du même genre, c'était devenu très clair : les étudiants n'avaient pas compris les lois de Newton.

« Quand j'ai lu cela, confie Mazur, je n'ai pas vraiment réalisé. Après tout, c'est du niveau lycée » – comment des étudiants à l'université pouvaient-ils se planter là-dessus ? Et a fortiori des étudiants de l'université de Harvard, dont la plupart étaient des as en physique appliquée.

Sachant que la plupart des gens refuseraient de les croire, Halloun et Hestenes avaient réitéré l'expérience dans toutes sortes d'écoles avec toutes sortes de professeurs. Ils firent passer l'examen aux élèves d'un physicien qui mettait l'accent sur les concepts fondamentaux, à ceux d'un autre qui utilisait lors de ses cours plein de démonstrations passionnantes (et avait reçu de multiples distinctions), à ceux d'un autre encore qui enseignait comment résoudre les problèmes par l'exemple, et enfin aux élèves d'un jeune professeur qui n'était pas très sûr de lui et se contentait de lire le manuel. Ils ne purent détecter aucune différence – pas même entre le professeur primé et celui qui récitait le manuel. Évalués avec un simple examen comme celui-là, ils étaient tous aussi mauvais les uns que les autres. Les différentes méthodes adoptées par

les professeurs n'y changeaient rien ; les étudiants n'apprenaient toujours rien.

« Je me suis senti mis au défi, se souvient Mazur. Ma réaction, comme vous pouvez vous en douter, a été de me dire : ‹ Pas *mes* étudiants ! › Après tout, j'étais à Harvard – peut-être était-ce un problème propre au sud-ouest des États-Unis, n'est-ce pas ? […] Je voulais montrer que mes étudiants pouvaient réussir brillamment cet examen. […] À cette époque, on en était à la dynamique rotationnelle, et les étudiants devaient calculer les intégrales triples de corps compliqués avec différents moments d'inertie. Nous étions allés *tellement* au-delà de la mécanique newtonienne qu'il n'y avait aucune comparaison possible entre [cette interrogation écrite] et ce que l'on faisait effectivement en cours.

« Mais j'étais si impatient de connaître le taux de réussite que je suis entré dans la classe et que j'ai dit à mes étudiants que j'allais leur donner ce quiz. J'ai utilisé le mot ‹ quiz › parce que je ne voulais pas les effrayer – vous savez comment sont les prépas médecine. […] Mais je devais les motiver pour qu'ils s'appliquent, alors je leur ai dit : ‹ Écoutez, si vous vous appliquez pour ce test, vous pourrez utiliser votre résultat pour réviser la prochaine épreuve de milieu de trimestre. › En fait, je vous l'ai dit, l'épreuve de milieu de trimestre traite de questions bien plus compliquées. J'ai donc réalisé, à peine ces mots prononcés, qu'il s'agissait en fait d'un énorme mensonge. Et je craignais qu'après leur avoir dit cela, mes étudiants ne soient vexés en constatant d'entrée de jeu la simplicité du test.

« Comme mes craintes se sont vite dissipées ! Le premier groupe d'étudiants était à peine assis qu'une étudiante a levé la main pour demander : ‹ Professeur Mazur, comment dois-je répondre à ces questions ? En fonction de ce que vous m'avez appris, ou en fonction de la façon dont je réfléchis à ces choses-là d'habitude ? › » Comment était-il supposé répondre à une question pareille ?

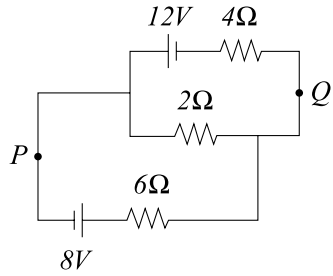
Bien sûr, les résultats sont tombés et la classe de Mazur n'était pas très différente des autres. « Lorsque j'ai vu à quel point mes étudiants s'en étaient mal sortis, ma première réaction a été de me dire : ‹ Eh bien, peut-être que tu n'es pas un professeur aussi génial que cela après tout. › Mais évidemment, ce ne pouvait pas être vrai, n'est-ce pas ? Donc je ne me suis pas attardé sur cette hypothèse. Alors, pour quelle autre raison les notes pouvaient-elles être aussi basses ? Des étudiants idiots. Mais c'est difficile à dire à [Harvard] ; nos étudiants sont triés sur le volet. Alors j'ai continué à réfléchir un peu, et là, mon esprit, mon esprit tordu, a trouvé l'excuse parfaite : […] l'examen ! Il devait y avoir quelque chose qui n'allait pas avec le test !

« Prenez cette question sur le camion très lourd et la voiture légère. Pas besoin d'avoir fait de la physique pour savoir qu'il vaut mieux pour vous que vous soyez dans le premier que dans la seconde. Alors peut-être que les étudiants confondaient les dégâts causés, ou l'accélération, avec la force – peut-être était-ce juste un problème de sémantique !

« Alors j'ai décidé de réaliser mon propre examen. J'ai décidé d'associer, dans une interrogation, deux types de questions sur le même sujet. L'une était une question classique tirée du manuel, qui serait bien traitée par les étudiants, je le savais. Et l'autre était une question reposant sur des mots, relativement semblable à celle du camion et de la voiture. Et j'ai décidé de laisser de côté la mécanique de Newton, parce que nous avons tous des conceptions intuitives de la mécanique de Newton avant d'avoir eu des cours de physique. J'ai décidé de poser quelques questions sur les circuits CC, les circuits à courant continu. Je pense que très peu de gens ont des conceptions intuitives du fonctionnement des circuits. »

D'accord, donc voilà une question standard (si vous ne comprenez pas, ne vous inquiétez pas) :

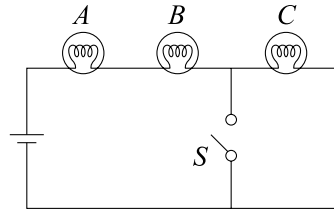
> 5. Pour le circuit suivant, calculez (a) le courant dans la résistance 2 et (b) la différence de potentiel entre les points P et Q.



Cette question peut vous paraître impénétrable. Mais pour ces étudiants en physique, il s'agissait d'un problème standard auquel ils avaient l'habitude de répondre. « C'est directement tiré du manuel. Ce n'est pas un problème particulièrement difficile ; il faut à peu près 2/3 d'une page de calculs pour y répondre – mais ce n'est pas une question complètement anodine non plus. »

Maintenant, pour comparer, voici une question conceptuelle :

> 1. Un circuit en série se compose de trois ampoules identiques reliées à une pile, comme montré ci-dessous. Lorsque l'interrupteur S est fermé, les valeurs suivantes augmentent-elles, baissent-elles ou restent-elles les mêmes ?



> (a) Les intensités des ampoules A et B.
> (b) L'intensité de l'ampoule C.
> (c) Le courant consommé de la pile.
> (d) La chute de tension traversant chaque ampoule.
> (e) La puissance dissipée dans le circuit.

Cette question n'implique absolument aucun chiffre. « Si vous comprenez les circuits CC, il vous faut 30 secondes pour y répondre, dont 25 pour lire la partie 1. »

« À Harvard, les cours principaux sont enseignés par deux membres de l'université. Donc pour pouvoir intégrer cette question à l'examen, je devais convaincre mon collègue que c'était un bon problème pour un examen. Je lui ai donc montré le problème, et après l'avoir lu, il m'a regardé et il m'a lancé : ‹ Eric, tu as perdu la tête. […] cet examen ne compte que cinq problèmes. On ne peut pas brader 20 % de l'examen avec cet exercice ! › […] Et on a discuté pendant des heures […] S'il a fini par accepter, à contrecœur, c'est surtout parce que l'on n'avait pas d'autres problèmes sous la main. Et l'on a choisi d'en faire le premier problème de l'examen – le problème d'échauffement.

« Eh bien, il s'est avéré que les étudiants ont surchauffé. ‹ Professeur Mazur, le problème numéro un est le problème le plus dur de l'examen ! › Un autre étudiant m'a dit : ‹ Je ne savais pas par quoi commencer avec ce problème. › Que vous voulez-vous dire par ‹ commencer › ? Commencer un tel problème, c'est déjà le finir ! […] Les étudiants avaient complètement paniqué. Certains avaient pris plus de six pages dans leur cahier d'examen pour écrire absolument tout ce qu'ils savaient sur les circuits CC avec l'espoir que dans le tas, il y aurait la bonne

réponse. Et j'ai dû tout lire du début à la fin en quête de la bonne réponse ! »

Quelques mots sur ce problème de physique. La question de base est assez simple : lorsque l'on ferme l'interrupteur, le courant a non pas une, mais deux manières de former un circuit. Il peut emprunter le chemin d'avant, et faire tout le tour (en passant aussi par l'ampoule C), ou il peut juste passer par l'interrupteur.

Alors, une des choses les plus fondamentales concernant les circuits est que le courant emprunte toujours le chemin le plus court. (Le courant est paresseux, si vous voulez). Si vous fermez l'interrupteur, le courant parcourt ce chemin (le plus court) et l'ampoule C s'éteint. Voilà pourquoi tout s'éteint quand il y a un court-circuit. Mais ce n'est pas ce qu'ont pensé les étudiants d'Harvard. La plupart se sont dit que lorsque le courant pouvait emprunter deux chemins différents, il se divisait en deux moitiés et prenait les deux chemins. Ainsi, selon eux, les intensités des ampoules A et B restaient identiques, tandis que l'ampoule C perdait la moitié d'intensité.

On ne peut pas dire qu'il s'agisse simplement d'une question sémantique – quiconque possède un petit matériel de circuit de base qui traîne peut réaliser cette installation et observer ce qui se passe (mais ne le faites pas ; créer des courts-circuits est une opération un peu dangereuse). Soit l'ampoule C s'éteint, soit elle ne s'éteint pas – et l'on pourrait s'attendre à ce qu'un étudiant de Harvard qui excelle en circuits connaisse la bonne réponse. Lorsqu'il a regardé les résultats, Mazur a découvert avec stupéfaction que certains étudiants avaient brillamment répondu à la question traditionnelle, mais s'étaient trompés sur la question conceptuelle. Plus stupéfiant encore, aucun étudiant n'avait fait l'inverse – personne n'avait répondu correctement à ces questions élémentaires et s'était ensuite trompé dans les parties les plus difficiles de l'examen. Personne.

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg, même en physique. Lors d'une expérience, Andrea DiSessa avait demandé à des enfants de jouer à un jeu sur ordinateur qui simulait la physique newtonienne élémentaire. L'objectif était de frapper dans une balle pour atteindre un but. Le psychologue Howard Gardner décrit le cas d'un sujet type :

> Envisageons ce qui est arrivé à une étudiante du MIT prénommée Jane, dont le cas fut étudié intensivement par DiSessa. Jane connaissait tous les formalismes enseignés dans les cours de physique de première année. Elle pouvait ressortir

> l'équation $F = ma$ dans les cas appropriés, elle pouvait réciter parfaitement les lois de Newton sur le mouvement, et elle pouvait utiliser les principes de l'addition vectorielle lorsque cela lui était demandé dans des ensembles de problèmes. Mais dès qu'elle commença le jeu, elle adopta les mêmes pratiques que les élèves naïfs de primaire, partant du principe que la tortue avancerait dans la même direction que le coup. Pendant une demi-heure, elle s'est obstinée dans cette stratégie inadéquate. Ce n'est qu'une fois convaincue que cette stratégie ne marcherait pas qu'elle s'est fait l'observation décisive qu'un objet ne perdrait pas le mouvement qu'il avait avant que le coup soit donné juste parce qu'elle donnait un coup dans une certaine direction. Cette prise de conscience l'a conduite à faire une expérience dans laquelle la vélocité (ou la vitesse dans une direction particulière) de la tortue dynamique était enfin prise en compte.

Comme le soulignait l'expérimentateur :

> Nous avons déjà évoqué la remarquable similarité entre l'ensemble des stratégies [de Jane] et celles adoptées par des enfants de 11 ou 12 ans. Mais ce qui est tout aussi remarquable est le fait qu'elle n'ait pas, et même n'ait pu, pendant un certain temps, relier cette tâche à tous les cours de physique qu'elle avait eus. Non qu'elle fût incapable de faire les analyses apprises en classe ; son addition vectorielle était, en elle-même, parfaite. C'est plutôt que sa conception naïve de la physique et la physique apprise en classe n'étaient pas liées, et, en l'occurrence, elle avait employé sa conception naïve de la physique.

Cependant, comme l'a montré une série d'études, les erreurs de Jane sont tout à fait typiques des étudiants en physique à l'université. Lorsqu'on leur demanda ce qui arrive à une balle propulsée à travers un tube de forme courbe, les étudiants répondirent qu'elle continuerait à décrire une trajectoire courbe, comme si la balle absorbait la courbe. Lorsqu'on les interrogea sur les forces agissant sur une pièce de monnaie lancée en l'air, 90 % des étudiants ingénieurs répondirent qu'il y en avait deux : la force ascendante de la main et la force descendante de la gravité (en réalité, une fois que la pièce s'est séparée de la main, il n'y a plus que la force de la gravité). Les étudiants qui ont étudié la relativité

oublient ce qu'ils ont appris lorsqu'on les interroge sur le comportement de deux horloges situées à distance l'une de l'autre.

Je pourrais continuer, mais passons à la biologie. Même les étudiants qui ont étudié la biologie pendant des années continuent de penser que les caractéristiques qu'acquiert un animal en une génération peuvent se transmettre à ses petits (comme la girafe qui étire davantage son cou pour atteindre de la nourriture plus éloignée). Ils partent du principe que tous les changements qui surviennent chez les animaux sont le fruit d'un changement dans leur environnement et ils croient que l'évolution suit une direction particulière et non qu'elle avance en trébuchant, au hasard. Ils croient que le comportement des animaux répond à une intentionnalité : que les parasites essaient de détruire leurs hôtes, que les caméléons changent volontairement de couleur pour se camoufler. Ils pensent que les plantes aspirent le sol par les racines et que leurs traits génétiques sont répartis selon des proportions précises, c'est-à-dire précisément trois pour un.

On pourrait espérer que la situation soit moins désolante en mathématiques, domaine où ce type de lieux communs est moins répandu. Mais même l'algèbre élémentaire s'avère problématique. Lorsqu'on leur demande de mettre en équation le fait qu'il y a six élèves par professeur, la plupart des étudiants à l'université écrivent : 6e = p. Mais c'est prendre les choses à l'envers. Selon cette équation, le nombre de professeurs (p) est six fois plus grand que le nombre d'élèves (e). Et ce n'est pas de la simple négligence : même lorsque les étudiants sont prévenus de ce problème, ils continuent de faire la même erreur.

Ce n'est qu'un exemple d'un problème plus vaste – les étudiants ne semblent pas vraiment savoir ce que *signifient* les symboles ; ils connaissent juste quelques opérations élémentaires que l'on peut effectuer avec eux. Lorsqu'on leur soumet un problème qu'ils ne sont pas sûrs de savoir résoudre, les étudiants commencent simplement à ajouter tous les nombres qu'ils voient. Quand on leur demande d'additionner deux fractions, ils additionnent simplement les nombres du dessus, puis ceux du dessous. Et leur compréhension des décimales n'est pas tellement plus brillante : ils refusent de croire que 0,6 est supérieur à 0,5999 et inférieur à 0,6000001.

Les étudiants en informatique sont victimes d'une confusion quasi inverse : ils ne semblent pas comprendre que l'ordinateur ne fait que suivre rigoureusement des règles, et s'attendent au contraire à ce qu'il comprenne ce qu'ils ont écrit, comme le ferait n'importe quel lecteur humain. Ainsi, par exemple, ils se demanderont pourquoi l'ordinateur ne met pas simplement le plus grand nombre dans la variable « plus grand », dans la mesure où c'est manifestement ce qu'ils ont voulu faire.

Les étudiants à l'université qui ont étudié les sciences économiques semblent envisager l'économie à peu près comme le font ceux qui ne les ont pas étudiées. Les uns comme les autres affirment des choses comme : « Plus les ventes augmenteront, plus les prix baisseront, parce que l'on peut toujours conserver le même bénéfice » – affirmation qui va totalement à l'encontre du rôle que joue le bénéfice dans la théorie économique. La plupart du temps, l'université ne semble pas réellement ébranler ce genre de raisonnement élémentaire. Une étude a montré que le point de vue qu'adoptent les étudiants pour penser les problèmes sociaux et politiques est à peu près le même avant leur entrée à l'université et à la fin de leurs études.

Tournons-nous vers les lettres. Une célèbre expérience menée par I. A. Richards a montré que lorsqu'on leur demande de résumer des poèmes, même les étudiants en lettres ont tendance à les comprendre complètement de travers. Non seulement ils ne saisissent pas les sous-entendus poétiques, mais ils semblent incapables de comprendre la signification littérale du texte. Comme l'écrit Richards : « Ils n'arrivent pas à en comprendre le sens, la signification évidente et apparente, en tant qu'ensemble de phrases rédigées dans un anglais intelligible et courant, et considérées hors de toute signification poétique. »

En outre, lorsqu'on leur demanda d'évaluer des poèmes où le nom de l'auteur avait été retiré, ils donnèrent des notes basses aux poètes les plus célèbres, auxquels ils préférèrent un affreux poème jamais publié écrit par un parfait inconnu. Pourquoi ? Au lieu de chercher la signification, ils avaient simplement donné des notes élevées à des poèmes qui étaient positifs, bien rythmés, et qui utilisaient un vocabulaire empreint de sensibilité.

À chaque fois, on observe le même phénomène : les enfants sont peut-être capables de mémoriser assez de formules et de faits pour passer l'examen, mais ils n'ont littéralement aucune idée de ce dont ils parlent. Lorsqu'on leur pose une question d'une façon légèrement différente ou avec une application pratique, l'apparence de compréhension s'effondre, tout simplement.

Les écoles font *quelque chose*. Nous savons tous qu'obtenir un diplôme augmente nos salaires, même s'il n'y avait pas « littéralement des milliers d'études publiées » qui venaient le confirmer[8]. Mais quelle est cette chose que fait l'école exactement ?

La théorie classique, bien sûr, est qu'à l'école, on apprend. On y va, on apprend des choses, ce qui nous rend plus performants dans notre

8 Weiss, www.jstor.org/stable/2138394.

travail et incite les employeurs à nous payer davantage. Mais les preuves venant étayer cette théorie s'avèrent plutôt difficiles à trouver.

L'économiste Joseph Altonji a essayé de calculer les bénéfices de l'éducation en envisageant les bénéfices de chaque cours de lycée pris à part. Il a comparé les salaires d'individus qui avaient suivi un cours avec ceux d'individus qui ne l'avaient pas suivi, puis il a essayé de calculer combien d'argent supplémentaire gagnait l'élève moyen ayant suivi ce cours. À partir de là, il a effectué la démarche inverse en essayant de déterminer combien d'argent un élève aurait perdu s'il n'avait suivi aucun cours du tout. Le résultat était saisissant : le fait de ne suivre aucun cours n'avait statistiquement aucun effet significatif sur les salaires ; en fait, cela pouvait même les augmenter !

Une étude similaire menée par différents chercheurs, avec des données différentes, et selon une méthode complètement différente, a donné plus ou moins le même résultat : les élèves qui n'avaient suivi aucun cours à l'école étaient payés en moyenne 0,12 $ *de plus* par heure.

Les mêmes problèmes subsistent lorsque l'on considère les résultats d'un élève dans telle ou telle matière. « La liste des chercheurs ayant échoué à établir un rapport significatif, d'un point de vue économique, entre les résultats aux tests de connaissances et les salaires est longue », fait remarquer l'économiste Andrew Weiss. La réussite aux épreuves scolaires standard de vocabulaire, de lecture, de mathématiques, etc. n'a pas d'effet sensible sur les salaires. De même que le fait d'avoir de bonnes notes ne semble pas être un indicateur de réussite sur le lieu de travail. « La plupart des élèves qui ont travaillé dur à l'école n'en retirent que peu de bénéfices, déplore l'économiste John Bishop. La réussite au lycée telle qu'elle est évaluée par les notes n'explique presque rien des réussites professionnelles […] avoir de bonnes notes n'augmente pas la probabilité de trouver un travail, ni de toucher un salaire concurrentiel une fois que l'on a été embauché[9]. »

Dernier élément de preuve : le GED[10]. Si l'école était simplement un lieu d'instruction, les élèves titulaires d'un GED réussiraient à peu près comme ceux qui ont suivi des études secondaires. En effet, les étudiants titulaires d'un GED sont, en moyenne, *plus* instruits que ceux qui possèdent un diplôme d'études secondaires – après tout, la plupart des lycéens n'ont pas besoin de passer un test de connaissances pour valider leurs années de lycée[11]. Mais toute cette instruction ne leur vaut pas

---

9 http://digitalcommons.ilr.cornell.edu/cahrswp/400/.

10 Diplôme d'études secondaires obtenu en candidat libre, ndt.

11 Dans de nombreux États américains, le *high school diploma*, équivalent de notre baccalauréat, est délivré au terme des années de lycée, sans épreuves particulières préalables, ndt.

grand-chose sur le marché du travail – les élèves titulaires d'un GED réussissent à peu près aussi bien que les élèves ayant *abandonné* le lycée.

Précisons que les chercheurs ne se réjouissent pas de ces résultats. John Bishop, par exemple, s'en indigne. Mais malgré tous leurs efforts, ils ne peuvent pas faire disparaître les faits.

Que font donc les écoles si elles n'instruisent pas la nouvelle génération ? Eh bien, il suffit de regarder ce qui reste : les écoles sont des endroits où les enfants doivent être chaque jour à 8 heures, pendant des années et des années, s'asseoir à des tables inconfortables sous des éclairages fluorescents avec un groupe de quasi étrangers, et obéir aux instructions arbitraires de leurs supérieurs sur la façon appropriée d'effectuer des tâches intellectuelles répétitives. Un simple coup d'œil sur un espace de bureaux moderne vous prouvera que ce sont là des talents très recherchés.

Demandez aux employeurs ce qu'ils attendent de leurs employés, ils ne vous répondront pas une intelligence théorique supérieure. En fait, dans les années 1970, les employeurs se plaignaient que leurs ouvriers étaient *trop* instruits et nourrissaient par conséquent « des attentes professionnelles irréalistes ». Les « mauvaises attitudes des ouvriers » qui en résultaient donnèrent lieu à des « problèmes de productivité et de qualité et (dans certains cas) à du sabotage pur et simple[12] ». En effet, les employeurs demandent du « caractère » : « le sens des responsabilités, de l'autodiscipline, de la dignité, du travail d'équipe, et de l'enthousiasme ». En d'autres termes, les employeurs veulent des individus sur qui ils peuvent compter pour effectuer leur travail avec fierté et enthousiasme – et certainement pas des individus susceptibles de se livrer à des comportements répréhensibles et à des opérations de sabotage.

En observant pourquoi les nouvelles recrues qui « ne font pas l'affaire » se font renvoyer durant leurs premières semaines, on peut voir où réside vraiment le problème. Malgré tous ces discours sur le fait que nous avons besoin de meilleures écoles pour être plus compétitifs au sein d'une économie mondiale, une étude sur les employeurs a montré que seuls 9 % des travailleurs étaient renvoyés parce qu'ils étaient incapables d'apprendre à faire leur travail correctement.

Et si l'on considère les travailleurs appréciés de leurs patrons, on découvre qu'ils revêtent plus ou moins les mêmes traits que les élèves appréciés des professeurs : « fidèle au poste », « fiable », « qui s'identifie à son travail/à son école », disposé au renoncement, et faisant preuve

12 Capelli, 5.

d'« attitudes pro-sociales » – c'est-à-dire disposé à en faire le plus possible pour le patron[13].

En résumé, les écoles n'apprennent pas vraiment quelque chose aux enfants, car elles ne visent pas vraiment à apprendre quelque chose aux enfants. Elles visent à apprendre aux enfants à rester tranquilles, à faire leur travail et à être à l'heure.

Ce n'est pas un accident. C'était le plan depuis le début.

Il est difficile d'imaginer à quoi ressemblait l'Amérique avant la révolution industrielle. La notion de liberté était alors bien plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui. Pour beaucoup d'Américains, la vie ne consistait pas à se présenter à son travail à l'heure dite, à obéir aux ordres toute la journée, et à revenir chez soi pour deux heures de « temps libre » – à l'époque, on y aurait vu de l'esclavagisme. Un Américain libre était un homme qui travaillait pour lui et pour sa famille, chez lui, aux heures qu'il voulait, et qui se faisait payer en fonction de ce qu'il avait accompli.

Dans l'organisation du *putting-out system*[14], par exemple, les négociants venaient livrer chez vous des matières premières comme le coton. Quand vous le décidiez, vous cardiez, filiez et tissiez le coton pour en faire du tissu. Et la semaine d'après, le négociant revenait pour acheter le tissu que vous aviez produit. Si vous vouliez gagner plus d'argent, il vous suffisait de travailler davantage ou de trouver un moyen pour travailler plus efficacement. Si vous vouliez partir en vacances, personne ne pouvait vous en empêcher – simplement, vous n'étiez pas payé cette semaine-là.

La vie n'était pas parfaite, loin de là. Joindre les deux bouts pouvait s'avérer difficile et il n'existait aucune protection contre la chute des prix ou les ralentissements du marché. Mais les gens étaient *libres*. Ils étaient leurs propres patrons, suivaient leurs propres règles. Et ce n'était pas une chose que les Américains étaient enclins à abandonner à la légère.

Au début, les manufactures furent elles aussi une promesse de liberté. Aux filles de ces familles, elles offraient une chance de se soustraire à la loi de leur père et de se mettre à travailler pour elles-mêmes – pour leur propre salaire, dans leur propre vie. Au lieu de travailler sous la coupe de leurs parents, les filles de la Nouvelle-Angleterre s'en allèrent dans

---

13 Edwards 1977.

14 Système économique de sous-traitance mis en place aux États-Unis et en Grande-Bretagne, qui a perduré jusqu'à la révolution industrielle, ndt.

les ville-usines – de tout nouveaux centres urbains créés le long de la rivière pour pourvoir en main-d'œuvre ces manufactures, premières véritables usines du pays. Remplaçant les femmes qui filaient le coton chez elles pour en faire du tissu, les filles manœuvraient d'immenses machines actionnées par des turbines à eau pour faire ce même travail à la ville.

Et c'était en effet des *filles*. Harriet Robinson avait 10 ans quand elle partit travailler dans les manufactures de Lowell, dans le Massachusetts. « J'ai d'abord travaillé dans la salle de filage en tant que ‹ cardeuse ›, se souvient-elle. Les cardeuses étaient les filles les plus jeunes, et leur travail consistait à carder, à enlever les bobines pleines et à les remplacer par des bobines vides. Je me revois encore, courant à toute vitesse dans le couloir, entre les machines à filer, portant devant moi une boîte de bobines plus grande que moi[15]. »

> La loi ne reconnaissait pas la femme comme une personne pouvant dépenser de l'argent. C'était une pupille, un appendice, un résidu. […] Soixante ans ont passé et je les revois encore comme si c'était hier – déprimées, modestes, parlant du bout des lèvres, osant à peine regarder quelqu'un en face, tant elles avaient passé leur vie dans la crainte, comme isolées dans la forêt. Mais après le premier jour de paie, quand elles ont senti dans leurs poches le tintement de l'argent dont elles avaient commencé d'éprouver l'influence mercurielle, leurs têtes baissées s'étaient relevées, leurs cous semblaient cerclés de fer, elles vous regardaient droit dans les yeux, chantaient allègrement devant leurs métiers à tisser ou leurs machines, et marchaient d'un pas souple en allant et en revenant du travail[16].

> D'une condition proche du paupérisme, elles se trouvèrent soudain placées au-dessus du besoin ; elles pouvaient gagner de l'argent, et le dépenser à leur guise ; elles pouvaient satisfaire leurs goûts et leurs désirs sans contrainte, sans avoir de comptes à rendre à quiconque. Enfin, elles avaient trouvé une place dans l'univers ; elles n'étaient plus obligées de passer leur semblant de vie comme de simples fardeaux pour

---

15 *Fibre & Fabric: A Record of American Textile Industries in the Cotton and Woolen Trade*, 1898, vol. XXVIII, p. 170.

16 Harriet Robinson, *Loom and Spindle*, Applewood Books, p. 68-70.

> les hommes de leur famille. Même le *temps* appartenait à ces femmes, le dimanche et le soir, une fois la journée de travail terminée. Pour la première fois dans ce pays, le travail des femmes avait une valeur monétaire[17].

Mais si le fait de pouvoir gagner de quoi se loger et se nourrir était libérateur, les conditions qui le permettaient ne l'étaient pas. Bien avant l'avènement de la journée de huit heures, ces filles travaillaient quatorze heures par jour, de 5 heures à 19 heures – avec seulement une demi-heure de pause pour le petit-déjeuner et le déjeuner. Elles étaient logées à l'étroit avec les autres filles, à deux dans un lit, quatre dans une pièce, avec très peu d'espace ou d'intimité.

Leurs patrons, en revanche, « vivaient dans de grandes maisons, pas trop près des pensions, entourées de beaux jardins qui ressemblaient au paradis pour certaines filles ayant le mal du pays, qui, lorsqu'elles revenaient de leur travail dans les manufactures bruyantes, pouvaient regarder d'un œil envieux à travers le battant parfois ouvert du grand portail, et se remémorer ainsi leurs agréables maisons à la campagne ».

Le travail était dur, mais leur laissait beaucoup de temps pour réfléchir, et bien qu'elles n'aient reçu aucune instruction, ces filles ne s'en privaient pas. Et après le travail, elles lisaient assidûment, leurs livres passant de main en main. Et elles assistaient avec enthousiasme aux exposés des divers conférenciers invités. « Chaque hiver, je donnais une conférence au Lowell Lyceum, se souvient un professeur de Harvard. À l'époque, l'objectif du conférencier était d'instruire, et non de distraire. […] Le Lowell Hall était toujours plein à craquer, et 80 % de l'auditoire était composé d'ouvrières. Lorsque le conférencier entrait dans la salle, chaque fille ou presque avait un livre à la main et le lisait attentivement. Et lorsqu'il apparaissait à son pupitre, le livre était mis de côté et remplacé par une feuille et un crayon ; et très peu de jeunes filles rentraient chez elles sans avoir pris des notes exhaustives sur ce qu'elles avaient entendu. Je n'ai jamais vu un auditoire prendre des notes de façon aussi assidue. Non, pas même dans un cours à l'université[18]. »

Et au fil de toutes ces réflexions, de toutes ces choses apprises et de toutes ces discussions, elles commencèrent à remettre en question les aspects les moins agréables de leur situation. Lorsque, en 1836, les propriétaires de la manufacture Lowell décidèrent de baisser les salaires de

---

17 *Ibid.*, p. 69.
18 A. P. Peabody, « The Lowell Offering », *Atlantic Monthly,* avril 1891.

leurs employées, les filles se mirent en grève. « Je garde un souvenir très vif de la première grève (ou ‹ *turn out* ›, comme on disait à l'époque) », se souvient Harriet Robinson.

> Je travaillais dans une des pièces du bas, où j'avais entendu les filles discuter en long et en large, parfois très vivement, de la grève qui était proposée ; j'avais écouté avec grand intérêt ce qui se disait contre cette tentative d'« oppression » de la part de l'entreprise et, bien sûr, je me ralliais à la cause des grévistes. Quand vint le jour où les filles devaient se mettre en grève, celles des salles du dessus donnèrent le coup d'envoi, et elles furent tellement nombreuses à quitter leur poste que la manufacture fut fermée sur-le-champ. Puis, alors que les filles de ma salle demeuraient indécises, ne sachant que faire, se demandant entre elles : « Tu le ferais, toi ? » ou : « Est-ce qu'on devrait faire grève ? », aucune n'ayant le courage d'initier le mouvement, moi, qui commençais à me dire qu'elles n'allaient pas sortir, après toutes leurs discussions, j'ai perdu patience et j'ai pris les devants, en lançant avec une bravade enfantine : « Vous pouvez bien faire ce que vous voulez, moi je vais faire cette grève, même si je dois être la seule », je suis sortie, et les autres m'ont suivie.
>
> Quand je me suis retournée et que j'ai vu la longue file qui me suivait, j'ai ressenti une fierté qu'aucun succès ultérieur ne m'a jamais apportée[19].

Elle avait 11 ans.

Ce que ces jeunes filles ont accompli est tout à fait incroyable. Elles montèrent leur propre journal, *The Voice of Industry*, qu'elles écrivaient, éditaient, imprimaient et vendaient elles-mêmes. Par ce biais, elles organisèrent d'autres manifestations et d'autres grèves, et constituèrent également leur propre liste de candidats aux élections d'État, afin de lutter pour de meilleures conditions de travail et une journée de dix heures. Contre toute attente, leur liste gagna. Les propriétaires, indignés, s'arrangèrent pour que leurs législateurs déclarent les résultats des élections nuls et organisent un nouveau vote. Avant celui-ci, de grandes affiches furent placardées, menaçant de renvoi quiconque voterait pour la liste des dix-heures. Et pourtant, la liste l'emporta à nouveau.

---

19 H. Robinson, *Loom and Spindle*, p. 84.

Une fois en place, les parlementaires réussirent à faire voter une loi sur la journée de dix heures à la Chambre de l'État, mais, comme c'est habituellement le cas avec une législation progressiste, elle fut coulée par le Sénat de l'État.

Mais leurs articles dans *The Voice* montrent qu'elles voulaient bien plus que de meilleures conditions de travail. Elles se considéraient comme des esclaves – des esclaves salariées – et en conclurent que la solution n'était pas seulement d'exiger que leurs patrons soient plus gentils avec elles, ou les paient davantage, mais d'abolir purement et simplement les patrons.

> Le travailleur ne sait pas encore contre quel terrible adversaire il se bat. Compétences concentrées sous la forme de machines et travail accumulé sous la forme du capital, l'un et l'autre dirigés par une intelligence supérieure, sont déployés contre lui. Ces forces puissantes, qui devraient être de son côté, devraient être ses serviteurs, ses outils, sont en train de l'écraser. […] Dans le bon ordre des choses, l'endroit où se concentrent les richesses devrait aussi être celui où le niveau de pauvreté est le plus faible, mais aujourd'hui, il en va autrement ; plus l'éclat du capital est étincelant, plus les conditions sordides, la misère et l'humiliation s'imposent à ses côtés[20].

La solution était très claire :

> Au lieu de chicaner, de temporiser et de faire des compromis avec les capitalistes, nous voulons voir les membres de la classe ouvrière acquérir chaque jour plus d'indépendance à travers un système de coopération et de *garanties mutuelles*. Lorsqu'ils pourront obtenir les moyens de *vivre* indépendamment des capitalistes, alors et seulement alors, les mots « grève » et « *turn out* » signifieront quelque chose. Ils doivent renforcer leur position et s'unir de façon à devenir leurs propres employeurs et procéder à leurs échanges commerciaux sans l'interférence d'intermédiaires et de négociants. Laissons-les assumer eux-mêmes les deux fonctions de travailleur et de capitaliste. Tant que nous dépendrons des manufactures de coton pour nos emplois, nous serons

---

20 *The Voice of Industry*, 14 avril 1848.

> oppressés. Ceux qui travaillent dans les manufactures devraient les posséder[21].

On est presque tenté de parler de marxisme ici, mais c'était plusieurs années avant Marx. « Ceux qui travaillent dans les manufactures devraient les posséder. » C'était simplement du bon sens.

Les propriétaires des manufactures étaient très mécontents de toute cette agitation. Ils renvoyèrent les semeuses de trouble (saboteuses ?) et ajoutèrent leurs noms à la liste noire qu'ils partageaient avec d'autres manufactures. Ils se mirent en quête de personnes plus dociles pour les remplacer. Et ils utilisèrent la mainmise qu'ils avaient sur le logement et les commerces pour essayer de forcer leurs ouvrières à reprendre le travail.

Mais leur plan le plus étonnant fut aussi celui de la plus grande envergure : ils envoyèrent les filles à l'école. Lowell, foyer de la révolution industrielle américaine, foyer de ces filles qui se retournèrent contre lui et conclurent que « ceux qui travaillent dans les manufactures devraient les posséder », fut aussi le foyer des premières écoles américaines.

Les élèves actuels n'auraient aucun mal à reconnaître les écoles qu'ils construisirent alors – ce sont les écoles publiques. « La porte [de chaque école] devra être fermée précisément à l'heure d'ouverture de l'école, et chaque matin, dix minutes seront allouées à la pratique des exercices religieux. » (Aujourd'hui, nous ne prononçons plus que le serment d'allégeance.) « Chaque professeur doit faire l'appel dans sa classe […] le matin et l'après-midi, et doit tenir un registre précis de toutes les absences. » La journée était alors divisée en leçons distinctes, avec « trente minutes pour l'étude de chaque leçon et dix minutes pour chaque récitation[22] ».

Au lieu de punir les élèves physiquement, les enseignants étaient incités à assurer l'ordre « avec les moyens les plus cléments possible » pour instiller « un respect pour le droit, et ainsi un critère d'autonomie dans l'esprit des enfants eux-mêmes[23] ». Les élèves étaient interrogés et notés sur ce qu'ils avaient appris, et, exactement comme aujourd'hui, travailler en coordination avec d'autres élèves était considéré comme « de la triche » et puni. (Peut-être craignaient-ils que s'ils apprenaient à se coordonner, les élèves seraient davantage susceptibles de fomenter des grèves une fois dans les manufactures.)

---

21 *The Voice of Industry*, 10 mars 1848.
22 Référence inconnue.
23 Référence inconnue.

En 1855, les membres du comité scolaire de Lowell constatèrent qu'ils avaient des soucis avec un parent malavisé qui s'imaginait que les écoles étaient « une république, où le sujet peut remettre en question le pouvoir de celui qui dirige ; alors que l'administration de l'école est et doit être une monarchie absolue […] où aucun sujet ne peut ni ne doit remettre en cause l'ordre ou la loi du chef suprême[24] ». Tout cela pour former les enfants à la démocratie !

Le programme aussi ressemblait beaucoup à celui des écoles actuelles :

> [Il associait] de la grammaire, de la géographie, de l'histoire et de la physiologie au programme élémentaire de lecture, d'écriture et d'arithmétique. Mais ce qui est étonnant dans cette extension du programme, c'est l'inutilité fondamentale du matériel traité [ces cours] étaient entièrement voués à la mémorisation de détails généralement insignifiants. Les candidats à l'entrée au lycée en 1850, par exemple, devaient connaître les noms de la capitale d'Abyssinie, de deux lacs au Soudan, de la rivière qui « traverse le pays des Hottentot », et du désert qui s'étend du Nil à la mer Rouge, et devaient pouvoir localiser la baie de Bombetoka, le golfe de Syrte, et les montagnes de Lupata. [Les autres sujets étaient traités selon] une méthode similaire, toutes les questions étant consacrées à des connaissances très ciblées, et dans la plupart des cas infimes, sans aucun lien avec les vies actuelles ou futures des élèves qui recevaient ces enseignements.

Et en effet, ces études n'améliorèrent pas les performances des élèves dans les manufactures. Des registres minutieux tenus par les propriétaires des manufactures nous permettent de comparer les travailleurs d'usines qui étaient allés à l'école à ceux qui n'y étaient pas allés. Comme pour les élèves actuels, il n'y a aucune preuve d'un quelconque effet de l'instruction sur la productivité des ouvriers[25].

Alors pourquoi les propriétaires de manufactures dépensèrent-ils tant d'argent pour construire et faire fonctionner ces écoles ? Ils étaient très clairs sur leur intention. Les cours était justifiés non par leur utilité, mais parce que le fait de les apprendre par cœur était une forme

---

24 David Isaac Bruck, « The Schools of Lowell, 1824-1861: A Case Study in the Origins of Modern Public Education in America », mémoire de licence, université de Harvard, 1971. http://id.lib.harvard.edu/aleph/003824609/catalog.

25 Luft.

d'« éducation morale » donnant lieu à « des habitudes industrieuses […] et à l'influence hautement morale qu'elle exerce sur la société dans son ensemble ».

Comme l'expliquait un directeur de Lowell : « Je n'ai jamais considéré la simple connaissance, de grande valeur en elle-même pour le travailleur, comme étant le seul avantage d'une instruction reçue dans une bonne école publique. Les plus instruits, en tant que classe, me sont toujours apparus comme dotés d'un sens moral plus élevé, plus disciplinés et respectueux dans leur façon de se tenir, et davantage disposés à se soumettre aux règlements salutaires et nécessaires d'un établissement. »

Non seulement ceux qui étaient allés à l'école se pliaient mieux aux règles, mais ils étaient aussi moins susceptibles de causer des ennuis : « En période d'agitation, je me suis toujours tourné vers le plus intelligent, le mieux instruit, et celui dont le sens moral était le plus développé pour y trouver un soutien et j'ai rarement été déçu. […] Mais les ignorants, ceux qui n'avaient pas reçu d'instruction étaient en général les plus difficiles, agissant sous l'impulsion d'une passion et d'une jalousie exacerbées. »

En d'autres termes, « cette catégorie de personnel qui a bénéficié de l'instruction d'une bonne école publique est la plus souple, la plus disposée à se plier à des exigences raisonnables, et celle qui exerce une influence salutaire et conservatrice en période d'agitation, tandis que les plus ignares sont les éléments les plus réfractaires [26] ». En bref, « les propriétaires de manufactures ont un grand intérêt *financier* dans l'instruction et l'éducation morale de leur personnel ».

Un autre directeur de Lowell : « J'ai observé que lorsque ces démagogues décident de persuader ces *chers* employés des manufactures que leurs employeurs sont trop exigeants, oppressifs et ont des attentes démesurées, l'esprit et le sens moral sont en général plus facilement contaminés s'il s'agit d'un ignorant. »

Le comité scolaire de Lowell résuma ainsi leurs constatations : « Les propriétaires trouvent que la formation que reçoivent les enfants dans les écoles est admirablement adaptée pour les préparer au travail exigé dans les manufactures. » Pourquoi ? « Quand [leurs ouvriers] sont bien instruits […], il ne peut pas y avoir de controverses ou de *grèves*, et les esprits des masses ne peuvent pas non plus être influencés par des démagogues et contrôlés par des considérations temporaires et artificielles [27]. »

---

26 Lettre de H. Bartlett, Esq. à Horace Mann, Lowell, 1er déc. 1841, Horace Mann, *Common School Journal*, 1842, p. 366.

27 Massachusetts Board of Education, *Annual Report of the Board of Education*, vol. XXIII, 1860, p. 56.

Les élèves, soulignaient-ils, « doivent recevoir leurs premières leçons de subordination et d'obéissance dans la salle d'école. Chez eux, ils sont soit totalement livrés à eux-mêmes, soit, ce qui est tout aussi néfaste, soumis à une discipline qui oscille entre indulgence stupide et tyrannie exaspérée[28] ».

En effet, l'école était tellement importante que les propriétaires de manufactures décidèrent rapidement de la rendre obligatoire. « Nous ne saurions trop insister sur notre conscience des dangers qui nous attendent de la part de [ceux qui] ne fréquentent pas ou n'ont pas fréquenté nos écoles publiques », prévenait le comité scolaire de Lowell. L'école pour tous est « notre garantie la plus sûre contre les mouvements internes[29] ».

Les enfants qui ne sont pas allés à l'école « constituent une armée à craindre davantage que la guerre, la peste et la famine », prévenait le comité. « Des tentatives manquées, au cours de l'année passée, de brûler deux de nos écoles […] sont le signe des maux qui rongent ces éléments et qui nous menacent[30]. »

Plus précisément, des incendies de ce genre étaient le signe d'une résistance publique à l'exercice d'une telle contrainte. En 1837, 300 professeurs furent forcés de s'enfuir de leur salle de classe par des élèves violents et déchaînés[31]. En 1844, la population irlandaise fit la grève de l'école, réduisant le taux de présence de 80 %. Le comité scolaire intensifia ses efforts contre l'absentéisme pour les obliger, eux comme les autres, à reprendre le chemin de l'école.

Et tout comme le modèle de l'usine, le modèle de l'école obligatoire se répandit à partir de Lowell. Une analyse de données censurées réalisée par Alexander Field révéla que ce qui conduisait une ville de petite taille à se doter d'une école n'était pas son éventuelle croissance démographique, ni une hausse des salaires, ni l'introduction d'équipements coûteux, mais plutôt l'introduction du système industriel lui-même. Alors que les usines se multipliaient à travers le pays, les écoles publiques faisaient de même.

Et leurs justifications ne changèrent pas non plus. Comme le fait remarquer l'historien Merle Curti : « Presque toutes les réunions annuelles de la National Education Association (NEA) se concluaient sur un appel d'éminents pédagogues aux professeurs, leur demandant de

---

28 Lowell Mass. School Committee, *Annual Report*, 1847, vol. XXI, p. 56.

29 Samuel Bowles, *Schooling in Capitalist America: Educational Reform and the Contradictions of Economic Life*, Haymarket, 1976, p. 160.

30 *Ibid*.

31 David K. Cohen et Barbara Neufeld, « The Failure of High Schools and the Progress of Education », *Daedalus*, vol. CX, été 1981, p. 87, note 2.

l'aide pour réprimer les grèves et surveiller la diffusion du socialisme et de l'anarchisme. Les commissaires à l'Éducation et les rédacteurs en chef de périodiques d'éducation sommaient leurs équipes de poursuivre le même objectif. » Le commissaire à l'Éducation John Eaton affirmait que les hommes d'affaires devaient « comparer le coût de la pègre et des vagabonds aux frais d'une instruction satisfaisante et universelle » tandis que le président de la NEA James H. Smart déclarait que les écoles contribuaient davantage « à la suppression de la flamme latente du communisme que tous les autres organismes réunis ».

« Les pédagogues, écrit Curti, dénonçaient encore et encore les doctrines radicales et présentaient l'instruction comme la meilleure prévention et le meilleur remède. » Les leaders de l'industrie étaient bien d'accord – des dirigeants commerciaux comme Henry Frick, John D. Rockefeller, Andrew Carnegie et Pierre S. du Pont soutenaient avec enthousiasme la diffusion des programmes d'éducation. Pour reprendre les termes de la réformatrice sociale Jane Addams : « L'homme d'affaires, bien sûr, n'a pas pensé : ‹ Je vais laisser l'école publique former les garçons de bureau pour mon compte, ainsi je pourrai les avoir à peu de frais ›, mais il a pensé, et parfois dit : ‹ Apprenez aux enfants à écrire de façon lisible, et à raisonner correctement et rapidement ; à acquérir des habitudes de ponctualité et d'ordre ; à être prompts à obéir, et à ne pas demander pourquoi ; et vous les préparerez à se frayer un chemin dans le monde comme j'ai frayé le mien[32] ! › »

***

Et telle a été leur attitude depuis. En dépit de tous ces discours sur les pédagogues et les priorités éducatives, les personnes les plus importantes de n'importe quelle école ont toujours été les hommes d'affaires. Ils se plaignent en permanence que nos écoles sont défaillantes, qu'elles doivent abandonner leurs lubies modernes pour en « revenir aux fondamentaux », et que si elles ne deviennent pas plus dures avec les élèves, le marché américain ne pourra pas faire face à la concurrence.

Comme l'a montré Richard Rothstein, ces revendications ne datent pas d'hier. Parce que la raison d'être des écoles n'a jamais été la véritable instruction, les hommes d'affaires, depuis les tout débuts, n'ont eu aucun mal à rassembler des études sur leur incapacité à remplir cette tâche. En 1845, seuls 45 % des meilleurs élèves de Brighton savaient que l'eau augmente en volume lorsqu'elle gèle. Dans une école, 75 % des élèves savaient que les États-Unis avaient imposé un embargo sur les

---

32 Merle Curti, *The Social Ideas of American Educators*, Totowa (New Jersey), Littlefield, Adams, 1959. Extraits (p. 218-220, 228, 230, 203).

biens britanniques et français durant la guerre de 1812, mais seuls 5 % savaient ce que signifie le mot *embargo*. Les étudiants, écrivait le secrétaire à l'Éducation, se contentaient de mémoriser les « mots du manuel […] sans avoir […] à penser à la signification de ce qu'ils avaient appris ».

En 1898, un examen à Berkeley révéla qu'au moment de la rentrée, 30 à 40 % des premières années ne maîtrisaient pas bien l'anglais. Un rapport d'Harvard révéla que seuls 4 % des candidats « étaient capables d'écrire un essai, d'orthographier ou de ponctuer correctement une phrase ». Mais cela n'empêcha pas les éditorialistes de continuer à se plaindre et à regretter le bon vieux temps. À l'époque où ils allaient à l'école, déploraient les rédacteurs du *New York Sun* en 1902, les enfants « devaient travailler un peu […] L'orthographe, l'écriture et l'arithmétique n'étaient pas facultatifs, et il fallait apprendre ». Désormais, l'instruction n'était qu'« un vaudeville. Il faut sans cesse faire en sorte que l'enfant se divertisse, et il apprend ce que bon lui semble ». En 1909, l'*Atlantic Monthly* se plaignait que les compétences fondamentales aient été remplacées par « toutes sortes de modes et de fantaisies ».

La même année, le doyen de l'école de Stanford prévenait que dans une économie mondialisée, « que cela nous plaise ou non, nous commençons à voir que nous sommes seuls contre le monde dans une gigantesque lutte de cerveaux et de compétences ». À cause de leurs écoles défaillantes, bien sûr, les Américains n'étaient pas à la hauteur.

En 1913, Woodrow Wilson convoqua une commission présidentielle pour réfléchir aux façons d'améliorer notre compétitivité éducative à l'international. Cette commission découvrit que, durant la Première Guerre mondiale, plus de la moitié des nouvelles recrues de l'armée « n'étaient pas capables d'écrire une simple lettre ou de lire un journal avec facilité ». En 1927, l'Association nationale des manufacturiers déplorait qu'à la sortie du lycée, 40 % des élèves ne savaient pas effectuer de simples calculs ou s'exprimer correctement en anglais.

En 1938, une étude déplorait que les nouvelles méthodes d'apprentissage à la mode négligeaient totalement l'enseignement élémentaire de la graphophonétique : « Les professeurs […] conspirent contre leurs élèves dans leurs efforts pour apprendre ; ces professeurs semblent être résolus à ne jamais désigner une lettre par son nom […] ou à ne jamais montrer comment utiliser les formes ou les sons des lettres pour la lecture. » Une étude réalisée en 1940 auprès de dirigeants d'entreprises « révélait qu'une grande majorité d'entre eux estimaient que les jeunes diplômés étaient moins bons que la génération précédente en arithmétique, en rédaction, en orthographe, en géographie et en questions internationales ».

Un test réalisé en 1943 par le *New York Times* permit d'établir que seuls 29 % des premières années à l'université savaient que Saint-Louis se trouve sur le Mississipi, et que seuls 6 % connaissaient le nom des treize États d'origine de l'Union, certains pensant même que Lincoln avait été notre premier président. On observait là, commentait le *Times*, une « ignorance frappante des aspects les plus élémentaires de l'histoire des États-Unis ».

En 1947, le rédacteur en chef du service éducation du *Times* publia un livre intitulé *Our Children Are Cheated*. Des hommes d'affaires y déploraient le triste état des écoles américaines. L'un d'eux se plaignait d'avoir eu à « mettre en place des cours spéciaux pour apprendre [à ses nouvelles recrues] à […] mettre en œuvre des changements […] Seule une petite proportion d'entre eux [savent] classer Boston, New York […] Chicago […] Denver […] dans l'ordre correct de leur emplacement d'Est en Ouest, ou nommer les États dans lesquels [se trouvent] ces villes ».

Un test mené en 1951 à L.A. permit d'établir que plus de la moitié des élèves de quatrième ne savaient pas calculer une taxe sur la vente de 8 % sur un montant de 8 $. Les journaux se plaignaient que les élèves ne savaient même pas lire l'heure. En 1952, le journal *Progressive Education* se plaignait des « attaques proférées contre les manuels qui invitent à une pensée curieuse et au raisonnement personnel, […] de la pression croissante invitant à supprimer les ‹ chichis et petites modes › – par lesquels ils désignent des services essentiels comme les crèches, les classes pour handicapés, les expérimentations et les conseils d'orientation, les programmes pour aider les enfants à comprendre et à apprécier leurs voisins issus de milieux différents », ce que l'on appellerait aujourd'hui le multiculturalisme.

En 1958, le *U.S. News and World Report* se lamentait qu'« il y a cinquante ans, un diplôme de lycée valait quelque chose. […] Nous avons simplement trompé nos élèves et trompé la nation en distribuant des diplômes de lycée à ceux dont nous savions bien qu'ils n'avaient pas les qualifications intellectuelles qu'un diplôme de fin d'études secondaires est supposé sanctionner – et sanctionne en effet dans les autres pays. C'est cette édulcoration des exigences qui nous a placés dans la situation critique que nous connaissons actuellement ».

En 1962, un sondage Gallup révélait que « seuls 21 % de la population consulte des livres ne serait-ce que très occasionnellement ». Et en 1974, le *Reader's Digest* s'interrogeait : « Sommes-nous en train de devenir une nation d'illettrés ? [On observe] un affaissement évident à la fois du niveau d'écriture et du niveau de lecture […] à une époque où la complexité de nos institutions exige un degré d'alphabétisation encore

plus élevé ne serait-ce que pour pouvoir fonctionner correctement. [Nous] avons la preuve indiscutable que des millions d'Américains supposés instruits ne savent ni lire ni écrire de manière satisfaisante[33]. »

En 1983, la Commission nationale de l'excellence dans l'éducation de Reagan affirma que nos écoles défaillantes faisaient de nous une « nation en danger ». « Si un pouvoir étranger hostile avait essayé d'imposer à l'Amérique les piètres performances éducatives qui sont les nôtres aujourd'hui, nous y aurions certainement vu un acte de guerre », déclarait la commission. En 1988, le président de Xerox prévenait que « l'éducation publique a placé ce pays dans une situation de terrible désavantage compétitif. […] Si les tendances actuelles […] se confirment, les entreprises américaines devront recruter un million de nouveaux employés par an qui ne savent ni lire, ni écrire, ni compter ».

En 1993, le gouvernement reprenait la même rengaine. « La grande majorité des Américains ignorent qu'ils n'ont pas les compétences requises pour gagner leur vie dans une société où la technologie occupe une place toujours plus importante, et dans un marché qui s'internationalise de plus en plus », se lamentait Richard Riley, alors secrétaire à l'Éducation. En 1995, le président d'IBM déclara aux gouverneurs que nos écoles avaient besoin de critères plus stricts à « une époque qui exige une amélioration des compétences si nous voulons que les Américains réussissent sur le marché mondial ».

Ce genre de plaintes continuent de se faire entendre aujourd'hui. Elles sont toujours suivies d'appels à une « réforme de l'éducation » et à des « critères plus élevés », qui se traduisent toujours en pratique par les mêmes « exercices et compétences » qu'autrefois. Et, bien sûr, c'est exactement le but.

J'entends déjà les objections. « C'est une théorie du complot ! », s'exclament-ils.

D'un point de vue strictement factuel, cette affirmation est une grave erreur. La théorie du complot désigne un petit groupe de personnes qui se sont, en secret, arrangées pour subvertir la façon dont les choses fonctionnent en temps normal. Mon propos est exactement le contraire : il s'agit d'un grand groupe de personnes, qui travaillent au vu et au su de tous, et qui s'assurent que les choses continuent de suivre leur cours normal.

Alors, pourquoi est-ce que cela ressemble autant à un complot ? Parce que dans les deux cas, je pense, il s'agit d'affirmer que les choses

---

33 Vance Packard cité dans Richard Rothstein, *The Way We Were? The Myths and Realities of America's Student Achievement*, The Century Foundation, 1998.

ne fonctionnent pas comme les gens ont toujours cru qu'elles fonctionnaient. Dès notre jeune âge, on nous dit que même si la société dans laquelle nous vivons a de nombreux problèmes, elle est fondamentalement sensée. Les écoles existent pour offrir une éducation aux gens, les entreprises existent pour fabriquer des choses que les individus veulent, les élections existent pour donner aux individus l'occasion de s'exprimer sur la façon dont le système est dirigé, les journaux existent pour nous dire ce qui se passe. C'est ainsi que le monde fonctionne, tout simplement.

Maintenant, on peut raisonnablement croire que toutes ces choses ont des défauts – que les écoles, par exemple, pourraient mieux instruire les étudiants. Après tout, les choses peuvent toujours être améliorées, et parfois dans une large mesure. Mais lorsque l'on va plus loin et que l'on soutient que non seulement les écoles sont des lieux où l'enseignement est de mauvaise qualité, mais que leur raison d'être n'est pas du tout d'enseigner quoi que ce soit – eh bien, c'est là que les choses deviennent effrayantes.

Parce que si l'objectif des écoles n'est pas d'enseigner, alors tout ce que l'on nous a dit à leur sujet est un mensonge. Et si tout le monde nous ment, alors cela commence à ressembler à une théorie du complot.

Mais il suffit de regarder notre histoire pour voir qu'il n'y a pas de complot. Un groupe d'entrepreneurs audacieux découvrent qu'ils peuvent fabriquer du tissu plus rapidement en faisant construire de grandes manufactures. Les filles qui travaillent dans ces manufactures ne cessent de causer des grèves et d'autres ennuis, alors les entrepreneurs exigent de leurs employées qu'elles aillent à l'école dès leur jeune âge pour apprendre à bien se tenir.

Mais évidemment, la plupart des gens ne seront pas ravis d'aller à l'école dans le but d'apprendre à accepter des salaires plus bas sans protestation. Alors les patrons trouvent une manière d'enjoliver l'histoire : l'objectif des écoles est d'enseigner aux travailleurs ce qu'ils ont besoin de savoir pour survivre dans le monde du travail. C'est faux, bien sûr – il n'y a pas de rapport entre les faits appris par cœur à l'école et les compétences nécessaires sur le lieu de travail – mais l'histoire est suffisamment convaincante.

Et voilà comment la multiplication des écoles et des usines a détruit le modèle de liberté américain. Au lieu d'être des fermiers indépendants ou des fabricants autonomes, les Américains sont conduits dans les usines en troupeaux, forcés de travailler pour quelqu'un d'autre parce qu'ils ne peuvent pas gagner leur vie autrement. Mais grâce aux écoles, cela semble normal, et même naturel. Après tout, n'est-ce pas ainsi que le monde fonctionne, tout simplement ?

Aujourd'hui, tout le monde semble s'accorder à dire que ce sont des écoles plus strictes qu'il nous faut. George W. Bush s'est associé à Ted Kennedy pour faire voter la loi No Child Left Behind, qui sanctionnait les districts scolaires (comprendre : leur retirait leur financement) qui n'obtenaient pas d'assez bons résultats. (Comment les écoles défaillantes étaient-elles supposées améliorer leurs résultats en ayant *moins* d'argent ? C'est une chose qui n'a jamais été réellement expliquée.) Barack Obama, bien sûr, n'aurait jamais soutenu un plan aussi cruel. À la place, son programme Race to the Top permettra, comme Skinner, de repérer les écoles qui font quelque chose de bien – et de les récompenser par des financements supplémentaires.

Seulement, les aptitudes testées ne sont jamais les « attitudes pro-sociales » d'un élève ou son « assiduité » – mais plutôt la façon dont il a mémorisé des faits et des chiffres. Pourquoi cette dissociation ? Peut-être parce que le fait de recaler les élèves pour leur manque de persévérance passerait mal auprès des parents. Comme le dit Peter Cappelli, le directeur du Centre national sur la qualité de l'éducation de la population active du gouvernement américain, la plupart des gens sont « perturb[és] » par l'idée « que les valeurs, normes et comportements que l'on inculque aux élèves dans les écoles semblent être en conflit avec les valeurs associées à l'épanouissement et au développement personnels ».

La solution a été de mener le combat sous d'autres noms. No Child Left Behind était supposée avoir pour effet de contraindre les écoles à améliorer leur façon d'instruire les élèves. Qui pourrait trouver à y redire ? Mais quand on examine ses conséquences sur le terrain, on constate que cette loi a eu un tout autre effet. Les élèves, bien sûr, n'étaient pas soumis à des tests pour évaluer la manière dont ils avaient réellement compris les concepts fondamentaux, mais simplement pour évaluer la façon dont ils pouvaient répondre aux questionnaires à choix multiples classiques. Et étant donné l'ampleur des enjeux, l'école a continué sa conversion. D'un lieu supposé enseigner des idées aux enfants, elle est devenue un lieu où l'on apprend à avoir de bons résultats aux tests.

Linda Perlstein a passé un an dans une école qui luttait pour survivre à No Child Left Behind. Tout ce qui n'était pas évalué avait dû être sacrifié – non seulement l'art et la gym, mais aussi les récréations, les sciences sociales et les sciences (oui, pas de sciences dans les évaluations). Le temps restant est entièrement consacré à la préparation aux tests – le seul exercice d'écriture que font les élèves se trouve dans les parties « réponse courte » (« Quel élément de texte aurait-on pu ajouter pour permettre au lecteur de mieux comprendre l'information ? »), et les

textes, en classe, sont uniquement analysés en fonction des questions susceptibles d'être posées lors du test.

Une importante partie du temps de classe est en fait allouée à des activités qui n'ont strictement rien à voir avec l'enseignement. À la place, les élèves sont assommés de conseils sur la bonne manière de passer leur test : respirer profondément, travailler jusqu'à ce que le temps de l'épreuve soit écoulé, éliminer toutes les mauvaises réponses évidentes. Chaque jour, on leur apprend des mots de vocabulaire précis qui leur vaudront des points supplémentaires et on leur rappelle comment formuler correctement leurs réponses pour obtenir la note maximum. Au lieu de couvrir les murs de leurs réalisations artistiques, on les tapisse de conseils sur la façon de bien réussir leur test (« RRTA : Reprendre les termes de la question, Répondre à la question, s'appuyer sur le Texte, Adapter la formule »).

L'objectif unique d'obtenir les meilleurs résultats possibles aux tests a été une véritable bénédiction pour le marché des manuels scolaires, qui oblige les écoles à acheter à prix d'or des « programmes fondés sur des données concrètes » dont il a été « prouvé » qu'ils améliorent considérablement les résultats aux tests. Le « package » en question comprend non seulement des manuels et des cahiers d'exercices, mais aussi des textes que les professeurs doivent lire mot pour mot à leurs élèves – comme il n'a pas été prouvé que s'écarter de ces textes améliorait les résultats aux tests, il est interdit de le faire. Le tout s'accompagne de superviseurs formés qui passent dans les classes pour s'assurer que les professeurs s'en tiennent bien au texte qui leur a été soumis.

L'effet sur les élèves est un crève-cœur. Puisqu'on leur enseigne que la lecture consiste simplement à chercher des « caractéristiques textuelles » particulières au sein d'histoires artificielles, ils apprennent à détester la lecture. Puisqu'on leur apprend que répondre à des questions consiste simplement à passer en revue un choix de réponses multiples, ils commencent à cesser complètement de réfléchir et se contentent de débiter, à chaque fois qu'on leur pose une question, des combinaisons aléatoires de mots qui rapportent des points. « La joie que procure la découverte » est bannie de la salle de classe. L'évaluation est en cours.

Avec des exercices de ce type, les enfants n'apprennent rien du monde qui les entoure. En revanche, ils acquièrent bel et bien des « compétences » – notamment celle qui consiste à savoir suivre des ordres absurdes et à rester assis des heures à une table. Les critiques de ces tests aux enjeux élevés dénoncent que ceux-ci ne fonctionnent pas aussi bien que prévu : les professeurs font cours en vue de l'épreuve au lieu de

s’assurer que les enfants apprennent réellement quelque chose. Mais en réalité, peut-être est-ce le but recherché. Après tout, les employeurs en semblent très contents.

http://web.archive.org/web/20020101214543/
http://www.swartzfam.com:82/aaron/school/2001/04/05/

Vive la non-scolarisation !

5 avril 2001, 14 ans

De quoi s'agit-il ?

Quand j'ai découvert les écoles Sudbury, je les ai trouvées intéressantes. Après quelques recherches sur le sujet, je les ai trouvées fascinantes. La pièce manquante du puzzle, je ne l'ai trouvée que récemment : la non-scolarisation.

La non-scolarisation est un phénomène encore assez mineur, mais il se développe très rapidement. J'avais déjà entendu parler de la non-scolarisation, et d'associations de non-scolarisation locales, mais n'arrivant pas à trouver plus d'informations sur Internet, j'en étais venu à considérer les acteurs de ce mouvement comme des espèces de marginaux tentant de « déconditionner » le cerveau des enfants scolarisés. Mais comme je l'ai découvert il y a peu, la non-scolarisation est en réalité une philosophie très forte, basée sur un principe simple : les enfants veulent apprendre. Les thèses de ce mouvement s'appuient sur les écrits de John Holt, qui sont absolument magnifiques.

Non scolariser quelqu'un est d'une simplicité étonnante. Il faut d'abord se soumettre aux exigences légales de son État en matière de scolarisation à la maison (mon État, l'Illinois, est étonnamment libéral à cet égard), puis l'enfant reste simplement à la maison, à explorer le monde comme il l'entend. Ses parents et les autres adultes peuvent lui donner conseils et assistance sur ce qui l'intéresse, mais ils doivent s'efforcer de ne pas le contraindre à faire quoi que ce soit. C'est à peu près tout. Plutôt simple, non ?

Comment je fais ?

J'ai découvert la non-scolarisation grâce à un livre incroyable : *Teenage Liberation Handbook* (*TLH*) de Grace Llewellyn. C'est un vrai pavé,

mais qui relève du guide pratique, conçu pour vous accompagner étape par étape sur le chemin de la non-scolarisation. Le livre est divisé en trois grandes parties : pourquoi devriez-vous ne pas aller à l'école ; comment sortir du circuit scolaire ; et que faire une fois que vous en êtes sorti. On y trouve beaucoup de passages extraits de *Growing Without Schooling*, un magazine dédié aux personnes non scolarisées qui leur permet de rester en contact et de partager des idées. (Je m'y suis abonné et vous en dirai bientôt davantage.)

Les exemples tirés de la vie réelle et les expériences concrètes indiquent clairement qu'il ne s'agit aucunement d'un groupe de marginaux allumés, ni même simplement d'un programme destiné aux enfants « doués ». En fait, on peut presque dire que la non-scolarisation transcende toutes les catégories – d'ailleurs, le livre recommande même aux adultes de s'essayer eux aussi à certaines des idées exposées. L'auteur rapporte un grand nombre d'expériences où la non-scolarisation a amélioré les relations au sein d'une famille, « guéri » des cas de dépression ou de « troubles d'apprentissage », et, surtout, a rendu les enfants beaucoup plus heureux.

Diverses études citées dans le livre montrent que les enfants non scolarisés réussissent parfaitement dans le « monde réel » et obtiennent presque toujours de meilleurs résultats aux tests de connaissances que leurs semblables scolarisés – même lorsqu'ils n'ont jamais ouvert de manuel ou suivi de cours conventionnel. En outre, et parce qu'ils ont tout le temps nécessaire pour faire l'expérience d'un vrai travail, comme un apprentissage ou une activité bénévole, ils sont bien plus susceptibles de développer les compétences nécessaires pour survivre dans le « monde réel ».

Comment pourront-ils apprendre sans l'école ?

TLH dispense divers conseils sur la manière de garder le niveau dans toutes les matières fondamentales (anglais, histoire, mathématiques, sciences, art, etc.) – et recommande rarement d'ouvrir un manuel ou de suivre un cours. La non-scolarisation se concentre plutôt sur toutes les occasions d'apprentissage qui s'offrent à nous dans la vie quotidienne.

Je n'ai pas appris l'anglais à l'école, mais en rédigeant des e-mails et des articles pour ce blog, ainsi qu'en lisant beaucoup. Lorsque j'explique cela à d'autres élèves, ils me répondent : « Oh, j'aimerais bien faire pareil, mais je n'ai pas le temps. » Eh bien, s'ils n'allaient pas à l'école, je suis sûr qu'ils en auraient beaucoup plus. C'est rapide et indolore : il suffit de lire des livres intéressants et d'écrire sur des choses qui vous intéressent. Faites-le pendant quelque temps et vous ferez des progrès à l'écrit – sans souffrance ni grands efforts.

Je n'ai jamais aimé l'histoire. Cette matière m'a toujours semblé être une discussion abstraite sur des événements ou des activités qui n'avaient aucun rapport avec ma vie, et tout simplement aucun intérêt. Pire encore, la seule chose sur laquelle j'étais noté, c'était sur ma capacité à mémoriser ces trucs ennuyeux. Certains élèves de ma classe sont fascinés par l'histoire, et je me suis efforcé de comprendre pourquoi. J'ai fini par percer le mystère : l'école nous apprend l'histoire à l'envers. Les cours d'histoire vont toujours dans le sens chronologique, pour remonter progressivement jusqu'à aujourd'hui. Peut-être est-ce une bonne manière de raconter une histoire, mais pour raconter l'histoire, c'est affreux. Vous commencez dans un endroit que je ne connais pas, à une époque que je ne comprends pas, avec des personnes dont je n'ai jamais entendu parler. Je ne suis pas intéressé et je décroche. La solution est simple : commencez par le présent et remontez dans le temps en essayant de répondre à la question : comment en sommes-nous arrivés là ? D'une part, vous commencerez ainsi dans un univers dans lequel je peux facilement me projeter. D'autre part, vous poserez ainsi une question qui est aussi celle que je me pose : comment en est-on arrivés là ? Encore mieux : je développerai ainsi un « sens de l'histoire » en comprenant réellement comment tous les éléments viennent s'intégrer dans notre situation actuelle. Et selon toutes probabilités, je ne m'endormirai pas.

Beaucoup pensent que les maths doivent s'apprendre à l'école, ou du moins dans les manuels. Cette idée est absolument fausse, et ne fait que montrer à quel point les écoles actuelles s'acquittent mal de l'enseignement des mathématiques. La plupart des écoles n'enseignent pas les maths : elles enseignent le calcul, la manipulation des symboles, etc. Mais ce n'est qu'une petite partie des maths, qui finit d'ailleurs par être aussi la moins intéressante, puisque toutes ces opérations peuvent s'effectuer avec une calculatrice ou un petit ordinateur. En fait, les maths consistent avant tout à étudier des modèles et à développer des théories. Les maths sont un univers de beauté abstraite, rempli d'énigmes pour mettre votre esprit à l'épreuve.

Les sciences ne sont pas la mémorisation de faits sans intérêt, contrairement à ce que douze années de cours de sciences peuvent vous amener à croire. Les sciences sont simplement un processus consistant à poser des questions et à chercher des réponses, processus auquel s'associent les connaissances accumulées lors de ces recherches. C'est ce que l'on appelle la méthode scientifique, et la meilleure professeure de sciences que j'aie jamais eue nous l'a simplement expliqué et nous a laissés explorer le monde. Sa classe était remplie de jouets, d'énigmes à résoudre, et d'objets avec lesquels faire des expériences. Elle nous

mettait souvent en garde contre les professeurs qu'elle avait eus étant plus jeune, qui proposaient peu d'activités pratiques et demandaient simplement aux élèves de lire un manuel du début à la fin. Je ne me doutais pas que ce serait précisément le type de professeurs de sciences que j'aurais pendant toutes les années qu'il me restait à passer à l'école. Mais je réalise maintenant que mes explorations scientifiques n'ont pas besoin de se limiter à sa salle de classe, ni à aucune autre. En fait, le monde qui nous entoure est une immense salle de classe, et nous avons simplement besoin de temps pour l'explorer, et de l'instinct qui nous pousse à poser des questions et à essayer d'y répondre.

L'art est indéniablement une chose qui peut s'apprendre en-dehors de l'école. Tout ce qu'il faut, c'est du matériel et du temps pour laisser sa créativité s'exprimer. En général, les écoles possèdent beaucoup de matériel qui vous permet de tester différentes formes d'art, et il peut être utile de trouver un arrangement avec votre école afin de pouvoir continuer à utiliser ces fournitures. Sinon, il existe de nombreux magasins de fournitures d'art, et beaucoup d'autres manières de trouver le matériel nécessaire. Mais l'ingrédient le plus important, c'est la créativité, qui est une chose qu'il faut cultiver de l'intérieur de soi-même.

Mais n'allez pas croire que la non-scolarisation n'est qu'une nouvelle façon d'apprendre les mêmes matières que celles que l'on apprend à l'école ! Non, il est tout aussi important de faire d'autres choses : devenez apprenti ou bénévole, et apprenez à assumer un « vrai travail » ; montez votre propre entreprise ; faites pression auprès des hommes politiques et essayez de faire bouger notre gouvernement ou la société elle-même ; partez en voyage d'exploration autour du monde et découvrez d'autres cultures et d'autres manières de vivre, etc.

Comme le souligne *TLH*, l'adolescence, chez un enfant, constitue une période de transformation qui comptera parmi les plus enthousiasmantes et importantes de sa vie. Certaines cultures en marquent le passage par des expériences intenses et déterminantes : la ville se réunit pour exécuter un rituel tribal sacré ; on envoie l'enfant effectuer une quête ou faire un voyage, et on le déclare homme à son retour, etc. Pourquoi faisons-nous comme si de rien n'était, en soumettant notre enfant à un supplice inutile, douloureux, abrutissant et autoritaire ?

Aujourd'hui (4 avril 2001), j'ai visité un musée qui proposait un jeu d'aventure à la manière d'un parc à thème. Comme Indiana Jones, il fallait se hisser à travers des labyrinthes et des passages pour trouver les statues en pierre des esprits de la Raison, de l'Inspiration, des Questions et de la Persévérance. À chaque fois que l'on découvrait une statue, celle-ci chantait une petite chanson vantant son importance. À la fin,

quand on les avait toutes trouvées, les statues se réunissaient pour effectuer un petit numéro dansé et chanté sur le fait que le secret de la connaissance est de les équilibrer entre elles. C'était assez pénétrant, et sûrement vrai : quand on a la raison, l'inspiration, les questions et la persévérance, il est difficile de se tromper.

Mais mon enfant ne risque-t-il pas de devenir un ermite, un asocial ?

Curieusement, j'ai entendu dire que certaines personnes n'aiment pas la non-scolarisation non parce qu'elles craignent que leurs enfants n'apprennent rien, mais par crainte qu'ils ne développent pas « de relations sociales saines avec leurs semblables ». On ne pourrait pas être plus éloigné de la vérité.

Premièrement, l'école n'est pas un lieu pour développer des relations sociales. En fait, elle semble même conçue pour les réprimer. Il n'y a presque pas de temps mis à disposition pour la socialisation, et toute démarche en ce sens est découragée pendant la majeure partie de la journée d'école. Tout élève qui développe une véritable relation avec quelqu'un le fait en-dehors de l'école : dans un lieu de rendez-vous du quartier (parc ou centre commercial) ; en allant chez un copain ; ou après l'école. Rien n'empêche un enfant non scolarisé de faire toutes ces choses.

Deuxièmement, qui a décidé que l'on ne pouvait entretenir de relations significatives qu'avec des personnes habitant plus ou moins dans la même zone géographique que nous, et ayant environ le même âge que nous ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il s'agit là d'un groupe de semblables extrêmement restreint. Mes relations les plus significatives, c'est en ligne que les ai développées. Aucune de ces personnes n'habite dans un endroit que je pourrais rejoindre en voiture. Et aucune n'appartient à la même tranche d'âge que moi. Même parmi celles que je ne compterais pas comme « amis », de nombreuses personnes rencontrées en ligne ont simplement fait des commentaires sur mon travail ou s'intéressent à ce que je fais. Grâce à Internet, j'ai développé un solide réseau social – chose que je n'aurais jamais pu faire si j'avais dû me limiter au périmètre de l'école.

Mais je ne veux pas de mes enfants chez moi !

Alors, j'ai plus ou moins laissé entendre que la non-scolarisation se déroule uniquement à la maison. C'est faux. Comme je l'ai dit au début de ce texte, le mouvement de la non-scolarisation considère que les écoles Sudbury en font partie, et les appelle pour s'amuser « les écoles de la non-scolarisation ». Hélas, à travers toutes les recherches que j'ai

faites sur les écoles Sudbury, je n'ai trouvé aucune mention du mouvement de la non-scolarisation – les fans du modèle Sudbury qui n'ont pas d'écoles de ce genre près de chez eux seront sûrement ravis d'en apprendre l'existence.

Et après ?

Je fonde de grands espoirs dans le développement du mouvement de la non-scolarisation. D'abord, je pense qu'il doit se faire mieux connaître : je n'ai appris que très récemment que la non-scolarisation était un choix possible, et que d'autres l'avaient fait – et j'ai effectué toutes les recherches que j'ai pu sur le sujet. Il y a tellement de personnes qui se plaignent de la qualité des systèmes scolaires actuels, et qui sont prêtes pour un changement de système. La non-scolarisation n'est pas simplement un changement, c'est un raz-de-marée qui renverse tout ce que nous croyons savoir sur le système scolaire et qui propose une alternative totalement différente – et nettement meilleure.

Par ailleurs, je souhaite créer une communauté en ligne pour les personnes non scolarisées. Si vous en connaissez, dirigez-les vers moi. Dites-leur de m'envoyer un e-mail. J'adorerais voir davantage de partage d'expériences et rassembler toutes les connaissances qui existent dans le monde.

Enfin, je terminerais sur un appel. Si vous avez des enfants, ou connaissez des enfants, qui sont pris dans la monotonie de l'école, offrez-leur une échappatoire : achetez-leur un exemplaire de *Teenage Liberation Handbook*. Je suis sûr qu'ils vous remercieront. Il est temps que les enfants se lèvent et reprennent le contrôle de leur vie. Notre esclavage n'a que trop duré.

Cet article repose en grande partie sur une discussion que j'ai eue en ligne. Je souhaite remercier tous ceux qui y ont participé et vous invite à rejoindre la discussion si ce n'est pas déjà fait.

http://web.archive.org/web/20020101213828/
http://www.swartzfam.com:82/aaron/school/2000/12/12/

L'école fait loi

12 décembre 2000, 14 ans

« Ils » vous disent de bien vous tenir : de suivre les règles, de faire ce qu'ils disent, d'être silencieux et polis et gentils. Ne les écoutez pas. C'est une escroquerie.

C'est bien cela, l'école, non ? Quel meilleur endroit pour faire des expériences ? L'école, sans être exactement un terrain de jeux, est supposée être un lieu sûr. C'est un endroit où les conséquences sont minimes, mais existent tout de même – assez pour vous faire passer l'envie de recommencer, mais pas au point de vous faire vraiment mal.

Je n'avais aucune de ces réflexions en tête lorsque je me suis caché dans les toilettes. Ces pensées et ces justifications ne me sont pas venues à l'esprit quand j'ai filé le long du couloir. Elles n'étaient pas là pour me consoler quand on m'a attrapé et traîné en sens inverse dans le couloir pour me faire monter dans le bus. Mes neurones ne se sont pas allumés quand je me suis assis, en larmes, pour subir l'interrogatoire et les réprimandes acharnées du proviseur. Je n'en ai jamais pris conscience pendant mes colles du samedi, quand je nettoyais à la brosse les bureaux et les étagères. En fait, elles ne m'ont frappé de toute leur force il y a quelques jours seulement – environ un an après l'événement.

Entre temps, les autres m'ont demandé pourquoi j'avais agi ainsi. Cela semblait tellement idiot, tellement inutile. Ce n'était pas mon genre de faire des trucs pareils, me disaient-ils. À chaque fois, je disais que j'étais désolé, je marmonnais un truc, ou j'essayais de changer de sujet. La vérité, c'est que, justement, je ne savais vraiment pas quel genre d'enfant j'étais.

Mais aujourd'hui, j'ai une réponse à leur donner. Cela faisait partie de ma formation – dans une mesure bien plus importante que les sciences ou l'histoire. Il s'agissait d'événements qui avaient davantage contribué

à me modeler en tant que personne et à forger mon caractère que tous ces cours barbants mis bout à bout. Et c'est bien ainsi que cela devrait se passer.

C'est le genre de choses que les grandes personnes ne comprennent pas, ou du moins qu'elles font souvent semblant de ne pas comprendre. Elles prononcent des mots très durs avec toute la colère dont elles sont capables, et peut-être sont-elles vraiment en colère. Mais quelque part, je ne peux pas m'empêcher de me demander si au fond d'elles-mêmes elles comprennent vraiment. Peut-être savent-elles confusément que c'est un test. Un test fait pour détruire la confiance en soi des enfants, et, ce faisant, la faire renaître sous une forme plus indestructible.

Si c'est tel est le cas, je veux leur dire qu'il existe des méthodes plus simples. Des méthodes qui ne fonctionnent pas grâce à la haine et à la douleur, mais grâce à l'amour. Des méthodes qui font ressortir la force intérieure des plus faibles, et cultivent celle des plus forts. Des méthodes qui nous apprennent à tous – oppresseurs comme oppressés – que nous sommes ensemble dans le même bateau. Au lieu de se battre les uns contre les autres, et de répandre une haine qui se prolongera tout au long de nos vies, pourquoi ne pas essayer de résoudre le problème ensemble, et partager l'amour que nous désirons tous, et qui nous est nécessaire ?

Cette solution semble être bien meilleure. Je suis un être humain, non un rat de laboratoire qui a besoin d'être récompensé et puni. J'ai des raisons de faire ce que je fais, vous avez des raisons de vouloir ce que vous voulez. Nous ne pouvons pas être différents au point d'être incapables de surmonter ce qui nous sépare. Peut-être pensez-vous qu'il s'agit là d'une belle leçon qui ne s'applique pas seulement à l'école, mais aussi à la vie en général. Et vous auriez raison. Alors si cette leçon est belle à ce point, comment se fait-il que nous ne l'enseignions pas à travers nos actes ? Du moins est-ce ma façon de voir les choses. Mais ce n'est pas moi qui fais les règles.

http://web.archive.org/web/20011222043951/
http://swartzfam.com/aaron/school/2001/04/29/

Les écrits de John Holt

29 avril 2001, 14 ans

Lorsque les gens parlent de non-scolarisation, un nom revient toujours dans la discussion : celui de John Holt, l'inventeur du concept. Il a écrit de nombreux livres sur ses idées et ses théories, mais je crois que les deux meilleurs sont *How Children Fail* et *How Children Learn*[34].

Comme beaucoup de personnes engagées dans le mouvement de la non-scolarisation, John Holt a d'abord été enseignant. Il avait l'impression d'être un très bon pédagogue, un homme qui avait toujours travaillé dur pour rendre l'apprentissage plus agréable et plus drôle pour ses élèves. Il inventait des jeux, achetait des jouets éducatifs très coûteux, laissait les enfants parler en classe et utilisait des techniques pédagogiques novatrices. Mais il ne [voyait] pas sa méprise.

Ce n'est que lorsqu'il a arrêté d'enseigner et s'est mis à assister à d'autres cours qu'il a commencé à voir où il s'était trompé : il n'avait jamais réellement *regardé* les enfants – regardé attentivement, je veux dire. Tout au long de son année de méticuleuse observation, il a rédigé des notes à l'attention de ses amis et de l'enseignant avec lequel il partageait la classe, Bill Hull. Ces notes ont été publiées dans l'ouvrage *How Children Fail*. Remarquant que ce qui se passait dans sa classe n'était pas du tout ce qu'il imaginait, il écrit :

> On ne peut pas savoir ce que fait un enfant en classe en le regardant seulement quand on l'interroge. Il faut le regarder pendant longtemps à son insu. […] Il semble que les enseignants n'y puissent pas grand-chose. […] Un enseignant

34 *How Children Fail* a été publié en français sous le titre *Parents et éducateurs devant l'échec scolaire* (Casterman, 1964), ndt.

> dans sa classe est comme un homme dans les bois, en pleine nuit, avec une lampe-torche très puissante dans la main. À chaque fois qu'il allume sa lampe, les créatures éclairées s'en aperçoivent et ne se comportent donc pas comme elles le font dans l'obscurité.

Il commença à se rendre compte que les élèves n'apprenaient pas ce qu'il leur avait « enseigné », mais faisaient simplement semblant. Il découvrit tous leurs mécanismes de défense et leurs stratégies motivés par la peur, qu'ils utilisaient afin de ne pas passer pour des idiots devant leurs camarades et leur professeur.

Une des techniques « novatrices » qu'utilisaient John et Bill dans leur salle de classe était une balance à fléau. On donnait plusieurs poids aux élèves et ils devaient essayer de deviner où les placer sur le fléau pour atteindre l'équilibre. Voici ce qu'ont dit les élèves lorsqu'on leur a demandé de prédire ce qu'allait faire le fléau :

> Abby : Il va peut-être bouger un peu d'un côté – pas beaucoup.
> Elaine : Il va peut-être vaciller un peu, puis s'équilibrer, mais pas vraiment. (Elle couvre toutes les possibilités.)
> Rachel : Il va peut-être s'équilibrer.
> Pat : Il va à peu près s'équilibrer.
> […]
> Gary : Je pense qu'il va juste pencher d'un côté – c'est plus sûr.
> […]
> Gil : Il va peut-être pencher un peu, puis se redresser.
> Garry : Il va rester à peu près comme cela.
> Betty : Je pense plus ou moins qu'il va s'équilibrer.
> […]
> Betty : Je dirais qu'il va s'équilibrer, juste au cas où il s'équilibre, comme cela on n'aura pas une trop mauvaise note.

C'est incroyable à quel point les élèves sont prêts à tout pour se soustraire à l'attention et ne pas paraître idiots.

Plus tard, John décide de remiser son costume d'enseignant et de travailler avec les enfants de façon individuelle. Ce faisant, il s'aperçoit que les élèves qui étaient censés connaître les maths de niveau CM2 sont trop peu sûrs d'eux ne serait-ce que pour compter de deux à deux. Il travaille avec eux pour reconstituer leurs connaissances en maths en repartant du début, mais ils semblent encore ne pas se souvenir de ce

qu'on leur apprend. Après d'autres expériences du même genre, il abandonne l'enseignement.

Dans *How Children Learn*, son livre suivant, il décide d'arrêter d'enseigner et passe simplement du temps avec des enfants. Il commence avec ses petits cousins, qui sont des bébés, et remarque qu'ils sont des scientifiques obstinés, toujours à observer et à faire des expériences. Il prend des notes sur leurs investigations scientifiques alors qu'ils se mettent à grandir, à lire, à parler, et à jouer à des jeux. Assez rapidement, il retourne dans des salles de classe en apportant des jouets intéressants auxquels il joue d'abord lui-même. Très vite, les enfants viennent jouer avec lui, et commencent à apprendre des choses grâce à ces jeux.

John s'efforce de ne pas interférer dans leurs activités – de laisser les enfants apprendre et découvrir à leur propre rythme. Sa seule tâche consiste à leur donner de minuscules coups de pouce et à leur offrir un soutien moral. Un jour, il décide de ramener la balance à fléau et la pose simplement au fond de la classe, en disant juste que c'est « une vieillerie que m'a donnée Bill Hull. […] Rien d'important ; vous pouvez vous amusez avec si vous voulez ». Et c'est précisément ce qu'ils se mettent à faire, et une demi-heure plus tard, ils ont tous trouvé comment la faire marcher.

> J'ai donné à l'un d'eux, une petite fille, un des problèmes qui, des années auparavant, avaient causé tant de mal à des élèves tout à fait capables. Elle l'a résolu facilement, sachant manifestement ce qu'elle faisait. Je lui ai dit : « Tu as eu du mal à comprendre comment faire ? », et elle m'a répondu : « Oh non, c'était fastoche. »

Voici comme il l'explique :

> [Le premier groupe d'enfants avaient tous du mal] bien que nous avions fait tout notre possible – du moins le croyions-nous – pour créer une situation qui faciliterait la découverte. Nous avons travaillé avec des enfants constitués en petits groupes ; nous avons donné à chaque enfant un problème facile ; nous avons invité les autres enfants à dire si la solution au problème était correcte, et, dans le cas contraire, à expliquer pourquoi. Nous pensions avoir transformé notre classe en laboratoire miniature, et que les enfants se comporteraient par conséquent comme des scientifiques. Mais il n'en était rien, et ce pour une simple raison : c'était notre problème sur lequel ils travaillaient, non le leur.

Hélas, s'il est évident pour beaucoup que ce genre d'explorations et de découvertes libres est la meilleure manière d'apprendre, de nombreux professeurs y voient une menace. Ils veulent être, comme l'explique John, « un tyran (tu ferais mieux de faire ce que je te dis !) et un saint (tu m'en remercieras plus tard) ». Pire encore, même les enseignants bien intentionnés doivent jeter ce genre de jouets pour respecter le programme – ils n'ont pas le droit d'être en retard pour le prochain arrêt de l'« Ivy League Express [35] ». Mais les enfants n'apprennent pas de cette façon. En fait, ils se cachent, font les ânes, oublient, se tirent d'affaire en pariant sur l'ambiguïté de leurs propos, ou vous mènent en bateau. Pire encore, ils commencent à penser que c'est ainsi qu'il faut se comporter en toute situation. Mais Holt nous fait espérer qu'une autre manière de faire est possible.

Je ne vous ai rapporté qu'une infime partie du trésor de sagesse que renferment ces livres. J'invite tous ceux qui travaillent dans une école, ou qui croient en une école, à lire *How Children Fail* – j'y ai davantage appris sur la façon dont pensent mes camarades de classe qu'au cours de toutes les années que j'ai pu passer en leur compagnie. En outre, il fait comprendre à travers des histoires très simples pourquoi l'enseignement seul ne marche pas. Actuellement, le travail de John Holt est poursuivi par Holt Associates, qui publie ses livres et d'autres documents.

Quiconque a des enfants en bas âge devrait vraiment lire *How Children Learn*. Ce livre décrit en détail la manière dont les enfants apprennent, et, par exemple, vous donne des méthodes pour faire en sorte que vos enfants continuent d'apprendre tout au long de leur vie, au lieu de tout détester en bloc et de laisser tomber dès qu'ils le peuvent, comme le font trop d'enfants. Pour de nombreux enfants, il est peut-être trop tard pour désapprendre les mauvaises habitudes acquises à l'école, mais une chose est sûre : il n'est jamais trop tôt.

---

35 L'Ivy League est un groupe de huit universités privées du nord-est des États-Unis, qui comptent parmi les plus anciennes et les plus prestigieuses du pays, ndt.

http://web.archive.org/web/20020306075407/
http://www.swartzfam.com:82/aaron/school/2001/02/19/

Éducation par l'apprentissage

19 février 2001, 14 ans

On m'a récemment demandé mon avis sur la meilleure manière d'enseigner l'informatique. Ayant des opinions très arrêtées sur ce genre de sujets, j'ai préparé une longue réponse à cette question. Je me suis vite rendu compte que ma proposition pouvait s'appliquer de façon très générale, et que je ne l'avais pas encore écrite, alors la voici.

Cette proposition, comme la plupart des choses, puise ses racines dans l'histoire (la mienne, comme celle de mon pays). Pour commencer par l'histoire plus générale, je vous rappelle qu'à l'origine, l'instruction était reçue à travers un système d'apprentissage. Un enseignant formait un ou deux élèves à la fois (ses propres enfants, en général) au moyen d'une expérience concrète du métier. Et ce système fonctionnait très bien.

Malgré ce succès, avec le temps, nous sommes progressivement passés à un système de scolarisation obligatoire. Tout en offrant en général un éventail de choix de carrière plus large, ce système apporta aussi son lot de problèmes. Les enfants perdirent la relation individuelle avec leurs enseignants, ainsi que le lien entre les choses qu'ils apprenaient et l'usage que l'on pouvait en faire. Ce système leur donna les valeurs de l'institution plutôt que le sens pratique. Aujourd'hui, lorsque l'on a recours à un système proche de l'apprentissage, on le qualifie en général de méthode pédagogique moderne ou New Age.

Mais malgré le succès du système scolaire actuel, on apprend très peu d'informations pratiques à l'école. La grande majorité de l'instruction s'effectue désormais dans la vie active elle-même, selon un schéma tout à fait semblable au système d'apprentissage historique. Plus important encore peut-être, les domaines technologiques en développement permanent, où de nouveaux termes et de nouvelles idées sont créés chaque jour, sont presque impossibles à enseigner à l'école, si bien qu'en

général, on ne s'y essaie même pas. Parmi les meilleurs programmeurs, beaucoup sont des autodidactes, ou du moins sont-ils capables d'apprendre la majorité de ce qu'ils ont besoin d'apprendre par eux-mêmes.

Pour revenir sur mon histoire personnelle, j'ai appris la programmation tout seul en lisant des programmes écrits par d'autres, et en posant des questions sur Internet. Les réponses à mes questions naïves étaient en général courtoises et presque toujours utiles. Je recevais les réponses très rapidement – dans un délai excédant rarement les vingt-quatre heures. Et grâce à cette méthode, j'ai fini par apprendre à programmer. Je n'ai suivi aucun cours préétabli, et n'ai reçu aucune instruction traditionnelle. Mais si cette méthode m'a permis d'apprendre à programmer, il n'existe aucun système similaire pour apprendre à *bien* programmer, ce qui est en général quelque chose de totalement différent.

Tout cela m'amène à ma proposition sur la façon d'instruire les élèves dans n'importe quel domaine. D'abord, trouvez un groupe de gens gentils, plus âgés, sages et respectés dans le domaine choisi et demandez-leur de se connecter à Internet. Puis, prenez un groupe d'enfants effrontés, jeunes, naïfs et impatients, qui s'intéressent [à ce] domaine et faites-leur faire la même chose. Ensuite, réunissez les deux groupes et regardez la magie opérer.

Les plus âgés expliqueront beaucoup de choses aux plus jeunes, et les jeunes en apprendront aussi quelques-unes aux plus âgés. Les jeunes auront ainsi une occasion incroyable d'apprendre les fondamentaux directement de personnes qui les utilisent dans la vraie vie ; les plus âgés auront l'occasion de partager la joie que leur procure leur métier avec des enfants enthousiastes et désireux de l'apprendre.

Si les relations en tête-à-tête entre l'enfant et l'adulte devraient être encouragées, nous ne voulons pas pour autant isoler le reste de la communauté. Il est important que tous les membres de la communauté aient une chance d'apprendre des autres. Très vite, certaines des meilleures méthodes explicatives deviendront bien connues, et pourront être consignées à l'écrit. Cela fournira les prémisses d'un « manuel », mais un manuel rédigé par les spécialistes du domaine concerné, avec un contenu emprunté à la réalité – et non pas ces exemples complètement incongrus que l'on trouve dans la plupart des manuels.

Mais ce qui est important, c'est que nous ne forçons personne à suivre ce programme. Tout doit se faire de manière spontanée, sinon nous perdrons la magie de la communauté. Mais avec un peu de chance, et si tout fonctionne bien, nous aurons créé une communauté éducative libre, agréable, et ouverte au monde entier. Il me semble indéniable que tout le monde y gagnerait.

http://www.aaronsw.com/weblog/001588

La diversité intellectuelle à Stanford

26 février 2005, 18 ans

Récemment, une étude choc a permis d'établir que seulement 13 % des enseignants de Stanford sont républicains. Les auteurs comparent ce chiffre aux 51 % d'électeurs qui ont élu un républicain à la présidence et affirme que ceci est « la preuve d'une discrimination » et que « les universitaires républicains sont en train d'être éradiqués par les universitaires démocrates ».

Aussi effrayant que ce soit, mes recherches préliminaires m'ont révélé des faits encore plus choquants. J'ai découvert que seul 1 % des enseignants de Stanford croient en la télépathie (entendue comme la « communication entre les esprits sans l'intervention des cinq sens traditionnels »), contre 36 % de la population dans son ensemble. Et moins de 0,5 % croient que « les personnes de cette planète sont parfois possédées par le diable », contre 49 % de ceux qui ne sont pas dans cette tour d'ivoire. Et tandis que 25 % des Américains croient en l'astrologie (« la position des étoiles et des planètes peut avoir un effet sur la vie des individus »), je n'ai pas pu trouver un seul enseignant de Stanford dont ce soit le cas. (Tous ces chiffres proviennent de sondages classiques, tels que rapportés par Sokal[36].)

Ce manque redoutable de diversité culturelle constitue une sérieuse menace pour la jeunesse de notre pays, laquelle se soumet volontairement à la propagande de radicaux anti-astrologie au lieu de recevoir un enseignement prenant en compte une variété de points de vue. Si je devais découvrir qu'il n'y a pas de Noirs parmi le corps enseignant de Stanford, la communauté du politiquement correct serait hors d'elle. En revanche, cela ne leur pose aucun problème d'évincer des candidats au poste d'enseignant dont ils désapprouvent les *idées*.

---

36 Alan Sokal, physicien et épistémologue américain, ndt.

Certes, pourraient dire certains, mais la couleur de la peau d'une personne n'entre pas en ligne de compte dans sa tâche d'enseignant, tandis que ses croyances forment le cœur du métier. Et à ces critiques, on ne peut que répondre : vous, élitistes du « savoir », êtes restés sourds à la critique acerbe du savoir factuel élaborée par les postmodernistes ! Il n'existe pas de réalité objective ; nos croyances ne sont que des « vérités locales », des lubies culturelles que nous pourrions troquer pour d'autres à tout moment. La seule bonne manière de décider des choses que l'on enseigne est de le faire en fonction de ce en quoi l'on croit !

Mais ces universitaires d'extrême gauche se contentent d'ignorer ces critiques accablantes. Ils continuent de prétendre que leur travail est d'étudier la « réalité » et ne croient que ce qui est fondé sur des « faits », quand tout le monde se rend bien compte qu'il ne s'agit que de justifications absurdes destinées à leur permettre de conserver leur position de pouvoir et leur statut vis-à-vis de la société. Et, comme il a été largement reconnu, leurs « comités de recherche » avancés et leurs « exigences en matière de recrutement » ne visent qu'à empêcher les non-conformistes de contester leurs orthodoxies.

Le parti de McCarthy doit sauver la liberté universitaire. Les riches hommes d'affaires doivent mettre leurs ressources en commun pour lutter contre l'élitisme. Les racistes et les sexistes doivent vanter les valeurs de la diversité. Les conservateurs doivent épouser le postmodernisme. Tâche difficile ? Sans doute. Mais ils sont vaillamment décidés à sacrifier toute crédibilité pour protéger la jeunesse de la nation. Nous devrions saluer leur courage.

http://www.aaronsw.com/weblog/001591

David Horowitz sur la liberté universitaire

27 février 2005, 18 ans

Je vous présente David Horowitz. Jadis membre d'une ramification d'un groupe militant d'extrême gauche, il a depuis trouvé la lumière (et l'argent) en renonçant à ses idées pour rejoindre l'extrême droite. Son projet actuel est de renforcer la domination de la droite dans les universités de notre pays. (Voyez-vous, pour la droite totalitaire, contrôler les trois branches du gouvernement, les gouvernements des États, les médias et les écoles primaires, n'est pas suffisant. Tout doit être soumis à leur autorité.) Horowitz a enjolivé cette tentative de contrôle des esprits en parlant de « liberté universitaire » et de « diversité intellectuelle », ce qui n'est pas sans présenter quelques problèmes amusants, à commencer par son opposition à la diversité de genre et à celle de race.

Mais je vais déjà trop vite. La conférence est financée par le Stanford Hillel (je n'arrive pas à croire que j'aie presque envisagé de penser à me renseigner sur la façon de rejoindre cette répugnante association d'extrême droite – intitulé d'une conférence programmée ces jours-ci : « Pourquoi les Juifs votent-ils comme ils le font ? ») et la Young America's Foundation (YAF), un groupe d'étudiants de droite. Le public est clairsemé. La conférence a lieu dans l'auditorium qui a accueilli Amy Goodman, mais alors qu'il ne restait que des places debout pour écouter la journaliste, on ne compte ce jour-là qu'une vingtaine de personnes au total. Je me demande combien le Stanford Hillel a déboursé pour ce fiasco.

Comme Horowitz n'a rien à faire, il erre parmi les quelques membres du public. Je suis assis dans le dernier tiers de la salle, mais il réussit quand même à venir jusque-là et à dédicacer un livre au type qui est derrière moi. « Je vais sur FrontPageMag.com [le site d'Horowitz] tous les jours », fayotte ce dernier. Horowitz n'a pas de stylo, alors je lui prête le mien. (J'ai prêté un stylo à Horowitz !) « Je dis à tous mes amis d'y

aller, poursuit le fan, mais pour l'instant, je n'ai que des retours désobligeants. » J'essaie de cacher mon exemplaire de *Une histoire populaire des États-Unis* tandis qu'Horowitz me rend mon stylo, afin d'éviter de recevoir moi-même quelques remarques désobligeantes.

Une dame de la YAF présente Horowitz en expliquant que des « philanthropes locaux » ont financé une tournée sur trois campus de la région. La conférence n'a même pas commencé qu'elle abandonne déjà tranquillement l'idée de prétendre qu'ils agissent sans parti pris ou pour la promotion de la diversité : elle explique qu'elle a commencé à s'intéresser à ce sujet lors d'une réunion d'anciens élèves à Stanford, durant laquelle un professeur avait donné une conférence sur l'histoire palestinienne. Elle avait « rougi de honte » en entendant la façon dont il déformait (selon elle) les faits, citait des propos hors contexte, et poursuivait un « programme d'inspiration marxiste » qui, bien qu'elle ait apparemment pu le décoder, était resté « dissimulé » pour tous les autres auditeurs. Ensuite, pour couronner le tout, il avait déclaré ne pas croire à la vérité objective ! Enseigner un seul et unique point de vue, conclut la dame, c'est se comporter comme un pédophile qui donnerait un avertissement préalable : ce n'est pas acceptable.

(En réalité, le type avait très certainement fourni une description partielle mais correcte de l'histoire palestinienne, puis il s'était sans doute fait l'écho de cette remarque de Howard Zinn selon laquelle « tout ce sur quoi [l'historien] choisit de centrer son attention vient soutenir [qu'il en ait ou non l'intention] un certain type d'intérêt ». Venait-elle donc de comparer tous les historiens traditionnels à des pédophiles ?)

Un étudiant prend la suite de la dame et remercie tous les financeurs : la Stanford Jewish American Alliance, Hillel, Chabad, la Young America's Foundation. Selon la bio qu'il lit, Horowitz était auparavant un « activiste des droits civiques » (ceci fait apparemment référence au soutien d'Horowitz au Black Panther Party) qui dirige aujourd'hui un site Internet conservateur très populaire recevant un million de visiteurs par mois.

Puis vient enfin le tour d'Horowitz lui-même. Il salue l'institution « civilisée » qu'est Stanford, puisque, contrairement aux universités de Berkeley et de San Francisco, ici il n'a pas besoin de huit gardes armés pour protéger son droit à la parole. (Dehors, j'ai repéré deux personnes qui m'avaient bien l'air d'être des gardes armés, mais comme personne n'est venu, ils semblaient n'avoir pas grand-chose à faire.) Il dit que cette courtoisie est dû au fait que l'administration de l'université prend soin de « punir les fauteurs de troubles » pour faire respecter les convenances, ce dont il remercie donc l'administration.

Horowitz présente son argument principal : « On ne peut pas recevoir une bonne formation si l'on n'entend que la moitié de l'histoire. Et vous ne recevez pas une bonne formation. » Une récente étude menée à Stanford et à Berkeley a permis d'établir que les partisans de Kerry étaient trente fois plus nombreux que leurs adversaires, qui sont en fait presque inexistants. Pourquoi ? Parce que les radicaux politiques qui refusaient de lutter contre le communisme ont obtenu des délais qui leur ont permis d'obtenir des diplômes universitaires et des postes d'enseignants. Ils ont pris le contrôle des comités de recherche et ont transformé la culture dans son ensemble. (Oui, Horowitz s'exprime bel et bien ainsi.)

Bien sûr, l'autosélection joue en partie. Les gens de gauche sont par nature des missionnaires, puisque, dans la lignée de Rousseau, ils croient que « l'homme est né libre mais partout il est dans les fers », tandis que les conservateurs comprennent que la corruption est dans notre nature et que les institutions ne font que la refléter. (Je suis réellement impressionné par la compréhension très fine qu'en a Horowitz – je crois n'avoir jamais entendu personne articuler les différences de manière aussi claire. Apparemment, c'est tiré de *A Conflict of Visions* de l'écrivain de droite Thomas Sowell.) Les gens de gauche se lancent donc dans des « professions de missionnaires » : journalisme, enseignement, politique. Mais nous devons démanteler ce contrôle de la gauche afin que les étudiants puissent accéder à une diversité de points de vue.

Comment s'y prennent-ils ? Ils contrôlent les comités de recherche. Il a été sur 250 campus – dans chacun d'eux, deux ou trois enseignants au maximum soutiennent sa cause. En novembre 2001, dans l'État du Delaware, un de ces enseignants lui a dit qu'on lui interdisait tout bonnement de participer à des comités de recherche. Les conservateurs, affirme Horowitz, croient au respect de la procédure et à la pluralité des points de vue. Alors que les gauchistes voulaient juste recruter un marxiste de plus. Dans une autre université, un candidat au poste d'enseignant affirme qu'il était sur le point de se faire recruter comme professeur d'histoire de l'Asie, mais que l'offre a été retirée après qu'il a laissé échapper qu'il était en faveur de l'établissement de chèques d'éducation. Lorsqu'Horowitz était marxiste, il n'a jamais été mis au banc de cette façon.

Les enseignants, dit-il, ne devraient jamais révéler leurs opinions politiques. Après tout, les médecins n'ont pas de politique ; ce sont des professionnels. Mais les enseignants ont l'audace d'afficher des caricatures politiques sur leur porte, ce qui a pour effet de faire fuir les conservateurs timides. L'administration devrait les en empêcher. (Oui, il vient

bel et bien de promouvoir l'interdiction d'afficher des caricatures sur sa porte.)

(Horowitz fait une remarque sur Ward Churchill, que je ne rapporterai pas ici. En passant, il fait remarquer que la gauche contrôle aussi le prix Nobel, sinon comment Rigoberta Menchu aurait-elle pu le remporter ?)

Mais toute cette discrimination a ses avantages – les conservateurs se sont endurcis à force d'être oppressés, ils doivent trouver des réponses aux questions des enseignants sur leurs croyances, tandis que les gens de gauche ne savent rien de rien, et ne savent pas répondre aux critiques conservatrices les plus élémentaires.

(Horowitz fait un commentaire sur la guerre contre la terreur ; je passe aussi, mais je rapporte simplement cette remarque : « On nous dit que la guerre contre l'Irak n'a rien à voir avec la guerre contre la terreur. Mais toutes les attaques sont venues des musulmans arabes. C'est là qu'ils vivent. »)

« Les campus sont, dans une certaine mesure, des sociétés de la peur. Les jeunes ont peur qu'on les accuse d'être racistes. Ou d'être de droite. Les campus n'ont jamais été aussi peu libres, du moins depuis Salem. Ils étaient *beaucoup* plus libres à l'époque de McCarthy. »

Il semblerait que Leslie Cagan de United for Peace and Justice (un groupe marxiste-léniniste nord-coréen, pro-terroriste musulman, et stalinisteste, décrit Horowitz sous les applaudissements) ait organisé une grève des enseignants sur le campus pour protester contre la guerre. Horowitz affirme qu'il aurait renvoyé tous ceux qui refusaient d'enseigner. Stanford est peut-être une université civilisée, mais elle a tout de même ses manières de faire. (Apparemment, par « civilisé », Horowitz veut dire « non civilisé ».) Lynn Stewart, l'avocate condamnée pour avoir défendu un terroriste, fut invitée par l'école de droit de Stanford. (Pas si civilisée.) Parmi les autres nouvelles du jour, le National Lawyers Guild est un « front soviétique », le Center for Constitutional Rights est une « organisation communiste », et Lynn Stewart a porté un toast à Marx, Ho, Lénine, et Mumia Abu-Jamal.

Les programmes de gauche soutiennent nos ennemis. Lisez cette citation de Todd Gitlin. « Ce qu'ils disent sur notre histoire est la même chose que le Hamas » : les États-Unis sont le mal-tout-puissant. Il existe une autre manière d'enseigner l'histoire. Dans toutes les « guerres indiennes », on dénombrait autant d'Indiens du côté des colons que du côté des Indiens, affirme Horowitz. (J'ai vraiment du mal à le croire.) Et si nous avons en effet pratiqué l'esclavage, ils l'ont pratiqué en Afrique pendant des siècles – ce sont des hommes *chrétiens* absolument blancs,

aux États-Unis et en Angleterre, qui ont conduit le monde à abandonner cette pratique parce qu'elle constituait une offense envers Dieu. (Pitié.)

Nous devons enseigner aux élèves cette version exaltante de l'histoire américaine, parce que si l'on ne vous apprend pas à être fiers de votre pays, vous ne pourrez pas vous défendre.

La conférence se termine et l'on passe aux questions-réponses. Je remarque qu'Horowitz a oublié de mentionner ce que nous pouvons faire pour lutter contre ce contrôle insidieux de la gauche. Je me mets dans la file d'attente pour poser ma question.

La première personne demande à Horowitz comment distinguer cela de mesures de discrimination positive. Horowitz esquive plus ou moins la question, parlant davantage de la façon dont, selon lui, les conservateurs sont objets de discrimination, avant de me rassurer : il ne plaide pas en faveur d'une obligation de recruter des conservateurs, mais pense simplement que l'administration devrait se mettre en quête de conservateurs qualifiés (il cite Thomas Sowell en exemple) et les recruter.

Un autre étudiant demande comment les libéraux ont fait pour prendre le contrôle de tout. « Hollywood n'est pas libéral », répond Horowitz. (Ceci est assez choquant dans la mesure où le précédent travail d'Horowitz consistait à lutter contre les gauchistes présents à Hollywood – peut-être que son travail est fini ?) Harvard est le travail de toute une vie, mais Hollywood doit refléter la culture. « Les institutions du marché se corrigent plus ou moins toutes seules » – il n'y qu'à regarder la *talk radio* [37], Fox ou Internet. Roger Ailes a introduit l'idée de deux camps. Mais les universités ont encore un fonctionnement féodal. La seule solution est de créer un nouveau corps enseignant dans un département d'études conservatrices, exactement comme les études féministes, qui pourrait prendre de l'ampleur puisque les étudiants votent avec leurs pieds. (J'imagine que le département des sciences économiques ne lui suffit pas.)

Un militaire dit qu'il est inquiet parce que les gauchistes sont en train de devenir anti-américains. Horowitz répond qu'il est inquiet lui aussi. La haine de Bush, explique-t-il, n'est qu'un dérivé de la haine de l'Amérique, car comment peut-on haïr Bush ? (Oui, il a réellement dit cela.) C'est un dirigeant fort, et les gauchistes détestent les dirigeants forts. Une fille réagit en disant qu'elle n'aime pas Bush (peut-être s'agit-il d'une libertarienne ?) et estime qu'elle devrait avoir le droit d'être en désaccord avec lui sans haïr l'Amérique. Horowitz lui explique que c'est la *haine* de Bush qui pose problème, non le fait d'être en

---

37 Radio qui donne la priorité aux interviews et aux débats, ndt.

désaccord avec sa politique. « J'ai des amis qui ne sont pas d'accord avec moi, mais ils ne me comparent pas à Hitler pour autant ! »

C'est à mon tour. Je dis que je comprends qu'il existe des programmes pour s'assurer que les Noirs et les femmes ne sont pas victimes de discriminations, mais pourquoi les conservateurs devraient-ils bénéficier d'un traitement spécial ? Horowitz insiste sur le fait qu'il est contre la discrimination positive et que son propos est qu'être exposé à de nouvelles idées est bien plus important que la couleur de la peau. (Le public applaudit la capacité d'Horowitz à éluder ma question piètrement formulée.)

Pour finir, quelqu'un demande ce que l'on peut faire pour changer les choses. Horowitz dit qu'il a commencé un groupe, StudentsFor AcademicFreedom.org (200 000 visiteurs !), où les conservateurs peuvent bavarder entre eux sur les oppresseurs gauchistes. (Morceaux choisis : « J'ai écrit sur les valeurs familiales des livres qu'on a lus en disant qu'elles ne sont pas bonnes. Je sais que mon texte était pas mal du tout, parce que j'ai corrigé l'orthographe et la grammaire deux fois. J'ai eu un D – juste parce que le professeur déteste les familles et pense qu'être gay n'est pas un problème. » « Parlé des drapeaux en tant que symboles des États et dit que le nouveau drapeau iraquien n'était pas le fruit d'une procédure transparente et juste […] Présenté *comme un fait* que les autres sociétés arabes avaient du rouge, du vert et du noir dans leurs drapeaux […] ») Les seuls qui s'opposent à son travail sont les professeurs totalitaires.

Il fait aussi la promotion de son « Academic Bill of Rights », et sans rien dire du contenu ou de l'effet qu'aurait cette loi, il assure que c'est un « document très libéral ». Il l'a montré à de vrais libéraux – Stanley Fish, Todd Gitlin (tellement libéral qu'il appela un jour à un million de Mogadiscio ! [faux !]), Michael Berubé (lequel, affirme Horowitz, l'a comparé un jour à Hitler ! Enfin, à un propagandiste pour Hitler [faux !]) – et a retiré tout ce qui les irritait. Ils en ont tout approuvé, « à la virgule près ».

Eh bien, cette affirmation m'a semblé bizarre – après tout, Michael Bérubé a rédigé des posts très drôles pour se moquer d'Horowitz : « Empêcher les conservateurs d'entrer dans le monde universitaire », « Le réseau de gauche international révélé au grand jour ! », « Rugueux *vs* doux », « Il est temps de réagir au post d'Horowitz » – et, bien sûr, elle s'est révélée être un gros mensonge. Stanley Fish a qualifié le Bill of Rights de « cheval de Troie au sombre dessein », Gitlin parle d'un « point de vue rétro et vindicatif », et Berubé affirme qu'il « a refusé très ostensiblement de le signer, comme me le demandait David, précisément parce que cela donnerait lieu à toutes sortes de conclusions absurdes ».

Quoi qu'il en soit, Horowitz prétend que les seuls à s'opposer au projet de loi sont les membres de l'Association américaine des professeurs d'université, qui l'ont qualifié de « grave menace » pour la liberté universitaire. (Ces gens, si vous avez bien suivi, sont manifestement des terroristes marxistes-staliniste de gauche.)

Le projet de loi, explique Horowitz, affirme simplement que nous ne connaissons pas la vérité et que les étudiants devraient avoir accès à l'ensemble des points de vue. Les salles de classe ne devraient pas être utilisées à des fins d'endoctrinement ; elles devraient refléter la diversité politique et ne pas permettre que l'on qualifie les étudiants du ROTC [38] de tueurs de bébés.

Horowitz explique comment il s'y prend pour faire passer ces projets de loi. Le conseil de l'université soutient vraiment ce projet, dans la mesure où il l'aide à trouver des donateurs, mais Horowitz ne veut pas se battre contre la cinquantaine de marxistes radicaux à propos de ce sujet. Alors il va devant la législature (contrôlée par les républicains) et demande aux députés de faire semblant de voter le projet de loi, puis il retourne à l'université et dit : « Vous pouvez voter le projet de loi ou nous pouvons le voter pour vous », ils le votent et la législature le retire. Horowitz ne veut pas vraiment réglementer les universités, donc c'est une victoire pour lui.

C'est terminé. Le lendemain, le *Stanford Daily* rapporte que « lors de son passage sur le campus, Horowitz a rencontré Jeff Wachtel, adjoint principal du président de l'université, John Hennessy, pour soutenir activement auprès de lui l'adoption de l'Academic Bill of Rights à Stanford ».

Horowitz a reposté l'article du *Daily* sur son site sous le titre « Horowitz secoue le monde universitaire de gauche à Stanford », en pointant quelques erreurs commises par le journal. (De manière hilarante, le journal a entendu : « United for Peace and Justice est dirigée par soixante staliniste » au lieu de : « United for Peace and Justice est dirigée par une staliniste des années 1960 », mais apparemment, ils ont entendu correctement le passage sur le caractère « pro-terroriste musulman » et « marxiste-léniniste nord-coréen » de l'organisation.)

---

38 Le Reserve Officers' Training Corps est une organisation militaire chargée de l'entraînement des officiers de réserve des forces armées des États-Unis. Elle est aussi une « porte d'entrée » dans cette même armée, permettant d'éviter le long parcours des académies militaires, ndt.

http://www.aaronsw.com/weblog/intellectuals

Ce que veut dire être un intellectuel

17 avril 2006, 19 ans

Ce matin, un ami m'a envoyé un e-mail à la fin duquel il réagit après-coup à une citation que je lui avais envoyée et qui venait d'un auteur faisant l'éloge des livres. « Évidemment qu'il dit cela – il est écrivain », m'écrit mon ami.

Je voudrais discuter un peu cette affirmation – comment peut-on rejeter l'argument de quelqu'un simplement à cause du métier qu'il fait ? – mais cela semblerait bizarre. Il existe une norme sociale qui veut que le temps que l'on passe à discuter d'une chose devrait être plus ou moins proportionnel à son importance. On peut imprimer des montagnes de documents sur des problèmes de relations internationales, mais passer deux e-mails à discuter de ponctuation semblerait extrêmement étrange.

Il y a juste un problème : j'*aime beaucoup* les discussions approfondies sur la ponctuation et autres trivialités de ce genre. Je pourrais essayer de justifier ce goût – en expliquant que nous devrions réfléchir à tout ce que nous faisons afin de ne pas faire tout ce à quoi nous réfléchissons – mais à quoi bon s'ennuyer ? Dois-je aussi justifier le fait que j'aime certaines émissions de télévision ? À un certain stade, le simple plaisir n'est-il pas suffisant ? Après tout, le temps n'est pas extensible à l'infini.

Mais bien sûr, la pulsion qui me pousse à interroger la ponctuation m'amène à questionner cette pulsion elle-même – d'où cet essai.

Quelle est cette « pulsion » ? C'est la tendance à ne pas simplement accepter les choses telles qu'elles sont, mais à vouloir les penser, les comprendre. Ne pas se satisfaire de se sentir simplement triste, mais se demander ce que signifie la tristesse. Ne pas seulement acheter une carte de bus, mais réfléchir aux raisons économiques qui font qu'acheter une carte de bus a un sens. J'appelle cette tendance « la tendance intellectuelle ».

Le mot « intellectuel » a mauvaise réputation. Quand je pense à ce mot, j'entends un homme avec l'accent du Sud qui le tourne en dérision. Mais il y a une bonne raison à cela – *l'idée* a en effet mauvaise réputation.

Comment l'expliquer ? D'une part, nombreux sont ceux qui n'aiment pas réfléchir, tout simplement. Peut-être que cela leur rappelle l'école, dont ils gardent un mauvais souvenir et où ils ne veulent pas retourner. Et d'autre part, ces gens-là sont des personnes très occupées – des hommes et des femmes d'action – et ils n'ont pas le temps de s'arrêter pour réfléchir à chaque petit détail. Mais en fait, c'est surtout parce qu'ils pensent que c'est une perte de temps. À quoi bon ? Quelle différence votre opinion sur la ponctuation peut-elle bien faire ? Cela n'a pas le moindre effet sur quoi que ce soit.

C'est l'argument que l'on utilise souvent pour diaboliser les intellectuels. Thomas Frank le résume en ces termes :

> C'est à cette même bande d'intellectuels sournois que l'on doit le contenu des films hollywoodiens et l'impôt sur le revenu, qui leur permet de dépouiller le restant d'entre nous. Ils ne font aucun travail utile et ne produisent rien d'autre que des films et des articles de journaux, tout en vivant en parasites sur le travail des autres.

Quand je pense aux intellectuels, cela dit, je ne pense pas vraiment aux producteurs hollywoodiens, ni aux hommes politiques, ni même aux chroniqueurs de journaux. Mais ceux à qui je pense semblent avoir quelque chose d'autre en commun. Ils n'aiment pas simplement réfléchir, ils aiment le langage. Ils aiment ses ruses et ses subtilités, ses jeux, la façon dont on l'écrit, les livres où on l'écrit, les bibliothèques où se trouvent ces livres, et la typographie qu'utilisent ces livres.

À la réflexion, cela semble parfaitement logique. Le langage est le moyen d'exprimer la pensée, il n'est donc pas surprenant que quelqu'un qui passe beaucoup de temps à penser passe aussi beaucoup de temps à penser à la manière de communiquer ses réflexions. Et en effet, tous les intellectuels qui me viennent à l'esprit écrivent, non parce qu'ils le doivent ou parce qu'on les paie pour cela, mais simplement pour l'intérêt de la démarche en elle-même. À quoi bon penser si on ne peut pas le partager ?

Cela tranche avec l'image que l'on se fait en général des intellectuels – c'est-à-dire celle de snobs élitistes et prétentieux. Mais les vrais intellectuels, au sens où je l'entends du moins, sont l'inverse de cela.

Rien ne leur tient plus à cœur que d'expliquer leurs idées, afin que ceux qui s'y intéressent puissent les comprendre. S'ils peuvent sembler prétentieux, c'est simplement parce que discuter de ce genre de choses n'est pas normal.

En fait, ce stéréotype semble correspondre davantage à une caricature de l'universitaire que de l'intellectuel. (Cela vaut peut-être la peine de noter que la plupart des intellectuels qui me viennent à l'esprit *ne sont pas* des universitaires, ou alors ont quitté l'université.) Loin d'être des intellectuels, les universitaires sont encouragés à être presque l'opposé. Au lieu d'essayer d'expliquer les choses simplement, ils sont rémunérés pour les faire paraître plus compliquées. Au lieu d'essayer d'apprendre sur tous les sujets, ils sont contraints de se concentrer sur leur petite sous-discipline. Au lieu d'aimer les livres, ils doivent adorer bavarder – que ce soit debout devant leur classe, pendant leurs heures de permanence, lors de colloques professionnels ou de réunions entre universitaires.

Non qu'il y ait quelque chose de mal à cela. Au début de ce texte, j'ai refusé de justifier mon statut d'intellectuel avec autre chose que le pur plaisir personnel. Et maintenant que vient le moment de conclure, aucune meilleure justification ne me vient à l'esprit. Il est certain que les gens devraient réfléchir sérieusement à leurs actions, aux problèmes du monde et à d'autres sujets importants. Mais les autres ? C'est une question de préférence personnelle, pas beaucoup plus que cela.

http://www.aaronsw.com/weblog/gettingitwrong

Se tromper

12 octobre 2006, 19 ans

Quiconque a déjà côtoyé des enfants à l'école, voire simplement lu des livres sur des personnes dont c'est le cas, sait qu'ils sont terrifiés à l'idée de donner la mauvaise réponse. Mon dieu, ce n'est même pas la peine de fréquenter des enfants ! Si, lors d'une discussion avec un groupe de personnes, notre ignorance transparaît, on a immédiatement l'air gêné. Lors d'une partie de jeu vidéo, on essaie toujours de se trouver une excuse si l'on est en train de perdre. Les gens détestent échouer, au point qu'ils ont peur d'essayer quoi que ce soit.

Ce qui est un problème, parce que l'on passe son temps à échouer. La seule façon d'élargir ses compétences est d'essayer de se dépasser un peu, ce qui signifie que l'on est obligé d'échouer de temps en temps. Les situations de concurrence sont encore plus bizarres. Si je joue à un jeu qui exige exclusivement une certaine pratique contre quelqu'un qui a plus de pratique que moi, je vais probablement perdre, quelles que soient mes qualités par ailleurs. Et pourtant, si je perds, je me sentirai tout de même rabaissé.

Quiconque veut créer un environnement éducatif convenable sera contraint de résoudre ce problème. Et il semble y avoir deux manières de le faire : essayer de faire en sorte que les individus ne se sentent pas gênés d'échouer ou essayer de travailler sur l'environnement afin que les individus n'échouent pas. Choisir entre ces deux options conduit parfois les gens à se lancer dans des débats philosophico-politiques (essayer d'améliorer l'estime de soi des enfants veut dire qu'ils ne seront pas capables de faire face au monde réel ! Empêcher les enfants de faire l'expérience de l'échec, c'est trop les dorloter !), mais pour l'heure, concentrons-nous simplement sur ce qui fonctionne.

Faire en sorte que les gens acceptent de se tromper semble difficile, ne serait-ce que parce que toutes les personnes que je connais ont ce

problème à un degré plus ou moins élevé. Il existe quelques rares exceptions – des esprits indépendants comme Richard Feynman (pourquoi te soucier, *toi*, de ce que pensent les autres ?) semblent souvent intrépides, bien qu'il soit difficile d'évaluer la part de mise en scène de cette confiance en soi – mais elles semblent n'être que le fruit du hasard, sans constantes permettant de comprendre *pourquoi*.

Il semble très probable que la peur soit en grande partie causée par un système éducatif axé sur les résultats, obsédé par les notes et les classements (1er, 2e, 3e). Et peut-être la peur de se tromper que l'on observe chez les personnes plus âgées émane-t-elle du fait qu'elles ont vécu des expériences de ce genre dans leur enfance. Auquel cas le simple fait de créer un environnement non coercitif, convenant aux enfants, résoudra le problème, mais ne comptons pas trop là-dessus.

La solution, comme le suggèrent certains, réside peut-être dans le renforcement de l'estime de soi, afin que lorsqu'ils se trompent sur une chose, les enfants en aient d'autres sur lesquelles rebondir. En tout cas, c'est un mécanisme que j'observe chez moi : « Pff, ils peuvent toujours me battre à *Guitar Hero*, mais moi au moins je peux retourner écrire des articles sur mon blog. » Seulement l'estime de soi est comme un coussin : elle empêche la chute d'être trop douloureuse, mais elle n'empêche pas la chute elle-même.

La panacée, semble-t-il, serait de trouver une manière de séparer les actions d'un élève de leur valeur. Échouer est douloureux parce que l'on s'imagine que cela renvoie une mauvaise image de nous. J'ai échoué, donc je suis un incapable. Mais si ce n'est pas le cas, alors il n'y a aucune raison de se sentir blessé.

Se détacher soi-même des actions que l'on accomplit peut sembler idiot, mais de nombreux articles de psychologie vont dans ce sens. Dans son enquête *Happiness: Lessons from a New Science*, Richard Layard note que les études montrent systématiquement que les gens détachés de ce qui les entoure – que ce soit à travers la méditation bouddhiste, la foi chrétienne ou la thérapie cognitive – sont plus heureux que les autres. « On constate que toutes les sensations de joie et même de douleur physique sont fluctuantes, et on se voit soi-même comme une vague – vague qui n'est que la forme présente d'une mer éternelle » (p. 191).

De même, Alfie Kohn, qui s'intéresse plus spécifiquement aux études sur les enfants, estime qu'il est essentiel pour la santé mentale d'un enfant que ses parents lui fassent comprendre qu'ils l'aiment pour ce qu'il est, indépendamment de ce qu'il *fait*. Cette idée peut donner lieu à d'épineux débats philosophiques – qu'est une personne, sinon la somme de ses actions ? – mais les implications pratiques sont évidentes.

Les enfants, comme tout le monde d'ailleurs, ont besoin d'un amour et d'un soutien inconditionnels pour être capables de survivre dans ce monde. Les études sur l'attachement parental montrent que les nouveau-nés déjà ont peur d'explorer une pièce à moins que leur mère ne soit près d'eux pour les soutenir, et les mêmes constats ont été faits chez les singes.

Par suite, la question qui se pose est la suivante : comment créer des institutions éducatives qui découragent cette manière de penser ? Évidemment, nous aimerions en finir avec la concurrence et les notes, mais même ainsi, comme on a pu l'observer avec Mission Hill [39], les enfants ont peur de l'échec.

Bien que je sois réticent à introduire *davantage* d'individualisme dans les écoles américaines, il semble évident qu'une solution consiste à faire travailler les enfants chacun de leur côté. Les enfants sont gênés devant le reste de la classe ; les timides se font persécuter dans les petits groupes. Il ne reste en réalité qu'une possibilité : faire les choses tout seuls.

Et cela semble efficace. Les gens semblent davantage disposés à poser des questions « stupides » si on leur demande de les écrire sur des cartes anonymes. Lorsqu'on échoue à un jeu vidéo, cela donne seulement envie de recommencer tout de suite pour pouvoir enfin gagner. Apparemment, quand personne ne sait que l'on se trompe, on supporte l'échec bien plus facilement. Peut-être parce que l'on sait que cela n'aura pas d'effet sur le regard que les autres portent sur nous.

Les écoles pourraient également faire en sorte de décourager ce genre de conditionnement en lui retirant toute importance. Même Mission Hill, qui s'assurait que chaque classe était composée d'enfants d'âge différent, conservait toujours l'idée d'âge et de compétences clairement requises pour passer dans la classe supérieure. Et si l'école, au lieu d'une série d'activités obligatoires à travers lesquelles il fallait inexorablement progresser, était constituée d'une série d'activités que les élèves pouvaient choisir ? Lorsque l'on n'est plus obligé de progresser, il devient difficile de s'inquiéter de la place que l'on occupe dans le rang.

Mais peut-on passer à l'étape suivante ? Les écoles pourraient-elles non seulement traiter leurs élèves inconditionnellement, mais les encourager à se considérer eux-mêmes ainsi ? Bien sûr, tout le monde pourrait apprendre la méditation bouddhiste ou autre (qui sont apparemment efficaces, d'après les études), mais il serait encore mieux qu'il existe

---

39 Mission Hill School : école du centre de Boston. Un lien renvoie à l'article posté quelques jours plus tôt, le 9 octobre 2006 : « Visiting Mission Hill », http://www.aaronsw.com/weblog/missionhill, ndt.

quelque chose dans la structure même de l'école qui encourage cette manière de penser.

Supprimer les délais à respecter et les exigences devrait aider les élèves à vivre plus pleinement l'instant présent. Fournir un minimum d'attention à chaque élève devrait les aider à se sentir valorisés en tant qu'individus. Créer un environnement sûr et de confiance devrait leur permettre de ne pas avoir à penser en permanence en fonction des autres. Et, bien sûr, toutes ces choses auraient à leur tour des effets positifs sur la société dans son ensemble.

On a trop souvent tendance à penser les écoles comme des systèmes destinés à former des gens biens. Peut-être est-il temps de les penser comme des lieux où on les laisse être des gens biens.

Épilogue

http://www.aaronsw.com/weblog/legacy

Héritage

1er juin 2006, 19 ans

Les personnes ambitieuses veulent laisser un héritage, mais quel type d'héritage exactement ? Traditionnellement, l'importance de quelqu'un se mesure à l'aune des effets qu'ont ses actions. Les juristes les plus importants, par exemple, sont les juges de la Cour suprême, puisque leurs décisions affectent la nation tout entière. Et les plus grands mathématiciens sont ceux qui font les plus grandes découvertes, puisque celles-ci finissent par être utilisées par beaucoup de leurs successeurs.

Cela semble très raisonnable. Un héritage dépend de l'influence d'une personne, et quelle meilleure manière de mesurer l'influence de quelqu'un que de considérer l'effet qu'ont eu ses actions ? Mais cette façon de mesurer les choses repose sur un mauvais présupposé. La vraie question n'est pas de savoir quel effet a eu le travail que l'on a accompli, mais à quoi ressemblerait le monde si l'on ne l'avait jamais accompli.

Ce sont deux choses très différentes. Il est communément admis qu'il y a des « idées dont le temps est venu », et l'histoire a tendance à le démontrer. Lorsque Newton inventa le calcul infinitésimal, Leibniz en fit de même. Lorsque Darwin découvrit que l'évolution obéissait à la loi de la sélection naturelle, Alfred Russel Wallace fit la même découverte. Lorsque Alexander Graham Bell inventa le téléphone, Elisha Gray l'inventa également (sans doute avant lui, d'ailleurs).

Dans ces cas de figure, les faits parlent d'eux-mêmes : si Newton, Darwin et Bell n'avaient jamais accompli ce qu'ils ont accompli, cela n'aurait pas changé grand-chose – nous aurions quand même le calcul infinitésimal, l'évolution et le téléphone. Et pourtant ces gens sont salués comme de grands héros, et leur héritage est immortalisé.

Si ce type de consécration représente un but en soi, alors peut-être est-ce suffisant. (Bien que cela semble être un jeu plutôt dangereux, dans

la mesure où la postérité peut se réveiller à tout moment et découvrir qu'elle n'adule pas la bonne personne). Mais si l'on s'intéresse réellement à l'influence de ces savants, et non à la seule façon dont leur influence est perçue, une réflexion plus approfondie s'impose.

Un jour, j'ai passé quelque temps avec un universitaire très connu, qui avait publié plusieurs travaux largement reconnus comme des classiques, y compris hors de son domaine de recherche, et il m'a donné quelques conseils pour faire carrière dans les sciences. (D'ailleurs, maintenant que j'y pense, je connais deux personnes pour qui ce conseil a fonctionné, ce qui tend à démontrer que le phénomène a une portée assez large.) Tel et tel domaines ont le vent en poupe actuellement, m'a-t-il suggéré, vous pourriez vraiment vous faire un nom en les intégrant. L'idée était que dans la mesure où des découvertes majeures allaient bientôt survenir dans ces domaines, en choisissant l'un ou l'autre, je pourrais peut-être en être l'auteur.

Selon mon analyse, une telle conduite laisserait un piètre héritage. (Précisons quand même que je ne pense pas que le travail de ces deux personnes puisse se ranger dans cette catégorie ; c'est-à-dire que leur réputation reste méritée, même selon ces critères.) Pire encore, cela se saurait. Selon toute vraisemblance, Darwin et Newton n'ont pas entamé leurs recherches parce qu'ils pensaient que leur domaine « avait le vent en poupe ». Ils pensaient qu'en faisant ces recherches, elles pourraient avoir un effet significatif, quand bien même l'avenir leur aurait donné tort. Mais quelqu'un qui rejoindrait un domaine simplement parce qu'il pense qu'une découverte majeure s'y prépare ne pourrait même pas se nourrir d'une telle illusion. Il saurait que son travail ne changerait pas grand-chose, et devrait s'atteler à la tâche tout en le sachant.

Cela vaut également pour d'autres professions que l'on considère souvent à tort comme importantes. Prenons l'exemple d'un juge de la Cour suprême. Traditionnellement, cette fonction est considérée comme un métier grandiose, où les décisions prises ont une portée significative. En fait, il me semble qu'un juge de la Cour suprême n'a que très peu d'influence. Le gros de son influence appartient en amont à la politique du président qui l'a nommé. Si le juge en question n'avait pas été disponible, le président aurait pris quelqu'un d'autre, qui aurait adopté les mêmes positions. La seule manière d'avoir une portée réelle en tant que juge de la Cour suprême serait de changer de politique une fois nommé, et la seule manière de se préparer à une chose pareille serait de passer la majorité de sa carrière à faire des choses que l'on estime condamnables dans l'espoir d'être peut-être un jour nommé à la Cour suprême. Cela semble être difficile à accepter.

Alors, quels sont les métiers qui laissent un véritable héritage ? Ils sont pour la plupart difficiles à identifier, puisque c'est dans la nature même de ces métiers de se concentrer sur des choses que les autres *n'essaient pas* de faire, ce qui inclut donc les choses que personne n'a identifiées. Mais un bon point de départ est d'essayer de faire des choses qui changent le système au lieu de se contenter d'aller dans son sens. Par exemple, le système universitaire encourage les gens à devenir professeurs et à faire des travaux de recherche dans tels domaines (et c'est donc ce que beaucoup font), ce qui décourage les gens d'essayer de changer la nature de l'université elle-même.

Naturellement, faire des choses comme changer l'université est bien plus difficile que d'aller grossir le rang des professeurs. Mais pour ceux qui sont sincèrement soucieux de l'héritage qu'ils vont laisser, il ne semble pas y avoir beaucoup d'autres choix.

Biographies des contributeurs

Aaron Swartz (1986-2013) était un programmeur informatique, essayiste, organisateur politique et hacker-activiste américain. Il a participé à la création du RSS, de Creative Commons, de web.py et de Reddit. Il a contribué au lancement du Progressive Change Campaign Committee en 2009 et fondé le groupe en ligne Demand Progress. Il laisse derrière lui ses parents et deux frères, qui vivent à Chicago.

Lawrence Lessig est professeur de droit Roy L. Furman à la Harvard Law School. Il a dirigé l'Edmond J. Safra Center for Ethics à l'université Harvard et est l'un des membres fondateurs de Creative Commons. Il vit à Cambridge dans l'État du Massachusetts.

Benjamin Mako Hill est professeur adjoint au département de communication de l'université de Washington et membre affilié de la faculté au Berkman Center for Internet and Society à Harvard. Il est un acteur et une figure clé des communautés du logiciel libre et de la culture libre.

Seth Schoen est technologue, cadre supérieur à l'Electronic Frontier Foundation de San Francisco, où il se préoccupe de la liberté et de l'autonomie des utilisateurs des outils technologiques. Aaron et lui furent amis pendant plus de dix ans ; ils se sont rencontrés à la Cour suprême des États-Unis en 2002.

David Auerbach est écrivain et ingénieur logiciel. Il vit à New York. Il assure la rubrique « Bitwise » du magazine *Slate*.

David Segal est directeur exécutif et cofondateur de l'association activiste Demand Progress. Auparavant, il était membre du conseil municipal de Providence et député de Rhode Island. Il s'est présenté aux élections sénatoriales en 2010, soutenu par une bonne partie des « *netroots* [1] », des organisations syndicales et du mouvement progressiste de Rhode Island. Durant son mandat à Demand Progress, il a soutenu diverses initiatives populaires visant à protéger la liberté d'Internet, notamment celle qui a conduit au rejet de la loi Stop Online Piracy (SOPA). Il a coédité et rédigé la majeure partie d'un livre consacré à cette action, intitulé *Hacking Politics*. Ses écrits sur les questions de politique publique sont parus dans diverses publications. Il est titulaire d'un diplôme en mathématiques de l'université de Columbia.

Henry Farrell est professeur adjoint de sciences politiques et d'affaires internationales à l'université George Washington. Il travaille sur divers sujets, et notamment sur les trusts, la politique d'Internet et l'économie politique comparative et internationale. Il a signé plusieurs articles et chapitres de livres, ainsi qu'un livre intitulé *The Political Economy of Trust: Interests, Institutions and Inter-Firm Cooperation*, publié par Cambridge University Press.

Cory Doctorow est un blogueur, un journaliste et un écrivain de science-fiction canado-britannique, corédacteur en chef du blog Boing Boing. Il œuvre comme activiste en faveur de la libéralisation des lois sur le copyright. Il est également un ardent défenseur de l'association Creative Commons, dont il utilise certaines des licences pour ses livres. Parmi les thèmes récurrents de son travail, on trouve notamment la gestion des droits numériques, le partage de fichiers et l'économie de l'abondance. Il a publié plusieurs romans, dont *Down and Out in the Magic*, *Kingdom* et *Little Brother*.

James Grimmelmann est professeur de droit à l'université du Maryland. Il étudie la façon dont la législation sur les logiciels affecte la liberté, les richesses et le pouvoir.

Astra Taylor est écrivaine et réalisatrice de documentaires. Parmi ses films, on citera *Zizek!*, documentaire sur le plus excentrique des philosophes, diffusé sur Sundance Channel, et *Examined Life*, une série de rencontres avec des penseurs contemporains. Elle a rédigé des articles publiés dans *The Nation*, *Salon*, *Monthy Review*, *The Baffler* et d'autres publications. Son dernier livre s'intitule *The People's Platform*. Elle vit à New York.

Cet ouvrage a été édité par **Jed Bickman**, actuellement éditeur associé chez The New Press.